Rodrigue TREMBLAY
Économiste, professeur émérite de l'Université de Montréal
(1981)

Le Québec en crise

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de l'article de :

Rodrigue TREMBLAY,
Économiste, professeur émérite de l'Université de Montréal

Le Québec en crise.

Montréal : Les Éditions Select Itée, 1981, 447 pp.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur, le 1^{er} décembre 2005, de diffuser ce livre en versions numériques.]

Courriel rodrigue_tremblay@yahoo.com

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 6 janvier 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec.

Rodrigue Tremblay (1981)
Économiste, professeur émérite de l'Université de Montréal

Le Québec en crise

Montréal : Les Éditions Select ltée, 1981, 447 pp.

Table des matières

[Index des sujets et des noms](#)

[L'auteur](#)

[Avant-propos](#)

Première partie : **Le monde de la politique**

- Chapitre 1. [Le début d'un voyage](#)
- Chapitre 2. [L'initiative appartient à l'opposition](#)
- Chapitre 3. [Les candidats de prestige](#)
- Chapitre 4. [Le cabinet](#)
- Chapitre 5. [Le nœud gordien](#)
- Chapitre 6. [Le jeu de la politique](#)
- Chapitre 7. [L'urgence du cancéreux](#)
- Chapitre 8. [Le ministère de l'Industrie et du Commerce](#)
- Chapitre 9. [Une société sur la défensive](#)
- Chapitre 10. [Le mal québécois](#)
- Chapitre 11. [Un dialogue de sourds](#)
- Chapitre 12. [Les monopoles bureaucratiques](#)
- Chapitre 13. [Le dilemme du Gouvernement](#)
- Chapitre 14. [La politique à l'ère électronique](#)

Deuxième partie : **Le monde de l'économie**

- Chapitre 15. [Le marché commun canadien](#)
- Chapitre 16. [L'année de l'économie](#)
- Chapitre 17. [Le bris de contrat](#)

Troisième partie : **Le monde constitutionnel**

- Chapitre 18. [La question emberlificotée](#)
- Chapitre 19. [Le contrôle des événements](#)
- Chapitre 20. [« La vie, la liberté et la recherche du bonheur... »](#)

Quatrième partie : **Le monde électoral**

- Chapitre 21. [Le goût du pouvoir](#)
- Chapitre 22. [Le recul du Québec](#)
- Chapitre 23. [Le prix de l'imprévoyance](#)
- Chapitre 24. [Une colonie du pétrole](#)
- Chapitre 25. [Le vent tourne : une répétition de '76](#)
- Chapitre 26. [Conclusion : la voie de l'avenir](#)

Annexes

- I. [Lettre de démission, le 21 septembre 1979](#)
- II. [Adoption de la question référendaire](#)
- III. [Après le gâchis référendaire](#)

Bibliographie

Index

[Retour à la table des matières](#)

A

Acte de l'Amérique Britannique du Nord, l'.
 Action libérale nationale, l'.
 Air Canada.
 Alarie, Léopold.
 Alice au Pays des Merveilles.
 Allemagne.

 Alliance des professeurs de Montréal, l'.
 aluminium, industrie de l'.
 amalgame, technique de l'.
 annonceurs au Canada (les 20 plus gros).
 Asbestos, société.
 Australie, l'.
 autonomie provinciale, l'.

B

banques, les.
 banque d'affaires.
 Banque ouest-africaine de Développement.
 Banque Populaire, la.
 Barrett, David.
 Bastiat, Frédéric.
 bauxite.

B. C. Resources Investment Corporation.
 Beigie, Carl.
 Belgique, la.
 Bernard, Louis.
 bilinguisme.
 Biron, Rodrigue.
 Boisvert, Raymond.
 Bonaparte, Napoléon.
 Bonenfant, Jean-Charles.
 Boucher, Pierre-Olivier.
 Bourassa, Robert.
 Bourdon, Michel.
 Bourgault, Pierre.
 Bourse, la.
 Brunet, Claude.
 Budget de l'An 1.
 Bums, Robert.

C

Caisse de Dépôt et Placement.
 Caisses électorales secrètes.
 Caisses Populaires.
 Calgary.
 Callaghan, James.
 CALPA.
 Canada
 CATCA.
 Caouette, Réal.
 Cardinal, Jean-Guy.

Carpentier, Michel.
 centralisation.
 Centre des congrès.
 Chaput-Rolland, Solanges.
 charbon.
 Charbonneau, Edgar.
 charte des droits.
 Charron, Claude.
 chômage, taux de.
 Chrétien, Jean.
 Churchill, Sir Winston.
 clause Canada.
 Code du Travail.
 Commission des droits de la per-
 sonne.
 Comité des Priorités.
 Commission d'enquête sur le com-
 merce des alcools
 (Commission Thinel).
 Commission d'enquête sur les coûts
 de la 22e Olympiade.
 Commission Pépin-Robarts.
 Communauté Économique Euro-
 péenne.
 comptes économiques.
 confédération.
 conférences fédérales-provinciales.
 Colon, Hernandez.
 Conseil Supérieur de l'Éducation.
 Constitution, la.
 construction (règlement de place-
 ment dans la).
 Courchène, Thomas.
 Couture, Jacques.
 crash de 1929.
 CSN.

D

Davis, William.
 Danemark, le.
 décentralisation (voir aussi « centra-
 lisation »).
 Déficit budgétaire.
 DeGaulle, Président Charles.

De Granpré, A J..
 démagogue.
 démocratie.
 De Tocqueville, Alexis.
 dévaluation monétaire.
 développement économique.
 Dion, Gérard.
 Disraeli, Benjamin.
 dollar canadien.
 Drapeau, Jean.
 droits des individus.
 Duplessis, Maurice.

E

école privée.
 Économie, l'Année de l'.
 éducation.
 élections générales.
 élections partielles.
 énergie.
 énergie hydro-électrique, l'.
 énergie nucléaire, l'.
 épargne.
 Épargne-actions, programme d'.
 états-continent.
 État-providence, l'.
 États-Unis.
 Europe, l'.

F

fédéralisme.
 Fillion, Gérard.
 finances publiques.
 fiscalité.
 fonctionnaires.

fonds de pension.
 formule Rand.
 France, la.
 francophones.
 Friedman, Milton.

G

Gagnon, Jacques.
 Gagnon, Lysiane.
 Garneau, Raymond.
 gaz naturel.
 General Dynamics.
 General Motors, la Cie.
 Gérin-Lajoie, Paul.
 Giroud, Françoise.
 Godbout, Adélard.
 Gouin, comté de.
 Gouin, Paul.
 Goulet, Bertrand.
 Granville, Joseph.
 Grenier, Fernand.
 grèves.
 Griffin, rapport.
 groupes d'intérêts.
 Guinée, la.
 Guyane, la.

H

Halifax.
 Hamelin, Jean.
 Hydro-Québec.

I

immigration.
 Institut National de la Productivité.
 interventionnisme.
 investissements.
 Irlande.

J

Jamaïque, la.
 Japon.
 Jeux Olympiques de 1976, les.
 Johnson, Daniel.
 Johnson, Lyndon B.
 Joron, Guy.
 journalistes.

K

Kennedy, John F.
 Keynes, John Maynard.
 Kierans, Éric.

L

L'Allier, Jean-Paul.
 Lalonde, Marc.
 langue.
 Lapalme, Georges-Émile.
 Laporte, Pierre.
 Laurendeau, André.
 Laurin, Camille.
 Le Moignan, Michel.
 Lesage, Gilles.
 Lesage, Jean.
 Lévesque, René.
 loi électorale.
 Loi 22.
 Loi 45 « anti-scab ».
 Loi 48, sur les stimulants fiscaux au développement industriel.
 Loi de l'insignifiance (de Parkinson).
 Loi du financement des partis politiques.
 Loi modifiant la Constitution du Canada (projet de résolution).
 lois (passage des).
 loterie.
 Lyon, Sterling.

M

MacDonald, Flora.
 MacDonald, John A.
 Macdonnell, John J.
 Machiavel.
 « maître-chef-nous » (politique du).
 Malouf, Albert.
 Marin, Gouverneur Munioz.
 Martin, Fernand.
 Maxwell, Judith.
 McKeough, Darcy.

McLuhan, Marshall. microproces-
seurs.

Migué, Jean-Luc.

mini-sommets.

Ministères d'État.

Mirabel.

monnaie.

monopoles.

Montebello,

- Conseil des Ministres de.

- sommet économique de.

Montpetit, Édouard.

Montréal.

Morin, Claude.

N

Napoléon III.

Napolitan, Joseph.

Nappi, Carmine.

Nations Unies.

nationalisme.

O

obligations d'épargne.

obligation-loto.

Olson, Macur, loi d'Olson.

OPEP.

Orwell, George.

P

Parizeau, Jacques.

Parlement Européen.

Parti conservateur fédéral.

Parti libéral du Québec (PLQ).

Parti national populaire.

partis politiques.

Parti québécois (PQ).

patriotisme.

Payette, Lise.

pêches maritimes.

Penetanguishene.

péréquation.

Période des questions.

Perreault, Germain.

petit doigt, stratégie du.

pétro-dollars.

pétrole.

Plan Marshall.

plébiscite.

PME.

polarisation politique.

politique industrielle.

population.

prix unique (loi du).

productivité.

promesses électorales.

propagande politique, la.

Puerto Rico.

Q

Québec.

question référendaire, la.

R

Ralliement créditiste.

Ralliement pour l'Indépendance na-
tionale.

rapatriement (de la Constitution).

Raynauld, André.

Ryan, Claude.

référendum, le.

réglementation.

Résolution Trudeau, la.

revenus.

revenus du pétrole.

Révolution tranquille.

risque, aversion au.

Romanow, Roy.

Rouleau, Alfred.

Rousseau, André.

Roy, Michel.

Russell, Armand.

S

Saint-Laurent, Louis.

salaire minimum.

SDI.

secret ministériel.

secteurs mous.

Séguin, Maurice.

Shaw, William.

Shoyama, Tommy.

Sidbec.

sièges sociaux.

Smith, Adam.

Société des Alcools, la.

sociétés d'État.

SODEQ.

solidarité ministérielle.

Solidarité, opération.

sondages, les.

souveraineté-association.

Statut de Westminster, le.

St-Pierre, Guy.

Suisse, la.

Super-ministres.

surlégislation, la.

syndicalisme.

syndicats.

T

Talleyrand.

Taschereau, Alexandre.

taux de natalité.

taxation, taux de.

taxe de vente.

- conflit de la.

- sur les chaussures et vêtements d'enfant.

Tchakhotine, Serge.

télévision, à l'Assemblée nationale.

Terre-Neuve, province de.

Thatcher, Margaret.

Three Mile Island (centrale nucléaire de).

Toronto.

Toynbee, Arnold.

transferts fiscaux.

Tremblay, Marcellin.

Tremblay, Rodrigue.

Tricofil.

3e Option.

Trudeau, Pierre.

Truman, Harry.

U

Union nationale, l'.

V

vin, dans les épiceries.

vocabulaire, manipulation politique du.

W

Walras, Léon.

Weber, Max.

White, Kenneth.

Wilson, Larry.

L'AUTEUR

Économiste diplômé au doctorat de STANFORD, ancien ministre de l'industrie et professeur de finances internationales à l'Université de Montréal, RODRIGUE TREMBLAY a vécu la CRISE POLITIQUE QUÉBÉCOISE, et a pu l'analyser de l'intérieur comme de l'extérieur.

LE RÉSULTAT

Un témoignage stimulant et inédit de réflexion et d'action sur :

LE MONDE DE LA POLITIQUE, Le jeu politique, le mal québécois et la place du Québec francophone en Amérique du Nord...

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE,

Les monopoles bureaucratiques, la fiscalité intergouvernementale, la solvabilité des régimes de retraite, la croissance économique...

LE MONDE CONSTITUTIONNEL,

Le référendum de mai 1980, la décentralisation et la dualité à l'intérieur de la Confédération et la tentative fédérale de modification unilatérale...

LE MONDE ÉLECTORAL

Et la « drôle » d'élection d'avril 1981...

Les opinions émises par l'auteur ne reflètent pas nécessairement celles de l'éditeur, mais celui-ci estime qu'elles méritent d'être soumises au public, qui lui, demeure le seul juge.

À CAROLE

Un livre est un succès quand ceux qui ne l'ont
pas lu prétendent le contraire.

Aphorisme littéraire.

Avant-propos

« L'homme est ce qu'il fait ! »
André Malraux

[Retour à la table des matières](#)

Ce livre n'est, en fait, rien d'autre qu'un témoignage direct sur les événements politiques que le Québec et le Canada ont vécu de 1976 à 1981, à partir d'une perspective particulière, soit celle d'un ministre et d'un député au cœur de l'action.

C'est donc à ce titre un document qui retrace en quelque sorte une histoire vécue, relatée et commentée de l'intérieur.

Il s'est en effet écoulé suffisamment de temps depuis que j'ai quitté le gouvernement du Québec pour établir une juste distance entre le vécu et l'analyse, d'autant plus que des élections générales ont eu lieu au Québec depuis.

Dans ces conditions, j'estime qu'il est à la fois de mon droit et de mon devoir d'exposer la façon dont j'ai essayé de m'acquitter de mes responsabilités d'homme politique au cours de la période qui vient de s'écouler.

On constatera que les critiques que je suis amené à formuler à l'endroit de l'orientation prise par le gouvernement péquiste reposaient sur des opinions et des convictions que j'ai exprimées bien avant que les événements eux-mêmes ne se produisent. Ce fut notamment le cas concernant la priorité à accorder au développement économique du Québec et la nécessité de poursuivre une politique constitutionnelle modérée et responsable.

* * *

Face aux événements, faits et gestes politiques, la population ne voit que le bout de l'iceberg. Bien souvent, la réalité des choses est différente et parfois même contraire aux apparences qu'ont véhiculées les media d'information et la propagande politique. Un point de vue de l'intérieur est de nature alors à jeter sur les événements un éclairage additionnel qui a l'avantage de compléter et de rectifier des impressions déjà reçues.

La narration des événements que l'on retrouvera ici n'en demeure pas moins personnelle et en partie, par conséquent, subjective. On ne peut, en effet, exprimer des points de vue sur des événements politiques sans que ceux-ci ne prennent un relief particulier. C'est pourquoi, il est normal que les épisodes, les politiques et les affaires auxquelles j'ai été personnellement et directement associé reçoivent une attention spéciale. On ne peut traiter convenablement que de ce que l'on connaît bien.

Pour la plupart, cependant, les faits ne sont point nouveaux. Ils peuvent en général être facilement retracés dans les journaux de l'époque. À part donc quelques anecdotes et certaines circonstances qui servent de toile de fond à ma démission du gouvernement, ce livre s'arrête à la porte du Conseil des ministres et ne fait point référence à ses délibérations ou à ces comptes rendus. Le secret ministériel est respecté.

Certains, par conséquent, pourront être déçu : le livre ne porte ni sur des indiscretions politiques, ni sur les à-côtés privés de la vie politique des personnes publiques. Seules des circonstances inédites permettent de mieux situer des événements publics déjà connus et, espérons-le, de les mieux comprendre dans l'intérêt public.

Le fait de replacer les événements dans leur contexte politique et historique renseigne parfois davantage cependant sur leur signification profonde qu'une simple description même exhaustive. Dans le jeu de la politique, la présentation est publique, mais il faut être dans la coulisse pour ne point être victime de la mise en scène et des artifices trompeurs qui mystifient les badauds.

C'est pourquoi, dans une démocratie il doit régner aussi un sain scepticisme envers les politiciens. Non pas que le personnel politique dans une société soit intrinsèquement moins honnête que celui des autres professions. Mais parce que la politique est la recherche du pouvoir par la persuasion du plus grand nombre, c'est une mission impossible qui confronte le politicien qui doit plaire tout en satisfaisant à des intérêts divergents, souvent contradictoires.

* * *

Ce livre veut aussi, bien qu'indirectement, lever un peu le voile et démystifier les mécanismes du pouvoir politique pour le grand public. Les gouvernements occupent une place tellement grande dans la vie de chacun qu'une leçon dans le fonctionnement réel des officines des administrations publiques, partisans et bureaucratiques est aujourd'hui une nécessité.

Comment se font les lois ? Comment se nomment les ministres ? Quelle est la marge de manœuvre réelle des ministres ? Quelles sont les relations entre les ministres et le premier ministre dans un gouvernement ?

Comment se jouent en coulisse les intrigues, les cabales, les complots, les coalitions d'intérêts et les jeux de pression dans un gouvernement ? Pourquoi certains dossiers d'intérêt public ne voient jamais le jour tandis que des mesures irréfléchies et néfastes sont adoptées et sont sacralisées dans des lois ?

- Est-ce que les politiciens disent ce qu'ils pensent ? Pensent-ils ce qu'ils disent ?

- Est-ce que les politiciens ont trop de pouvoirs ? Face à la population ? Face à la bureaucratie ? Dans notre monde moderne, est-ce que quelques politiciens peuvent prendre seuls, les grandes décisions politiques qui affectent la population et l'orientation de la Société ?

- Quelles sont, en effet, les relations entre les politiciens et les bureaucrates ? Qui dirige, en définitive, l'appareil gouvernemental, et en vertu de quels principes et de quelles règles ?

On a dit que s'il fallait un jour qu'on décide de téléviser les séances du Conseil des ministres, ce serait probablement la révolution !

Rien de substantiel ne se décide à l'Assemblée nationale ou à la Chambre des Communes, là pourtant où se trouvent les caméras de télévision ! Tout se décide en définitive au Conseil des ministres.

Les chefs de parti et les premiers ministres jouissent souvent en effet d'un prestige artificiel et non mérité, simplement parce que des conventions commodes telles, la règle de l'unanimité, la solidarité ministérielle et le secret des délibérations du Conseil des ministres, tuent dans l'œuf tout débat public éclairé. Ceux qui ne connaissent pas, discutent ; tandis que ceux qui savent, se taisent.

Le manque de profondeur d'une presse complaisante aidant, il arrive ainsi que les vrais débats importants ne se font pas sur la place publique, mais se déroulent plutôt dans la discrétion feutrée des ministères ou dans le mystère des conseils des ministres. C'est souvent là que se tissent les vrais compromis politiques et que se prennent les grandes orientations sociales et économiques.

Ce sont des considérations qui ne devraient pas seulement intéresser les spécialistes de la science politique, mais aussi tout citoyen informé qui veut éviter d'être victime des images et des illusions que les machines politiques et bureaucratiques véhiculent dans leur lutte pour le pouvoir.

La démocratie exige en effet que les citoyens participent activement à la formulation des grands choix politiques. Et pour cela, il faut qu'ils soient renseignés et qu'ils n'hésitent pas à s'impliquer.

Car, comme le disait John Stuart Mill, « nous n'apprenons pas à lire ou à écrire, à monter à cheval ou à nager, en nous faisant dire comment le faire, mais en le faisant nous-mêmes. Il en va de même de la démocratie ; c'est en la pratiquant sur une petite échelle que les gens apprennent à la faire fonctionner à l'échelle d'une région ou d'un pays ».

* * *

Mais un voyage au pays des politiciens, c'est aller au cœur de la tourmente quand une société traverse une crise. Et le Québec, tout comme le Canada dans son ensemble, traversent présentement une crise politique et constitutionnelle majeure.

Pourquoi les choses ont-elles évolué dans le sens que l'Histoire enregistrera ? Est-ce que les hommes publics se sont montrés à la hauteur de la tâche qui leur incombait et ont-ils transposé dans les textes légaux et constitutionnels la volonté des citoyens ?

Le 20 mars 1980 à l'Assemblée nationale du Québec, le Premier Ministre du Québec, M. René Lévesque, faisait adopter une question référendaire et constitutionnelle emberlificotée, contre l'avis contraire de l'Opposition parlementaire, et sans consultation préalable, avec l'autre gouvernement impliqué, le Gouvernement du Canada.

C'était un premier geste unilatéral en matière constitutionnelle. Par la méthode employée pour la faire adopter et par sa nature volontairement ambiguë et confuse, la question référendaire soumise à la population du Québec le 20 mai 1980 faisait apparaître ce premier référendum constitutionnel au Québec comme une sorte de tentative de coup de force politique.

La population du Québec rejeta ce plébiscite à la française à raison de 59.56% contre 40.44%.

Le Premier ministre du Canada, M. Pierre Trudeau, répondit à l'échec du coup de force maladroit du Gouvernement québécois par un coup de force constitution-

nel fédéral sans précédent, le 2 octobre 1980, soit la présentation à la population canadienne d'un projet unilatéral de nouvelle constitution canadienne.

Dans ce projet de constitution, nettement plus unitaire que fédérale dans son orientation, le Gouvernement « fédéral » du Canada souhaitant se faire léguer à jamais par le Parlement du Royaume-Uni le pouvoir de modifier unilatéralement la Constitution canadienne, sans l'assentiment du Parlement du Québec, ni même du Sénat canadien, mais en recourant plutôt, si nécessaire, à un plébiscite populaire tenu indépendamment des gouvernements des provinces.

La crise politique québécoise et canadienne tenait donc essentiellement au fait que les dirigeants des gouvernements à Québec comme à Ottawa n'avaient nullement l'intention de la résoudre par un compromis constructif, mais poursuivaient des objectifs politiques irréconciliables qui les poussaient à jouer le tout pour le tout,... quitte à perdre le tout !

Cette partie de poker historique s'est jouée au-dessus de la population, à qui on n'a jamais vraiment demandé clairement son avis. Tant à Québec qu'à Ottawa, les deux gouvernements agissaient, en matière constitutionnelle, de manière à ne pas dénouer la crise.

L'imposition d'un mode de fédéralisme unitaire au Canada, ne résout pas la crise politique québécoise. Elle la comprime et l'encadre juridiquement et constitutionnellement en voulant transférer unilatéralement et par un procédé colonial au Parlement d'Ottawa, des pouvoirs politiques qui appartenaient auparavant aux parlements provinciaux dont, en particulier, à celui du Québec en matière d'éducation et de langue.

Le problème de la décentralisation des pouvoirs et des institutions politiques à l'intérieur de la confédération canadienne demeure donc entier.

Sous cet angle, il n'a pas eu réponse à la crise du Québec, ni par conséquent à celle du Canada.

La réélection du Parti québécois, le 13 avril 1981, ne fait que confirmer cette évidence et perpétuer l'état de crise politique.

* * *

Heureusement, le problème de la survie et de l'épanouissement d'une société francophone en Amérique du Nord ne relève pas des seuls gouvernements et des seuls politiciens. C'est plutôt un défi que les individus et les familles renouvellent continuellement dans leur propre milieu et en fonction de leurs intérêts propres.

C'est pourquoi l'incapacité des politiciens de dégager une solution à la crise du Québec et du Canada qui soit largement acceptable à la population demeure leur propre échec et non pas celui de la population.

La solution ne pourra venir que lorsque les personnages politiques accepteront de placer les intérêts légitimes de la population avant leurs propres intérêts partisans et avant ceux de leur formation politique.

Fondamentalement, une telle solution ne peut vraiment découler que d'un compromis politique et institutionnel qui reflète fidèlement et concrètement la réalité bilingue et biculturelle du Canada.

Au terme de ce voyage au pays des politiciens, je me dois d'adresser des remerciements particuliers à tous ceux et celles qui m'ont assisté dans la préparation et la révision de cet ouvrage, tant au plan de la documentation que de l'assistance technique, de même qu'à tous ceux et celles qui l'ont rendu possible.

Montréal, de juillet 1980 à avril 1981.

Première partie

Le monde de la politique

[Retour à la table des matières](#)

Première partie : le monde de la politique

Chapitre 1

Le début d'un voyage

*Au commencement était le Verbe ?
Non Au commencement était l'Action. »*

Faust

[Retour à la table des matières](#)

Il y a des dates dans l'Histoire du Québec qui résonnent comme des coups de clairon.

Le 15 novembre 1976, est une de ces dates ; elle vient s'accoler à celle du plébiscite du 27 avril 1942, du début de la Révolution tranquille le 22 juin 1960 et, plus tard, à celle du référendum manqué du 20 mai 1980.

Le Parti québécois est élu à 41.4% des voix contre 33.8% au Parti libéral du Québec, 18.2% à l'Union nationale et 4.6% au Ralliement créditiste. Le Parti national populaire, sous la gouverne de Jérôme Choquette n'obtient que 31 mille voix, soit moins de 1 des suffrages exprimés.

« ... Peut-être qu'on est quelque chose comme un grand peuple » avait déclaré dans un élan oratoire le soir de l'élection, le chef du Parti québécois, René Lévesque. Cet enthousiasme est largement partagé. D'autant plus que la campagne électorale de quatre semaines avait porté presque exclusivement sur le besoin de remplacer un gouvernement chancelant par un « bon et vrai gouvernement. »

Les éléments indépendantistes et socialistes du programme électoral permanent du PQ avaient été mis en sourdine au profit d'un programme électoral spécial ne comportant que huit grands engagements électoraux, dont celui de tenir un référendum sur la question constitutionnelle.

C'était de bonne guerre. Un sondage d'opinions tenu juste avant les élections confirmait que 58% de la population était opposée à l'indépendance, tandis que seulement 18% se déclarait en faveur. C'était donc un parti modéré ; ou qui donnait l'impression d'être en train de le devenir, que la population croyait porter au pouvoir.

Le résultat des élections est populaire : 68% des Québécois se déclaraient heureux du verdict du 15 novembre. ¹

* * *

D'autre part, celui qu'un de ses propres députés anglophones avait cruellement qualifié en pleine campagne électorale « d'homme le plus méprisé de la Province de Québec », le Premier ministre « sortant », Robert Bourassa, subissait l'humiliation en ne conservant que 28 députés sur les 102 qu'il avait conquis trois ans auparavant, en 1973.

Lors d'une réunion spéciale du Conseil des Ministres à Sherbrooke, juste avant le déclenchement des élections, Robert Bourassa avait choisi en effet de s'en remettre aux avis de ses conseillers « spéciaux » plutôt qu'à ses ministres, et de plonger témérairement dans une élection deux ans avant terme. Les choses allaient mal.

Mais on croyait dans ces milieux qu'elles allaient empirer...

Il y avait d'abord la menace maintes fois réitérée mais de plus en plus confirmée que le Premier ministre du Canada, Pierre Trudeau, allait rapatrier unilatéralement l'autorité constitutionnelle sur le British North America Act du Parlement de Londres, lequel tient lieu de constitution au Canada depuis 1867.

Le Premier ministre de la Grande-Bretagne, James Callaghan n'avait-il pas mis les points sur les « i » lors d'une rencontre avec M. Bourassa, le 25 septembre au Lac à l'Épaulé, en déclarant que son gouvernement ne pourrait répondre que favorablement à une requête en ce sens du gouvernement souverain du Canada ! - Le Gouvernement du Québec courait donc le risque imminent de se faire humilier par celui-là même qui n'avait point hésité à traiter son premier ministre de « mangeur de hot-dogs », quelques mois auparavant. M. Trudeau avait poussé l'effron-

¹ Sondage Gallup, *La Presse*, 8 décembre 1976.

rie et la vulgarité jusqu'à qualifier le Premier ministre du Québec de « ti-pit » qui « prenait plus de temps que la moyenne des gens pour comprendre un problème. »

La gifle était d'importance

Les conseillers de M. Bourassa estimaient que le gouvernement se devait d'obtenir un mandat neuf pour contrer ce coup de force constitutionnel appréhéné.

Si les nuages s'amoncèlent sur le front constitutionnel, il est clair que le « boom » économique relié aux extravagances olympiques est chose du passé. L'après-Expo ne s'était-il pas accompagné d'un effondrement de la construction en '67 ?

Déjà le taux de chômage désaisonnalisé pour octobre 1976 oscille à 10.1%, contre un taux comparable pour l'ensemble du Canada à 7.6%. - L'hiver allait être dur et une élection au printemps n'augurait rien de bon. À l'apothéose des Jeux Olympiques allait succéder une triste comptabilité déficitaire.

Mieux valait être à l'abri

* * *

Apothéose... les Jeux Olympiques de '76 le furent surtout pour le maire de Montréal, Jean Drapeau.

Conçus à l'origine comme des Jeux modestes devant s'autofinancer et s'inscrire dans un budget de \$120 millions, l'événement international d'une durée de deux semaines allait s'accompagner d'une incroyable facture finale de \$1.6 milliards.

Passé maître dans la politique du fait accompli, le maire de Montréal avait promis : « Les Jeux ne peuvent être déficitaires, pas plus qu'un homme peut enfanter ! » - L'orgie olympique laissa un déficit de \$1 milliard, sans compter les intérêts et les pertes futures d'exploitation.

Les Québécois aiment bien les monuments et les cathédrales, c'est bien connu. Mais cette fois-ci, la performance se qualifiait d'emblée pour le Guinness Book of Records !

Les Pharaons auraient été fiers !

La Commission d'enquête sur les coûts de la 22e Olympiade, présidée par le juge Albert Malouf, soulignait dans son rapport qu'« un tel montant placé à 12% d'intérêt par année, permettrait de réaliser chaque année à perpétuité 6,000 unités

de logement à \$20,000 chacune sans qu'il ne soit nécessaire de recourir à du financement additionnel et le milliard de dollars resterait intact... » ²

Tout ce rouge déficitaire, sans compter les scandales qui fusaient de part et d'autre, déteignait sur le gouvernement Bourassa. En novembre 1975, il avait dû en catastrophe, prendre en main le contrôle et la surveillance des installations olympiques devant les délais et les coûts inquiétants de construction à quelques mois du jour « J ».

Pourquoi pas avant ? « Parce que M. Drapeau était trop fort ! » confessa Robert Bourassa plus tard.

Le 18 octobre... les dés étaient jetés : Des élections générales auraient lieu le 15 novembre 1976.

² Rapport de la Commission d'enquête sur le coût de la vingt-et-unième Olympiade, Albert H. Malouf, Éditeur officiel du Québec, Québec, avril 1980.

Première partie : le monde de la politique

Chapitre 2

L'initiative appartient à l'opposition

« En politique, la sagesse est de ne point répondre aux questions. L'art, c'est de ne pas se les laisser poser »

André Suarès

[Retour à la table des matières](#)

On ne bat pas un parti au pouvoir ; il se défait lui-même. C'est le grand paradoxe des démocraties où règne le bipartisme.

En France, par exemple, élection après élection, l'opposition socialiste a longtemps refusé le pouvoir.

La loi politique de l'alternative s'appliquera finalement en mai 1981 avec l'élection au deuxième tour du président François Mitterrand.

Au Québec, la loi de l'inertie institutionnelle perpétue un système britannique de monarchie constitutionnelle et de responsabilité parlementaire. L'opposition n'a qu'à attendre que le pouvoir du jour se discrédite pour devenir l'inéluctable alternative.

Une seule exception : 1973. Le Parti québécois, parti idéologique et doctrinaire, c'est-à-dire le plus européen des partis nord-américains, avait commis l'imprudence de faire porter principalement la campagne sur son propre programme

plutôt que sur les états de service du pouvoir en place. On avait alors poussé la témérité jusqu'à offrir en pâture à l'adversaire un budget hypothétique et d'une comptabilité douteuse sur l'équilibre fiscal d'un Québec indépendant.

Ce fut le Budget de L'AN I...

Une lourde similarité allait se reproduire en 1977 dans le premier budget du PQ, quand au grand dam de tous les ministres, qui n'en avaient jamais entendu parler, une taxe de vente de 8% fut imposée sur les achats de souliers et de vêtements d'enfants.

Le responsable était le même dans les deux cas.

En néophyte des questions économiques, René Lévesque vouait néanmoins à son ministre des Finances une admiration sans borne, depuis les jours, où à Point de Mire de Radio-Canada à la fin des années '50, l'un invitait l'autre.

Il est vrai qu'on allait se reprendre magistralement le printemps suivant dans ce qui a été appelé le « Conflit de la taxe de vente » avec le Gouvernement d'Ottawa, mais cette fois-là, le rôle du ministre des Finances du Québec ne sera pas tout à fait ce qui fut rapporté à l'époque dans les journaux.

* * *

Mais 1976 n'allait pas être une répétition de 1973...

« Autant la stratégie libérale avait réussi, en '73 à embouteiller le Parti québécois sur le budget de L'AN 1, autant le gouvernement sortant est embarrassé jusqu'ici par le procès que lui font subir tous les autres partis politiques, sans compter les groupes ethniques »... écrit un journaliste, deux semaines avant le scrutin.³

Il voyait juste.

Cette campagne, la plus courte de l'Histoire du Québec, tourne vite au désastre pour le gouvernement libéral.

Rien ne va plus.

C'est l'image de bonne administration économique et financière qui tombe la première.⁴

³ *La Presse*, mercredi, 3 novembre 1976.

⁴ Aux yeux de l'électorat, les questions économiques et l'honnêteté du gouvernement dominant :

Il est 14 heures, vendredi après-midi, le 22 octobre 1976.

La salle du 21, étage louée par le Parti québécois du comté de Gouin bourdonne de journalistes et de sympathisants.

J'avais appris au cours de la semaine que le gouvernement avait en mains de nouvelles prévisions budgétaires et que le déficit prévu pour 76-77 ne serait plus \$630 millions, mais au contraire, \$1 milliard.

Ce serait le plus important déficit de l'Histoire du Québec.

C'était 41% du déficit global de toutes les provinces. Quatre ans plus tard, en 1980, le déficit québécois représentera 76% du déficit global de toutes les provinces canadiennes, et une presse complaisante approuvera... ! ⁵

Il y avait déjà cinq jours que la campagne battait son plein, mais rien de cela n'avait encore transpiré, au niveau politique.

Radio-Canada, le matin même, à son émission Présent à l'écoute, avait soulevé la question de façon hypothétique.

Quelques instants avant le début de la cérémonie, car il s'agissait de l'annonce de ma candidature en tant que candidat du Parti québécois dans Gouin, j'avais montré le texte de ma déclaration au chef du parti, René Lévesque. L'attaque lui plaisait.

« J'ai toutes les raisons de croire que M. Bourassa a en mains les nouvelles prévisions budgétaires. Je lui demande aujourd'hui et je le défie, s'il croit au pro-

	Jugé le plus important par	Jugé le 2e plus important par
- L'économie	41%	30%
- L'honnêteté du gouvernement	29%	23%
- Le droit de grève dans le secteur public	12%	18%
- L'Indépendance	7%	8%
- La loi 22 - et l'accès à l'école anglaise	6%	11%
- Rapatriement de la Constitution	2%	7%
- Tous les thèmes sont également importants ou pas de réponse	2%	3%
Source : Richard Hamilton et Maurice Pinard, <i>Le Devoir</i> , 10 novembre 1976.		

⁵ « Fiscal Position of the Provinces, the 1980 Budgets », Marie Burrows, Conference Board du Canada. Les déficits des provinces (5) sont de \$2,262 millions, dont \$1,715 millions pour la seule province du Québec.

cessus démocratique et au droit fondamental des citoyens à l'information dans une société démocratique, de faire connaître ces prévisions budgétaires au cours de la campagne et non pas après. »

Coup de tonnerre...

Le lendemain, c'était la manchette sur six colonnes dans tous les journaux.

La confirmation de la situation financière sérieuse du gouvernement du Québec par le ministre des Finances lui-même, Raymond Garneau, ajoutait du poids à la révélation.

Ignorant la conférence de presse que je donnais à Montréal à 14 hres, le ministre des Finances en donnait une lui aussi à Québec, mais à 15 hres, afin de « tuer dans l'œuf » la rumeur sur la situation financière du gouvernement.

Le soir aux bulletins de nouvelles TV, on put voir l'économiste Rodrigue Tremblay annoncer que le déficit budgétaire allait en toute probabilité atteindre \$1 milliard, et défier le Premier ministre de confirmer la situation...

Suivi quelques instants plus tard, par le ministre des Finances qui déclara :

« ... je dis que ça va être entre \$850 millions et probablement \$950 millions, \$1 milliard. »

La campagne électorale était vraiment lancée...

* * *

Première partie : le monde de la politique

Chapitre 3

Les candidats de prestige

« On ne devrait faire de la politique que si on est assez riche ou assez pauvre pour être libre. »

R.M. (Reader's Digest)

[Retour à la table des matières](#)

Ce matin-là, ma secrétaire ne dit point « monsieur le Doyen souhaiterait vous voir » mais « René Lévesque voudrait vous voir. »

C'était fin septembre, n'eurent été des circonstances, le même homonyme chez le doyen de notre faculté et le chef du Parti québécois n'aurait créé aucune confusion.

Au début d'août, revenant de vacances et la peau bien bronzée, René Lévesque, le chef du Parti québécois, avait demandé à me rencontrer. Nous avions convenu de prendre le déjeuner dans un restaurant situé à proximité de l'Université de Montréal.

Après avoir discuté du besoin de relancer l'économie du Québec et de la venue imminente d'élections anticipées, le chef du PQ m'avait demandé si je serais disposé à être candidat de son parti.

« J'avais votre âge quand j'ai fait le plongeon ; et vous avez dix ans devant vous pour donner un coup de collier », argumenta-t-il.

L'idée d'allier l'action à la théorie ne me déplaisait pas, mais sans plus.

Je n'ai jamais été membre d'un parti politique, et en tant qu'universitaire, je n'ai jamais eu de patron... !

En tant qu'économiste et jouissant déjà d'une expérience pratique en tant que conseiller auprès de plusieurs gouvernements, il y avait peut-être là une chance de faire quelque chose pour le Québec.

Mais comme il n'était pas certain que des élections aient lieu à l'automne, Lévesque me demanda de rester en disponibilité et qu'il reprendrait contact avec moi.

Fin septembre, les rumeurs d'élections se faisaient plus persistantes. J'avais cependant entre temps pris la décision, à toutes fins pratiques de ne point faire le saut en politique. Le 27 septembre, j'avais fait connaître par lettre au président de l'organisation du PQ dans mon comté natal de Matane, M. Henri Fournier, que je n'étais pas disponible pour une candidature.

Mais voilà comment, suite à une convocation de mon doyen, je me suis retrouvé par inadvertance dans le bureau du chef du Parti québécois.

* * *

Celui-ci prit sans doute cette visite comme l'acceptation définitive de son offre d'un mois et demi auparavant puisqu'il ne feint aucune surprise de me voir. Au contraire !

En consultation avec l'organisateur en chef, Michel Carpentier, on identifia même trois « bonnes » circonscriptions. Le futur premier ministre hésitait entre deux circonscriptions pour lui-même, soit Taillon et Gouin.

Je ne saurai que deux jours après le déclenchement des élections qu'il avait choisi Taillon... et que je serai candidat dans Gouin !

« Quoi qu'il advienne, quoi que le Parti libéral tente c'est le procès du gouvernement qu'il faut faire », avaient établi les stratèges péquistes.

Dans cette optique, les « vedettes » du parti devaient rester dans leur comté. Seul M. Lévesque, accompagné de ses conseillers politiques, était « autorisé » à parcourir le Québec.

Si c'était vrai pour les anciennes vedettes du parti, les Morin, Laurin, Parizeau, Marois et Burns, ce l'était doublement pour les vedettes nouvellement recrutées ! Il ne restait d'ailleurs que trois semaines pour ratisser le comté et rencontrer les électeurs.

Un débat entre le ministre des Finances et moi-même, organisé par l'Association des économistes vint quelque peu perturber cette stratégie.

J'y lançais, en effet, l'idée d'une nouvelle « révolution tranquille économique » afin de renforcer l'économie du Québec ; et suprême témérité, je prévenais en même temps les économistes que l'assainissement des finances publiques allait certainement obliger un retard de quelques années dans la mise en application de nouvelles mesures sociales.

Ces idées étaient celles du bon sens,... tellement que le futur premier ministre les reprenait lors de sa première conférence de presse après l'élection.

Il ne se passa pas beaucoup de temps avant que je ne découvre cependant que sur cette question, comme sur d'autres, j'allais me retrouver en minorité au Conseil des Ministres.

* * *

J'avais cru que visant la majorité au Québec, le nouveau parti au pouvoir allait devenir plus modéré et modifier son programme en conséquence, surtout en matières économiques et constitutionnelles.

Comment pouvait-il en être autrement quand la mathématique électorale fixait à près des deux tiers le nombre requis de votes francophones favorables pour assurer le succès d'un référendum sur l'avenir constitutionnel du Québec ?

Il fallait de toute évidence répondre aux légitimes demandes de la population au chapitre de la sécurité économique et monétaire. Il fallait aussi proposer à une population massivement opposée à l'indépendance politique un programme constitutionnel qui devrait garder le Québec au moins aussi canadien que la France était européenne. Avec l'élection au Parlement européen au suffrage direct en juin 1979, cela devenait pratiquement une évidence.

La structure confédérale s'imposait au Québec et au Canada, d'autant plus que le Canada portait déjà le nom de Confédération canadienne.

Élu avec 41% des suffrages, dont au plus 18% favorisait l'indépendance, le nouveau Conseil des Ministres était surtout composé d'indépendantistes de la première heure pour qui l'indépendance politique totale était l'objectif premier.

Minoritaires même étaient ceux qui croyaient vraiment à la doctrine officielle du parti, c'est-à-dire la souveraineté-association...

L'association économique ! Question de tactique, avait répondu Claude Charon au journaliste de la revue l'Appel, en janvier 1979.

Seul un autre collègue et moi-même penchaient ouvertement en faveur d'une formule confédérale pour le Québec et le Canada, avec un Parlement commun. Une opinion émise en ce sens par ce collègue à Halifax en février '78 allait faire une manchette à Montréal et lui attirer une remontrance.

La grande coalition nationale ne valait qu'en temps d'élections ! Une fois au pouvoir, c'était l'orthodoxie rigoureuse du programme du parti qui s'appliquerait.

On était peut-être prêt à condescendre et à ouvrir la porte à de nouvelles figures pour qu'elles puissent servir de caution morale et amoindrir les ombres du radicalisme et de l'extrémisme que de nombreux électeurs persistaient à voir dans le PQ.

Prière cependant de laisser vos idées à la porte !

Première partie : le monde de la politique

Chapitre 4

Le cabinet

« Que reste-t-il de quelques années de direction de cabinet, sinon précisément ce pour quoi on s'est battu ? »

Vincent Wright

[Retour à la table des matières](#)

« Je suis économiste moi-aussi, vous savez ! » me dit mon voisin de gauche, dans une salle attenante du Centre Paul Sauvé où tous ont les yeux rivés sur l'écran de TV pour capter les derniers résultats de l'élection.

La déclaration ne me surprend guère mais venant de ce personnage, elle a un côté agaçant.

Ancien président de la Société Canadienne de Science Économique et directeur du plus grand département de sciences économiques au Québec, je connais la plupart des économistes québécois.

Mais je ne connais pas la personne en question comme économiste !

D'ailleurs, il se présente publiquement comme avocat. Mais au Québec il est courant que les avocats-politiciens qui ont suivi un ou deux cours de formation économique générale s'affublent du titre d'économiste. Chez le peuple, les avocats n'ont pas toujours bonne réputation et les questions économiques accaparent tellement les préoccupations des gens !

Feu Réal Caouette, chef du parti du Crédit social et vendeur d'automobiles de profession se qualifiait lui aussi d'économiste, sous le prétexte qu'il lui arrivait de parler de monnaie !

Je l'ignorais ce soir du 15 novembre. Mais ce supposé « économiste » allait devenir mon « patron » dix jours plus tard et serait responsable de l'élaboration des grandes politiques économiques du gouvernement !

* * *

« Diviser pour régner » est une vieille maxime éprouvée.

Le Premier ministre est bien versé dans cet art. Il a su jouer avec habileté l'aile gauche de son parti contre l'aile modérée. Jouer une tendance l'une contre l'autre, René Lévesque connaît cela !

Bohème et embroussaillé dans sa vie privée, il sait par contre ce qu'il veut dans sa vie publique ; Le Pouvoir !

Déjà dans le cabinet Lesage de '60 à '66, il avait vu le Premier ministre du temps soumis à ses propres pressions, en tant que ministre des ressources naturelles et à celles d'autres ministres tels Paul Gérin-Lajoie, Pierre Laporte et Éric Kierans qui croyaient fermement en des projets pas toujours populaires.

On a dit de René Lévesque qu'il était une *prima donna* toujours préoccupé de faire sa promotion à la radio et à la télévision et sur toutes les tribunes imaginables, et qu'il avait plus d'une fois menacé de démissionner du cabinet Lesage.⁶ La responsabilité ministérielle de chaque ministre, il y tenait. D'ailleurs, il n'hésitait pas si nécessaire, à « bulldozer » le cabinet avec ses idées, que ce soit la nationalisation de l'électricité, la création d'une société générale de financement et l'établissement au Québec d'une industrie du fer et de l'acier.

Cette expérience, alliée aux avis d'un conseiller, Louis Bernard, allait lui servir pour constituer une structure de cabinet qui a toujours été rejetée partout où elle a été essayée : la structure hiérarchique sans responsabilité ministérielle précise.

⁶ Jean Provencher, René Lévesque, Les Éditions La Presse 1974, Pierre O'Neil, Jacques Benjamin, *Les mandarins du pouvoir*, Éditions Québec-Amérique, 1978.

C'était le système des ministres d'État sans portefeuille ministériel précis, mais responsables par contre de tout un secteur de l'activité gouvernementale. C'était en fait tenter d'instaurer un demi-régime présidentiel de gouvernement à l'intérieur d'un système à responsabilité parlementaire.

En politique, comme dans les autres sphères d'activité, cependant, il ne peut y avoir durablement deux sources de pouvoir et de responsabilité dans une même organisation.

L'institutionnalisation de la dépendance des « ministres à portefeuilles » à des sous-premiers ministres ne pouvait, en effet, que scléroser l'imagination créatrice ou être source permanente de conflit. C'était une parodie du système britannique de l'inner-cabinet, lequel regroupe les titulaires des ministères les plus importants et qui assure une cohérence et une coordination constantes entre les grandes politiques du gouvernement.

Dans le cabinet Lévesque, le comité des priorités était composé en majorité de ministres sans portefeuille ! Pour couper un gouvernement de la réalité environnante, on ne pouvait faire mieux !

Le système des super-ministres ou des ministres-superviseurs responsables de la planification de l'action gouvernementale tire à la fois son attrait et sa faiblesse du divorce qu'il opère entre les politiques du gouvernement et l'expérience quotidienne de l'administration. C'est un système qui convient bien à un parti doctrinaire et autoritaire, mais est de nature à rebuter un parti pragmatique et démocratique.

Le Premier ministre Winston Churchill de Grande-Bretagne instaura pendant deux ans, d'octobre '51 à septembre '53 un semblable système ministériel à double pallier de responsabilité.⁷ Le système fut vite abandonné cependant, jugé anti-constitutionnel, car contraire à l'esprit du régime parlementaire de gouvernement qui exige que chaque ministre soit responsable à la Chambre des Communes des politiques et des décisions du ministère dont il a la charge.

En décembre 1971, le Premier ministre de l'Ontario, William Davis flirta avec le même type de système. Il se désagrégea rapidement, cependant, avec la démission de plusieurs ministres.⁸

Confusion, frictions et frustrations : tel est le résultat inévitable quand dans un gouvernement il y a, en pratique, deux ministres de l'industrie, deux ministres du

⁷ Herbert S. Morrison, *Gouvernement and Parliament*, Oxford University Press, London, 1954.

⁸ James D. Fleck, « Restructuring the Ontario Government », *Canadian Public Administration / Administration publique du Canada*, Spring / Printemps, 1973, vol. 16, no 1, pp. 55-72.

travail, deux ministres de l'éducation, deux ministres de l'agriculture, deux ministres des affaires culturelles... etc.

Deux des premières règles d'organisation institutionnelle stipulent en effet :

- « Ne pas assigner les mêmes responsabilités à plus d'une institution » :

- « Si deux institutions ou plus doivent continuellement se coordonner, se consulter et être en contact étroit pour pouvoir agir, il faut abolir l'une ou l'autre ». ⁹

Le système des ministères d'état est un monstre à deux têtes et une grave entorse au régime de la responsabilité ministérielle.

Mais pour le Premier ministre, plus soucieux de la plénitude de son autorité que de l'efficacité du gouvernement, le système est attrayant, car il lui est toujours loisible de « jouer » un ministre contre l'autre, selon les occasions et les besoins !

* * *

On ne dirige pas longtemps à deux, tout comme il ne peut y avoir deux capitaines à bord. Les directions bicéphales n'ont de chance de réussir qu'en autant que les responsabilités sont clairement établies et que la ligne d'autorité n'est pas continuellement changeante.

Avec René Lévesque, cette démarcation est cependant laissée au hasard des choses. À tel point que les sous-ministres développent à l'occasion un comportement schizophrène quand les cabinets de deux ministres différents se croient en droit de leur donner des directives, parfois contradictoires.

Certains ministres, plus soucieux de durer et de gagner du temps, se résignent à devenir l'équivalent du sous-ministre de leur ministre d'état. Ils portent le titre de ministre mais n'en sont pas vraiment.

C'est à ce moment qu'une personne réalise combien elle est devenue prisonnière de la politique quand elle ne peut se sortir d'une situation aussi fausse.

Combien de politiciens font une carrière en rampant parce qu'ils n'ont pas d'alternatives ? Petit avocat de village ou humble cadre syndical, ils n'ont jamais vu autant d'argent et de notoriété leur tomber dessus en même temps. Tel jeune député-ministre sans profession reconnue se rendra millionnaire avec le fonds de pen-

⁹ Voir, Robert N. Kharasch, *The Institutional Imperative*, Charterhouse Books, New-York, 1973, p. 243.

sion le plus généreux de l'Occident.¹⁰ Tel ancien cadre syndical se retrouve soudainement avec la limousine et le chauffeur du patron ! Telle autre, à l'âme généreuse, se retrouve du jour au lendemain avec un budget de plusieurs milliards de dollars et la perspective de réaliser tous ses rêves en jouant au faux mécène avec un argent de « monopoly » ! Tel autre qui n'a jamais de sa vie été placé dans une position d'autorité et de responsabilité se retrouve soudainement en situation de domination et de pouvoir sur les êtres comme sur les choses !

Contester une structure de fonctionnement ministérielle qui porte à faux et risquer de ce fait de porter ombrage au prince qui est le maître de tous ces privilèges ? Vous n'y songez pas ! La plupart préféreraient se faire passer sur le corps par une automobile plutôt que de redresser l'échine et risquer d'être eux-mêmes.

Ils réalisent bien que leur notoriété et leur valeur ne tiennent qu'à la fonction. Ils sont prêts par conséquent à tout pour s'y accrocher.

Ce n'est pas tant le goût du pouvoir que le goût de paraître et de recevoir !

* * *

Comment nomme-t-on des ministres ? C'est la prérogative exclusive du premier ministre (et de ses conseillers). La nomination des ministres et la faculté de déclencher des élections et d'en établir la date sont à vrai dire les deux principaux pouvoirs d'un premier ministre. Le Premier ministre, en consultation avec son sous-ministre, c'est-à-dire le Secrétaire général du Conseil exécutif, et parfois mais pas toujours, avec les ministres concernés, désigne aussi les sous-ministres.

Entré en politique sans trop l'avoir recherché, assigné de surcroît à un comté « sûr », et en congé sans solde de mon poste de professeur titulaire de sciences économiques à l'Université de Montréal, je n'avais point songé au poste de ministre.

Rares étaient ceux qui croyaient de toute façon en octobre '76 que le PQ allait être porté au pouvoir. Et il n'en avait pas été question explicitement lors de mes rencontres avec René Lévesque, quoique nos discussions sur les besoins économiques du Québec étaient axées sur la pratique et le concret.

¹⁰ Après huit ans de parlementarisme, le député-ministre québécois reçoit immédiatement à sa sortie une pension égale à 75% d'une somme représentant dix pour cent de ses émoluments annuels. Un député-ministre, après douze ans de présence à l'Assemblée nationale, peut alors espérer compter sur une pension indexée de l'ordre de \$50,000. par année, quelque soit son âge et son occupation alternative à sa sortie. En termes actuariels, une telle annuité escomptée à un taux de 5% a une valeur de \$ 1,000,000.

J'avais rempli cependant, pendant la campagne électorale le rôle de caution morale économique, en tant qu'économiste modéré non-partisan. Toutes mes déclarations allaient dans le sens de la modération.

Le *Montreal Star* du 21 novembre '76, cinq jours avant l'annonce du cabinet, titrait : « Parti Québécois economist Rodrigue Tremblay says that most of the business community reacted favorably to his party's victory because it knew that the new government would be concerned with economic development. »

Dans ma naïveté, je l'ignorais à l'époque, c'était là un vœu pieux de ma part : le développement économique sera une préoccupation bien secondaire du gouvernement, tant au plan législatif qu'au plan budgétaire.

Par conviction et par besoin, je continuai dans les jours qui suivirent l'élection à rassurer les milieux économiques.

Le 23 novembre, le journal *La Presse* reproduisait ce qui suit :

« Nous ne pouvons, a déclaré M. Tremblay, surcharger les consommateurs et les entreprises de nouvelles taxes. » La meilleure façon d'équilibrer un budget provincial a souligné l'économiste, est d'agrandir l'assiette fiscale par l'accroissement de l'activité économique. « Ce qui signifie, dit-il, accroître les investissements, la productivité et la capacité économique du secteur privé. »

Le commentateur ajoutait : « Ces quelques phrases sont tout un programme. » ¹¹

En réalité, c'était un programme qui était difficilement compatible avec le programme officiel du PQ, écrit plusieurs années auparavant dans une perspective exclusivement indépendantiste et socialiste, mais mis en veilleuse au cours de la campagne !

Pendant trois ans, j'essayerai d'appliquer un programme de développement industriel et commercial pour le Québec. J'y réussirai à moitié, jusqu'à ce que tout éclate ! On ne pourra pas dire que je n'aurai pas essayé... !

* * *

Le 26 novembre, quand René Lévesque fait connaître le nouveau cabinet, le dollar canadien vaut 98.90 cents U.S. - Au milieu de la campagne, le 8 novembre, il valait \$1.027. - La nervosité des marchés monétaires est évidente.

¹¹ *La Presse*, mardi, 23 novembre 1976, Yvan Guay.

De 1976 à 1980, la balance des paiements du Canada enregistrera des sorties de fonds non recensées de l'ordre de \$ 10 milliards.

On a beau répéter que l'élection ne constitue nullement un mandat en faveur du séparatisme ou du socialisme, mais plutôt un vote en faveur « d'un bon et vrai gouvernement », on ne nous croit manifestement pas dans certains milieux !

Les journaux ont beau annoncer ma nomination, tantôt aux finances, tantôt à l'Industrie et Commerce, il est mercredi 23 novembre, et je n'ai toujours pas reçu de convocation. Mercredi soir, le suspens est levé ! M'appelant au téléphone de North Hatley dans les Cantons de l'Est, où il s'était réfugié incognito avec quelques conseillers, René Lévesque me dit : « Vous vous en attendiez ! Je souhaiterais vous voir demain à Québec, à l'Auberge des Gouverneurs, en fin d'après-midi. »

Que va-t-il m'offrir ?

À ce moment, j'étais ambivalent.

Le Sunday Express du 21 novembre m'introduisait en disant : « ... One of the leading economists in the new Parti Quebecois government and the leading candidate for the position of finance minister... » ¹²

Le journal La Presse, le 16 novembre, prédisait que « des députés comme Jacques Parizeau, Guy Joron et Rodrigue Tremblay se verront décerner des portefeuilles à vocation économique tels les Finances, le Revenu et l'Industrie et Commerce. » ¹³ Tous les autres commentaires allaient dans le même sens : pour Rodrigue Tremblay, ce serait ou bien les Finances, ou bien l'Industrie et Commerce...

Mais en politique, l'arbitraire et le hasard sont des facteurs souvent beaucoup plus importants que le mérite, l'équité et la compétence.

Comment peut-il en être autrement quand un seul homme décide en quelques jours, souvent à partir d'impressions superficielles et de conseils partisans tronqués, de l'avenir de vingt-cinq personnes ?

Les critères de sélection sont aussi variés que les rumeurs de celui à qui il appartient de prendre la décision. Un conseil des ministres, par sa composition et sa disposition, nous en dit plus sur le Premier ministre que tout autre geste qu'il peut poser au cours de son mandat.

¹² Sunday Express, 21 novembre 1976, Robert Linney.

¹³ La Presse, 16 novembre 1976, Pierre-Paul Gagné.

Sur son leadership, par les hommes et les femmes qu'il a su intéresser et attirer dans sa formation ; sur la philosophie politique, par l'importance protocolaire et réelle qu'il accorde à chaque ministère et à chaque secteur d'activité gouvernementale ; sur ses priorités par l'octroi ou non de ministères-clés à des personnalités fortes ou des « yes-men » ; sur son caractère même par la façon de procéder et par la façon de présenter ce cabinet.

Dans notre système, le Premier ministre est en quelque sorte un dictateur temporaire. C'est un monarque constitutionnel.

L'astuce politique consommée chez René Lévesque se manifestait entre autres, par son besoin d'émietter les responsabilités entre plusieurs centres de décision à l'intérieur du cabinet ; sa méfiance se concrétisait en désignant aux postes-clés des militants fidèles de vieille date dont le sort personnel était lié au sien ; sa conception collégiale de la prise de décisions et de l'attribution des responsabilités l'amenait à déroger aux règles en permettant à des conseillers non-élus, en plus du secrétaire général du Conseil exécutif, d'assister et à l'occasion d'influencer les séances du Conseil des Ministres ¹⁴ ; sa foi cartésienne dans les structures se révélait par l'institutionnalisation législative du système des ministres d'État en tant que super-ministres et par la dichotomie automatique qui en découle entre la conception et l'application des politiques gouvernementales ; sa perception présidentielle de l'État percevait à travers le peu de fi qu'il faisait de la neutralité de la fonction publique en nommant au poste de secrétaire général du Conseil exécutif, c'est-à-dire de premier fonctionnaire de l'État, un personnage partisan ¹⁵ ...

- « Je vous offre la présidence du Conseil du Trésor ou l'Industrie et le Commerce, » me dit le Premier ministre élu.

Me voilà fixé.

Mais je n'ai point le moindre attrait pour ce cadeau empoisonné que serait le Trésor, sans les Finances. La fonction première de son président est de dire NON aux extravagances dépensières de tous ses autres collègues.

Le rôle de chien de garde du PQ ne m'intéresse pas !

- « Industrie et Commerce, mais à une condition : que la Société des Alcools, pour ses activités commerciales, relève dorénavant du ministre de l'Industrie et du Commerce plutôt que du ministre des Finances » !

- « C'est intéressant, pourquoi ?

¹⁴ Michel Carpentier, Claude Malette, Jean-Rock Boivin.

¹⁵ Louis Bernard, membre du PQ et contributaire à la caisse électorale du parti.

- « Parce qu'en tant qu'économiste en chef de la Commission d'enquête sur le commerce des alcools ¹⁶, j'ai dû étudier la SAQ sous tous les angles.... et enfin, j'aimerais bien appliquer quelques unes des recommandations du rapport de la Commission qui sont demeurées lettres mortes : étendre la vente des vins aux épiceries et instaurer la rentabilité commerciale chez le monopole d'État », lui présentai-je comme arguments.

- « O.K. ! Ça me plait » !

Il faudra un an pour que le Premier ministre réalise sa promesse et force le ministre des Finances à desserrer son étreinte jalouse sur la SAQ. - C'est qu'une telle mesure ne se retrouve pas dans le programme du parti !

Ce qui compte cependant, c'est la possibilité de travailler au développement économique du Québec.

L'industrie, le commerce, Sidbec, la Société Générale de financement, la SAQ, les parcs industriels, les délégations commerciales à l'étranger, la réglementation sur les investissements étrangers, et... les pêches maritimes.

La palette est bien garnie, et pourvu qu'on me donne les coudées franches.... les choses vont bouger.

Au journaliste qui m'interroge sur mes projets, je réponds : « Nous voulons stimuler les investissements et les exportations, et encourager tout particulièrement les petites et les moyennes entreprises. » ¹⁷

Le lendemain de l'annonce de la composition du cabinet, la réaction sur l'ensemble du cabinet est des plus favorables.

Le « bon » gouvernement plait

Si ma nomination voulait établir des ponts entre le nouveau gouvernement et les milieux d'affaires, c'est réussi.

- « Le président de la Chambre de Commerce de Montréal, M. Edgar Charbonneau se dit particulièrement heureux de l'arrivée de Rodrigue Tremblay à l'Industrie et au Commerce ! » souligne le Devoir. ¹⁸

¹⁶ Le 4 novembre '76, le Devoir avait titré « Comment les libéraux ont infiltré la SAQ dès 1970. » De ce fait, le SAQ avait été présente malgré elle dans la campagne électorale. Les dirigeants du PQ avaient remis au Devoir un texte compromettant et secret de la Commission d'enquête sur le crime organisé (CECO) concernant les achats de la Société des Alcools.

¹⁷ *The Montreal Star*, november 27, 1976, Claude Arpin.

¹⁸ *Le Devoir*, 27 novembre 1976.

L'éditorialiste du *Dimanche-Matin*, pour sa part, constate que « M. Rodrigue Tremblay dirigera l'Industrie et le Commerce, puisque son énorme ouverture aux questions de finances internationales et le fait qu'il ne soit pas « brûlé » par des vues catégoriques le rendent très acceptable aux milieux de la grande entreprise anglophone. » ¹⁹

Une première ombre au tableau : dans l'ordre protocolaire, le Premier ministre a relégué le ministère de l'Industrie et du Commerce au 21ème rang sur 23 !

C'est un indice qui ne retient pas l'attention dans l'euphorie générale...

Une deuxième source d'inquiétude : qui parle aux industriels et aux hommes d'affaires au nom du gouvernement ? Plus fondamentalement, quel est le rôle du ministre de l'Industrie et du Commerce dans cette structure cartésienne de ministres « qui pensent » et de ministres « qui administrent » ?

Très tôt en '77, je demande la nécessaire clarification au Premier ministre :

- « permettez-moi de solliciter de votre part une clarification concernant l'attribution de la responsabilité ministérielle *des dossiers industriels...* »

La lettre reste sans réponse.

- « Peut-être qu'il ne sait trop encore, comment délimiter les responsabilités de chacun » !

Le bon fonctionnement d'un gouvernement relève au premier titre, cependant, du Premier ministre. Il est le seul qui puisse en lever l'ambiguïté fondamentale de la double responsabilité ministérielle des dossiers industriels.

S'il ne le peut pas, c'est donc que le système des ministres d'État coupés de l'administration publique, que lui et son entourage ont concocté, est illogique et impraticable.

Que d'inefficacités, pertes d'énergie et frustrations vont découler de cette carence ! Jusqu'à ce que le tout devienne tout simplement intolérable !

* * *

¹⁹ *Le Dimanche-Matin*, 28 novembre 1976, Marc Laurendeau.

Première partie : le monde de la politique

Chapitre 5

Le nœud gordien

« Il nous faut penser qu'il n'y a chose à traiter plus pénible, à réussir plus douteuse ni plus à manier dangereuse que de s'aventurer à introduire de nouvelles institutions, car celui qui les introduit a pour ennemis tous ceux à qui les vieilles manières sont profitables et pour défenseurs bien tièdes tous ceux à qui les nouvelles seraient bonnes, laquelle tiédeur vient en partie de la peur des adversaires qui ont loi pour eux, en partie aussi de l'incrédulité des hommes qui ne croient point véritablement aux choses nouvelles s'ils n'en voient déjà une expérience sûre. »

Machiavel

[Retour à la table des matières](#)

Le message, c'est le médium, dira Marshall McLuhan ²⁰. La technologie unit les hommes. La langue les sépare.

Au Québec, on ne peut toucher à la politique sans être confronté à la question de la langue. C'est ce qui fait d'ailleurs que le Québec n'est pas un état ou une province comme les autres en Amérique du Nord.

²⁰ Pour comprendre les media, les prolongements de la technologie de l'homme, Marshall McLuhan, Éditions HMH, Montréal 1969.

Il y a « deux principales communautés linguistiques et culturelles (au Canada), dont la française a son premier foyer et son centre de gravité au Québec », concédera finalement Pierre Trudeau au cours de l'été en 1980.

En déclenchant les élections, le 18 octobre 1976, Robert Bourassa ne se doutait pas qu'il allait plonger dans les contradictions linguistiques du Québec de façon encore plus désastreuse que l'Union nationale de, Jean-Jacques Bertrand en 1970.

La Confédération Suisse compte trois langues officielles et quatre langues nationales sur un territoire grand comme ma poche ²¹, mais le Canada n'a pas encore réussi à clarifier le statut du français et de l'anglais.

L'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, titre traduit de la loi britannique qui sert de constitution au Canada, n'accorde que deux minces protections aux citoyens canadiens de langue française. L'article 133 garantit aux parlementaires dans les chambres des parlements du Canada et du Québec l'usage de la langue française ou de la langue anglaise ; l'article 93 garantit l'existence légale des écoles protestantes et catholiques au Québec. ²² Et même si l'éducation entre dans les pouvoirs exclusifs des provinces, c'est scandaleusement peu comme protection constitutionnelle du droit des francophones de survivre comme peuple en Amérique du Nord !

Il est vrai que dans une fédération et encore davantage dans une confédération, une minorité peut contrôler majoritairement un des deux paliers souverains de gouvernement. Lorsque vraiment vécu, et non pas un camouflage pour l'état unitaire, le régime fédéral offre une garantie de démocratie et de liberté.

Le Québec est la première et vraie patrie des francophones en Amérique du Nord, parce que c'est le seul territoire où un gouvernement qu'ils contrôlent a juridiction. La confédération canadienne est essentiellement un compromis politique entre les deux principaux groupes linguistiques au Canada.

C'est tout l'équilibre de ce compromis qui est carrément remis en cause par les Canadiens francophones depuis une vingtaine d'années.

²¹ Article 116 de la constitution fédérale de la Confédération suisse. L'allemand, le français et l'italien sont langues officielles. L'allemand, le français, l'italien et le romanche sont langues nationales.

Reproduit dans, *La 3e OPTION*, Rodrigue Tremblay, Éditions France-Amérique, Montréal, 1979, p. 118.

²² L'article 23 de la Constitution du Manitoba de 1870 garantit aux francophones la protection de leurs droits linguistiques. Cet article a été repris en 1871, dans l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord au moment de l'entrée du Manitoba dans la Confédération. En 1890, une loi rendit ces droits caduques. La Cour suprême du Canada renversa cette loi en 1979.

* * *

C'est la veille de Noël, 1975.

Au-dessus du ciel de Toronto, les pilotes et les contrôleurs échangent des phrases brèves, ponctuées ça et là d'un « Merry Christmas to you, Sir », « Same to you, Sir. »

Le pilote du vol Lufthansa 168, après avoir reçu l'ordre de communiquer avec le centre de Cleveland aux États-Unis, a cru bon, avant de quitter la fréquence, de souhaiter un Joyeux Noël à sa façon :

- « Auf Wiedersehen Fröhliche Weihnachten. »

La réaction est violente et immédiate. Un « captain » d'Air Canada dont le DC 9 vient de décoller s'empresse de demander qui donc osait ainsi parler français sur la fréquence.

Le Centre de contrôle l'assure que des mesures seront prises pour trouver le coupable.

C'est alors que d'une voix contrite, le commandant de bord du vol Lufthansa 168 s'excusa de la bévue, expliquant qu'il voulait simplement souhaiter un Joyeux Noël à tous.

- « Noël ou pas, je dois prendre des mesures disciplinaires contre vous, » répliqua sèchement le contrôleur. Et il ajouta : « Sachez, monsieur, que l'usage du français est strictement interdit au Canada. C'est beaucoup trop dangereux pour la sécurité aérienne. »

- « Mais Sir, répliqua Lufthansa, ce n'était pas du français... mais de l'allemand. »

- « De l'allemand, dites-vous, oh, excusez-nous, c'est le français qu'on interdit. » ²³

Le visiteur ne pouvait quand même pas être ramené au rang du domestique !

C'était symptomatique d'une situation.

En 1976, survient en effet un de ces différends qui font plus pour éclairer une situation de fait que tous les discours et tous les livres.

²³ Relaté par M. Jean-Marie Lemenach, *le Devoir*, 1er février 1977.

Des règles anachroniques et discriminatoires interdisent en effet aux francophones de se servir du français dans les postes de pilotage et de contrôle, même lorsque deux francophones doivent communiquer entre eux, au Québec comme partout ailleurs au Canada.

Des situations ridicules se produisent, comme celle d'une hôtesse de l'air rabrouée sévèrement par un commandant anglophone, alors qu'elle demande en français au co-pilote, francophone, s'il veut avoir du sucre dans son café.

Il s'agit ni plus ni moins d'un racisme et d'une agression économiques dirigés contre les Canadiens francophones.

Le prétexte, car il faut toujours un prétexte pour camoufler les préjugés, est la sécurité aérienne.

Pourtant, les pilotes canadiens qui se rendent dans les aéroports internationaux de Mexico, Paris, Genève, Rome, Madrid ou Athènes, peuvent s'adresser en français à la tour de contrôle et on n'entend pas seulement deux langues sur les fréquences, mais plusieurs.

Mais au Canada, les règles doivent refléter l'ignorance, la sous-qualification linguistique et les visées discriminatoires et intéressées de bigots mal-léchés qui se font fort d'exploiter la situation majoritaire des anglophones pour opprimer les Canadiens francophones.

* * *

En 1976, les provocations en matières linguistiques se succèdent et suscitent chez les Québécois francophones des réactions viscérales.

La crise du bilinguisme dans les communications aériennes frappe les imaginations. Elle ravive ce sentiment de citoyens de deuxième classe qu'éprouvent : de nombreux francophones dans leurs activités économiques de tous les jours. Les Québécois ne peuvent tolérer l'existence d'une discrimination institutionnalisée à l'accès d'une industrie moderne et remplie de symbolisme comme l'aéronautique.

Et pourtant !

Même les institutions du gouvernement fédéral s'y mettent de la partie.

On comprend que le fanatisme intéressé de la CALPA (Canadian Air Line Pilots Association) empêche cette association de défendre les intérêts de ses membres francophones.

Pour la CALPA, le médium, c'est l'argent !

La même situation prévaut pour les contrôleurs et les mécaniciens francophones dans cette industrie.

Mais quand une société d'État, Air Canada, et le ministère fédéral des Transports prennent partie pour la majorité contre la minorité, ... la marmite bout au Québec !

Le 20 avril 1976, Air Canada émet un règlement qui interdit l'usage du français à l'intérieur de la cabine de pilotage de ses avions.

Créée en 1937 pour desservir l'ouest du Canada, Trans-Canada Air Lines ne comptait que très peu d'employés francophones.

Vers les années '60, Trans-Canada Air Lines devint Air Canada et s'étendit de plus en plus vers l'est du pays, en établissant son siège social à Montréal.

Dans tout le Canada la langue de travail faisait figure de parent pauvre. Même au Québec, cette tradition se perpétua pendant de nombreuses années et les employés francophones se virent forcés d'être bilingues sans pour autant qu'on exige la même compétence des employés anglophones.

Plusieurs des 110 pilotes francophones d'Air Canada utilisent le français entre eux, ce qui agace énormément les anglophones unilingues.

Ils ne représentent que 7% des pilotes de cette société d'État et ils n'ont aucune représentation particulière au sein de leur Association, la CALPA, à qui ils versent des contributions annuelles allant de \$300 à \$700 selon les salaires.

Leur faible représentation au sein d'une flotte de 129 avions est le fruit d'un vieux préjugé voulant que les pilotes francophones soient moins compétents que les anglophones et Air Canada a longtemps suppléé au manque de pilotes en embauchant des Britanniques plutôt que des Québécois.

La sous- représentation des francophones dans les Forces Aériennes Canadiennes, lesquelles sont depuis toujours une source de recrutement de pilotes pour les lignes aériennes commerciales, ne fait que cumuler le problème.

On comprend pourquoi le règlement 14A d'Air Canada jette la consternation parmi les pilotes francophones !

S'appuyant sur la loi fédérale des langues officielles, la Cour supérieure du Québec commandera finalement à Air Canada, le 7 septembre 1976, d'abolir le fameux règlement 14 A.

Mais l'escalade dans l'affrontement linguistique dans l'industrie aéronautique, entre francophones minoritaires et anglophones majoritaires s'est poursuivie au cours de l'été '76.

En plein Jeux Olympiques, les menaces de grève de la CALPA et de l'Association des contrôleurs de trafic aérien (CATCA), amènent le ministère fédéral des Transports à émettre une « ordonnance sur la navigation aérienne » qui met à nouveau le feu aux poudres. - C'est une provocation !

- « Nulle personne participant au fonctionnement d'un véhicule aéronautique ou d'une station terrestre en territoire canadien ne pourra utiliser une autre langue que l'anglais pour demander ou donner des renseignements techniques ou des informations ou des instructions concernant la répartition de vol ou la procédure à suivre au décollage et à l'atterrissage » stipule cette ordonnance.

L'usage du français est autorisé uniquement sous régime de vol à vue (ce qui en restreint l'utilisation aux petits avions non équipés pour le vol aux instruments) et seulement aux aéroports québécois de Saint-Honoré, de Saint-Jean, de Québec, de Baie Comeau, de Shefferville et de Val-d'Or.

Même au Québec, et surtout à Montréal, la deuxième plus grande ville française du monde, le français est relégué à un statut subalterne et à toutes fins pratiques illicite.

Une enquête menée par trois juges renversera, deux ans plus tard ces règlements discriminatoires, en établissant une fois pour toute que la sécurité aérienne était nullement menacée par l'usage du français dans les airs. ²⁴

Mais le climat politique et électoral de 1976 n'en aura pas moins baigné pendant des mois dans ces controverses vitales et provocantes autour de l'égalité des chances pour les francophones non seulement au Canada, mais au Québec même.

Claude Ryan n'avait-il pas osé écrire que face à cette humiliant épisode, les francophones - ... « auront compris que, dans un secteur aussi moderne et vital que l'aviation, le français n'a vraiment d'avenir qu'au Québec. Ils se seront rappelés qu'il en va de même dans un grand nombre de secteurs tout aussi vitaux pour leur santé collective. »

- ... « on aura mieux compris également la sagesse qui a toujours incliné les Québécois à réserver pour le seul gouvernement sur lequel ils sont assurés d'un contrôle permanent, des domaines nombreux qui touchent directement à leur vie collective. » - « L'attachement prioritaire des Québécois au gouvernement qui est plus proche d'eux... reste l'assise la plus sûre de l'égalité à laquelle les francopho-

²⁴ La Commission Chouinard-Heald-Sinclair.

nes aspirent à l'intérieur du Canada et que des milliers d'entre eux qui vivent au Québec veulent rester libres d'affirmer un jour dans la plénitude de la souveraineté si jamais ils devraient désespérer de pouvoir la trouver dans le fédéralisme canadien. » ²⁵

Pour ma part, je partageais cette façon de voir.

Ces idées étaient celles d'une grande partie de la population québécoise en cet été 1976.

* * *

Une autre controverse allait elle aussi créer chez de nombreux Québécois ces « véritables poussées intérieures vers le séparatisme », selon l'expression d'André Laurendeau en 1964, et influencer encore plus fortement et directement l'élection de 1976.

La Loi 22 !

Elle allait être au Parti libéral du Québec ce que la Loi 63 avait été à l'Union nationale et la Loi 101 au Parti québécois.

Les Québécois francophones majoritaires apprenaient à se servir de leur État pour défendre leur langue et leur culture.

L'urbanisation galopante du Québec et le haut taux d'assimilation des immigrants à la langue anglaise et à l'économie anglophone au Québec rendaient impérieuse une législation linguistique au Québec. Le problème était clair ; les solutions l'étaient moins !

Avec la Loi 22, le Québec modifiait sa constitution interne (article 92 de l'A.A.B.N.) en instaurant une politique globale de la langue. On y proclamait le français langue officielle du Québec.

Les remous que cette loi allait créer de 1974 jusqu'aux élections de 1976 furent considérables.

Les tensions les plus aiguës se centrèrent sur les tests que la loi obligeait quelques milliers d'enfants à subir. En effet, tout francophone et tout enfant d'immigrants devaient passer des tests d'aptitude en anglais avant d'être admis à une école anglaise !

²⁵ *Le Devoir*, 30 juin 1976, Claude Ryan.

Les enfants allaient être les boucs émissaires de l'inaptitude du gouvernement d'adopter une ligne claire, franche et précise en matières linguistiques au Québec.

Le symbolisme de la loi était humiliant !

L'accès à l'école anglaise au Québec était en effet érigé par une loi en récompense pour l'enfant qui s'était bien préparé en anglais ! S'il échouait, cependant, le test d'anglais, l'enfant recevait comme punition l'ordre de fréquenter l'école française. L'école française devenait en quelque sorte une punition à la suite d'un échec aux examens d'anglais. Comme moyen de promouvoir une langue déjà handicapée par les forces économiques et sociales environnantes, on aurait pu trouver mieux !

Cette fameuse loi 22, surtout par son chapitre V sur la langue d'enseignement établissait de plus une règle de deux poids, deux mesures, pour les enfants d'immigrants, selon qu'ils originaient de pays anglophones ou d'ailleurs : le petit canadien d'origine italienne n'était pas placé sur le même pied que le petit canadien d'origine pakistanaise.

Le gouvernement Bourassa eut beau expliquer que la situation linguistique au Québec était éminemment plus souple et équitable que dans la province voisine de l'Ontario, où seuls les étudiants dont la langue maternelle était le français étaient admis dans les écoles francophones.

Rien n'y fit.

Les media anglophones guidés par le fanatisme et le militantisme d'une station radiophonique montréalaise anglophone, CFCF, pilonnaient sans répit le gouvernement.

Pétitions, émissions radiophoniques et télévisées, marches... : un visiteur nouvellement arrivé de l'étranger aurait pu croire que le Gouvernement du Québec s'apprêtait à procéder au génocide des Québécois anglophones.

En réalité, la loi 22 visait avant tout à établir un équilibre entre le français et l'anglais et ne menaçait nullement les droits des citoyens anglophones. Seul le privilège de l'immigrant de s'assimiler à la minorité et de rendre tôt ou tard inéluctable l'assimilation des francophones était remis en cause.

Et pourtant !

Quelle humiliation pour les Québécois francophones !

Le gouvernement fédéral se chargea d'ajouter l'insulte à l'injure : en juillet '76, il interdit à ses sociétés d'état de soumettre à la loi 22 et d'instituer les programmes requis de francisation.

Tout cela minait considérablement le gouvernement Bourassa.

Bourassa n'avait pas les talents de marketing ou l'astuce des dirigeants de l'Union nationale, lesquels avaient une version de leur politique linguistique pour l'électeur anglophone, ... et une autre pour l'électeur francophone !

Les annonces anglaises de l'Union nationale portaient une grande photo du leader du parti, Rodrigue Biron, sous laquelle on pouvait lire : « This man talks your language », suivi d'un texte promettant : « Bill 22 will be abolished. There will be two official languages in Quebec - French and English. And in order to insure the use of both languages, a much greater emphasis will be placed on the teaching of both languages in all schools. »

En français, le titre annonçait : « C'est le temps de décider » et le texte proclamait : « C'est le temps de faire du français la langue nationale du Québec, d'en reconnaître la prééminence, notamment dans le milieu du travail et de reconnaître la culture de la majorité dans le respect des autres cultures. »

Ce parti n'en réussit pas moins à faire élire onze députés, dont plusieurs dans des comtés où le vote anglophone était important. Le comté fortement anglophone de Pointe-Claire, délaissa même les libéraux de Robert Bourassa et élut un député de l'U.N., William Shaw. Et fait encore plus important, l'U.N. récolta suffisamment de votes dans une trentaine d'autres comtés pour permettre l'élection de députés péquistes.

* * *

Dans cette cacophonie, en pleine campagne électorale, deux semaines avant le scrutin, le gouvernement Bourassa claqua : Il allait modifier la Loi 22 pour la rendre « plus humaine », c'est-à-dire que les tests d'admissibilité à l'école anglaise seront « remplacés ! »

Remplacés par quoi ?

On verra après les élections !

- « Tout cela est mauvais pour M. Bourassa en campagne électorale », avait dit Claude Ryan. ²⁶

C'était, pour le moins, une façon très erratique de gouverner...

²⁶ *Le Devoir*, 2 novembre 1976, Claude Ryan.

Certains ministres en étaient fortement ébranlés.

- Dans le magazine « Ouest », Jean-Paul L'Allier disait ne pas exclure la possibilité que le Parti libéral mène lui-même le Québec à l'indépendance !

- Le président du parti, Ben Payeur, avait dit la même chose quelques semaines auparavant.

- Même le ministre de l'Industrie et du Commerce, Guy St-Pierre, avait affirmé au début de l'automne que l'indépendance n'était pas le pire des fléaux.

Décidément, il ne serait pas facile de faire campagne contre le nationalisme du PQ !

- « À ce moment-là, dira Robert Bourassa, je recevais des coups de tous les côtés ! »

* * *

Première partie : le monde de la politique

Chapitre 6

Le jeu de la politique

« Les Parlements me font penser à ces classes sans maître et sans discipline, où des enfants mal élevés ânonnent et crient pour faire croire qu'ils apprennent quelque chose ou qu'ils agissent. »

Edmond Jaloux

[Retour à la table des matières](#)

L'immense importance du cérémonial et de la mise en scène dans nos démocraties ne saurait être minimisée. Jusqu'à un certain point, la politique relève en effet, du sacré. Le décorum est souvent plus important que la substance.

Pour un député, et à fortiori pour un ministre, les réunions privées et publiques de toute nature constituent une sorte de liturgie. Cette liturgie a ses rites et ses règles.

On a dit que la transformation de la conscience politique en conscience religieuse était la maladie totalitaire par excellence.²⁷ Le zèle et la ferveur des députés ministériels de cette 31^e législature²⁸ avaient un quelque chose de religieux.

²⁷ *La Propagande politique*, Jean-Marie Domenach, Presses Universitaires de France, 1969.

²⁸ La durée du mandat électoral des membres du Parlement constitue une Législature.

Avant tout pragmatique par tempérament et par profession, ce prosélytisme m'agaçait. Mais le temps n'était pas aux hésitations !

L'élection du 15 novembre '76 n'avait pas été cependant une élection comme les autres même si le vote de l'électorat avait été davantage négatif que positif.

Le Parti québécois était essentiellement un parti idéologique et lorsqu'on croit vraiment à quelque chose, on cherche bien sûr à le faire croire aux autres !

Dans cette optique militantiste, les élus sont moins là pour « représenter » que pour « éduquer ». L'heureux élu à une « mission ! »

Les media renforçaient ce côté mystique de l'accession d'un parti idéologique au pouvoir.

Le PQ au pouvoir, c'était l'inconnu

Et l'inconnu se prête bien à la mystification et à la dramatisation.

* * *

Ce vendredi 26 novembre '76, au Salon Rouge du Parlement du Québec, ce fut une de ces journées uniques et mémorables qui ne peuvent telles quelles se reproduire.

Le Salon Rouge, cette journée-là, paraît plus grand que d'habitude. Les journalistes, reporters et techniciens ont envahi le « chœur » du Salon et ils s'entassent avec leurs appareils et leurs lampes éblouissantes, les uns juchés plus hauts que les autres.

Ils sont venus de tous les coins du monde pour cet événement...

Les invités protocolaires, civils et personnels occupent quand à eux la « nef » et les galeries.

Le tout est très rituel et solennel.

Et quand les nouveaux ministres font leur apparition à la queue leu leu, à la manière des joueurs de football sur un terrain, pour venir s'installer autour de la table en fer à cheval, la cérémonie prend l'allure d'une intronisation.

L'évêque, flanqué de ses condisciples, procède avec dignité à la présentation et à la consécration de chacun des ministres, selon l'ordre protocolaire qu'il a établi : Les « anciens » autour de lui et les « nouveaux » aux deux bouts de la table.

Son sermon est empreint de dignité et de sobriété.

Et prophétisant presque ce qui allait se produire le 20 mai 1980, il dit que « s'il fallait que nous décevions les

Québécois, ce serait notre confiance en nous-mêmes, comme peuple, qui risquerait d'être atteinte. »

- « Nous n'avons pas le droit de manquer notre coup », ajoute-t-il.

* * *

La salle où se tiennent les réunions du Conseil des Ministres est une redoute capitonnée dont les murs sont recouverts par le même tapis que celui qui recouvre le plancher. Le plafond : un soleil de bois. C'est le « bunker », sans fenêtre, presque un lieu de retraite et de conspiration !

Presque toute la salle est occupée par une énorme table d'environ cinq mètres de circonférence, en forme d'oméga, vide au milieu, autour de laquelle sont répartis les ministres. Le Premier ministre trône au centre. Le secrétaire-général et les conseillers omniprésents du Premier ministre, quelque peu en retrait, face à l'ouverture de l'oméga.

Et le jeu peut commencer !

Avant 1974, c'est-à-dire avant la construction du « bunker », la table du Conseil des Ministres était rectangulaire. Ceci a son importance. La forme d'un jeu en détermine souvent le contenu.

Ainsi, à l'Assemblée nationale, tout comme à la Chambre des Communes d'Ottawa ou de Londres, les députés sont divisés en deux groupes, de part et d'autre du parquet. En France, par contre, les députés sont distribués autour d'un hémicycle, ce qui complique grandement leur identification partisane et idéologique.

L'identification des joueurs, dans un cas, favorise le bipartisme ; dans l'autre, c'est plutôt la prolifération des partis et les gouvernements de coalition qui sont encouragés.

Comme le disait un observateur, « si les bancs des députés ne se faisaient pas face, les Britanniques seraient incapables de discerner la vérité de l'erreur et la sagesse de la stupidité ; à moins de tout écouter. Et comme la plupart des débats sont nécessairement des bêtises, il serait stupide de les suivre tous. » ²⁹

²⁹ *Pour Comprendre les media*, Marshall McLuhan, Éditions HMM, Montréal 1969, p. 265.

Une table ronde de délibération encourage les nuances idéologiques et les alliances circonstanciées.

C'est peut-être une des raisons pour lesquelles le Comité des Priorités aura si peu d'importance : tous les sujets sont discutés et débattus au Conseil des Ministres. Il n'est pas rare que le Premier ministre soit lui-même mis en minorité, ce qui est impensable quand un véritable « inner-cabinet » fonctionne bien. Le Premier ministre n'a qu'à ne point inscrire à l'ordre du jour du cabinet les sujets sur lesquels il n'a pas l'appui de son « inner-cabinet. » C'est lui qui établit l'agenda du Conseil des Ministres et c'est lui qui interprète le consensus ou non qui s'en dégage.

Parce que tout est débattu au Conseil des Ministres, il n'est pas rare non plus que des propositions adoptées en comité restreint ou au comité des priorités soient fondamentalement modifiées ou renversées par le Conseil des Ministres.

Le système des comités sectoriels permanents crée cependant une solidarité sectorielle et une communauté d'intérêts qui se reflètent au Conseil des Ministres. Un ministre d'état qui a une valeur autre que celle de nuisance peut, au besoin, court-circuiter le comité des priorités et s'imposer au Conseil des Ministres. Certains joueront à fond cette carte de la solidarité sectorielle. Les autres seront en conflit permanent avec leurs ministres sectoriels, et seront plus ou moins inefficaces. Ils voudront constamment se faire du capital politique personnel en jouant un ministre sectoriel contre l'autre, ou bien s'accapareront des meilleurs dossiers de leurs collègues quand cela fera leur affaire.

* * *

Quand se réunit le Conseil des Ministres, pour la première fois, ce mercredi 31 novembre, il règne une atmosphère de confiance et de satisfaction où les uns les autres se congratulent devant l'expérience et le défi qui s'ouvrent à eux.

Le tout commence en retard ; ceci s'explique pensais-je, par les circonstances et le démarrage décontracté de cette première réunion du Conseil. Erreur ! Il ne sera pas rare que certaines réunions débutent une heure après l'heure fixée.

Le Premier ministre n'est pas ponctuel.

L'exemple sera contagieux et le Conseil des Ministres ne commencera jamais à l'heure, même lorsque l'heure de convocation sera changée de 9 hres à 10 hres. Rien n'y fera, le décalage persistera.

Le Premier ministre explique le sens de la solidarité ministérielle. Il ne s'agit pas d'être d'accord avec tout ce que le gouvernement fait ; seul un eunuque intellectuel pourrait se plier à un tel régime. Une fois une décision ou une action pri-

ses, cependant, il ne faut pas manifester de désaccord public... sous peine d'être obligé de démissionner !

Là, réside la fiction de l'unanimité ministérielle. Les divergences et les désaccords sont affaires de famille et un front commun est présenté au public et à l'adversaire. La transparence gouvernementale ne va pas jusqu'à discuter sur la place publique. Sur ce terrain, le ministre doit défendre le gouvernement, ses positions, son idéologie ; et non pas discuter. Pas plus qu'en religion, le doute n'a de place en politique ! La seule consolation du public réside dans l'espoir que tel ou tel ministre défendra leurs intérêts au Conseil des Ministres. Ces interventions, cependant, ne sont pas connues du public.

La question des conflits d'intérêts pour les ministres nous permet d'innover. À ma suggestion, tous les ministres (et leurs épouses) se départiront de leurs actions dans les entreprises commerciales et industrielles, plutôt que de les confier à un « blind trust » de placement, selon les directives de l'administration précédente. Le Premier ministre retirera une grande satisfaction de cette suggestion.

Suggestion coûteuse, car à l'exception d'un collègue dont les avoirs font partie d'un trust familial et qui le demeurera, je suis celui qui est le plus pénalisé par cette mesure inédite puisque je détiens des actions dans une trentaine de sociétés et que le marché boursier est déprimé en cette fin de 1976, et encore davantage pour les titres québécois depuis l'avènement du PQ au pouvoir.

N'empêche ! Je ne vois pas un ministre de l'Industrie et du Commerce prendre des décisions concernant Bombardier, l'Alcan ou General Motors et être en même temps actionnaire de ces sociétés, même indirectement. En politique, mieux vaut être au-dessus de tout soupçon. D'autant plus qu'en acceptant la responsabilité de la Société des Alcools du Québec, j'aurai la responsabilité d'un secteur où la corruption avait régné depuis la fondation du monopole d'État en 1923 ; corruption d'ailleurs qui avait refait surface tout récemment au cours de la campagne électorale de 1976.

* * *

- « La politique, dira Winston Churchill, est presque aussi excitante que la guerre et tout aussi dangereuse. » L'homme d'idées ou de caractère doit vite apprendre, pour ne pas être piégé, à se fondre dans le conformisme partisan de sa formation politique.

Le système parlementaire de type britannique est en effet un grand niveleur de personnalités par la fidélité aveugle à la ligne de parti qu'il impose aux députés.

Je ne me doutais pas en 1976 que j'allais expérimenter cette réalité quand, le 27 septembre 1979, je « traverserai le parquet » pour aller prendre place sur les bancs de l'opposition en tant que député indépendant.

Aux États-Unis, chaque sénateur et jusqu'à un certain point chaque « congressman » est son propre parti et a son système d'idées et de principes. Aux élections, il se présente à partir de son programme ou de son « record. » Le parti politique n'est qu'un vague et souple encadrement qui fournit l'organisation électorale nationale et, à l'occasion, quelques prises de position dans un programme ou une « platform » que l'on renouvelle à tous les quatre ans pour l'adapter aux vues du candidat présidentiel.

Chez nous, parce que la capacité de gouverner et la survie du gouvernement dépendent de la majorité parlementaire qu'un parti doit maintenir en tout temps à l'Assemblée nationale ou à la Chambre des Communes, la valeur première d'un député est sa docilité à jouer le rôle de « machine à voter » selon les directives du Premier ministre ou du cabinet des ministres. Outre son rôle d'ombudsman auprès des citoyens perdus dans les dédales bureaucratiques, c'est là le rôle premier d'un député ministériel.

Les députés de l'opposition jouissent du privilège additionnel de « pouvoir aboyer quand passe la caravane. » Leurs critiques et leurs admonestations ont autant d'effet que l'eau sur le plumage d'un canard. Tout au plus peuvent-ils, si les media collaborent, alerter l'opinion publique et développer l'image d'une alternative crédible au pouvoir en place.

À cause de ce système, la valeur des candidats dans une élection a considérablement moins d'importance que l'allégeance partisane. L'étiquette de parti sert en quelque sorte de « marque de commerce » au candidat et fournit à l'électeur l'information dont il a besoin pour faire son choix.

L'avènement des media électroniques, surtout le puissant médium de la télévision, en centralisant encore davantage l'image d'un parti politique autour du chef, et à l'occasion autour de quelques têtes d'affiche, a eu comme effet d'intensifier la marginalisation des candidats et, *a fortiori*, des députés non-affiliés et non-conformistes.

On vote contre un parti ; on vote pour un parti. Rarement vote-t-on pour un homme ou pour une femme en particulier.

L'affiliation à un parti politique est une condition *sine qua non* pour celui ou celle qui désire faire de l'action politique dans notre système politique. - Une telle affiliation comporte cependant des coûts en compromis forcés, accommodements, concessions et une certaine dose d'hypocrisie.

Comment pourrait-il en être autrement quand les convictions personnelles doivent s'effacer devant la ligne de parti ? Or, le parti doit s'adapter et réagir à des situations changeantes. Les politiques et les programmes changent. Des virages se prennent et des volte-face se produisent.

L'homme de parti doit, par conséquent, être prêt à changer souvent d'opinions, s'il veut rester dans un parti ; l'homme libre, cependant, doit être prêt à changer de parti, s'il veut rester fidèle à ses opinions... ! Pour certains, cependant, le parti politique n'est pas un mal nécessaire et un instrument pour participer à la vie politique, mais une sorte de religion que l'on défend aveuglément. Le parti et ses slogans deviennent alors un substitut à la pensée et à la réflexion. Ce n'est pas un hasard d'ailleurs que le déclin dans la participation aux religions additionnelles s'accompagne souvent d'une recrudescence dans l'adhésion aux partis politiques doctrinaires. L'esprit de parti remplace alors le dogme comme élément sécurisant et analgésique.

Plus le parti est idéologique et dogmatique, en effet, plus étroite sera la manœuvre de chacun de ses membres. La poursuite du bien-commun doit souvent alors céder le pas à l'intérêt du parti. Il devient très facile en effet de confondre l'intérêt de l'État avec des intérêts égoïstement partisans. « Ce qui est bon pour General Motors est bon pour les États-Unis », aurait dit un jour le président de GM.

Pendant quatre ans, régnera à Québec une philosophie qui peut se résumer de la façon suivante : « Ce qui est bon pour le parti au pouvoir est bon pour le Québec. » Ce fut cette politique du « après moi le déluge », qui culmina avec le recul du 20 mai 1980.

Le jeu politique permet à des élus de prendre des décisions et de passer des lois qui sont à leur avantage et à ceux d'une minorité d'électeurs au détriment d'une majorité. Les entrepreneurs politiques croient qu'il est légitime de se servir de l'appareil de l'État, et surtout son pouvoir coercitif, pour accumuler du capital politique.

Un entrepreneur privé doit fournir un produit qui plaît à chaque acheteur, qui en supporte volontairement le coût. L'entrepreneur politique peut cependant facilement se faire du capital politique aux dépens d'une minorité de citoyens, et même d'une majorité, si les bénéfices d'une action ou d'une loi sont suffisamment concentrés et les coûts suffisamment dispersés.

Plus souvent qu'autrement, le politicien trouve avantage, en effet, à satisfaire une petite minorité de solliciteurs que l'ensemble de la population.

Un économiste Mancur Olson, a d'ailleurs bien isolé ce qui est convenu d'appeler depuis la Loi d'Olson en politique, selon laquelle, il existe une relation in-

verse entre l'importance en nombre d'un groupe d'intérêts et sa capacité d'obtenir des faveurs politiques.³⁰

En effet, quand une loi ou une politique gouvernementale quelconque confère des bénéfices concentrés sur un groupe d'individus en particulier, alors que les coûts de la mesure sont dispersés dans la population en général, le groupe d'intérêt en question est fortement motivé à déployer des efforts spéciaux pour assurer son adoption, alors que l'ensemble de la population a peu ou pas de motivation de s'y opposer. Ceci s'explique par le fait que chaque membre de la majorité devrait encourir un coût en temps et en argent pour s'opposer à l'adoption d'une mesure gouvernementale qui ne peut pas être compensé adéquatement par le gain découlant de son retrait.

Il existe une tendance naturelle à ce que les politiciens et les bureaucrates mettent de l'avant des programmes dont les coûts marginaux dépassent les avantages marginaux mais qui sont néanmoins adoptés et financés parce que les avantages sont visibles et profitent à un petit nombre de personnes, tandis que les coûts sont dissimulés et répartis dans l'ensemble de l'économie. Ce phénomène explique l'interventionnisme des politiciens et la prolifération des programmes bureaucratiques dans notre régime de démocratie indirecte. Ceux qui dépensent ont tout à gagner, tandis que ceux qui paient ignorent ce qu'on leur fait payer ou ne sont pas en mesure de s'objecter.

Il aide aussi à comprendre pourquoi les pauvres en général, les malades, les écoliers,... etc. réussissent si peu à influencer les politiques gouvernementales à leur avantage tandis que les organisations de producteurs, les syndicats de travailleurs... etc. obtiennent des bénéfices et des privilèges substantiels de l'État. Ces derniers disposent, en effet, de ressources en expertise et en argent, pour participer avec avantage et succès à l'action politique.

L'économiste Milton Friedman a observé que « les pressions qui s'exercent sur un gouvernement pour réglementer une profession ou pour émettre des permis ou des cartes de compétence dans une occupation originent rarement du public... Au contraire, les pressions viennent invariablement des membres de la profession ou de l'occupation eux-mêmes »³¹. Les mesures qui en découlent font presque toujours hausser les prix des produits et des services, et ce sont les pauvres et les faibles dans la société qui sont les plus durement touchés.

Le jeu de la politique pour un parti politique consiste alors à rechercher l'appui du plus grand nombre possible de regroupements d'intérêts particuliers. Il s'agit en fait de prendre des engagements précis en faveur de clientèles-cibles d'électeurs

³⁰ Mancur Olson, *The Logic of Collective Action*, Cambridge, Harvard University Press, 1965.

³¹ Milton Friedman, *Capitalism and Freedom*, Chicago, University of Chicago Press, 1962, pp. 138-114.

qui sont fortement préoccupés par un thème politique en particulier, lequel intéresse très peu l'ensemble de la population. En promettant de satisfaire l'intérêt particulier de tel ou tel groupe à même le budget public, le parti politique habile et astucieux attache ainsi à sa cause des regroupements de 4 ou 5 pour cent d'électeurs. Il promettra aux agriculteurs ce qu'ils veulent ; de même aux chefs syndicaux, aux locataires, aux membres de diverses professions... etc., même si la réalisation de chaque promesse se fait au dépens de tout le monde.

En politique, « tout le monde » ne compte pas ; ce sont plutôt les regroupements d'intérêts particuliers qui sont disposés à investir ressources et énergies pour obtenir de l'État prébendes et privilèges qui reçoivent l'attention et la sollicitude des politiciens.

Le parti politique victorieux est celui qui peut collectionner l'appui du plus grand nombre de groupes d'intérêts.

À l'inverse, l'homme politique qui se préoccupe avant tout des intérêts de l'ensemble de la population, mécontentera les groupes d'intérêts qui recherchent du gouvernement des privilèges et il encourra leur opposition et celle de leurs alliés (journalistes, intellectuels... etc.).

Pour comprendre le jeu de la politique, il faut donc comprendre qu'il se situe dans le cadre d'un système de groupes d'intérêts où chaque groupe essaie de retirer des avantages aux dépens du reste de la population. La plupart des politiciens se font les avocats de ces groupes d'intérêts et font reposer leurs bases électorales sur les appuis que ces groupes leur accordent en retour, afin de parvenir au pouvoir et de s'y maintenir.

À cause de ce système, la poursuite de l'intérêt général en politique est un luxe que peu de politiciens peuvent se payer. La dépense et la satisfaction des intérêts particuliers à même les ressources législatives et fiscales du gouvernement constituent plutôt le fondement même de l'action politique.

Les critères de fonctionnement de la démocratie politique sont donc bien différents de ceux de la démocratie économique.

Selon les critères de la démocratie économique, en effet, le consommateur constitue une minorité d'un individu dont les préférences personnelles sont satisfaites par le choix exercé sur le marché, en contrepartie d'une volonté exprimée de supporter les coûts de production et d'acquisition du produit ou du service. Le consommateur X peut donc se procurer une cravate bleue, le consommateur Y une cravate rouge,... etc., et chacun est satisfait.

C'est le phénomène de la main invisible d'Adam Smith selon lequel tout producteur « en poursuivant son intérêt particulier, sert souvent l'intérêt social plus efficacement que dans les cas où il a réellement l'intention de le promouvoir ».

Selon les critères de la démocratie politique, cependant, l'ensemble de la population doit forcément « acheter » ce que veulent les groupes d'intérêts qui contrôlent le processus de décision gouvernemental. Un parti minoritaire au pouvoir est alors en mesure d'imposer des choix qui répugnent soit à une forte minorité de citoyens, soit encore à une majorité de la population, sans qu'il soit possible aux individus de se soustraire aux coûts encourus.

Dans le domaine politique donc, c'est le phénomène inverse à la main invisible de la concurrence qui s'applique. Le pouvoir n'appartient pas à l'individu mais aux petits groupes d'intérêts particuliers qui sont en mesure de tirer directement profit des mesures gouvernementales. Les coûts des actions gouvernementales sont en effet diffus et indirects et échappent facilement à l'attention de ceux qui sont appelés à les supporter.

Selon la règle du jeu politique, par conséquent, le politicien qui entreprend de poursuivre l'intérêt général est inévitablement poussé par une main invisible à promouvoir l'intérêt particulier de certains groupes d'électeurs au détriment de l'intérêt général.

Un exemple parmi mille autres est la façon avec laquelle les politiciens au Québec se sont associés à quelques leaders syndicaux pour priver une foule d'artisans et d'ouvriers de leur droit au travail. Pour gagner leur vie, en effet, nombreux sont ceux qui ont acquis, par aptitude et par la pratique des compétences de menuisier, de plombier ou de peintre,... etc. Auparavant, la satisfaction des clients était la seule contrainte à l'exercice de leur métier dans leur ville ou dans leur paroisse.

Une telle « anarchie » et une telle « liberté » ne pouvaient durer !

Il fallait réglementer et réserver ces métiers « aux vrais travailleurs de la construction », c'est-à-dire aux membres en règle des syndicats !

C'est ainsi que les politiciens établirent le fameux règlement no 5 sur le placement dans la construction.

Dorénavant, aucun ouvrier de la construction ne pourrait librement exercer son métier qu'à la condition d'avoir accumulé un certain nombre d'heures de travail au cours d'une période donnée. Le règlement limite de plus la mobilité des travailleurs d'une région à l'autre en établissant une préférence d'emploi régionale.

Mais Big Brother à Québec oubliera que l'industrie de la construction fluctue !

Certaines années, la construction chute tellement que de nombreux ouvriers et artisans qualifiés ne réussissent pas à accumuler le nombre légal d'heures de travail... et sont alors défranchisés et exclus de leur métier et de leur gagne-pain. Dans certaines petites villes, il faudrait faire venir de l'extérieur des hommes de métier pour réparer les galeries de maison s'il fallait respecter la kyrielle des certificats, licences et permis que l'État éparpille sur le chemin de celui ou celle qui veut pratiquer légalement son métier.

En réalité, quand des carcans étatiques étouffent les droits élémentaires des gens, il se développe inévitablement une économie parallèle. Les métiers s'exercent alors en parallèle dans un marché noir, c'est-à-dire un marché libre. C'est le travail au noir.

L'économie parallèle ou l'économie clandestine dans nos sociétés, dont l'importance équivaut à une proportion du Produit national brut qui varie de 5 à 10%, est en quelque sorte la révolte des gens ordinaires contre les lois qui contrôlent l'accès aux métiers et les règlements contre l'excès de l'intervention étatique dans la vie économique en générale. C'est leur planche de salut contre les restrictions bureaucratiques établies à l'encontre de l'initiative individuelle.

Ces lois et ces règlements sont toujours drapés du prétexte de la protection du public. La plupart du temps, il n'en est rien car le public sait très bien comment « se protéger ». La vérité tient plutôt à la propension naturelle des politiciens à favoriser les intérêts de certains groupes organisés contre ceux des individus même nombreux, mais isolés.

Un Premier ministre ne nommera pas, par exemple, les sous-ministres au ministère du Travail sans obtenir l'avalisation des hiérarchies syndicales. Il fera de même auprès des dirigeants des grands consortiums financiers pour les nominations au ministère des consommateurs, coopératives et institutions financières... etc.

Et comme ces hauts fonctionnaires préparent la plupart des législations gouvernementales, il n'est pas surprenant que celles-ci véhiculent les intérêts de ceux qui « savent » comment se servir de l'appareil de l'État !

* * *

Le processus collectif de prise de décision dans nos démocraties peut donc facilement conduire à des politiques gouvernementales inefficaces et injustes. Dans un tel système, en effet, les droits des minorités non-organisées peuvent être facilement ignorés. Il en va de même paradoxalement des droits de la majorité, lesquels sont souvent menacés par l'influence des groupes d'intérêts organisés.

Seule une population éveillée et renseignée et des politiciens intègres peuvent faire échec à cette tendance fondamentale de notre système politique vers la démagogie et la surenchère électorale.

Le choix des citoyens, en politique, est de plus limité par un autre phénomène soit celui d'une concurrence réduite entre les entrepreneurs politiques (partis, politiciens) par rapport à la concurrence qui existe entre les entrepreneurs privés dans leurs efforts de satisfaire les préférences des gens. La raison est qu'il y a peu de partis politiques, surtout dans notre système, et que la liberté d'accès est beaucoup moindre en politique qu'en affaires.

Les politiciens prennent bien soin d'ailleurs de ne point faciliter l'élargissement de l'éventail des choix politiques pour le citoyen. Une fois au pouvoir, leur première aspiration est d'établir ou de renforcer leur monopole sur le pouvoir et d'accroître pour ce faire les coûts d'entrée ou d'accès pour les partis et les candidats nouveaux ou moins connus.

Ainsi, les lois sur le financement politique, une fois dépouillées des grands principes qui les sous-tendent, aboutissent habituellement à une réduction de la concurrence politique pour les détenteurs du pouvoir et à un renforcement de leur emprise monopoliste sur l'État.

* * *

Parmi les huit engagements pris par le Parti québécois au cours de la campagne électorale, figurait celui d'abolir les caisses électorales secrètes.³² Le but officiellement recherché était de forcer les partis à divulguer leurs sources de financement. Le but officieux était plutôt celui de forcer les autres partis à adopter le mode de financement du parti au pouvoir.

La loi 2, régissant le financement des partis politiques, sanctionnée le 26 août 1977, est l'exemple type d'une législation qui peut réduire considérablement les possibilités d'une minorité ou des nouveaux candidats au profit des partis et des politiciens déjà établis.

Cette loi met en effet, beaucoup d'emphasis sur le plafonnement des dépenses électorales et sur la limitation des contributions. Ainsi, les dépenses électorales des partis et des candidats sont limitées à vingt-cinq cents par électeur pour un parti et à quarante cents en moyenne par électeur pour un candidat.³³

³² Les huit engagements étaient : 1) amélioration de la situation économique ; 2) rétablissement de la paix sociale ; 3) amélioration des soins de santé gratuits ; 4) développement de l'habitation ; 5) abolition des caisses électorales secrètes ; 6) création d'un nouveau régime d'assurance-automobile ; 7) relance de l'agriculture ; 8) accroissement de l'aide aux municipalités.

³³ L'article 109 de la loi régissant le financement des partis politiques établit qu'au cours d'élections générales, les dépenses électorales de chaque candidat doivent être limitées à soixante

Aucune personne ne peut contribuer plus de \$3,000 au cours d'une même année civile à l'ensemble des partis, et des candidats.

Un candidat ne peut lui-même dépenser plus de \$2,000, à des fins personnelles, et cela à l'exclusion de toute publicité.

Un électeur peut de plus déduire de son impôt payable à Revenu-Québec 50% des premiers dollars de contribution, plus 25% de la seconde tranche de \$100 de contribution.

Et finalement, seuls les candidats qui sont, ou bien élus ; ou bien obtiennent 20% des suffrages exprimés ; ou bien avaient été élu à la dernière élection ; ou bien sont candidats officiels d'un des deux partis ayant obtenu le plus grand nombre de voix dans la circonscription, ont droit à un remboursement partiel de leurs dépenses électorales par l'État.

Or, un parti établi, et à fortiori un parti au pouvoir, peut recevoir l'équivalent de plusieurs millions de dollars en publicité gratuite de la part des media. Ses réunions, congrès, conventions... etc. sont largement couverts par ceux-ci notamment par la télévision. Les propositions qu'il met de l'avant sont elles aussi largement diffusées et commentées. Cette publicité « gratuite » n'est pas couverte par la loi.³⁴

Les candidats moins connus et les tiers partis voient leurs chances de contre-carrer cette publicité gratuite considérablement réduite par une loi qui, non seulement plafonne leurs dépenses mais les force à consacrer beaucoup d'efforts et de temps à solliciter des fonds. Le monopole des grands partis s'en trouve considérablement renforcé aux dépens de la diversité démocratique.

Le vrai danger ne vient pas des contributions importantes, sauf si elles sont illégales, mais plutôt des individus au pouvoir en position de monopole.³⁵

cents par électeur dans le district électoral jusqu'à 10,000, ensuite cinquante cents par électeur jusqu'à 20,000 et quarante cents par électeur au-delà de ce nombre.

³⁴ Les principales dispositions de la Loi 2 furent incorporées dans la loi 92 sur la Consultation populaire.

Avec la conséquence que l'on vit, à l'occasion du référendum du 20 mai 1980, le parti au pouvoir profite à plein de sa députation deux fois plus nombreuse que celle de l'opposition pour tirer un avantage publicitaire énorme de la télédiffusion en direct des débats.

Les groupes et les personnes extérieurs à l'Assemblée Nationale ne pouvaient, par contre, dépenser plus de \$300 pour véhiculer leurs idées, s'ils ne faisaient point partie d'un des deux comités nationaux dirigés par les chefs des deux principaux partis politiques du Québec.

³⁵ B. Abrams et R. Settle, « The Effects of Broadcasting on Political Campaign Spending : An Empirical Investigation, », *Journal of Political Economy*, Oct. 1976, pp. 1095-1107.

La concurrence électorale est aussi vitale à la démocratie que la concurrence commerciale l'est pour le bon fonctionnement de l'économie. Il n'est pas certain par conséquent que les lois sur le financement politique ne produisent pas l'effet contraire... au profit des politiciens en place.

* * *

Première partie : le monde de la politique

Chapitre 7

L'urgence du cancéreux

« Tout homme d'action devrait prendre pour devise l'admirable formule trop peu connue du maréchal Lyantey, esprit créateur entre tous : « Allons lentement : nous sommes pressés ».

Edmond Jaloux

[Retour à la table des matières](#)

Une des grandes satisfactions que plusieurs retirent de la politique consiste à prendre l'argent des autres pour satisfaire ses propres préjugés et pour réaliser des projets dont ils retirent une grande satisfaction personnelle. Qu'importe si le public est saturé de ces réformettes de toutes sortes qui l'assaillent et ne profitent qu'à des regroupements d'intérêts bien identifiés. Le politicien estime qu'il n'a pas « réussi » s'il n'a pas laissé sa marque sur un projet quelconque de réforme.

Qu'importe si le programme officiel de la campagne électorale ne comportait que huit engagements, le changement de gouvernement ouvrit les écluses à toute une série d'interventions étatiques, toutes plus coûteuses l'une que l'autre, et qui allait alourdir le budget public des plus lourds déficits de notre Histoire.

L'idée que tout est possible par la voie politique, quelqu'en soient les conséquences économiques, régnait en maître. Au Trésor, j'aurais été vite emporté par le courant, d'autant plus que l'économie, pour le Premier ministre, est une espèce

de magie dont les princes n'ont pas à se soucier. À l'Industrie et au Commerce, je pouvais tempérer mon statut de politicien par ma formation et mon expérience d'économiste sans que la chose n'apparaisse trop déplacée ou trop provocante.

- « C'est son rôle ! » avait dit le Premier ministre comme pour me couvrir après un débat houleux sur un projet de loi du ministre d'état au développement social qui avait été conçu pour une autre planète.

Mais, au début, il fallait régler des promesses électorales plus urgentes et plus prosaïques.

* * *

Après une première session de simple intendance en décembre, l'Assemblée nationale avait ajourné le 23 décembre '76. Mon épouse et moi en avions alors profité pour prendre une semaine de vacances, entre Noël et le Jour de l'An, dans le Sud.

Quelques jours après notre arrivée, le téléphone du Hilton sonne !

Qui pouvait bien nous appeler en pleine nuit ? Il était 00 h 45.

J'avais bien le lendemain de notre arrivée, rencontré l'ex-gouverneur de Puerto Rico, M. Hernandez Colon, défait aux élections de novembre '76, mais je doutais fort que ce fut lui qui importune à une heure aussi tardive.

- « Montreal calling... ! » indiquait une voix monotone au bout du fil.

- Il sembla s'écouler une éternité avant que la personne qui avait placé l'appel n'entra en communication.

C'était un collègue, s'excusant d'appeler aussi tard : il était une heure plus tôt à Montréal, mais il y avait urgence !

En mon absence, le Premier ministre l'avait en effet nommé ministre -substitut de l'Industrie et du Commerce et... la Société Tricofil était virtuellement en faillite et fermait ses portes. Il fallait immédiatement une subvention d'un million de dollars pour que l'entreprise puisse rouvrir à nouveau au début de janvier !

« What's a million ! » avait dit, défiant, C.D. Howe lorsqu'il était ministre de l'Industrie à Ottawa !

Surtout quand c'est pour une bonne cause...

Et Tricofil était une bonne cause politique que plusieurs personnalités avaient exploité à fond quand la crise internationale du textile, avec ses changements technologiques et l'entrée en masse des pays en voie de développement dans ce secteur de fabrication, se répercuta jusqu'à St-Jérôme, Qué. Des pertes successives, des locaux et un équipement vétustes et démodés avaient amené les propriétaires d'une petite usine de St-Jérôme, la Regent Knitting, à fermer leurs installations.

C'était en juin 1974.

L'entreprise suivait en ce faisait plusieurs autres entreprises du textile qui durent fermer leurs portes à l'époque à cause du déclin de l'industrie.

Une alliance circonstanciée entre le PQ, la FTQ et l'évêque du coin permit cependant de transformer l'affaire en une sorte de procès d'un capitalisme caricaturé et mythique : une cause célèbre quoi !

Le syndicat de la centaine de travailleurs allait tenter là où l'ex-employeur n'avait pas réussi, de faire revivre l'usine.

Armé du drapeau de l'autogestion, mais dépourvu de capitaux, le groupe organisa une campagne de souscriptions publiques. Le gouvernement Bourassa ne put pour sa part, résister à cette pression politique et il dû, lui aussi, concéder un prêt de \$300,000. à « l'expérience », en compagnie de communautés religieuses, d'un archevêché, d'une centrale syndicale et du Mouvement Desjardins, lequel fut un peu à reculons mis à contribution.

Quelques-uns des employés et quelques particuliers de l'endroit, se sentant si bien encadrés, n'avaient pas hésité à consentir de lourds sacrifices et s'endettèrent pour prêter sur billets à l'entreprise des sommes de l'ordre de \$ 10,000.

Les animateurs de la croisade désiraient démontrer la viabilité du régime de l'autogestion syndicale et même sa supériorité sur le système de l'entreprise privée.

C'était cette « expérience » qui s'effondrait et dont on venait déposer la dépouille aux pieds du nouveau ministre de l'Industrie et du Commerce.

Au moins trois membres du Conseil des ministres étaient publiquement et directement associés à l'expérience : une, en tant que présidente de la dernière campagne de financement de Tricofil ; un, en tant que conseiller juridique, et un autre, en tant que conseiller financier.³⁶ Autant dire que le cabinet des ministres tout entier était en conflit d'intérêts !

³⁶ Lise Payette, Pierre Marois, Jacques Parizeau.

Les lois, les règlements et l'évaluation objective pour l'allocation des fonds publics pouvaient difficilement s'appliquer dans un tel cas ! Les officiers de la Société de Développement Industriel, qui avaient perdu espoir de recouvrer leur prêt et l'avaient converti en actions privilégiées, de même que les fonctionnaires du ministère de l'Industrie et du Commerce étaient unanimes à recommander un refus d'aide additionnelle. La loi de la SDI prévoyait même qu'elle ne pouvait avancer de fonds à une entreprise en faillite, ou sur le point de le devenir.

Pour déroger aux normes et aux règlements, derrière lesquels se réfugiaient les fonctionnaires, le ministre responsable se devait alors de procéder par voie de directive.

Ma première décision en tant que ministre soucieux du développement économique du Québec porterait donc sur le renflouement d'une entreprise en faillite !

« Si je suis forcé par les circonstances de jouer au pompier et d'établir un précédent dangereux, aussi bien faire servir les fonds publics à un effort honnête de réorganisation de cette entreprise ! »

L'avance de fonds ne se fera pas sans conditions.

L'état pitoyable des techniques de production et de marketing de l'entreprise était à l'origine de ses déboires, avaient diagnostiqué les spécialistes du ministère.

Avancer des fonds sans aide technique concomitante équivaldrait à jeter de l'argent dans un tonneau sans fond ! Quelques jours avant Noël, un protocole d'entente prescrit les conditions auxquelles l'entreprise devait s'astreindre pour être éligible à l'aide du ministère.

Le coup &téléphone inopiné et en pleine nuit était la conséquence des pressions que les dirigeants du comité d'autogestion de l'entreprise exerçaient, en mon absence, auprès de certains membres du Conseil des Ministres pour se faire dispenser du protocole d'entente qui suspendait, selon eux, leur « expérience d'autogestion ! » L'autogestion, avec l'argent des autres, c'était facile !

Je tins bon, cependant, et j'annonçais, le lundi 17 janvier 1977 que la SDI investirait un montant additionnel de \$350,000. dans l'entreprise et que le MIC verserait une subvention de fonctionnement au montant de \$374,000.

Le communiqué de presse contenait autre chose. L'aide y était en effet, conditionnelle à l'acceptation unanime, par le conseil d'administration de la société, d'un programme de réorganisation des opérations de l'entreprise tel que présent

dans le mandat que se voyaient confier les spécialistes en gestion et en marketing, la firme P.S. Ross et Associés.

Le lendemain, les commentateurs diront que le ministre de l'Industrie et du Commerce avait bien manœuvré « la patate chaude ». J'apprenais malgré moi que la politique, c'est l'art du discrétionnaire et du compromis. C'est le royaume de l'agitation et de la manipulation.

J'ignorais cependant que six mois plus tard, Tricofil serait à nouveau au bord de la faillite et que je serais à nouveau contraint d'agir par directive ministérielle.

Une partie importante de la subvention avait en effet servi à repayer les créanciers particuliers et la caisse était à nouveau à sec. De plus, la firme P.S. Ross et Associés avait produit un rapport accablant sur le fonctionnement interne de cette entreprise le 6 mai 1977.

Cette fois-ci, j'approchais la fin du rouleau. Je n'allais pas diriger un ministère qui serait à la remorque d'une entreprise, sous le prétexte qu'il s'agissait d'une « expérience » à laquelle avaient contribué plusieurs collègues.

C'était le 29 juin. Et suite à une question du député d'Outremont, André Raynauld, j'annonçai que le Conseil des ministres avait décidé, ce matin même, d'accorder à Tricofil une subvention additionnelle de \$250,000. et une garantie bancaire de \$ 100,000. Et j'ajoutai : « Avec cette intervention *finale*, le gouvernement considère qu'il aura ainsi déployé tous les efforts nécessaires pour appuyer les travailleurs dans cette expérience d'autogestion ». Personne au Conseil des ministres n'avait osé s'opposer à cette condition d'aide finale.

Un an plus tard, en mai 1978, le même scénario allait recommencer. Tricofil est encore au bord de la faillite... etc.

Le Conseil des Ministres pouvait peut-être renverser sa décision, devant les menaces de démission de certains ministres en conflit direct d'intérêts dans ce dossier ; mais ma décision était ferme.

On débaucha donc un programme d'emplois communautaires au Ministère d'état au développement social, dont les aides maximales ne devaient pas, par règlement, dépasser \$150,000 et on accorda une autre aide... de \$ 1,143,000 !

Les caricaturistes se délectèrent à souhait de cette « tricotfolie. »

Excédé, le client le plus important de l'entreprise s'ouvrira à un journaliste : « Cette entreprise est un désastre du début à la fin. Franchement, cette compagnie ne mérite même pas d'être en affaires. La direction est complètement perdue. Le stock est affreux. Ils ne savent même pas ce qu'est une date de livraison et le gou-

vernement peut injecter tout l'argent qu'il voudra, jusqu'à la fin des temps s'il le veut, ça ne marchera jamais. » ³⁷

Un an plus tard, soit en juin 1979, le sempiternel scénario recommença, mais cette fois, on alla cogner à la porte de la Caisse de Dépôt et de Placement du Québec. Cet organisme, par sa loi constitutive, est protégé contre les pressions politiques.

Elle sut résister.

Que d'énergies, d'efforts et de ressources gaspillés chaque année, le Conseil des Ministres devenait pendant quelques semaines le conseil d'administration d'une société privée. Des dizaines de fonctionnaires passaient des mois à trouver des moyens de renflouer l'entreprise. Et tout cela pour une centaine d'emplois payant des salaires légèrement supérieurs au salaire minimum. On tentait vainement de sauver une entreprise, mais en écrasant davantage les autres !

Peut-on avoir une économie forte quand les entreprises ne peuvent survivre qu'à coups de subventions à même l'argent des contribuables ?

Aussi bien laisser tomber l'idée que le gouvernement peut renforcer l'économie du Québec ! Il s'agite, mais c'est pour mieux s'enliser !

Pour plusieurs ministres, le rôle de l'État dans l'économie se limite à celui de l'État-pompier ou de l'État-Père Noël. Mon chef de cabinet fut estomaqué quand il se fit un jour demander à brûle pour point, par l'un d'eux ; « Comment se peut-il qu'une entreprise fasse faillite ? »

* * *

Quand la première véritable session du nouveau gouvernement démarra, le 8 mars 1977, le message inaugural du Premier ministre était assez avare de mesures de relance économique. On y proclamait que « les fonds publics ne sont pas ceux du parti au pouvoir ! » Les mesures culturelles et sociales avaient la part du lion.

C'était la course aux nouveaux programmes. L'État allait subventionner...

Comme le disait Frédéric Bastiat : « l'État, c'est la grande fiction à travers laquelle tout le monde s'efforce de vivre aux dépens de tout le monde. » Rares sont les politiciens qui résistent à la tentation de se transformer en démagogues et d'acheter la popularité aujourd'hui en hypothéquant l'avenir. En prenant comme point de départ que l'économie est une vache à lait inépuisable et accommodante, tout ou presque devient permis.

³⁷ Le président de la société Vanessa Lingerie, *La Presse*, 10 juin 1978.

Le résultat ? C'est l'inflation qui frappe surtout les pauvres, les faibles et les gens âgés : le sous- investissement et le chômage qui frappent aussi les pauvres, les faibles et les jeunes ; la surtaxation qui décourage l'initiative et l'innovation et qui pénalise tout le monde.

Dans une société, le développement économique doit être parallèle au développement social. L'un sans l'autre conduit tôt ou tard les nations vers l'instabilité. L'Italie, en axant trop ses efforts sur le développement économique et en négligeant la justice sociale et la promotion sociale de ses citoyens, se retrouve en situation chronique d'instabilité sociale. La Grande-Bretagne, cependant, après plusieurs périodes de gouvernements travaillistes qui oublièrent que l'appareil productif doit se renouveler et qu'un pays ne peut vivre de ses rentes, se retrouve confrontée à une croissance économique effondrée et au bureaucratisme rampant.

Les idées généreuses, l'inexpérience et un manque de clairvoyance et de courage poussent souvent les gouvernements sur la voie de facilité. « Après nous, le Déluge ! » C'est une maxime qui colle bien en effet à la politique car les hommes publics ne supportent pas personnellement eux-mêmes le coût de leurs échecs, c'est-à-dire le coût des échecs économiques de leurs politiques. Les millions et même les milliards de dollars ne sont que des réalités abstraites qui ne représentent pas un coût et un frein à telle extravagance. Les chiffres servent plutôt à mesurer l'ampleur et l'éclat de telle ou telle « réalisation. »

La grande préoccupation des politiciens n'est pas l'allocation des ressources entre les besoins privés des gens et leurs besoins collectifs, mais plutôt celle de se répartir entre ministères les fonds publics parmi toutes les interventions possibles et imaginables ; et cela, non pas en fonction d'un critère d'efficacité sociale, mais bien plus en fonction d'une rentabilité électorale.

Même si l'économie fonctionnait au ralenti, en effet, alourdie par les coûts des produits pétroliers importés, l'inflation n'en gonflait pas moins les coffres de l'État grâce à la non-indexation des exemptions fiscales et des paliers d'imposition des tables d'impôt.

Les revenus du gouvernement du Québec passèrent de \$9,726 millions en 1976-77 à \$14,665 * millions en 1980-81, une augmentation de 51 pour cent.

Les dépenses gouvernementales passèrent de \$10,717 millions à \$17,640 * millions, une augmentation de 65 pour cent au cours de la même période.

* Estimations.

* Estimations.

L'économie, par contre, ne progressa, elle, que de 49 pour cent de 1976 à 1980, le produit intérieur brut allant de \$46,214 millions en 1976 à \$68,653 * millions en 1980. La conséquence ? La plupart des familles au cours de cette période, se retrouvèrent coincées entre l'inflation et les taxes, tandis que les déficits gouvernementaux s'empilaient l'un après l'autre.

Ce seront en effet \$7,150.1 millions de déficit qui s'accumuleront dans quatre budgets au cours de la seule période de 1977 à 1980.

* * *

En cet hiver 1977, l'économie québécoise est dans un état pitoyable. Le nombre de chômeurs dépassait 300,000. Plusieurs usines fermaient, tandis que les déplacements de sièges sociaux et de services techniques de Montréal vers Toronto étaient fréquents.

Les études attendront. Il faut agir vite.

Les ministres d'État partent avec une longueur d'avance car ils peuvent légiférer sans s'embarrasser des dossiers et des avis des fonctionnaires. Quelques conseillers de l'extérieur suffiront à mettre les choses en marche.

Les consultations peuvent aussi être réduites au minimum. De toute façon, ce sera le ministre « sectoriel » qui recevra les plaintes et qui réparera les pots cassés !

Tout se faisait comme si chacun avait la conviction qu'il fallait, tout de suite agir à fond sur les événements et les choses car l'occasion ne se reproduirait pas. C'était le syndrome du cancéreux.

En ce faisant, on s'assurait de transformer l'appréhension en réalité. Le gouvernement NPD de David Barrett en Colombie Britannique, défait en 1974, s'était lui aussi comporté de cette façon.

Dans le cas du PQ, cependant, c'était le référendum que l'on mettait ainsi en péril. De toute évidence, les Québécois ne pourraient accepter des changements importants dans toutes les directions. Il fallait des priorités.

Le Gouvernement Lévesque avait comme priorité de tout faire, sauf d'accorder aux questions économiques l'attention que la population souhaitait. On aurait dit qu'intuitivement, le Premier ministre et ses loyaux lieutenants associaient l'objectif de croissance économique au Parti libéral. Et l'Industrie et le Commerce,

* Estimations.

c'était le ministère le plus « libéral » de tous ! Certains ministres se seraient d'ailleurs facilement accommodés de sa disparition !

Même si l'objectif d'encourager le développement de la petite et moyenne entreprise -figurait au tableau des engagements de la campagne électorale, c'est le préjugé supposément favorable aux travailleurs qui l'emporte. On devrait plutôt dire : « préjugé favorable aux dirigeants syndicaux ».

La hausse du salaire minimum est décrétée. Ce sera le plus élevé en Amérique du Nord ! Mais avec une productivité qui est 25 pour cent inférieure à celle des États-Unis et à celle du concurrent voisin, l'Ontario.

J'ignorais que cette mesure se préparait, quand un journaliste du journal la Presse ³⁸, le même jour, me tend un piège en m'interrogeant sur la question du salaire minimum en général. Je lui réponds qu'en tant qu'économiste, je trouverais inapproprié que des hausses considérables se produisent à ce chapitre, un mouvement de fermeture de nombreuses PME étant en marche. Il aura sa manchette : Le lendemain, l'annonce d'une très importante hausse du salaire minimum et l'avis du ministre de l'Industrie à l'effet qu'une telle hausse menacerait la survie et les emplois dans plusieurs PME.

Le ministère du travail fera finalement entreprendre une étude qui montrera, en 1978, que les hausses du salaire minimum ont provoqué la perte de 25,000 à 42,000 emplois, surtout chez les jeunes. Ceci freinera quelque peu la glissade vers la facilité et la démagogie. ³⁹

Il arrive souvent en effet que les mesures sociales se traduisent par des résultats qui sont justement l'opposé de ce que la législation visait...

Comme le souligne Jean-Luc Migué, « le vrai salaire minimum ne sera jamais \$ 3. l'heure, mais bien zéro. ⁴⁰

Nous aurions besoin d'une politique d'emploi en ces temps difficiles. Nous poussons plutôt les revenus à la hausse. En France, à la même époque, les entreprises reçoivent 1000 dollars (5000 francs) pour chaque nouvel emploi net créé.

Ceux qui profitent temporairement le plus de cette situation sont les syndicats qui ont dans leurs conventions collectives une clause d'augmentation additionnelle automatique des salaires chaque fois qu'il se produit une hausse dans le salaire

³⁸ Pierre Gravel.

³⁹ Pierre Fortin, « Une évaluation de la politique québécoise du salaire minimum sur la production, l'emploi, les prix et la répartition des revenus », Gouvernement du Québec, 1978.

⁴⁰ Jean-Luc Migué, *L'économiste et la chose publique*, Les Presses de l'Université du Québec, 1979.

minimum. Les chefs syndicaux aiment bien cela. Ce sont eux qui pressent le plus le gouvernement.

En janvier '77, le salaire minimum est égal en moyenne au Canada à 47.7% des salaires de l'industrie manufacturière. Au Québec, il est égal à 56.9%.

C'est l'Ontario qui profite le plus du salaire minimum artificiellement élevé du Québec.

Selon le professeur Thomas Courchène de l'Université Western Ontario, l'irresponsabilité des gouvernements provinciaux au chapitre du salaire minimum ne vient pas seulement de l'ignorance et de la démagogie, mais du fonctionnement même du fédéralisme canadien.

Ainsi, le taux de chômage a toujours été supérieur à la moyenne canadienne au Nouveau Brunswick, en Nouvelle Écosse et au Québec, provinces dont les salaires minimums sont supérieurs à ceux de l'Ontario et de l'Alberta.

D'après le professeur Courchène, les raisons profondes qui font que les provinces à fort chômage peuvent se permettre d'avoir un salaire minimum plus élevé qui crée du chômage chez les jeunes et chez les apprentis, sont que les provinces ne supportent pas la totalité du coût économique d'une telle décision.

Elles bénéficient, en effet, de l'aide du gouvernement fédéral par le biais de transferts sous forme de péréquation et de prestations d'assurance -chômage, de même qu'une contribution de 50 pour cent au chapitre des prestations d'assistance sociale.

* * *

La loi « antiscab » apparaîtra vite dans le décor.

La petite ou la moyenne entreprise pourra dorénavant se faire légalement prendre en otage par un puissant syndicat sans qu'elle ne puisse recourir à la légitime défense. Ce ne sont pas les grandes multinationales qui continuent d'opérer en cas de grève. Ce sont les petits établissements qui sont financièrement pris à la gorge et qui peuvent éviter la faillite en fonctionnant avec très peu de personnel. Les multiples avantages que la loi 45 procure aux syndicats sont considérables. L'obligation est faite de tenir un scrutin secret à l'occasion des grèves, mais la direction pourra retarder indéfiniment la tenue d'un tel scrutin sur les offres patronales en cours de grève sans jamais pouvoir y être contrainte. De plus, les modalités d'application de la loi sont telles que la direction d'un syndicat récalcitrant jouit d'une véritable impunité.

Les employeurs sont par ailleurs sévèrement réglementés. Les travailleurs sont aussi fermement encadrés. Qu'ils soient membres ou pas de l'unité syndicale, ils seront dorénavant taxés par le syndicat. En Grande-Bretagne, une loi passée par le gouvernement travailliste prévoit le droit à la dissidence et l'objection de conscience. Au Québec, on copie mais en toute rigueur ! La fameuse « formule Rand » de prélèvement automatique et générale des cotisations syndicales prévaudra, mais les travailleurs qui ne sont pas membres du syndicat ne pourront pas voter lors des votes de grève. Ces votes, d'ailleurs, pourront se prendre « en assemblée » et « par un vote majoritaire des membres qui y participent. »

Le spécialiste des Relations industrielles, Gérard Dion, en homme expérimenté dira : « On sait comment il est facile de manipuler une assemblée et on connaît la technique classique toujours efficace qui consiste à en prolonger la durée en écoeurant les participants et à prendre le vote lorsqu'il ne reste plus qu'un petit groupe d'activistes ». ⁴¹

Dion dira encore : « On sait que les multinationales, de par leur organisation, peuvent assez facilement soutenir une longue grève et faire effectuer leur production dans une autre de leurs succursales. Mais il n'en est pas de même pour les PME québécoises. Celles-ci en souffriront davantage, en étant à la merci totale des syndicats, ce qui pourrait être un désastre pour notre économie. Qui, dans ces conditions, osera investir pour créer de nouvelles entreprises ? » ⁴²

Au chapitre de la démocratie, le syndicalisme d'entreprise en est encore à l'âge féodal. C'est l'endroit dans la vie d'un individu où il compte le moins. À son travail, l'individu est « encarcené » par des organisations monolithiques qui pensent pour lui et, dans la plupart des cas, décident pour lui.

La règle démocratique fondamentale consiste à accorder aux minorités des droits face à la dictature possible de la majorité, et à garantir pour ce faire dans les institutions le pluralisme des points de vue, des tendances diverses et des intérêts. Au gouvernement, les représentants élus reflètent les diverses tendances dans la société. Au conseil municipal, le système de la représentation élue fait en sorte que plusieurs orientations coexistent.

Dans l'entreprise, les lois du travail imposent la règle du monopole de représentation. Un seul syndicat avec une orientation unique peut représenter les travailleurs. Les travailleurs qui ne font pas partie du syndicat -monopole ou, en faisant partie, entretiennent des vues minoritaires, n'ont aucune voix au chapitre dans des décisions qui les concernent directement. Pire, les lois passées sous la pression des hiérarchies syndicales, confirment l'anti-principe de la « taxation sans

⁴¹ Gérard Dion, « Comment assurer le caractère démocratique et l'efficacité des scrutins secrets dans les syndicats », *Le Devoir*, 5 novembre 1977.

⁴² Gérard Dion, « Les mesures antibrisers de grève et le précompte syndical », *Le Devoir*, 7 novembre 1977.

représentation. » Dans l'entreprise, notre code du travail fait en sorte qu'il y a des travailleurs franchisés et d'autres qui ne le sont pas. C'est une atteinte directe aux règles démocratiques les plus élémentaires et une application du principe totalitaire.

Quand le syndicalisme est politisé, comme il l'est de plus en plus au Québec, ces vices antidémocratiques dans le mode de représentation des travailleurs dans les entreprises peuvent facilement dégénérer à la négation de la liberté tout court.

Un exemple révélateur s'est d'ailleurs produit au Québec en 1980 quand un syndicat refusa de réadmettre dans ses rangs, et dans son travail, un travailleur pour cause de délit d'opinion. Michel Bourdon, ex-président de la Fédération du bois et du bâtiment de la CSN, fut en effet « jugé » coupable de collusion avec « l'État bourgeois » du fait qu'il avait été candidat à l'assemblée d'investiture du P.Q. dans le comté de Maisonneuve.⁴³

Le sectarisme et l'ostracisme idéologiques dans certaines organisations syndicales reflètent une mentalité totalitaire. Il faut comprendre, cependant, que cette mentalité est entérinée et légalisée par nos lois du travail qui imposent le syndicalisme de monopole, où un seul syndicat détient l'accréditation, c'est-à-dire détient le droit de représenter tous les employés dans une unité de négociation. Mais pourquoi n'y aurait-il pas plutôt un comité de négociations élu par tous les travailleurs et reflétant la diversité des tendances et des intérêts des employés ?

La dignité et les droits fondamentaux des individus commandent que chaque travailleur jouisse du droit de vote et du droit d'être représenté dans la partie de sa vie qui le touche le plus directement, c'est-à-dire à son travail.

Mais contrairement à ce qui ce fait en Europe, depuis un demi-siècle, la démocratie au travail en est encore au Moyen-Âge en Amérique du Nord.

Le Québec a une pente longue et abrupte à remonter dans le domaine des relations de travail. La situation est peut-être pire ici qu'ailleurs au Canada et aux États-Unis, à cause de tous les privilèges consentis aux centrales syndicales dans le passé, et à cause également de la grande tolérance dont des gouvernements faibles et opportunistes ont fait preuve face à certains excès dans les conflits de travail.

Que Québec possède en effet, le Code du Travail le plus vétuste, le plus compliqué, le plus conflictuel et le plus déséquilibré de toutes les législatures nord-américaines. Il aurait fallu du courage pour le renouveler afin qu'il reflète la jus-

⁴³ Lysiane Gagnon, « La tentation totalitaire des employés de la CSN », *La Presse*, 22 juillet 1980.

tice et les besoins d'une économie moderne. Il ne sera que déséquilibré encore davantage pour plaire à quelques chefs syndicaux.

J'aurais pu bien sûr tenir publiquement des propos semblables à ceux de Gérard Dion.

La tentation de décrocher est grande. Je me rends compte que je suis tombé dans une véritable trappe... que pour être ministre, il me faut pratiquement cesser d'être économiste.

Mais démissionner après quelques mois ? La population ne comprendrait pas. Elle prendrait pour un manque de persévérance et de ténacité ce qui à mes yeux est une divergence profonde dans les priorités et dans l'orientation des politiques gouvernementales.

D'autant plus qu'il y a le référendum et je compte bien faire accepter l'idée d'une monnaie commune, et celle peut-être plus problématique mais que je juge essentielle au succès, c'est-à-dire celle d'un système confédéral décentralisé avec un parlement commun.

Il ne reste qu'à faire servir au moins une partie de ce gouvernement au développement économique du Québec : le ministère de l'Industrie et du Commerce.

* * *

Première partie : le monde de la politique

Chapitre 8

Le ministère de l'industrie et du commerce

« Ne te lance pas dans trop de choses ; tu n'en sortirais jamais. Même en courant, tu n'atteindrais pas ton but et tu ne pourrais pas t'échapper en prenant la fuite. »

Il en est qui peinent, se fatiguent et se hâtent et n'en sont que toujours en retard. »

Ben Sira (vers 150 avant J.C.)

[Retour à la table des matières](#)

Le 23^e étage de la Place Ville Marie à Montréal héberge des services du Ministère de l'Industrie et du Commerce, et l'un des deux bureaux du ministre. Au début des années '70, un ministre avait compris que Montréal était la capitale économique du Québec et avait surmonté la résistance des fonctionnaires en prenant pied à Montréal avec les services internationaux du ministère.

« Bienvenue Monsieur le Ministre », avait dit Mlle Rita Benoit le matin que je m'étais rendu pour occuper mes nouveaux bureaux. Chaleureuse et appliquée, elle n'en nourrissait pas moins une certaine appréhension à la pensée de travailler pour un nouveau patron, péquiste de surcroît. Depuis le temps où elle était secrétaire

sous Paul Beaulieu, dans les années '40, elle avait vu pas moins de sept ministres se succéder à la tête du ministère.

Je décidai sur le coup de la confirmer dans son poste de secrétaire du ministre. Il en irait de même de la vingtaine d'employés de soutien à Québec et à Montréal, de secrétaires à messagers, dont l'affectation relevait de la discrétion du ministre. Ils formaient le personnel de soutien du cabinet. Plusieurs avaient été recrutés par différentes administrations et étaient en poste depuis 10, 15 ou 20 ans. Seuls les cinq ou six conseillers directs du ministre seraient nouveaux, à cause du caractère essentiellement politique de leurs fonctions.

Quand je quitterai le ministère le 21 septembre '79, tout le personnel de soutien sera illico et prestement congédié du ministère, et forcé de s'éparpiller dans la fonction publique ou de rester en disponibilité à la maison. Plusieurs en furent ulcérés.

Comme le dira après coup une secrétaire, employée au cabinet depuis plus de 20 ans : « J'ai survécu à six changements de gouvernement sans être victime du patronage ; je n'ai pas survécu au PQ ! » Cette personne souffrait de défaillances cardiaques depuis quelques années. Son déracinement sauvage du ministère la frappa durement. Encore aujourd'hui, elle ne s'est pas relevée de ce traumatisme causé par la partisanerie bête et une intransigeance cruelle.

Ces faits ne furent jamais rapportés dans les journaux.

* * *

La loi du ministère de l'Industrie et du Commerce stipule que « le ministre est chargé... de favoriser, par tous les moyens et mesures qu'il juge adéquats, l'avancement et le développement de l'industrie et du commerce de la province. » ⁴⁴

Or, le taux de chômage au Québec oscillera autour de 11 pour cent en '77-78. La moitié de ce chômage est de nature structurelle et reliée à l'insuffisance de croissance économique en égard à l'augmentation de la population, du taux d'activité de la main-d'œuvre et du taux d'accroissement de la productivité. ⁴⁵ Ce chômage structurel est en hausse au Québec depuis une quinzaine d'années.

Le chômage structurel, au Québec, s'ajoute à une situation salariale qui se traduit par des taux de salaire facilement du tiers plus élevés dans les grands établissements et dans les entreprises à technologie avancée et à forte intensité de capi-

⁴⁴ Chapitre 206, Loi du ministère de l'Industrie et du Commerce, modifié par Lois de 1971, Bill 14.

⁴⁵ Cf. Gérald Marion, Aspects de l'emploi et des salaires au Canada et au Québec, dans *Économie du Québec et Choix Politiques*, Claude Montmarquette, Éditions Les Presses de l'Université du Québec, Montréal, 1979.

tal. Si on considère de plus l'intervention arbitraire de l'État au chapitre du salaire minimum, des décrets de toute nature dans de nombreuses industries, dont celle de la construction, et la généreuse politique salariale du gouvernement lui-même, il est facile de comprendre pourquoi la PME, en général et les secteurs moins avancés technologiquement (vêtement, textile, chaussure, meuble... etc) en particulier, subissent des pressions parfois intenable.

Une stratégie industrielle pour le Québec doit à la fois générer des investissements accrus dans les secteurs à technologie avancée pour absorber une main-d'œuvre toujours mieux préparée et pour soutenir un secteur tertiaire dynamique, et, encourager en même temps la modernisation des entreprises les plus dynamiques dans les secteurs « mous », afin de ne point provoquer de hausses additionnelles dans le chômage structurel ou d'exodes de population. Le quart sinon le tiers des entreprises manufacturières du Québec, doit non seulement subir la concurrence internationale, mais doivent également au chapitre des salaires, concurrencer les entreprises à forte intensité-capital (automobile, aluminium, aéronautique, pâtes et papiers...) et le gouvernement lui-même.

En tant qu'économiste, je connaissais bien ces lacunes de l'économie québécoise, ayant participé à de nombreuses études sur le sujet.

C'est ainsi, avant que la rigidité du système des ministères d'état ne se referme sur le gouvernement, - que les plus dynamiques des 6,500 petites et moyennes entreprises manufacturières du Québec purent compter sur une réduction de 50% de leurs impôts, pourvu qu'elles réinvestissent ces sommes (loi 48), - que l'objectif de la rentabilité fut explicitement introduit dans le mandat des principales sociétés d'état industrielles qui se complaisaient dans les déficits, (Sidbec et SGF), - que les 9,500 épiceries indépendantes virent leur achalandage consolidé et leurs chiffres d'affaires s'accroître subitement de \$100 millions par année avec l'instauration de la vente du vin dans les épiceries, - que les fondements d'une relance de l'industrie pétrochimique montréalaise furent posés, -que la productivité devint officiellement une préoccupation majeure du gouvernement avec la mise sur pied de l'Institut National de la Productivité, - que les sociétés de développement de l'entreprise québécoise (les SODEQ) furent définitivement lancées, - que la décentralisation de la gestion des Pêches Maritimes de Québec à Gaspé fut entreprise autrement qu'en paroles, et qu'un plan quinquennal de développement fut élaboré pour cette industrie, - que l'organisme de prêts industriels de gouvernement, la SDI, fut orientée vers les PME dynamiques et la régionalisation,... et plusieurs autres initiatives de moindre importance mais globalement importantes pour les secteurs traditionnels du vêtement, du textile, de la chaussure et du meuble... etc.

Toutes ces mesures avaient la qualité de coûter très peu au gouvernement, et dans certains cas, d'accroître les revenus publics en même temps qu'elles stimulaient l'activité industrielle et commerciale. En rétrospect, elles apparaissent assez

naturelles et allant presque de soi. Elles relevaient toutes des mêmes préjugés soient ceux de la libéralisation et de la démocratie.

Mais, comme le dira Françoise Giroud, ancien ministre dans le gouvernement français, dans un gouvernement « le résultat est incommensurable à la somme d'énergie déployée. Le public voit la mouche écrasée. Le ministre se souvient du marteau-pilon qu'il a dû manœuvrer. » ⁴⁶

Et dire qu'au cours des six années précédentes, les deux lois les plus importantes à originer du ministère de l'Industrie et du Commerce avaient été une loi sur le contenu des matelats et une autre sur le prix minimum du pain !

* * *

Un tel branle-bas au ministère ne s'est pas vu depuis belle lurette. Mais il boulesverse et bouscule certains hauts fonctionnaires qui sont imbus de l'idée qu'un politicien doit paraître mais... non point décider.

Dans l'esprit des cadres de plusieurs ministères, en effet, le ministre doit jouer le rôle qu'ils attendent de lui, c'est-à-dire qu'il doit se faire le défenseur du ministère auprès des autres instances gouvernementales, aux réunions du cabinet, à l'Assemblée nationale et devant la population. À leurs yeux, le ministre doit être « leur » ambassadeur, bien avant d'être celui de la population ou même du parti au pouvoir. C'est « leur » représentant au cabinet et « leur » membre à l'Assemblée nationale.

Le ministre a une valeur véritable pour les cadres supérieurs d'un ministère en autant qu'il les consulte avant de faire toute chose, qu'il défende les politiques qu'ils ont élaborées et qu'il se fasse leur complice dans les rivalités et les conflits de juridiction avec les autres unités administratives.

La complexité des rouages de l'État moderne et de ses interventions persuade plus d'un politicien, en effet, de limiter son rôle à celui de représentant et porte-parole des faits et gestes de la haute administration du ministère dont ils sont supposés être responsables devant le Parlement et devant la population. À bien des égards, le fameux principe de la responsabilité parlementaire est un leurre. C'est bien plus le mandarin qui devrait venir témoigner que le ministre, ce dernier n'étant souvent que le porte-parole de celui-ci, et ne comprenant qu'imparfaitement ce qu'il doit défendre.

Dans ces circonstances, le ministre qui possède expérience, compétence et qui a des idées a le choix, ou bien de se soumettre à la démarche lente et souvent improductive de la bureaucratie, ou bien d'élaborer en équipe restreinte de travail les

⁴⁶ Françoise Giroud, *La Comédie du pouvoir*, Fayard, 1977, p. 81.

politiques que les fonctionnaires devront exécuter. La deuxième alternative est pleine d'embûches car la capacité d'obstruction et de sabotage des fonctionnaires permanents est grande. De connivence avec ceux des autres ministères, les hauts fonctionnaires d'un ministère en particulier peuvent en sous-main, par exemple, encourager une politique différente et même opposée à celle de leur ministre. Si ce procédé ne donne pas les résultats escomptés, il reste les « fuites » à la presse ou aux partis politiques adverses.

Règle générale, il ne leur est pas nécessaire de se rendre jusqu'à cette extrémité car on peut toujours s'organiser pour « noyer le ministre sous la paperasse pour l'empêcher de nuire » et ainsi l'empêcher d'avoir une ligne d'action indépendante de celle déjà arrêtée par la haute administration bureaucratique.

La même règle vaut autant à Québec qu'à Ottawa, si ce n'est qu'elle est encore plus fermement établie au niveau fédéral. Un incident allait me permettre d'en faire directement l'expérience.

* * *

En tant que ministre québécois de l'Industrie et du Commerce, en effet, je souhaitais que le gouvernement fédéral ne limite point sa contribution au développement industriel du Québec au seul saupoudrage des subventions du MEER.⁴⁷

Mais, faire coopérer deux ministères du même gouvernement n'est pas chose facile ; faire coopérer deux ministères de deux gouvernements différents ne peut être qu'accidentel et circonscrit tellement les difficultés sont nombreuses.

Mirabel !

Porte d'entrée aérienne de l'Amérique du Nord. Aéroport le plus moderne, le plus coûteux, le plus sous-utilisé.

En tant que ministre de l'Industrie, je suis responsable du parc industriel et commercial aéroportuaire (PICA) qui est adjacent à l'aéroport. Après \$ 10 millions d'engloutis, ce n'est rien d'autre qu'un champ de pacage pour les animaux. Les vaches y regardent décoller les avions comme naguère elles regardaient passer les trains !

Pour que Mirabel serve de carte d'introduction pour attirer les industries, il faut que l'on puisse produire à proximité avec le minimum d'embêtements. Les États-Unis, l'Irlande, l'Allemagne, Singapour... etc, ces pays l'ont compris et ils ont rentabilisé leurs installations publiques de transport en leur adjoignant une

⁴⁷ Ministère de l'Expansion Économique Régional.

zone franche de droits, laquelle permet aux producteurs d'assembler et de manutentionner des produits sans être l'esclave et la victime du douanier.⁴⁸

Montréal peut concurrencer New-York, Chicago, St-Louis. Mais encore, faut-il prendre les moyens. Ce n'est plus le Port de Montréal qui joue le rôle de moteur du développement. Le transport aérien peut, par contre, créer des retombées économiques dont la région de Montréal a désespérément besoin pour se remettre en selle et surtout pour ne pas sombrer dans le rôle de succursale secondaire de Toronto. D'autant plus que les électeurs ont refusé la construction d'un aéroport moderne à Pickering, dans sa banlieue, et que son principal aéroport est achalandé et limité.

La mesure ne coûterait pratiquement rien et attirerait des investissements qui n'entreraient de part leur nature, très peu sinon pas du tout en concurrence avec les entreprises existantes. Une mesure qui ne s'accompagne pas d'un budget additionnel, qui n'étend pas l'empire des fonctionnaires, mais au contraire, le rétrécit, a besoin d'être « pistonné » pour passer.

Dès la première conférence des ministres de l'Industrie et du Commerce, au début de février '77 à Ottawa, je tente de mettre mon homologue fédéral, Jean Chrétien, dans le coup. Je sais que depuis 1908, dix villes canadiennes ont demandé un statut de zone franche. Elles ont toutes essuyé un refus d'Ottawa.

N'attendons pas que les États-Unis attirent chez eux toutes les entreprises européennes et japonaises qui visent le marché nord-américain » lui dis-je.

Je lui sers l'exemple de la zone franche de Toledo en Ohio. Un manufacturier y a loué un espace de 2,000 pieds carrés et transforme sur place des camionnettes Volkswagen en wagonnettes de camping en y ajoutant réfrigérateur, toit et sièges.

Une camionnette Volkswagen qui entre sur le marché américain se voit frappée d'une taxe de 25%... La wagonnette de camping qui sort de la zone franche de Toledo ne rencontre qu'une taxe douanière de 3%. Ce n'est qu'un exemple parmi des centaines.

La mesure est industrielle et l'intéresse. Mais « ceci relève du ministère du revenu ». « De plus que dirait Toronto si Montréal était la seule à jouir d'une zone franche ? »

Je lui réponds que les Montréalais n'ont pas à souffrir de la décision des Torontois de refuser un nouvel aéroport et que, de toute façon, Mirabel est un cas

⁴⁸ Une zone franche est une enclave dans un territoire national où les produits peuvent entrer et sortir librement sans acquitter les droits de douane.

unique. C'est un éléphant blanc qui a coûté un milliard de dollars et pour lequel le gouvernement fédéral encourt des pertes de \$50 millions par année !

Deux ans plus tard, je réussirai à faire accepter le projet par trois ministres fédéraux, celui du Revenu, de l'Industrie et du MEER. ⁴⁹

Mais c'est peine perdue.

Les fonctionnaires s'y opposent,... et que peuvent trois ministres contre une politique bureaucratique bien

établie ? Leurs fonctionnaires ont, en effet, toujours peur de déroger à leur routine coutumière et surtout de permettre à Montréal ce que Toronto ne pourra mettre en oeuvre avant au moins dix ans. Lorsque Toronto aura réussi à se doter d'un aéroport international ouvert 24 heures par jour sur le modèle de Mirabel, peut-être alors fera-t-on de Mirabel une zone franche. Montréal aura cependant perdu une occasion unique !

Mais tout sera sauf à Ottawa. On n'aura pas déplu à Toronto ! Tout comme on n'avait pas osé déplaire à Toronto quand le gouvernement canadien a laissé généreusement le gouvernement du Québec et la ville de Montréal absorber le déficit des Jeux Olympiques de 1976 ! - Entre-temps, à Mirabel, les vaches regarderont décoller les avions !

* * *

L'économiste Léon Walras a déjà dit que « l'humanité est assez bête ; elle fait lentement et mal par révolutions ce qu'elle pourrait faire plus vite et beaucoup mieux par réformes si elle avait un peu plus d'esprit ! » La réforme cependant est moins spectaculaire, mais elle exige plus de courage. Elle se refuse à jouer le tout pour le tout, à la manière du joueur, mais il ne lui répugne point de prendre des risques calculés pour avancer.

Au Québec, l'omniprésence de la politique et le préjugé anti-économique de certaines élites contribuent à valoriser les solutions spectaculaires et à grands éclats. Le retard économique est grand ! Qu'importe, nous aurons les plus grandes et les plus chères installations pour accueillir tantôt une exposition universelle, tantôt des jeux olympiques internationaux. Le régime politique n'est pas totalement satisfaisant ! Qu'importe, on consacrera des dizaines d'années pour le faire sauter.

⁴⁹ Anthony Abbott, Jack Homer et Marcel Lessard.

Pendant ce temps, l'industrialisation stagne au Québec, le chômage est chroniquement élevé, les impôts aussi, tandis que le niveau de vie est artificiellement maintenu par un transfert de revenu du reste du Canada.

Depuis 1975, en effet, les paiements fédéraux de péréquation, les programmes fédéraux à frais partagés (assurance-santé... etc.), les paiements fédéraux d'assurance-chômage, les subventions fédérales au chapitre du pétrole et différents paiements de transfert aux individus, fournissent une aide extérieure substantielle aux régions les plus pauvres au Canada. On estime que pour les provinces de l'Atlantique, de 40 à 50 pour cent de leur revenu provincial dépendent de ces transferts, tandis que le revenu provincial du Québec dépend pour environ 10 pour cent de tels transferts.

Une économie qui est artificiellement soutenue par l'aide extérieure est vulnérable. Elle est déficitaire. Elle consomme plus qu'elle ne produit. Elle importe plus qu'elle n'exporte. Elle vit au-dessus de ses moyens : en un mot, elle est *dépendante*.

La vraie indépendance, c'est l'indépendance économique.

Les symboles des républiques de bananes ne profitent généralement qu'à de petites castes de privilégiés. Le sort de leurs populations est rarement amélioré par le maintien d'une ambassade aux Nations-Unies. C'est le développement économique qui profite aux populations. Les symboles profitent avant tout à l'élite.

Profondément conscient des grandes lacunes économiques au Québec, sous-industrialisation et contrôle excessif de l'extérieur, je n'entends point cantonner le ministère de l'Industrie et du Commerce, comme certains le souhaitent, dans le rôle de pompier industriel. D'autant plus que du côté du ministère d'état au développement économique, rien de bouge.

Devant la Chambre de Commerce de Montréal, je scandalise certains collègues en déclarant que « le Québec approche du point, s'il ne l'a déjà atteint, où le secteur public cesse d'être un moteur de développement pour devenir un frein. »⁵⁰ J'ajoute presque une provocation pour un gouvernement quasi exclusivement orienté vers le social, qu'il faut « faire en sorte que le taux d'accroissement des investissements productifs soit plus élevé que celui des dépenses publiques ».

Et en plus que « le renforcement de l'économie au Québec est non seulement nécessaire pour financer les augmentations de salaires et les réformes sociales futures, mais il s'impose dès maintenant pour consolider les programmes existants. »

⁵⁰ *Le Devoir*, 4 mai 1979, Michel Vastel.

Il faut dramatiser le développement économique et mettre le secteur privé dans le coup.

En présentant à l'Assemblée nationale la loi de l'aide aux PME, je préviens qu'il ne s'agit que d'un pas sur la voie de la relance industrielle et que « le Québec a besoin d'une nouvelle révolution tranquille, mais cette fois de nature économique. »

Depuis quelques années, l'engouement de la jeunesse pour les affaires est plus grand au Québec qu'ailleurs au Canada. Les étudiants dans le domaine des affaires constituent 15 pour cent du total au Québec, contre 12% dans l'ensemble du Canada. Quel contraste avec une élite doctrinaire qui a traditionnellement méprisé les affaires au Québec !

Les Québécois, dans, leur ensemble, aspirent à la prospérité et à la sécurité économiques.

Et ils ne sont pas persuadés que c'est seulement en transférant les impôts et les réglementations d'une bureaucratie à Ottawa à une autre à Québec que jaillira la prospérité et l'opportunité.

* * *

Les Québécois francophones ne contrôlent que 21.596 des entreprises manufacturières au Québec et ne sont responsables que pour 5% des exportations de ce secteur. ⁵¹

« Poser correctement le problème, c'est le solutionner à moitié », enseigne le dicton.

La Révolution tranquille des années '60 a sans doute permis à l'État d'investir quelques \$50 milliards dans l'Éducation et la Santé. La grande lacune, on la retrouve du côté du capital de risque à propriété québécoise.

Il est insuffisant.

Le dynamisme des PME et la popularité des carrières en affaires témoignent de l'entrepreneurship des Québécois francophones. Il nous faut maintenant des capitaux et des débouchés pour les faire fructifier.

Déjà l'épargne est fortement socialisée et centralisée au Québec, avec l'instauration du Régime des rentes du Québec et la nationalisation partielle du secteur de

⁵¹ Carmine Nappi, *La structure des exportations du Québec*, Institut de recherche C.D. Howe, 1978.

l'Assurance. La Caisse de dépôt et de placement administre, de ce fait, une épargne collective de plus de \$12 milliards.

Il y a danger pour l'économie.

Des économistes préviennent le gouvernement que « les contributions au régime de rente public ont pour effet de réduire l'épargne privée d'un montant non négligeable. Cette baisse de l'épargne privée signifie une diminution des investissements productifs si les cotisations ne sont pas investies. » ⁵²

Les institutions pour faire le pont entre l'investisseur industriel et les grands réservoirs d'épargne sont déficientes au Québec. Il n'y a, par exemple, que très peu de banques d'affaires au Québec. Nos banques commerciales, à toutes fins pratiques, financent les stocks d'inventaire. Elles n'opèrent pas, comme en Allemagne et au Japon, au niveau du capital de risque.

Si nous ne voulons point être prisonniers des actions ponctuelles d'industries et d'entreprises en difficultés, le développement industriel doit s'inscrire dans une stratégie générale. Les mesures d'aide à la PME ne font en effet tout au plus que contrecarrer partiellement les préjudices que lui causent les autres mesures du gouvernement.

De plus, nous ne pouvons simplement réagir au déplacement des activités bancaire, financière et industrielle de Montréal vers Toronto, et au dépérissement d'industries pour lesquelles le Québec n'a plus ou peu d'avantages comparatifs.

Avec l'aide des services techniques du ministère, j'élabore une politique industrielle qui est consignée dans un texte, « Problèmes et défis industriels : pour une politique d'industrialisation », texte que très peu de collègues se donneront la peine de lire et que boude de surcroît le ministre d'État au développement économique qui y voit ombrage.

« C'est une politique beaucoup trop importante pour originer d'un ministre sectoriel », dira-t-il.

Il faudra deux ans, et une tonne de frustrations, avant que le Premier ministre n'introduise dans son discours inaugural du 6 mars 1979, deux des principales mesures de cette politique, soit :

1) la création, avec les principales institutions financières du Québec, d'une banque d'affaires et,

⁵² *L'Actualité Économique*, avril-juin 1978, « Le financement du régime de rentes du Québec », J. Faille, R. Lévesque, H.-P. Rousseau.

2) l'établissement avec le secteur privé d'une société d'exportation pour les PME.

Lors de la 2eme conférence économique des 14-15-16 mars '79, à Montebello, les représentants des milieux économiques approuvent publiquement les deux mesures.

Un tel appui ne pouvait être que suspect !

Les deux mesures ne verront jamais le jour...

Première partie : le monde de la politique

Chapitre 9

Une société sur la défensive

« Les gens qui aiment la saucisse et respectent la loi ne devraient jamais assister à la préparation ni de l'une ni de l'autre. »

*Arthur Bloch,
Murphy's Son-in-laws*

[Retour à la table des matières](#)

Dans son livre 1984, George Orwell y décrit la structure de l'appareil gouvernemental d'un état totalitaire où quatre ministères se partageaient les responsabilités gouvernementales.

- Le ministère de la Vérité, qui s'occupait des divertissements, de l'information, de l'éducation des beaux-arts et qui avait pour mission d'établir le novlangue, langue officielle.

- Le ministère de la Paix, qui s'occupait de la guerre.

- Le ministère de l'Amour qui veillait au respect de la loi, de l'ordre et de la fidélité au Parti.

- Le ministère de l'abondance, qui était responsable des affaires économiques et qui contrôlait le mécanisme de la loterie. ⁵³

À la suite d'une réunion du Conseil des ministres, au cours de laquelle le gouvernement s'érigait maître de tout et semblait vouloir tout réglementer, j'avais demandé à un de mes adjoints d'aller me procurer deux exemplaires du chef-d'œuvre d'Orwell.

Une copie pour moi et une pour le Premier ministre Il n'a jamais accusé réception !

C'était le 1er décembre 1977...

La structure du gouvernement péquiste reposait sur quatre ministères d'état. Le ministère d'état au développement culturel ; le ministère d'état à l'aménagement ; le ministère d'état au développement social ; et le ministère d'état au développement économique.

Ce fut le ministère d'état au développement culturel à qui échoira la mission de faire du français la seule langue officielle du Québec. Deux sociologues furent embauchés, et le ministère était en affaires.

Le produit fut la loi 101...

* * *

Rares sont les pays qui possèdent une législation sur les langues utilisées par les citoyens. La plupart des pays, par contre, ont inscrit dans leur constitution ou autrement une charte des droits individuels.

Ce sont les institutions elles-mêmes qui établissent par leur existence les droits collectifs rattachés à la langue. Il n'est pas nécessaire alors d'inscrire dans une constitution le droit de vivre et de s'épanouir dans sa langue maternelle.

Ceci va de soi même si aujourd'hui le monde est devenu un village, comme le dit Mc Luhan, et qu'une personne cantonnée exclusivement dans une langue minoritaire est handicapée culturellement et économiquement. C'est un analphabète fonctionnel. La prolifération des technologies a détribalisé l'homme et les potentats ne peuvent plus élever de murs pour protéger leurs sujets de la contamination extérieure.

⁵³ George Orwell, 1984, Gallimard, 1950.

En Amérique du Nord, les francophones constituent 2 1/2 pour cent de la population. Dans la Confédération Canadienne, il s'agit de 25.5 pour cent. Au Québec, c'est 79.8 pour cent. ⁵⁴

La langue internationale du commerce, de la finance, de la technologie, des communications et de la recherche est aujourd'hui, l'anglais. A fortiori, l'anglais ou l'américain est-elle la langue d'usage en Amérique du Nord. Ce sera le cas pour au moins quelques siècles.

L'avantage d'un même moyen de communication, c'est qu'il réduit les coûts de communication et de transaction, un peu comme l'usage d'une même monnaie réduit les coûts d'échange et augmente les occasions d'affaires.

Pour la plupart des produits industriels, le Québec fait partie du marché nord-américain. Même pour les produits à forte intensité culturelle et linguistique (programmes de télévision, cinéma, livres... etc.) le Québec et le Canada francophone ne constitue qu'en partie un marché à part. Il y va donc de l'avantage personnel de chaque Nord-Américain francophone de posséder une connaissance d'usage de la langue des communications internationales.

Au Québec, comme en Europe et en Asie, mais encore plus vrai au Québec, le bilinguisme est à la fois profitable et inévitable. Tout Québécois et toute Québécoise, à la sortie de l'école, tout comme les petits suisses, allemands, français, suédois, russes et même chinois, devrait avoir une connaissance d'usage de l'anglais. Là n'est pas le problème.

C'est la grande hypocrisie au Québec, cependant, que des gens parfaitement bilingues et qui feraient des kilomètres pour que leur progéniture le soit aussi, professent l'unilinguisme pour l'ensemble de la population.

Comme cette personnalité québécoise à qui un journaliste étranger demandait s'il parlait anglais et qui répondit : « Malheureusement ! »

Les Québécois ne sont pas dupes, cependant.

Rares sont les parents qui ne souhaitent pas que leurs enfants ne puissent se débrouiller en anglais. ⁵⁵

Seuls certains intellectuels hypocrites feignent de décrier le bilinguisme.

Le problème, ce n'est pas le bilinguisme. Ce sont les institutions.

⁵⁴ Données provisoires du recensement de 1976, Statistique Canada.

⁵⁵ Un sondage commandé par la CECM de Montréal indiquait en '76 que 70 pour cent et plus des parents favorisaient l'enseignement de la langue seconde dès le début de l'élémentaire.

Une population qui contrôle ses institutions ne craint pas le bilinguisme.

Le problème d'une langue marginale face à une langue dominante se pose quand les personnes qui ont comme langue première une langue marginale sont soumises à une ségrégation économique et même à une discrimination économique dans leurs activités économiques. Tout se passe alors comme si le capital humain accumulé dans cette langue était déprécié et offrait un rendement systématiquement moindre que celui accumulé dans la langue environnante dominante.

Laissées sans frein, les pressions centrifuges vers l'assimilation de la minorité à la majorité deviennent grandissantes et atteignent tôt ou tard un point de non retour. Des soubresauts sociaux et politiques ne manquent jamais d'accompagner cette forme de génocide culturel.

C'est ce problème de l'égalité des chances économiques qui constitue le problème central de la langue au Québec.

Pour la masse de la population, le problème de la langue est un problème économique : - de débouchés et d'occasions d'emplois ; - de revenus et de position sociale.

La réalité, corroborée par plusieurs études, a longtemps prévalu que les carrières administratives dans le monde des affaires montréalais étaient difficiles d'accès aux francophones, même bilingues.

En conséquence, de même, les revenus des travailleurs francophones et anglophones témoignent de disparités que n'expliquent point les écarts d'âge, de scolarité ou de profession. ⁵⁶

Il a été établi, il y a quelques années, - que sur 105 entreprises comptant 1,000 employés et plus au Québec, seulement 15 comptaient un conseil d'administration à majorité francophone ;

- que 44 d'entre elles n'avaient même pas un francophone à leur comité de direction ;

- que seulement sept d'entre elles avaient un P.D.G. francophone ;

- que dans un secteur aussi vital pour l'économie du Québec que les pâtes et papiers, une seule entreprise sur 17 était dirigée par un francophone, parce qu'il en était l'actionnaire majoritaire. ⁵⁷

⁵⁶ G. Marion et André Raynauld, « Une analyse économique de la disparité inter-ethnique des revenus », *Revue Économique*, janv. '72.

Il n'y a qu'une solution à un tel état de fait : le recrutement systématique de jeunes diplômés francophones. Plusieurs entreprises l'ont compris, et la loi 101 a sans contredit hâté et renforcé cette compréhension.

Une province comme l'Alberta impose déjà aux entreprises incorporées chez elle l'obligation d'avoir un conseil d'administration dont les membres originent pour au moins 50 pour cent de l'Alberta.

Le Québec est en retard dans ce domaine...

Avant même le passage de la loi, je dirai aux hommes d'affaires quelque peu craintifs de la Chambre de Commerce de Montréal : « En faisant du français la langue des milieux d'affaires et industriels du Québec, nous cesserons de jouer sur le banc et une véritable égalité des chances pourra s'établir. » ⁵⁸

La loi ne s'arrêtera point là, cependant.

Comme pour de nombreuses autres mesures, le ver de l'exagération s'y mettra.

* * *

Une population, en effet, qui désire protéger ses droits collectifs à l'existence en tant que communauté linguistique différente, doit, ou bien se doter d'institutions autonomes sous son contrôle, ou bien ressortir à une forme quelconque de protectionnisme linguistique.

Les francophones, au Québec, contrôlent le tertiaire gouvernemental et parapublic, (administrations publiques, santé, éducation... etc.) de même qu'une partie importante du tertiaire privé (commerce, assurance, finance... etc). – Ceci n'est pas sans importance puisque les deux-tiers des emplois originent du secteur tertiaire.

Le secteur secondaire est par contre, bien différent. C'est le secteur le plus contrôlé de l'extérieur, et par conséquent le moins intégré à la société québécoise. Il est vrai que le déplacement des centres de décision économique vers l'Ontario et l'Ouest facilite la francisation des opérations régionales de plusieurs entreprises. Mais ce déplacement est lui-même en partie une réaction à la volonté des francophones de participer à plein à toutes les activités de la vie économique.

⁵⁷ Maurice Sauvé, *Le Devoir*, 9 juin 1977.

⁵⁸ Chambre de Commerce de Montréal, le 3 mai 1977.

La question centrale consiste à savoir comment établir dans les faits l'égalité des chances économiques sans provoquer un coût économique de transition qui soit trop onéreux.

Confrontés à un tel problème, certains pays n'hésitent point à recourir à la solution radicale de la partition linguistique du territoire. Les entreprises et les institutions dans une région opèrent dans une langue ; et dans une autre langue dans une autre région.

Selon le décret du 16 septembre 1973, par exemple, toutes les entreprises localisées dans la région néerlandaise de la Belgique doivent utiliser le néerlandais dans leurs relations avec les employés. - En Suisse, les écoles et les entreprises fonctionnent en allemand dans les cantons allemands et en français dans les cantons français.

L'objectif fondamental de la charte de la langue française, la loi 101, était de mettre fin au bilinguisme du Québec « en faisant du Québec la seule langue de travail au Québec ». Il s'agissait de faire « un Québec aussi français que l'Ontario est anglais. »

Sous ce rapport, la loi 101, se rapprochait davantage de la partition politique que du protectionnisme linguistique. La loi équivalait à une déclaration d'indépendance avant le fait car elle visait à l'unilinguisme. Un tel objectif était en lui-même inatteignable eu égard à la situation objective du Québec, à la position de Montréal en tant que centre économique nord-américain et en général, au haut taux d'intégration de l'économie québécoise à l'économie nord-américaine.

Sans compter que 20 pour cent de sa population est de langue anglaise !

La première disposition de la loi 101 établissait le principe du français comme seule langue du travail à l'intérieur de l'entreprise, dans toutes ses manifestations, sauf pour les exceptions accordées à certains sièges sociaux. La deuxième disposition assimilait tous les non-Québécois à des ressortissants étrangers, même en provenant du reste du Canada et faisait une obligation à leurs enfants de fréquenter l'école française.

À cause des exagérations contenues dans ces deux dispositions majeures, la loi 101 plaçait le Québec sur la défensive car elle reflétait l'extrémisme angoissé du faible plutôt que la confiance sereine du fort.

- Il aurait été possible de s'assurer que tout employé francophone puisse travailler dans sa langue dans l'entreprise.

- Il aurait été possible aussi d'ajouter aux conditions d'incorporation des sociétés des clauses d'intégration au milieu.

- Il aurait été possible aussi de proclamer le français langue officielle, et l'anglais et le français langues nationales, selon la formule suisse.

- Il aurait été possible aussi de ne point mettre les citoyens canadiens sur le même pied que les nouveaux immigrants. Le Conseil Supérieur de l'Éducation n'avait-il pas d'ailleurs sagement recommandé qu'en cette matière soit retenu le principe de l'enseignement en français aux immigrants dont

la langue d'origine était autre que le français ou l'anglais ? Le Premier ministre ne déclara-t-il pas qu'il aurait lui-même préféré en cette matière une clause Cana-da à une clause exclusivement Québec ?

Belle façon de plaire à tout le monde ! Mais où est le leadership ?

Les défauts de la loi 101 tirent leurs origines des objectifs poursuivis. La loi vise moins en effet, à favoriser la promotion économique des francophones qu'à instaurer artificiellement un environnement où l'anglais ne serait plus nécessaire pour accéder aux échelons hiérarchiques des administrations publiques et privées.

Un objectif théorique, désincarné, l'unilinguisme, primait sur l'objectif pratique et humain de la promotion économique des Québécois francophones.

Pour cette raison, la loi 101 aura été un demi succès. Elle aura néanmoins profité des erreurs des lois 63 et 22 !

* * *

Le vrai problème linguistique au Canada, c'est l'absence quasi générale de droits reconnus à presque un million de francophones dans les autres provinces que le Québec. ⁵⁹

Ne pouvant compter sur les institutions à eux, gouvernement provincial ou commissions scolaires sous leur contrôle majoritaire, ni sur la protection d'une constitution canadienne, leurs intérêts en tant que francophones relèvent du discrétionnaire et du privilège.

Seules, en effet, les provinces du Nouveau-Brunswick, du Manitoba et de l'Ontario accordent dans une certaine mesure un statut officiel de langue d'enseignement du français. Dans les autres provinces, cet enseignement est régi par des pouvoirs discrétionnaires relevant des ministères de l'Éducation. Cet enseignement est un pur privilège.

⁵⁹ Selon le recensement de 1971, il y avait 1,417,265 canadiens d'origine ethnique francophone à l'extérieur du Québec ; 924,720 avaient le français comme langue maternelle et 675,210 avaient le français comme langue d'usage.

Au plan juridique, sauf dans trois provinces, le Nouveau-Brunswick, l'Ontario et le Manitoba, depuis le jugement de la Cour suprême de décembre 1979, le français n'est pas reconnu devant les différentes assemblées législatives, et c'est seulement au Nouveau-Brunswick et au Manitoba que le français jouit d'un statut devant les tribunaux.

L'idéal serait que les Acadiens et les Ontariens francophones puissent avoir leur province comme les Jurassiens en Suisse ont leur canton !

Lors de la lutte pour obtenir la construction d'une école secondaire française dans une petite ville de l'Ontario, Penetanguishene, un Ontarien francophone dira : « Il existe des lois pour protéger les chiens et les cochons en Ontario mais rien pour protéger les Canadiens français. »

À l'extérieur du Québec, des lois bigotes forcent les francophones à s'inscrire dans des écoles mixtes. Celles-ci sont de véritables outils d'anglicisation et d'assimilation sous l'autorité de conseils scolaires à majorité anglophone.

Là est l'injustice. Là est le scandale linguistique au Canada.

On peut comprendre sans l'excuser que certains au Québec voient les choses sous l'œil de la vengeance et de la rancœur.

Ce n'est pas tant pour le Québec que le Canada a besoin d'une nouvelle constitution que pour les autres provinces. C'est là où les droits des individus sont le plus menacés.

Il y a quelques trois mille langues parlées sur notre planète. Au Canada, il y en a deux et ceci semble poser des problèmes insurmontables !

* * *

Première partie : le monde de la politique

Chapitre 10

Le mal québécois

« Tout pouvoir amène la corruption et le pouvoir absolu corrompt absolument. »

Lord Acton

[Retour à la table des matières](#)

- « Ils semblent regarder loin,... mais leurs yeux sont fermés » confiera une de mes électrices, en se référant aux dirigeants du PQ.

Elle dirige une maison d'accueil pour personnes seules. Le ministère des Affaires sociales l'inonde de réglementations, de rapports et de visites d'inspecteurs, tandis qu'il subventionne à plein des installations concurrentes.

Un pas en avant ; un pas en arrière !

La réglementation est à la loi ce qu'est le huissier au juge. Il faut réglementer et inspecter les « administrés » pour qu'ils respectent les règles établies par la toute puissante bureaucratie.

Je me rappellerai toujours ce coup de téléphone angoissé du propriétaire d'une petite usine de fabrication de meubles qu'un inspecteur gouvernemental menaçait de fermer parce qu'il n'avait pas respecté une des multiples réglementations qui devaient régir son univers.

Devant l'inspecteur de l'État, qu'il représente le fisc, les Affaires sociales, ou le Travail, le citoyen se sent dépourvu. Si la procédure d'appel existe pour les lois, elle existe rarement pour l'application des règlements. Les lois se veulent libérales. Les réglementations sont souvent répressives.

Avec un prix minimum pour le pain, des salaires dans une multitude d'industries établis par décrets gouvernementaux, une industrie de la construction rendue par les lois aussi hermétique que les corporations d'avant la Révolution française, un système scolaire centralisé, des services de santé centralisés, les cartels du lait, des oeufs, du porc, du taxi, du camionnage, le territoire hermétiquement zoné et affecté... etc, le Québec est en train de devenir, si ce n'est déjà fait, la société la plus réglementée de l'Amérique du Nord.

Le mal Québécois, qui est aussi un mal français, se trouve dans l'étatisme et dans le centralisme.

Avec la centralisation grandissante de l'appareil étatique à Québec, les citoyens se voient graduellement dépouillés de la faculté de pouvoir « voter avec leurs pieds », c'est-à-dire de protester efficacement contre l'oppression et l'inefficacité bureaucratiques. La mobilité des citoyens est souvent le seul moyen de forcer les monopoles bureaucratiques à produire efficacement et à respecter les choix des individus.

La notion de l'État centralisateur est bien ancrée chez une partie importante de l'élite intellectuelle et politique du Québec. Certains politiciens font même reposer le gros de leur argumentation pour le transfert complet des compétences politiques d'Ottawa vers Québec sur les supposés bienfaits de la centralisation.

Depuis que Talon s'efforça de transporter en Nouvelle-France le centralisme administratif de Colbert, le dirigisme étatique a toujours exercé une grande fascination auprès des politiciens québécois. Le dynamisme de l'économie privée est suspect. Pire, il est étranger. C'est de l'État que doit originer toute initiative législative.

Alexis de Tocqueville avait déjà remarqué « que la centralisation gouvernementale acquiert une force immense quand elle se joint à la centralisation administrative. »⁶⁰ Elle facilite la discrétion et l'arbitraire. En un mot, elle a tout pour plaire à un politicien en mal d'intervention.

Mais parce qu'elle suppose, que « les localités ne pourraient s'administrer elles-mêmes, »... la centralisation « peut concourir admirablement à la grandeur

⁶⁰ Alexis de Tocqueville, *De la Démocratie en Amérique*, Larousse, 1975. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#), en version intégrale. JMT.]

passagère d'un homme, non point à la prospérité durable d'un peuple », ajoutait de Tocqueville.

* * *

Nul part ailleurs que dans le système éducationnel, le centralisme étatique n'a fait plus de dommages. Il est ironique que le gouvernement annonçait simultanément en 1980 la disparition effective des commissions scolaires en tant qu'organismes financièrement autonomes, et la découverte d'un « trou » de l'ordre de \$500 millions dans le budget de l'Éducation, lequel avait échappé à l'attention des fonctionnaires !

Le système est ainsi fait que ni les parents contribuables, ni les administrateurs, ni les enseignants ne peuvent concrètement faire quelque chose pour que la qualité de l'enseignement, de l'encadrement et de l'orientation des élèves soit la préoccupation première de l'école. La jungle bureaucratique scolaire contribue plutôt à placer l'enfant dans la position d'un intrus que dans celle de l'objet même et de la raison d'être de toutes les ressources énormes consacrées à l'éducation.

De la syndicalisation des enseignants, on est passé à la centralisation des conventions collectives sous l'œil paternel du Conseil du Trésor, et, ensuite, à la centralisation bureaucratique du ministère de l'Éducation à la fois en matières financières, administratives et pédagogiques.

Le résultat ? Un système bloqué dans lequel les consommateurs, c'est-à-dire l'enfant et ses parents, n'ont pratiquement rien à dire.

C'est la bureaucratie gouvernementale qui évalue la performance des administrations locales et des enseignants et qui vérifie la qualité des services rendus. Puisque cette bureaucratie n'est pas en mesure de comptabiliser les coûts du système, à un demi milliard de dollars près, aussi bien dire que le contrôle exercé en sera un uniquement de nuisance.

Les budgets étant répartis selon les règles préétablies et automatiques en fonction des inscriptions, et les enfants n'ayant pas le choix de s'inscrire à l'école de leur choix, il en résulte que ni les administrateurs locaux, ni les enseignants, bien « encadrés » par une convention provinciale qui établit un rapport rigide maître/élèves, n'ont de motivations à surveiller leur performance et à satisfaire le client. Si le tout va bien, ils n'en tirent pas d'avantages ; si tout va mal, ils ne sont point pénalisés.

Il est vrai que l'existence de l'école privée pourrait susciter des espoirs chez les parents et menacer le monopole bureaucratique du cartel de l'éducation au Québec. Mais les syndicats et leurs alliés bureaucratiques et politiques veillent bien au grain !

Le ministre de l'Éducation qui voudrait élargir quelque peu la liberté des parents en subventionnant un peu mieux les écoles de leur choix, est neutralisé par un ministre d'État au développement culturel qui place les intérêts partisans et professionnels d'une minorité agissante de son parti au-dessus des intérêts de la population.

Peut-on dans un parti politique se conduire au pouvoir en fonction de l'intérêt général ? Peut-on gouverner sans les « establishments » ? Doit-on se taire devant la partisanerie de crainte d'être soumis à l'arbitraire de cliques qui conseillent le maître d'œuvre des remaniements ministériels ?

Au Québec, la servitude aux intérêts partisans est la règle. Seules quelques exceptions à tous les dix ans viennent la corroborer.

* * *

L'émergence parallèle du centralisme étatique et du syndicalisme revendicatif a permis de faire ressortir une autre caractéristique de la société québécoise : la dépendance.

La responsabilité exige que l'on s'assume soi-même. On ne refile pas les problèmes aux autres.

- « The buck stops here » disait Harry Truman.

En Allemagne, en Suisse ou au Japon, tous les agents économiques se reconnaissent une responsabilité de contribuer à la prospérité commune. Il est généralement reconnu que la stabilité et la vigueur de ces économies sont dues en grande partie à la modération des syndicats. La recherche d'une productivité profitable à tous remplace la spirale inflationniste des prix et des salaires qui appauvrit et qui maintient le chômage à des niveaux élevés.

Invariablement, c'est au Québec que revient le championnat des grèves au Canada. L'économie québécoise ne compte que pour 23 pour cent de l'économie canadienne, mais ce n'est qu'exceptionnellement que cette moyenne existe au chapitre des conflits de travail.

Dans le jargon statistique des jours-personnes perdus au Canada à cause d'arrêts de travail, le Québec détenait le grand championnat en '76 avec 55.7% du total. En 1977, la part du Québec sera 38.5% ; elle tombera en '78 à 24.2% pour remonter à 41.8% en 1979, et à 44.0% en 1980.⁶¹ À titre de référence, l'Ontario

⁶¹ Les jours-personnes perdus à cause d'arrêts de travail furent comme suit :

avec une économie 50 pour cent plus importante occupera une part démesurément inférieure dans les conflits de travail, les pertes en journées-personnes pour les cinq mêmes années s'établissant à 14.4%, 33.6%, 40.2%, 32.3% et 18.6%.

De tels records ne sont pas de nature à faciliter la tâche d'un ministre de l'Industrie et du Commerce. Cela se sait quand une région ou un pays baigne dans un climat larvé de confrontation au chapitre des relations de travail. Et la grande, et même la moyenne entreprise qui a le choix de s'établir ailleurs ne fait pas la queue pour obtenir le privilège d'être à la merci de lois et d'attitudes qui équivalent à la prendre en otage.

Mes inquiétudes à ce sujet étaient grandes, mais je ne pouvais les exprimer trop ouvertement sur la place publique de crainte de menacer l'alliance qui unissait les principaux leaders syndicaux et ceux du PQ.

Dans mes conversations avec les investisseurs, la réputation de quasi-anarchie et d'irresponsabilité dans les relations de travail que le Québec s'est acquise depuis une quinzaine d'années, revenait plus souvent même comme source d'appréhension que l'incertitude au plan purement politique

À l'exception de certains leaders à la FTQ et à la CSD ⁶², et même là encore, il était pratiquement impossible d'établir un dialogue civilisé entre les dirigeants d'entreprises et les dirigeants de syndicats. Ces derniers, en véritables politiciens doctrinaires ne voulaient surtout point donner l'impression de collaborer à la bonne marche et au succès de l'entreprise. Bien noyautées par des « permanents » grassement entretenus et perdus dans leur jargon narcissique-marxiste, les centrales CSN-CEQ ⁶³ avaient entrepris d'améliorer le sort des travailleurs en disloquant l'économie. Il fut un temps où j'eus l'impression que la CSN fermait plus d'usines qu'il ne s'en ouvraient de nouvelles.

Les dirigeants de la CSN appliquaient à la lettre le crédo selon lequel la mission d'un syndicalisme marxiste n'est pas de favoriser la stabilité et la prospérité

	Québec	Ontario	Canada
1976	6,465,650	1,671,090	11,609,890
1977	1,274,980	1,111,270	3,307,880
1978	1,785,730	2,970,560	7,392,820
1979	3,273,510	2,529,050	7,834,230
1980	3,967,000	1,676,110	9,000,840
Source Grèves et Lock-out au Canada, Ministère du Travail et de la Main-d'œuvre, L2-1-1976-1977-1978-1979.			

⁶² Fédération des Travailleurs du Québec ; Centrale des Syndicats Démocratiques.

⁶³ Centrale des Syndicats Nationaux ; Centrale des Enseignants du Québec.

au profit de tous, mais d'exploiter les difficultés économiques de l'entreprise en les provoquant au besoin, chaque fois que cela est possible.

On est loin au Québec du partnership économique et social qui unit dans plusieurs pays les organisations patronales et ouvrières. En Autriche, par exemple, c'est un organisme autonome, sans existence légale, la Commission paritaire pour les salaires et les prix, qui harmonise les relations entre les partenaires sociaux. Le résultat ! 43 jours-personnes perdus en arrêts de travail en 1977.

Au Québec, la concertation ? Connais pas !

Le mal québécois est d'avoir dans plusieurs secteurs des élites-enfants qui ignorent ce qu'est le sens des responsabilités.

Cette Irresponsabilité, lorsqu'elle quitte le secteur concurrentiel où les folies se paient pour s'implanter dans les secteurs publics monopolistes, se transforment en une variante du barbarisme.

Le Québec est un des rares endroits au monde qui ferment à intervalles réguliers ses hôpitaux aux malades. Exploitant à fond leur pouvoir de monopole légal que des gouvernements naïfs et démagogiques leur ont concédé ⁶⁴, certaines organisations syndicales n'hésitent pas à déclarer presque la guerre à la population, syndiqués compris, en paralysant des secteurs vitaux de toute société civilisée.

Ces grèves sont une parodie du conflit économique patrons-ouvriers. Elles sont injustes, immorales et anti-sociales.

Elles sont injustes parce qu'elles frappent des Innocents qui ne sont pour rien dans l'apparition des problèmes et qui ne peuvent apporter de solution. Frapper les malades, les écoliers, les assistés sociaux en leur rendant la vie insupportable passe à côté de la cible. Dans l'entreprise privée, les propriétaires sont financièrement pénalisés par un arrêt de travail. Dans le secteur public, les « patrons », administrateurs et politiciens sont rarement personnellement touchés par l'arrêt des services.

Quand les victimes de ces grèves pourront-elles obtenir justice en se prévalant des dispositions du recours collectif ?

Elles sont de plus, anti-sociales, car les employés des font souvent aux frais des contribuables doublement victimes, puisque les jours de grève sont rarement déduits en totalité des chèques de paie. Des arrangements compliqués, à travers

⁶⁴ En 1964, René Lévesque était Ministre des Affaires Sociales quand le Gouvernement Lesage fut le premier gouvernement canadien à accorder le droit de grève dans les secteurs publics et para-publics. « Avec la promesse qu'ils ne s'en prévaudront pas », avait déclaré le Premier Ministre du temps !

lesquels le public n'y voit que du feu, permettent aux petits amis de l'administration publique de garder de bonnes relations avec les petits amis syndicaux.

Elles sont de plus, anti-sociales car les employés des secteurs publics et parapublics sont devenus une caste de privilégiés dans la société. Ils jouissent d'une sécurité d'emploi absolue et bénéficient d'autres avantages substantiels (fonds de pension, congés.... etc.) dont les autres travailleurs défraient les coûts par leurs taxes et leurs impôts, mais qui leur sont rarement accessibles.

L'absence de balises et de limitations à l'exercice du droit de grève dans les services publics aboutit à l'érection d'un État dans l'État. Il conduit à un corporatisme débridé et constitue une des principales menaces à la démocratie et à la justice sociale.

Ce mal québécois n'est pas tellement la responsabilité de la population comme celle des lois, des institutions et des élites politiques.

Le Centre de recherche sur l'opinion publique (CROP) n'établissait-il pas récemment que 57% des Québécois pensaient que les syndicats détenaient trop de pouvoir dans la société actuelle ? ⁶⁵

Seulement 16 pour cent de la population québécoise affirmait avoir confiance dans ce que disent les chefs syndicaux. Ce scepticisme est partagé par les syndiqués eux-mêmes car seulement 26% d'entre eux disent avoir foi dans leurs chefs. La méfiance est le fait de la grande majorité.

La poigne du clergé syndical pèse lourd sur le peuple. Mais le peuple n'est pas dupe...

* * *

La mentalité selon laquelle le Québec doit avoir le plus haut salaire minimum au monde, les syndiqués de l'État québécois les mieux rémunérés et jouissant des meilleures conditions de travail au Canada, et les édifices publics les plus somptueux découle d'un même mal. C'est le goût de l'apparence.

- « Sauvez les apparences, dit le dicton populaire, et tout est sauf ! »

Les Québécois ont été lents à découvrir que l'État pouvait contribuer à leur progrès social et économique.

⁶⁵ Sondage du Centre de recherche sur l'opinion publique (CROP) publié par le Conseil du Patronat (CPQ), *Le Devoir*, 20 octobre 1979.

Mais le penchant québécois pour « The best » en a détourné l'usage et il a trouvé dans l'État-magicien une façon particulière de s'assouvir. Nos dirigeants politiques et nos dirigeants syndicaux agissent comme si l'État pouvait donner plus que ce que les Québécois possèdent collectivement.

Rien n'est trop beau ou trop grand quand l'État est en cause.

Le même goût de paraître se reflète dans les habitudes de consommation privée. Le prix de l'essence monte en flèche ! Qu'importe, c'est au Québec où les ventes de grosses voitures se maintiennent le mieux. Les Québécois achètent même près de 45% de l'essence « super » à fort indice d'octane vendue au Canada.

- « Quêteux à cheval » avait dit méchamment Gérard Filion alors qu'il était directeur du journal Le Devoir.

Le Québec est complètement dépendant au chapitre du pétrole puisqu'il doit en importer la totalité. La facture annuelle en 1980 est de \$3 milliards au prix canadien subventionné. Elle atteindrait \$6.5 millions au prix international.

Modération ! un mot qui n'existe pas dans le dictionnaire de plusieurs Québécois.

* * *

- « Faites vos jeux », « la prochaine fois, ce sera peut-être votre tour ! »

S'en remettre au jeu et au hasard pour modifier sa condition économique est une grande caractéristique des temps modernes.

Le phénomène n'est pas particulier au Québec. Il est plutôt commun aux sociétés où règne un certain fatalisme face aux chances de promotion sociale et économique. Dans cette optique, la richesse et le bonheur ne viennent pas du travail, de l'effort, de l'épargne, mais plutôt de la chance.

Le jeu est la Bourse du pauvre en quelque sorte.

Il s'agit en effet d'investir de petites sommes dans l'espoir de les convertir en des gains très considérables qui sont de nature à modifier la condition économique d'une personne.

C'est la solution de facilité par excellence.

Au Québec, les Québécois anglophones sont les plus forts parieurs aux cartes ou aux courses, les francophones les plus forts acheteurs de billets de loterie.

Le jeu ne crée rien. Il prend au grand nombre pour donner au petit nombre. L'État est de ce petit nombre lorsqu'il s'en fait le promoteur et l'organisateur.

Le Gouvernement du Québec touchera en 1980-81 des revenus anticipés de l'ordre de \$132 millions en provenance des loteries et des courses. C'est moins que ce que rapporte le marché des alcools, \$225 millions, mais le tout constitue une marge de manœuvre critique de 2.5% dans un budget des revenus de \$14,850 millions.

Du moment où le gouvernement juge inévitables les jeux de hasard, le défi qui se pose aux pouvoirs publics est de canaliser et d'orienter d'une façon rentable pour la société l'énergie et les ressources que la population consacre au besoin de jouer. Si le jeu est un mal nécessaire, peut-il au moins servir collectivement à quelque chose ?

Que l'État organise ou réglemente le jeu, il y trouve invariablement un champ de taxation intéressant.

À quoi doivent alors servir les sommes recueillies ?

Dans plusieurs pays, le jeu est en quelque sorte déculpabilisé parce que les revenus et les profits que l'État en retire sont affectés à une fin socialement valable et bien identifiée. En Irlande, ce sont les hôpitaux ; ailleurs, c'est l'éducation ; à Ottawa, c'était le sport, avant que le gouvernement fédéral n'évacue ce champ de taxation,... etc.

Au Québec, les revenus provenant du jeu sont versés au compte consolidé du gouvernement.

Je pensais qu'il s'agissait d'un manque d'imagination.

Pourquoi ne pas canaliser le goût du risque des Québécois vers le développement économique et associer de cette façon l'ensemble de la population au besoin de renforcer l'économie québécoise ?

- « Il ne sert à rien de maudire les ténèbres, dit le proverbe chinois, il vaut mieux allumer une chandelle ! »

Il ne sert à rien de déplorer le peu d'implication des Québécois dans le développement de leur économie. Mieux vaut leur donner l'occasion de le faire.

La question ! Comment impliquer l'ensemble des Québécois à un effort spécial de développement économique ?

Je savais qu'en période d'inflation et de forte taxation, la propension à épargner n'est guère encouragée puisqu'il s'en suit une érosion continue du pouvoir d'achat.

D'autre part, je réalisais bien aussi que la grande majorité des épargnants ne disposent pas de sommes suffisamment importantes ni les connaissances nécessaires pour faire des placements à la Bourse autrement que par le truchement des fonds mutuels.

Pourquoi ne pas adapter au Québec pour des fins de développement économique le système britannique des obligations-loteries ? L'épargnant achète une obligation d'épargne de faible dénomination (\$5. par exemple) ne portant pas intérêts mais donnant droit en échange à un tirage mensuel.

Instauré en Grande-Bretagne en 1939, ce système permit à l'État d'abaisser considérablement le coût de ses emprunts, et de favoriser ainsi l'effort de guerre. Même si les « Premium Savings bonds » étaient remboursables en tout temps, ce qui en faisait un instrument d'épargne très liquide, les gens les détenaient pendant de très longues périodes à cause de leur valeur de billets de loterie mensuels.

Tout le monde y trouvait son compte. Celui qui voulait tenter sa chance à bon compte pour des prix importants se retrouvait dans l'agréable situation de pouvoir se faire rembourser son billet après avoir participé à des tirages mensuels. Ce remboursement était à son entière discrétion. Le gouvernement obtenait pour sa part des sommes considérables qu'il pouvait affecter à des fins socialement ou économiquement prioritaires en ne payant qu'une fraction des coûts normaux d'emprunt.

Au Québec, les lacunes au chapitre des capitaux de risque et d'expansion sont chroniques. L'économie de production est contrôlée à 80% de l'extérieur, la productivité est inférieure à la moyenne et les emplois sont insuffisants.

Je voyais dans l'obligation-loto une façon originale, économique et populaire de faire participer l'ensemble de la population à l'accumulation de capitaux de risque pour le développement industriel du Québec. Les bénéfices de l'opération, que je situais à plus de \$25 millions annuellement auraient été statutairement affectés à l'achat d'une classe spéciale d'actions privilégiées dans la banque d'affaires que je souhaitais mettre sur pied en collaboration avec les principales institutions financières québécoises. Il n'en aurait rien coûté au gouvernement...

L'idée était cependant trop originale pour qu'elle ne soulève chez certains collègues une opposition d'autant plus farouche qu'elle ne pouvait pas être comme certaines autres, facilement récupérée politiquement puisqu'elle s'insérait dans le projet d'établissement d'une banque d'affaires sous la proposition du ministre de l'industrie et du Commerce.

Plus d'idées et de projets dans un gouvernement sont bloqués parce qu'ils portent ombrages à certains bureaucrates ou à certains ministres que pour n'importe laquelle autre raison. Les prises de décision au mérite sont rares dans un gouvernement. L'argent, c'est l'argent des autres de toute façon et quand l'intérêt général entre en conflit avec l'intérêt d'une caste ou le besoin de sauver la face à certains bonzes d'influence, il n'y a même pas le soupçon d'une hésitation.

C'est le lot de la plupart des gouvernements. Seul un Premier ministre qui aspire au titre de chef d'état peut faire la part de l'ivraie et du bon grain.

* * *

En mai '80, le ministre des Finances émit des obligations d'épargne enrobées d'un rendement de 14% pour chacune des deux premières années. Entre la décision et l'émission effective, cependant, les taux d'intérêts étaient tombé à 12% et moins.

Devrait-on retirer immédiatement ces obligations déphasées ou plutôt sauver la face du ministre des Finances ?

Le lecteur connaît la réponse.

On vendit pour \$973 millions de ces obligations aux taux de 14%. ⁶⁶

Dans les caisses populaires et dans les caisses d'entraide économique, cependant, dont les unités sont plus vulnérables aux sorties de fonds que les succursales des banques à cause de leur autonomie, c'est un début de panique.

En quelques semaines, des centaines de millions de dollars quittent les comptes d'épargne véritable, à rendement inférieur à 12%, pour s'engouffrer dans les coffres du gouvernement à 14%.

L'hémorragie est coûteuse, car cet argent est déjà prêté, soit en hypothèques dans la construction et l'immobilier, soit en prêts sur reconnaissance de dette.

La discrétion est de rigueur dans les milieux financiers, surtout à l'endroit du gouvernement qui contrôle leurs lois constitutives, avec la conséquence que la population ignore tout du tort énorme que cause aux institutions financières, et par ricochet à l'économie, l'emprunt Irresponsable du gouvernement.

⁶⁶ *Le Devoir*, 2 août 1980. - La dette du gouvernement du Québec sous la forme d'obligations d'épargne atteint \$1,395 millions, soit 13.6% de la dette totale du gouvernement.

Quelques mois plus tard, lors du Congrès annuel, le Président de la Fédération des Caisses d'Entraide Économique fera rapport et déclarera : « Nous avons traversé une grosse tempête l'hiver dernier. Les 14% d'intérêt des obligations d'épargne du ministre des finances Jacques Parizeau a ralenti la croissance de tout le monde dans un contexte difficile. »

Dans n'importe lequel pays, le sérieux d'une pareille accusation aurait soulevé de nombreuses demandes d'éclaircissement.

Au Québec, la déclaration tomba dans l'oreille de sourds !

De plus, lorsque l'année sera terminée, on fera la constatation surprenante que pas moins de 248 caisses populaires Desjardins sur un total de 1367 sont déficitaires.

Une enquête serait nécessaire pour établir quelle part occupe la concurrence déloyale du gouvernement à l'endroit des institutions privées et coopératives d'épargne et d'investissement dans ces perturbations financières. Il aurait été utile en effet pour la population de connaître si les curieuses méthodes de financement de l'énorme déficit budgétaire du gouvernement n'engendraient pas des déficits dans les institutions financières.

J'en ferai formellement la suggestion à l'Assemblée nationale le 28 novembre.

Ce sera refusé.

Il en coûtera finalement \$40 millions sur deux ans au Trésor public pour sauver la face du ministre des Finances en excédents de frais d'intérêt. Le coût pour l'économie sera bien plus important.

On ne pouvait avoir une meilleure illustration de l'influence perverse que peut avoir un important déficit budgétaire de la part d'un gouvernement sur les fonds disponibles dans l'économie pour les investissements et les achats privés. La situation financière du Gouvernement Lévesque en 1980 était encore plus néfaste car en plus de drainer des centaines de millions de dollars d'épargnes privées dans les institutions financières, le gouvernement siphonnait près de deux milliards de dollars des fonds de retraite publics et para-publics.

Pourtant, cet exemple de mauvaise gestion financière passe presque inaperçu au niveau de la population. À une ou deux exceptions près, aucun journaliste ne fait allusion aux perturbations que la mesure gouvernementale provoque dans les institutions financières.

Il y aurait pourtant matière pour le reportage journalistique d'investigation.

Pendant ce temps, les mesures originales qui auraient permis d'accroître l'épargne et l'investissement productif attendront...

* * *

Première partie : le monde de la politique

Chapitre 11

Un dialogue de sourds

Un dialogue de sourds

*« Il faut plumer le peuple comme on plume les
oies... sans qu'il ne crie trop fort. »*

J. -B. Colbert

[Retour à la table des matières](#)

Ce 10 avril 1978, quand le ministre des Finances fédéral, Jean Chrétien présente son premier budget en tant que ministre fédéral des Finances ⁶⁷, les difficultés que traverse l'économie du Québec sont loin de s'être résorbées. C'est la première fois d'ailleurs qu'un francophone occupe le poste.

Le secteur manufacturier avec ses 650,000 emplois est particulièrement malmené.

La récession provoquée par la hausse rapide depuis 1974 de la première matière première de toutes, le pétrole, accroît la compétition et menace la survie des industries marginales.

⁶⁷ Il succédait à Donald MacDonald qui lui-même avait succédé à John Turner en 1975.

Avec le quadruplement du prix du pétrole par l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP), en effet, c'est un peu comme si tous les gouvernements du monde s'étaient collectivement donnés le mot pour augmenter les impôts, mais en oubliant de remettre ces revenus en circulation. L'impact est le même : ralentissement de la croissance économique et hausse de la productivité de la main-d'œuvre en rapport avec le capital, ce qui favorise des pays comme la Corée du Sud, le Brésil, Formose, Hong Kong... etc.

Pour le Québec, ses industries marginales, le quart du secteur manufacturier, se trouvent coincées entre les bas prix des produits importés et la hausse des coûts intérieurs de production.

Dès janvier '77, je m'étais rendu à Ottawa, armé d'une toute récente étude de mon ministère démontrant entre autres, la vulnérabilité des secteurs du textile et du vêtement.

En tant qu'économiste, je souscris à l'objectif de la libéralisation des échanges internationaux qui accroît les niveaux de vie par la spécialisation et les hausses de productivité. C'est l'intérêt général à long terme.

En tant qu'homme politique, ma responsabilité première consiste à défendre les intérêts du Québec. Et les intérêts du Québec et de l'Ontario au sujet du protectionnisme divergent de ceux des provinces consommatrices. De nombreuses petites villes au Québec doivent leur base économique à une ou deux entreprises qui emploient une main-d'œuvre peu spécialisée. La proportion de main-d'œuvre féminine y est élevée.

Laisser dépérir ces industries du textile, du vêtement, de la chaussure et jusqu'à un certain point du meuble, sans un programme alternatif dynamique d'industrialisation, c'est provoquer la perte possible de 150,000 emplois et accentuer un chômage de 11% déjà. La reconversion industrielle doit se faire en poussant en même temps qu'en tirant.

Ironiquement, les industries les plus dépendantes du marché canadien protégé, sont aussi les industries québécoises les plus vulnérables. L'aluminium, le papier, l'automobile, l'aéronautique exportent la plus grande partie de leur production, et sont par définition davantage concurrentielles. Les salaires dans ces industries sont le double de ceux des secteurs « mous ».

L'accueil à Ottawa avait été favorable. Une prolongation d'un an des contingents globaux à l'importation avait été décrétée, ce qui réservait environ la moitié du marché canadien aux producteurs canadiens. Plus tard, des contingents sélectifs par pays seront appliqués pour une période de trois ans.

Jean Chrétien, alors mon homologue fédéral à l'Industrie et au Commerce, était fier de ne point donner le flanc à la critique québécoise.

- « Vous ne pourrez pas dire que le fédéral travaille seulement pour l'Ontario ! » m'avait-il lancé.

En réalité, l'Ontario est très intéressée à la survie des industries du textile, du vêtement et de la chaussure. Dans le textile, par exemple, le Québec compte 40,000 emplois, mais l'Ontario en compte quand même 33,000.

Les contingentements fédéraux, la chute du dollar canadien qui ne valait plus en '78 que 90 cents américaines et diverses mesures d'aide spéciale, tel un fonds de dépannage de \$15 millions par le gouvernement du Québec, avaient empêché que le pire ne se produise dans les secteurs « mous » du Québec.

L'expression « secteurs mous » était presque aussi vulgarisée et galvaudée que celle de PME, suite à une série de rencontres publiques pour chacune des industries. Ces rencontres, appelées mini-sommets, étaient essentiellement ce que les spécialistes appellent des « media events », c'est-à-dire qu'elles « créaient de la nouvelle ».

Les représentants de l'industrie, des syndicats, des fonctionnaires et quelques ministres, sous la présidence du ministre d'état au développement économique, se réunissaient pendant une journée pour discuter des malheurs de l'industrie ainsi choisie.

Tout le monde connaissait les difficultés internes à l'industrie, mais en parler en séances avait un effet thérapeutique quelconque.

Les représentants industriels et syndicaux étaient trop prudents cependant pour prendre des engagements publics, suite à ces rencontres, réservant à juste titre les compromis pour leurs ententes bipartites. Chaque rencontre permettait par contre, de tenir une conférence de presse imposante, juste avant les nouvelles-TV de 18 hres, où le ministre d'état pouvait annoncer avec la solennité d'un chirurgien à la sortie de la salle d'opération, les quelques bribes de mesures que trente minutes auparavant ministres et fonctionnaires avaient réussi à tirer

des tiroirs des ministères de l'Industrie et du Travail.

L'honneur était sauf !

Quelque chose avait été annoncé !

C'était gouverner en faisant de l'épate et de l'improvisation !

Ces rencontres plaçaient le gouvernement du Québec à l'avant-plan de problèmes dont le gouvernement fédéral

détenait les principaux éléments de solution. ⁶⁸ Or, ce dernier était absent de ces « sommets. »

Il est toujours risqué de créer une impression factice d'omnipuissance, surtout en matières économiques où le charlatanisme et la démagogie ne mènent pas loin.

À l'Assemblée nationale, c'est au ministre de l'Industrie et du Commerce à qui on demandera de faire des miracles et d'empêcher que telle ou telle entreprise Industrielle, parmi les 12,500 que compte le Québec, ne ferme ses portes !

* * *

Comment stimuler l'économie sans nourrir l'inflation ?

Tel était le défi confrontant le ministre des Finances du Canada.

Plusieurs économistes, dont Judith Maxwell de l'Institut C.D. Howe et Larry Wilson de l'Université de Toronto recommandaient une réduction des taxes de vente provinciales comme moyen idéal pour accroître le pouvoir d'achat des consommateurs tout en abaissant les prix.

Durant les neuf derniers mois de 1975, l'Ontario n'avait-elle pas fait la démonstration que l'effet stimulant d'une telle mesure en ramenant sa taxe de vente sur les automobiles de 7% à 5% ? L'industrie de l'automobile, concentrée à 92% en Ontario, avait vu ses ventes s'accroître de 43%.

La prospérité faisait tache d'huile, cependant, et les ventes au détail d'autres biens de consommation durable, tels les appareils électroménagers, les meubles, les téléviseurs... etc., se trouvèrent aussi fortement stimulées par l'abaissement temporaire de la taxe de vente.

Une stimulation des ventes dans ces secteurs allait donc aider l'industrie ontarienne et... les importations puisque 30% des produits consommés au Canada sont importés !

Il n'est donc pas surprenant que le trésorier de l'Ontario, Darcy Mc Keough, propose à la Conférence des ministres des Finances d'octobre 1977 que le gouvernement fédéral participe à un abaissement général des taxes de vente. L'Ontario, comptant pour plus de 51% de la production manufacturière canadienne et jouis-

⁶⁸ J'avais explicitement émis ces idées dans une entrevue exclusive au journal *Le Devoir*, le 15 juillet 1977.

sant en plus d'un excédent de l'ordre de \$4.2 milliards dans le domaine des échanges inter-régionaux au Canada, ne pouvait qu'être la grande gagnante d'une telle mesure.

Un nouveau ministre aime bien innover et laisser sa marque. Non seulement l'idée plaisait à Jean Chrétien, avocat de profession, à défaut d'enthousiasmer son sous-ministre, Tommy Shoyama, mais elle comportait en plus un défi politique, soit celui de réaliser la nécessaire coordination que le Conseil Économique du Canada proposait depuis quelques années dans les politiques économiques fédérales et provinciales.

De plus, ce budget devrait être le dernier avant la dissolution du Parlement et le déclenchement d'élections générales en juillet. Quoi de mieux qu'un budget qui touche directement les consommateurs dans leurs achats quotidiens ? Avec seulement 135 sièges sur 265, les libéraux fédéraux se devaient de faire face à l'échéance électorale avec derrière eux un budget... électoral.

L'élection de juillet n'aura pas lieu...

* * *

Persuader dix ministres des Finances provinciaux sur un sujet quelconque n'est pas une tâche facile,... sauf si vous leur offrez de l'argent !

Celui de l'Ontario faisait du « lobby » depuis plusieurs mois en faveur d'un abaissement temporaire de la taxe de vente. Il ne s'agissait que d'établir le fardeau de chaque gouvernement dans l'opération.

Le cas du ministre des Finances du Québec était différent. À peine trois mois auparavant, le 3 janvier, il avait sèchement refusé une suggestion de l'Association des manufacturiers canadiens à l'effet d'abolir la taxe de vente sur les chaussures.

Dans sa réponse, le ministre affirmait que des mesures « comme l'abolition de la taxe de vente sur les chaussures ne sont que des cataplasmes qui ne règlent en rien les problèmes de l'industrie de la chaussure... »

Et ajoutant l'argument-clé : « Compte tenu du faible taux canadien d'auto - suffisance dans ce secteur, soit 36%, je suis convaincu que pour stimuler cette industrie, le contingentement des importations est un outil beaucoup plus efficace qu'une réduction de la taxe de vente qui priverait le gouvernement de \$42 millions en 1978. » ⁶⁹

⁶⁹ Rapporté par *Le Devoir*, Lise Bissonnette, 8 juin 1978.

Lors du budget du 12 avril 1977, d'ailleurs, à la stupéfaction de tous et du Conseil des Ministres en particulier, les souliers et les vêtements d'enfants avaient été assujettis à la taxe de vente de 8%, ce qui n'avaient guère eu l'heur de plaire non plus aux mères de familles nombreuses !

Un virage de 180 degrés allait se produire dans les mois suivants...

Mais seul un nouveau ministre des Finances pouvait être assez téméraire pour mener de front deux opérations extrêmement complexes comme la confection d'un budget et des consultations fédérales-provinciales.

Comment respecter les règles traditionnelles du secret budgétaire quand deux douzaines de ministres et de sous-ministres discutent d'une question dans onze capitales ?

Trois semaines avant le budget, le 23 mars à Ottawa, le processus de consultation était enclenché lors d'un dîner Chrétien-Mc Keough-Parizeau.

Le fédéral offre de défrayer pour une période de six mois une réduction de deux points de pourcentage du taux de la taxe de vente au détail pourvu que les provinces acceptent, en contre partie, de financer la réduction d'un point additionnel pendant la même période.

La mesure est triplement attrayante pour le ministre fédéral des Finances.

- Primo, c'est lui qui annonce le cadeau aux heureux consommateurs ;

- Secundo, les trésors provinciaux sont dédommagés par un abattement temporaire de l'impôt fédéral sur le revenu des particuliers, de l'ordre de \$100 et... d'une augmentation comparable de l'impôt provincial.

Dans les neuf autres provinces, les citoyens remplissent un rapport d'impôt conjoint fédéral -provincial. Le transfert fiscal ne porte pas à conséquence.

Mais, au Québec, les rapports d'impôt sont distincts Un gouvernement abaisse les impôts ; l'autre les augmente !

Tout au moins, aurait-on dû prévoir un transfert direct entre les deux gouvernements, étalé sur six mois.

Mais à Ottawa, on n'est pas prêt à faire un cadeau au gouvernement du Québec.

- Tiertio, après la période temporaire d'abaissement de la taxe de vente, les trésors provinciaux ont le grand honneur de la rétablir à son haut niveau antérieur

Décidément, la trappe à ours est grande

Mais à cheval donné, doit-on regarder la bride ?

Pour le Québec, l'opération coûterait \$340 millions, dont \$227 millions seraient assumés par le fédéral.

Les provinces maritimes, ayant peu d'industries manufacturières, se voient dispensées de contribuer le tiers du coût de la mesure.

Le cadeau est complet.

Elles sont d'accord.

L'Alberta nage dans l'abondance. Elle n'a pas de taxe de vente.

La Saskatchewan et la Colombie-Britannique préfèrent prolonger à leur frais la hausse de deux points pour un trois mois additionnel, en lieu et place de leur contribution.

La proposition est acceptée, et la Colombie-Britannique pousse l'enthousiasme jusqu'à prolonger cette réduction pour une période indéfinie.

Le Manitoba et l'Ontario s'en tiennent à la proposition initiale.

Le gouvernement du Québec semble vraiment pris au piège et risque dans tout cela d'être le dindon de la farce !

Et dans un champ de fiscalité provinciale en plus

Le ministre des finances du Québec tergiverse et n'ose carrément s'opposer. Ses objections sont techniques plutôt que politiques. « Il n'a pas dit oui, et il n'a pas dit non », confessa le ministre fédéral par après.⁷⁰

* * *

Il est 22 hres 30, ce lundi 10 avril '78.

Le hasard, parfois, fait bien les choses.

Nous sortons tous de la soirée inaugurale du mini-sommet sur l'industrie agroalimentaire à l'Auberge des Gouverneurs, à Québec.

⁷⁰ *Le Devoir*, 15 avril 1978 ; *Le Devoir*, 26 avril 1978 ; *The Gazette*, 1er juin 1978.

Sous-ministres et conseillers économiques se sont informés des grandes lignes du budget Chrétien.

La mesure spectaculaire sur la taxe de vente retient l'attention.

Sûr de lui, le ministre Chrétien a décidé de procéder en se disant que les réticences des provinces de l'Ouest et du Québec ne les pousseront pas jusqu'à refuser à leurs citoyens des centaines de millions de dollars en baisses de taxes.

Ce serait un suicide politique.

C'est bien connu, les gens détestent les hausses et adorent les baisses de taxes. Peu importe que ces faux cadeaux s'accompagnent en l'occurrence d'un déficit budgétaire de \$11.5 milliards.

La dette, c'est celle de tout le monde et s'étale dans l'avenir !

La baisse d'impôt, elle, profite à chacun maintenant.

Pour la durée du mini-sommet, le ministère a installé un secrétariat au cinquième étage. J'y convie chef de cabinet, sous-ministres et conseillers économiques pour discuter les répercussions Industrielles de ce budget qui intrigue. Comme pour les autres ministres, je prends connaissance de l'irruption fédérale dans le champ de compétence provinciale de la taxe de vente pour la première fois.

En quoi un abaissement de la taxe de vente du Québec de 8% à 5% pendant six mois va-t-elle aider l'industrie québécoise ? Peut-on escompter des résultats internes de production et d'emploi qui valent les \$340 millions que l'on propose d'y consacrer ?

Tous sont unanimes.

C'est l'industrie lourde de l'Ontario qui en profitera. L'industrie légère du Québec, déjà en butte à la concurrence des importations, n'en sera aidée que marginalement.

On ne refait pas sa garde-robe pour un rabais de 3%

\$300 de rabais sur une automobile, peut-être, mais 30 cents de rabais sur une chemise ? Ça ne cadre définitivement pas avec les besoins industriels du Québec

Mais, c'est un fait accompli.

Le Québec risque de perdre \$227 millions si un montant de \$340 millions n'est pas consacré à l'abaissement temporaire de la taxe de vente.

Y a-t-il des solutions de rechange ?

Combien en coûterait-il d'abolir la taxe de vente pendant six mois ou pendant un an, mais seulement dans les secteurs qui pourraient vraiment en bénéficier au Québec ?

Les chiffres manquent. Il est 1 heure du matin !

Qu'importe ! Je demande à mon sous-ministre de contacter le sous-ministre des Finances et de se faire donner des ordres de grandeur pour les industries du textile, du vêtement, de la chaussure, du meuble, et du bois de construction.

Une abolition de la taxe de vente dans ces cinq secteurs coûterait environ \$360 millions.

Voilà la réponse !

Les transferts fiscaux doivent respecter l'autonomie fiscale. Enlever à un gouvernement son autonomie fiscale, c'est le priver de sa souveraineté.

Il n'est pas nécessaire que le gouvernement du Québec accepte de se faire mettre en tutelle pour faire participer les consommateurs et l'industrie québécois aux bénéfices de la mesure Chrétien.

- Cette soirée justifiait bien mon salaire de ministre de l'Industrie pour quelques années !

Le lendemain, à la réunion spéciale du Conseil des Ministres, convoquée pour établir la position du Québec face au budget Chrétien, le travail du lundi soir facilita grandement les choses.

Et lorsque mercredi matin, le ministre des Finances du Québec annoncera la position définitive du Québec, un commentateur à Ottawa remarquera : « Those boys in Quebec sure aren't asleep. » ⁷¹

* * *

Ce qui allait s'en suivre, cependant, fut un des pires imbroglios de nature politico-fiscale de l'histoire des relations Québec-Ottawa. Il illustre on ne peut mieux

⁷¹ *The Montreal Star*, 14 avril 1978.

le principe selon lequel ce qui compte le plus pour les politiciens, c'est de sauver la face.

C'est là une règle de diplomatie intérieure comme de diplomatie extérieure !

Seulement deux événements de même nature peuvent être retracés dans notre histoire.

En 1942, sous le couvert de l'effort de guerre, le gouvernement fédéral avait envahi en même temps sept champs provinciaux de taxation : 1- les successions, 2- la gasoline, 3- les amusements, 4- l'électricité, 5- les transferts d'action, 6- les paris mutuels, 7- les messages téléphoniques et télégraphiques.

Et chose plus importante, les provinces avaient cédé leur droit de prélever l'impôt sur le revenu des particuliers et sur le revenu des corporations.

Ce fut l'offensive de 1942.

Sous la menace de représailles, le gouvernement du Québec, dirigé par Adélard Godbout, avait cédé ses prérogatives sur les taxes en échange de compensations financières assez peu généreuses.

Il s'en était repenti !

Maurice Duplessis allait pendant plus de quinze ans faire reposer avec succès sa politique d'autonomie provinciale sur la récupération des pouvoirs fiscaux.

Pour lui, le fédéral se comportait comme « un voleur qui vole votre montre et qui vous redonne la chaîne en disant que c'est un cadeau. » ⁷²

Au début de la Confédération, les quatre colonies fondatrices ⁷³ n'avaient cédé au gouvernement central que deux pouvoirs de taxation, les droits d'assise et les droits de douane. Ils s'étaient explicitement réservé la priorité en matières de taxation directe.

Et en 1917, quand le gouvernement central établira un impôt fédéral sur le revenu, à l'occasion de la première Grande Guerre, il sera précisé qu'il s'agissait là d'une « mesure provisoire, » d'une simple mesure de guerre !

Il n'y a rien de plus permanent que le provisoire

⁷² Conrad Black, *Duplessis, Le Pouvoir*, Les Éditions de l'Homme, 1977, p. 277.

⁷³ Québec (Bas-Canada), Ontario (Haut-Canada), Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse.

En 1954, le conflit fiscal Québec-Ottawa culmina avec l'établissement d'un impôt québécois de quinze pour cent sur le revenu des particuliers, que le fédéral donne ou non aux contribuables québécois crédit pour cet impôt provincial.

C'était le régime de la double taxation.

La déduction fédérale tardera à venir, et ne sera finalement que de dix pour cent.

Duplessis n'en avait pas moins forcé la main du fédéral.

Pour lui, le pacte confédératif établissait « une association d'États autonomes et souverains, dans leur sphère respective. » ⁷⁴ L'autonomie fiscale était à ses yeux « la meilleure protection des minorités. »

Le « conflit de la taxe de vente » en 1978 revêtait lui aussi les aspects d'un coup de force fiscal. Il aurait pu en être tout autrement si le gouvernement fédéral s'était contenté d'effectuer des transferts de fonds aux gouvernements provinciaux en échange d'un abaissement temporaire équivalent de la taxe de vente.

En insistant pour que certains gouvernements provinciaux supportent l'odieux de devoir hausser leur taux d'impôt, en plus d'assumer une partie du coût de l'opération, et en ne permettant pas que la mesure tienne compte de la situation fiscale et économique de chaque province, même s'il s'agissait de toute évidence d'un champ de taxation provincial, le gouvernement fédéral se comportait en véritable provocateur. Et qui plus est, faisait des exceptions pour la plupart des provinces, mais curieusement brandissait le principe de l'application « uniforme de la mesure dans toutes les provinces » ⁷⁵ quand il s'agissait du Québec.

Le caractère discriminatoire de la manœuvre n'échappa point à la population qui comprit mal que des mesures spéciales puissent être prévues pour les provinces maritimes et pour les provinces de l'Ouest, mais qu'aucun accommodement ne puisse s'appliquer quand il s'agissait du Québec.

Les Québécois se rangèrent à deux contre un derrière leur gouvernement provincial dans ce qui apparaissait comme une sorte d'agression fiscale unilatérale et injustifiée, sinon pour des motifs essentiellement électoraux. ⁷⁶

⁷⁴ Mémoire du Québec à la conférence des premiers ministres de 1946.

⁷⁵ Lettre de Jean Chrétien au ministre des Finances du Québec, *Le Devoir*, 26 avril 1978.

⁷⁶ Un premier sondage, commandé en mai par le gouvernement, indiquait que 46.3% des citoyens appuyait la position québécoise, 22.5% la position fédérale et 31.2% étaient indécis.

Deux autres sondages commandités en juin et en septembre par l'hebdomadaire *Dimanche-Matin* départageaient les positions 44-22 et 35-17 respectivement. - *Dimanche-Matin*, 24 septembre 1978.

D'autant plus que l'annonce par le ministre des Finances du Québec, le 12 avril 1978, de l'abolition sélective pour 12 mois de la taxe de vente sur les vêtements, chaussures, textiles, meubles et chambres d'hôtel ⁷⁷, ne provoqua pas seulement un tonnerre d'applaudissements à l'Assemblée nationale, mais presque partout au Québec.

Il s'agissait d'un coup de maître.

La mesure prenait presque l'allure d'un tour de prestidigitation !

Personne n'imaginait, en effet, que le gouvernement du Québec pouvait se sortir du piège dans lequel le fédéral semblait l'avoir enfermé.

Le directeur exécutif de l'Institut C.D. Howe, Carl Beigie, qualifiait la mesure québécoise de « highly imaginative one, and one that is more likely to have beneficial effects on the economy than the federal one. » ⁷⁸

En fait, une simulation entreprise à mon ministère par le Bureau de la Statistique du Québec établissait qu'« au total, en additionnant les effets directs et indirects dans le cas de la proposition québécoise, les importations s'élèvent à \$99.6 millions, les salaires à \$126 millions et l'emploi à 12,779 hommes-années, tandis que dans le cas de la proposition fédérale, les importations s'élèvent à \$130 millions, les salaires à \$87 millions et l'emploi à 7,490 hommes-années. »

Le gouvernement québécois apparaissait vraiment comme un « bon gouvernement. »

Son ministre des Finances faisait figure de génie

Et à l'Assemblée nationale, dans un rare élan d'unanimité, les députés votaient la motion suivante :

« Que cette Assemblée exprime le vœu que le gouvernement du Québec et celui du Canada concluent sans délai une entente ferme et définitive respectant la proposition québécoise annoncée le mercredi 12 avril dernier, relativement à la réduction de la taxe de vente, et que copie de la présente motion soit transmise immédiatement au Premier ministre Trudeau, ainsi qu'au ministre des Finances, M. Jean Chrétien. »

⁷⁷ L'abolition permanente de la taxe de 10% sur les chambres d'hôtel avait été substituée à une abolition de la taxe pour le bois de construction pour des raisons de coûts et de facilité d'application. L'industrie touristique était aussi déprimée que l'industrie de la construction, mais la mesure pour l'industrie de la construction aurait coûté deux fois plus cher.

⁷⁸ *The Montreal Star*, 17 avril 1978. « Mesure de grande imagination qui est de nature à davantage stimuler l'économie que la proposition fédérale ».

Un collègue qui avait eu maille à partir avec le Président du Conseil du Trésor avait fait en sorte qu'un journaliste apprenne que ce n'était pas le ministre des Finances qui était l'auteur de la solution au dilemme de la taxe de vente, mais bien plutôt le ministre de l'Industrie et du Commerce.

- « Le ministre des Finances, M. Jacques Parizeau, récolte actuellement tout le crédit de la position que le Québec a adoptée dans l'affaire de la taxe de vente. Publiquement, M. Parizeau n'hésite d'ailleurs pas à s'en péter les bretelles de fierté. Or, selon des sources bien informées, il semble que ce soit le ministre Rodrigue Tremblay qui ait imaginé à l'origine l'attitude que le Québec a finalement fait sien dans cette affaire, c'est-à-dire appliquer une réduction sélective mais plus étendue dans le temps de la taxe de vente », écrivait Daniel l'Heureux, le 9 juin 1978. ⁷⁹

Aucun autre journaliste ne reprendra la nouvelle

* * *

À Ottawa, cependant, le ministre Jean Chrétien était profondément blessé dans son amour-propre et dans son image politique. Il ne comprenait tout simplement pas que son homologue québécois ait pu pousser la duplicité jusqu'à lui cacher pendant trois semaines l'éventualité même de la mesure finalement annoncée.

Au réseau anglophone CTV, il dira :

« For three weeks I talked to that guy Parizeau and at no time did he say anything about selective sales tax when I was making arrangements with the other ministers... I will admit he acted in bad faith »... ⁸⁰

Évidemment, il n'en était rien. Mais l'apparence d'avoir été attiré sournoisement dans un guet-apens l'incita à durcir ses positions et à s'entêter.

Le Québec ne recevrait pas les \$226 millions auxquels il avait droit, mais seulement \$40 millions, soit la part fédérale de 2% du coût de l'abolition de la taxe de vente sur les quatre produits (vêtements, chaussures, textiles et meubles).

Le gouvernement du Québec serait « puni » pour avoir dérogé aux directives fédérales en perdant les \$186 millions qui lui reviendraient s'il acceptait de réduire pendant six mois sa taxe de vente de 3% sur tous les produits imposables.

⁷⁹ *La Presse*, 9 juin 1978, « La taxe de vente, c'est Rodrigue », Daniel l'Heureux.

⁸⁰ *The Gazette*, 23 mai 1978.

« J'étais en contact pendant trois semaines avec ce Parizeau et jamais il n'a soufflé mot d'une taxe de vente sélective quand je finalisais les ententes avec les autres ministres...

Je me dois de conclure qu'il a agi de mauvaise foi... »

À la place, chaque contribuable du Québec recevra un chèque de \$85 par la poste.

Un projet de loi, le bill C-56 fut introduit en ce sens au Parlement fédéral.

Aurait-on voulu faire la démonstration d'un type de fédéralisme paternaliste et centralisateur qu'on n'aurait pu faire mieux !

Le fédéral était prêt à aller jusqu'au chantage fiscal pour modifier les priorités des provinces !

Ce qui était bon pour l'Ontario était nécessairement bon pour le reste du pays, et les gouvernements des autres provinces n'avaient qu'à s'incliner.

Mais qu'est-ce qu'un gouvernement responsable, sin « on celui qui peut agir dans sa propre sphère de compétences ?

Quoi qu'il en soit, malgré les interventions les plus sensées à l'effet que les consommateurs bénéficiaient déjà de réductions de taxes et que les compensations financières devaient se faire de gouvernement à gouvernement, l'entêtement prévalut.

Les Québécois n'étaient nullement pénalisés puisqu'ils recevaient d'une façon différente les bénéfices de la stimulation fiscale prévue initialement.

Mais le ministre fédéral des Finances alla même jusqu'à suggérer au Québec l'abolition de son ministère du revenu pour que le fédéral soit le seul percepteur d'impôts au Canada !

L'affaire relevait de l'infantilisme pur et simple.

Flora Mac Donald se permit une pointe d'humour à la Chambre des Communes et demanda au ministre fédéral « s'il allait livrer lui-même les \$40 millions dûs au gouvernement du Québec dans un petit sac de papier brun ! »

Seules les querelles de famille peuvent dégénérer en pareilles mesquineries irrationnelles.

Les choses se seraient sans doute passées autrement n'eut été la présence d'un ministre des Finances francophone à Ottawa.

Le dialogue de sourds était de rigueur.

Il fallait forcer le gouvernement du Québec à augmenter ses impôts pour récupérer les fameux \$186 millions qu'Ottawa persistait à ne vouloir remettre au Québec comme il l'avait fait aux autres provinces.

L'impasse se dénouera finalement quand le ministre des Finances du Québec, de guerre las, fera une pirouette de 180 degrés et acceptera que le fédéral distribue directement des chèques de \$85 aux contribuables, quitte à récupérer cet argent par un délai d'un an dans l'indexation des exemptions d'impôt et par un gonflement de son déficit. ⁸¹

- « Qu'ils gardent cet argent, le gouvernement à qui il appartient le leur donne » avait dit le ministre dans un élan de fausse générosité. ⁸²

Erreur tactique et volte face inexplicable que désavouera publiquement le Premier ministre du Québec une semaine plus tard : « La seule solution logique et acceptable en était une « de gouvernement à gouvernement ». Toute autre solution ne pouvait être qu'électorale et non avenue.

Il était trop tard ! Le ministre des Finances avait déjà capitulé.

Le projet de loi C-56 passera et les Québécois auront à la fois l'abolition de la taxe de vente et un chèque de \$85.

La note viendra plus tard !

L'image d'un couple en instance de divorce et se disputant la loyauté des enfants à coups de suçons demeurera.

La mise en oeuvre d'un fédéralisme vraiment décentralisé et un peu plus de bonne volonté auraient pu éviter un gâchis sans pareil dans la gestion des finances publiques.

Les budgets de l'État ont beau regorger de plusieurs milliards de dollars. Ils sont plus mal administrés que le maigre budget hebdomadaire de la ménagère.

J'ajouterais que c'est toujours le cas.

Quand c'est l'argent des autres, on peut tout se permettre... même les querelles les plus déraisonnables.

* * *

⁸¹ Le délai d'indexation jusqu'en 1980 rapportait \$145 millions, laissant un trou à combler de \$41 millions.

⁸² Déclaration du 31 août 1978.

Première partie : le monde de la politique

Chapitre 12

Les monopoles bureaucratiques

« Quand un peuple est difficile à gouverner, c'est qu'il en sait trop. »

LAO-TSEU, 600 A.C.

[Retour à la table des matières](#)

Le pouvoir sur les choses n'est pas le pouvoir sur les esprits.

Enseigner la rationalité économique et la pratiquer au niveau de l'État, c'est deux choses.

Pour un économiste, que les institutions soient économiques ou politiques, leur raison d'être première est de servir les autres, c'est-à-dire la population. Leur survie et leur prospérité dépendent alors du jugement quotidien ou périodique des acheteurs.

Les personnes qui oeuvrent à l'intérieur d'une institution ne peuvent prétendre à la prospérité que s'ils sont efficaces à rencontrer les besoins de leurs concitoyens. En ce sens, quand une institution retire davantage de ressources de l'économie qu'elle n'en remet, c'est-à-dire quand ses coûts d'opération dépassent ses

recettes de vente, elle épuisera son capital et sera tôt ou tard forcée de mettre fin à l'hémorragie.

C'est la faillite.

Il y a deux façons de repousser une telle éventualité l'efficacité ou le monopole.

Adam Smith dira que la poursuite de la situation de monopole est une préoccupation continuelle de quiconque : c'est la poursuite de la sécurité. « Il est rare, observera-t-il, que les gens d'une même occupation se rencontrent, même en périodes de réjouissances et de divertissement, sans que la conversation dégénère en une conspiration contre le public, ou en une collusion pour hausser les prix. »

D'où vient la discipline qui empêche la création de cartels et de monopoles ?

Du Gouvernement ?

Non !

Le Gouvernement est plus souvent qu'autrement un créateur de monopoles. C'est plutôt la concurrence sur les marchés qui modère l'intérêt personnel légitime et l'oriente vers le service de l'intérêt général.

Et Adam Smith conclura « qu'en règle générale, l'individu ne se propose pas de promouvoir l'intérêt général dans ses activités de production... et il ignore d'ailleurs dans quelle mesure il y parvient. Il ne se préoccupe que de son propre avantage et, ce faisant, il est conduit par une main invisible à atteindre un objectif qu'il n'avait nullement visé. » ⁸³

Les lois et les tribunaux protègent la société par le maintien de la concurrence. Les gouvernements ne résistent pas longtemps aux coalitions des groupes de pression et sont presque inévitablement amenés à sacrifier l'intérêt général au contentement des intérêts particuliers.

Il faut du courage et même parfois de l'héroïsme chez un politicien pour résister à la tentation de transformer son pouvoir de distribuer des faveurs et des privilèges à des groupes particuliers en capital politique personnel.

Ainsi, lorsque le gouvernement réduit la production des oeufs afin de faire monter les prix et générer des revenus plus élevés pour un groupe de producteurs,

⁸³ Adam Smith, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776. [Texte disponible, en version intégrale, dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

le gain pour le producteur est substantiel alors que le coût prend la forme d'une taxe imposée à l'ensemble des consommateurs.

Chaque consommateur n'est pas suffisamment touché par la hausse pour justifier de sa part une démarche particulière pour combattre la mesure. Le coût complet en temps et en déboursés sera pour la plupart trop onéreux et le résultat trop incertain pour que cela vaille la peine. Quelques lettres tout au plus seront adressées au gouvernement et une faible association des consommateurs fera quelques représentations vite oubliées. Protester serait perdre doublement.

C'est la réalité politique chaque fois qu'une intervention gouvernementale profite à quelques-uns et taxe le grand nombre.

Tous les programmes publics de soutien des prix sont de cette nature.

Ils substituent la tyrannie des minorités à l'intérêt général. L'État empêche les consommateurs d'exprimer leurs préférences sur les marchés et y substitue l'arbitraire de ses choix. Tous y perdent, sauf les groupes d'intérêts et les politiciens.

* * *

Responsable des principales sociétés industrielles et commerciales du gouvernement, j'aurai réussi à faire accepter dans les faits le principe de la rentabilité comme principal critère de performance de ces organisations.

La propriété publique d'entreprises déficitaires est la pire forme de protectionnisme. À l'inefficacité économique elle ajoute, en effet, la dépendance des pouvoirs publics.

Le manque de fierté et l'absence de satisfaction s'installent à demeure, de la haute direction jusqu'à chacun des ateliers. L'État ne fait jamais faillite, n'est-ce pas ! Pourquoi améliorer sa productivité ? Pourquoi innover ? Pourquoi s'adapter aux marchés ?

Dans l'entreprise privée, ceux qui y ont investi leurs capitaux s'attendent à en recevoir un rendement qui équivaut au moins à l'intérêt que commandent les placements de tout repos. Tout épargnant préfère s'abstenir de consommer tout de suite pour pouvoir consommer un peu plus dans l'avenir. L'inflation déprécie l'argent et les taux d'intérêt reflètent cette prime d'inflation.

Pour le prêteur, la rémunération du capital prend la forme d'intérêts ; pour l'actionnaire, elle prend la forme de bénéfices.

Une entreprise qui ne réalise pas de bénéfices « mange » le capital qui y a été investi. Lorsqu'elle emprunte sur obligations, il lui faut verser les intérêts et rem-

boursier à l'échéance. *Les* investisseurs en actions prennent davantage de risques car ils acceptent de participer à la fois aux pertes et aux bénéfices de l'entreprise.

Par exemple, une nouvelle entreprise peut ne pas réaliser des bénéfices avant cinq ans. Ces pertes initiales non seulement laissent les capitaux non-rémunérés mais les réduisent. Les bénéfices futurs devront par contre fournir une rémunération, soit sous forme de dividendes, soit sous forme d'appréciation de la valeur de l'entreprise, qui couvre au moins l'inflation et une « prime de risque. »

Parce que l'État investit l'argent des citoyens dans des secteurs qui génèrent des retombées économiques, mais qui sont supposément trop risqués pour des investisseurs privés, il peut paraître plus patient face au rendement des capitaux investis. Le danger est alors grand que la patience soit interprétée comme une tolérance et une résignation à la destruction du capital social.

Au cours d'une rencontre avec le nouveau P.-d.g. de Sidbec, la sidérurgie d'État, je faillis provoquer une syncope quand je lui annonçai que la prochaine loi de Sidbec comporterait explicitement l'objectif de la rentabilité.

- « Mais, monsieur le ministre, s'il était possible de faire des profits, le gouvernement n'aurait pas eu besoin d'investir » me dit-il.

« C'est justement parce qu'il faut dégager de nouvelles ressources pour favoriser d'autres investissements qu'il vous faut cesser d'être déficitaires après dix ans ! » lui répondis-je.

- « N'importe qui peut faire de l'acier avec de l'argent, pensais-je à l'époque. Le défi est de faire de l'argent avec de l'acier ! »

Fonctionnaire de carrière, il semblait profondément imbu de l'idée qu'une entreprise d'état devait considérer son capital comme un cadeau public. *Les* membres qui composent le personnel d'une telle entreprise ont ainsi droit à des avantages personnels qui n'ont rien à voir avec la rentabilité de leurs activités de production. Cette logique interne poussée à sa limite établit que l'entreprise existe pour son personnel et qu'il appartient au reste de la société de les subventionner.

Les salaires seront toujours très élevés et il ne sera pas question de licenciements en cas de baisses dans les ventes et dans la production.

L'entreprise nationalisée devient alors une sorte de petit gouvernement qui ne survit que grâce aux taxes que le vrai gouvernement perçoit à sa place. Elle devient ainsi un fardeau pour les autres entreprises dans l'économie et est un destructeur plutôt qu'un créateur de richesse.

On socialise les pertes, et on personnalise les bénéfices.

* * *

Les entreprises industrielles et commerciales publiques sont habituellement en concurrence avec d'autres entreprises, à moins qu'on ait fait l'erreur de toutes les nationaliser.

Au Canada, les principales entreprises sidérurgiques sont parmi les plus rentables au monde. Stelco, Dofasco et Algoma se classent parmi les cinq ou six aciéries les plus profitables avec des bénéfices bruts de l'ordre de 10,6% en moyenne du total de l'actif.

Sidbec, contraction de Sidérurgie du Québec, a été créée en 1964 par le gouvernement du Québec. Suite à de nombreuses études sur la façon la plus efficace de doter le Québec d'une sidérurgie intégrée, c'est-à-dire allant du minerai aux produits finis, Sidbec faisait l'acquisition en décembre 1968 d'installations privées déjà existantes, ceux de la DOSCO (Dominion Steel and Coal Corporation), filiale du groupe britannique Hawker-Siddeley, au coût de \$60 millions.

La première injection de fonds dans l'entreprise par le gouvernement s'était faite en 1968 par une loi qui ne fixait aucun autre objectif à Sidbec que celui, essentiellement technique, « d'établir un complexe sidérurgique intégré. » ⁸⁴

Créée dans le but de favoriser l'implantation de l'industrie secondaire au Québec en fournissant de l'acier à meilleur compte, Sidbec eut peu d'impact en ce sens, les utilisateurs d'acier demeurant concentrés en Ontario et les entreprises québécoises consommant aujourd'hui un pourcentage légèrement moindre de l'acier produit au Canada. ⁸⁵

Une économie qui a un retard dans la technologie industrielle doit, ou bien importer et adapter la technologie, ou bien encourager le développement de sa propre technologie dans des secteurs bien spécialisés. Pour le Québec, situé à l'intérieur du marché commun canadien où déjà trois des plus grandes sidérurgies étaient établies depuis trois quarts de siècle, la deuxième alternative était la plus risquée et la plus coûteuse. C'est celle-là qui fut néanmoins retenue.

Au lieu de s'associer à un autre producteur qui aurait apporté technologie et know-how, on se lança plutôt dans une nouvelle technologie pour fabriquer de l'acier. ⁸⁶

⁸⁴ Loi concernant l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique intégré, chapitre 77, Statut de la Province de Québec.

⁸⁵ La part relative du Québec dans la consommation canadienne d'acier, qui était de 24% au début des années 50 et de 19% en 1968 est descendue à 16.3% en 1977.

⁸⁶ Le procédé retenu était celui de la réduction directe (MILDREX) et des fours électriques plutôt que celui des hauts fourneaux.

Des installations initiales désuètes, une technologie nouvelle et un mandat extensible firent que Sidbec accumula déficit sur déficit. De '69 à '76 inclusivement, les pertes accumulées atteignaient \$74,4 millions ; elles étaient de \$150 millions en '79 et les prévisions établissaient qu'elles allaient continuer de croître.

En tant que représentant de la population, le seul actionnaire finalement de l'entreprise, ma responsabilité consistait à m'assurer que les fonds n'étaient pas dilapidés et que des mesures étaient prises pour rendre Sidbec financièrement autonome et rentable.

Mais pour exercer ce rôle, il fallait posséder tous les renseignements de base.

C'est là que je réalisai que les entreprises d'état pouvaient rapidement devenir de petits empires fermés quand l'attention de l'actionnaire -fiduciaire unique, le gouvernement, n'était que passagère.

L'aphorisme selon lequel « les ministres passent ; les fonctionnaires restent » pouvait encore davantage s'appliquer aux sociétés d'état qu'aux ministères à cause de leur éloignement des considérations administratives courantes.

* * *

Un journaliste du journal *La Presse* avait déjà parlé d'une société secrète du nom de Sidbec. Il avait constaté que cette société, totalement financée à même les fonds publics, « livrait moins d'information sur ses activités que la plupart des grandes aciéries canadiennes contrôlées par des investisseurs privés. » ⁸⁷

Ce qu'il Ignorait, c'est que l'actionnaire-fiduciaire n'en connaissait pas beaucoup plus lui-même.

Où était le propriétaire ?

À mon arrivée au ministère, je fus abasourdi de constater qu'une seule personne, appartenant en plus au personnel politique du ministre, s'occupait de faire le lien entre une demi-douzaine de sociétés d'état et le gouvernement.

Toute l'autorité gouvernementale sur les sociétés d'état semblait être déléguée à leurs conseils d'administration. Des personnes très compétentes et renseignées siégeaient à ces conseils. C'était particulièrement le cas à Sidbec.

Mais qu'elles que soient leurs compétences, les membres d'un conseil d'administration d'une société d'état n'en sont pas les propriétaires, n'ont pas d'intérêts

⁸⁷ *La Presse*, 18 décembre 1975, « La corde raide de Sidbec-Dosco », Robert Pouliot.

personnels dans sa réussite financière et, surtout, n'ont pas l'autorité de récompenser ou de pénaliser la direction de l'entreprise. Pire, les objectifs de l'entreprise sont flous et imprécis de sorte que le conseil ne peut s'en remettre à des critères précis pour évaluer le rendement et la performance de la direction.

Les interventions politiques courtcircuient continuellement le conseil d'administration des sociétés d'état de sorte que celui-ci n'est rien d'autre qu'un simple comité consultatif.

Je me suis souvent demandé comment des personnes compétentes et très occupées acceptaient de siéger sur des conseils d'administration alors que leur autorité et leur responsabilité étaient si peu claires. Le prestige dans le milieu et les jetons de présence ne devraient pouvoir compenser les frustrations qui découlent d'une telle participation limitée au rôle de « rubber stamping » ou de simple consultant.

Le phénomène n'était pas particulier au seul gouvernement du Québec.

- « Je m'inquiète sérieusement du fait que le Parlement -et, en réalité, le gouvernement - ne contrôle plus de façon efficace l'utilisation des deniers publics, ou semble près de perdre ce contrôle », avait déclaré sans ambages le Vérificateur général du Canada, John J. Macdonell, dans un de ses rapports.

Ottawa avait mis sur pied une Commission royale d'enquête sur la gestion financière et l'imputabilité des sociétés d'état.

À Québec, nous aurions eu besoin d'une telle enquête impartiale et en profondeur. Nous, nous avions les fameux ministères d'État ! Et le ministre d'état au développement économique se fit confier le mandat d'étudier les moyens de resserrer l'autorité du gouvernement sur les sociétés d'état. Comme pour d'autres mandats de ce genre, on n'en entendra plus parler !

Il me semblait qu'un gouvernement vraiment responsable face à la population se devait de demander des comptes aux dirigeants des sociétés d'état sur la façon dont ils avaient exercé leurs responsabilités. Mais, pour cela, il fallait primo, que les objectifs de chaque société soient clairs ; secundo que l'actionnaire-fiduciaire et la population en général soient bien renseignés sur les résultats de l'entreprise ; et tertio, que le conseil d'administration ait suffisamment de latitude pour remplir un rôle crédible et non pas seulement d'apparat auprès de la direction.

Une série de mesures s'en suivit.

Un sous-ministre allait assurer dorénavant la coordination entre le ministère et les sociétés d'état industrielles et commerciales.

Comme pour l'entreprise privée, les sociétés d'état allaient dorénavant publier des rapports financiers trimestriels. Toute l'autonomie nécessaire leur serait accordée, mais il y aurait contrôle a posteriori.

Les mandats des sociétés industrielles et commerciales, qu'il s'agisse de Sidbec, de la Société Générale de Financement ou de la Société des Alcools, comporteraient une clause de rentabilité comme objectif premier. En conséquence, le gouvernement devrait prévoir le versement de subventions quand il désirera intervenir pour y ajouter des objectifs sociaux, culturels ou généraux qui ajoutaient des coûts de fonctionnement à l'entreprise.

Chaque société serait libre de réussir ou d'échouer, mais elle serait jugée à ses résultats.

Les conseils d'administration furent enthousiasmés.

Lors de ma démission, un membre du conseil de Sidbec m'écrivait : « pour vous remercier bien sincèrement pour tout ce que vous avez fait en vue d'améliorer l'organisation et le fonctionnement de cette entreprise et pour aider à son développement. »

Le monde politique est une mare d'influences et d'intrigues, et en mettant fin au vieux stratagème de certains dirigeants de jouer le conseil d'administration contre le ministre, et inversement, j'allais déclencher une animation fébrile dans le réseau de contacts et d'amis que plusieurs s'étaient tissé avec les années.

Ce réseau, dans le cas de Sidbec, était le plus solidement ancré dans l'entourage du Premier ministre.

Sur ces questions, j'avais cependant l'appui unanime du conseil des ministres, et le réseau d'amis ne pouvait prévaloir.

On ne pourrait tout bloquer.

* * *

Déjà, à l'été 1977, un rapport d'enquête sur l'administration de Sidbec par un groupe de travail formé de fonctionnaires de divers ministères n'avait pas été rendu public à la suite de fortes pressions exercées auprès du Premier ministre. Ce rapport « Griffin » du nom du responsable du groupe de travail documentait à profusion les erreurs de planification, d'investissements et de gestion qui avaient été commises par la direction de Sidbec.⁸⁸

⁸⁸ Rapport synthèse du Groupe de Travail soumis au Comité temporaire sur l'Industrie de l'Acier au Québec, ministère d'État au Développement économique, TA. Griffin, responsable, 31 mars 1977.

Même si le rapport avait été commandé par le ministre d'État au Développement économique et même si c'était le veto du Premier ministre qui en empêchait la divulgation, la tâche ingrate d'annoncer que le fameux rapport ne pouvait être rendu public m'échoua en temps que « ministre responsable » de Sidbec.

J'absorbai sans broncher les critiques pendant que ceux qui prenaient les initiatives et les décisions se tenaient à l'écart.

Tous les témoignages cependant concordaient : il fallait absolument que le Gouvernement ait le courage de procéder à une réorganisation en profondeur de l'administration de Sidbec. Comme pour les autres scieries canadiennes, en effet, un programme quinquennal d'expansion devait être élaboré et tous (membres du Conseil d'administration, clients, chefs syndicaux, fonctionnaires, etc...) s'accordaient pour qu'un renouvellement de la direction de Sidbec se fasse avant l'adoption du plan quinquennal et non pas,... après.

Et le 8 mai 1979, le P.-d.g. de Sidbec annonçait qu'il quitterait son « poste comme président directeur général de Sidbec et Sidbec Ltée dès qu'un remplaçant sera trouvé et que la transmission des pouvoirs et des dossiers aura été assurée. »

Comme il se devait, je confiai au conseil d'administration la responsabilité de renouveler la haute direction de Sidbec en fonction du défi que représenterait pour l'entreprise l'objectif de la rentabilité et la consolidation de ses opérations dans le cadre d'un plan quinquennal de développement.

Un sous-comité du conseil d'administration de cinq membres travaillera tout l'été pour recruter un sidérurgiste et un spécialiste de la gestion financière afin de combler les postes de président et de vice-président exécutif. La compétence était le seul critère de sélection.

Le Premier ministre, court-circuita à la fin de l'été, et le conseil d'administration et le ministre responsable en leur annonçant que « son idée était faite depuis longtemps » et que ce serait un fonctionnaire, étranger à l'industrie de l'acier, qui dirigerait Sidbec.

Dégoûtés, le président du Conseil d'administration et d'autres membres du conseil quitteront Sidbec quelques mois plus tard, au renouvellement de leur mandat. Aucun journaliste ne pensa à se demander pourquoi. Encore aujourd'hui, rien n'est connu de cet épisode.

Décidément, les sociétés d'état sont des sociétés secrètes !

La vieille politique revenait donc au galop avec une insensibilité vengeresse !

Et on se demandera par après, pourquoi le P.-d.g. se sentira plus responsable envers les bureaux politiques qu'envers son conseil d'administration 1

La rentabilité et le mérite ! Connais pas.

Les décisions arbitraires satisfont la soif de pouvoir des politiciens. C'est leur élixir à eux. Et ce ne sont certainement pas pour des notions altruistes d'efficacité et de rentabilité qu'ils y renonceraient.

C'est à ce moment que j'en vins à la conclusion que l'État ne devrait jamais être actionnaire unique d'une entreprise industrielle ou commerciale.

Pour la bonne raison que toutes sortes de considérations et de conflits d'intérêts l'empêchent d'être un bon actionnaire. C'est au mieux, un actionnaire distrait, sinon au pire, carrément incompétent.

* * *

Comment introduire l'intérêt des citoyens dans le bon fonctionnement des sociétés d'état ?

C'est là une question politique de première importance depuis que les gouvernements se sont lancés dans la production industrielle et dans la commercialisation. Que l'on pense, bien sûr, à Sidbec, à la SGF et à la SAQ au Québec, mais aussi, à Air Canada, à Pétro-Canada et à la Corporation de développement du Canada (CDC) à Ottawa, la liste des entreprises que les gouvernements possèdent et contrôlent, au nom de l'ensemble de la population, est de plus en plus longue.

Quand une chose appartient à tout le monde, le risque est grand alors qu'elle n'appartienne vraiment à personne. C'est le cas de plus d'une société d'état dans laquelle les fonds publics investis par l'État-actionnaire sont graduellement dilapidés.

Rien n'empêche pourtant une société d'état industrielle ou commerciale d'être possédée par plus d'un actionnaire, le gouvernement se réservant un degré de participation suffisant pour détenir une position de surveillance ou de contrôle effectif. Les sociétés d'état sont alors des entreprises mixtes.

Une première formule consiste pour une société d'état à s'associer à un ou plusieurs partenaires industriels, à l'occasion d'une expansion ou d'une modernisation, en échange d'actions dans l'entreprise. Une société comme Sidbec au Québec profiterait grandement d'une forte injection de capitaux et de technologie.

Une deuxième formule consiste à générer de nouveaux capitaux pour l'investissement en émettant des actions auprès du public. Déjà à Ottawa, par exemple,

le tiers des actions comportant droit de vote de la Corporation de développement du Canada (CDC) appartiennent à des investisseurs ordinaires.

Puisque les entreprises publiques possédées à 9096 et plus par les gouvernements ne paient pas d'impôts sur leurs bénéfices d'opération aux autres gouvernements, plusieurs gouvernements provinciaux croient s'approprier des fonds fédéraux à bon compte en insistant sur la propriété exclusive et entière des sociétés d'état. C'est là un jugement à courte vue car, c'est le même contribuable qui soutient à la fois le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral.

Une troisième formule, plus originale et plus politiquement astucieuse, qui s'offre à un gouvernement qui souhaite démocratiser la propriété d'une société d'état consiste à distribuer gratuitement un certain nombre d'actions dans l'entreprise à chaque contribuable, tout en se réservant une participation minimale.

C'est la voie qu'emprunta avec succès le gouvernement de la Colombie-britannique en 1979 quand il annonça qu'il « rendait à la population » les capitaux investis dans la BC Resources Investment Corporation (BCRIC), un holding spécialisé dans le domaine des ressources naturelles, en distribuant gratuitement cinq de ses actions à tout citoyen qui en ferait la demande. Le gouvernement se réservait 7% de la totalité des actions.

L'offre de restitution de la propriété aux citoyens comportait en plus la possibilité pour chacun d'eux d'acheter jusqu'à cinq mille actions supplémentaires à six dollars chacune, s'ils le désiraient.

Ce fut un succès sans précédent.

Non seulement la très grande majorité des citoyens choisirent de détenir eux-mêmes les actions de la société d'état plutôt que de les laisser aux mains des politiciens et des bureaucrates, mais ils se prévalurent de l'offre & investir davantage dans « leur » entreprise en achetant un chiffre record de \$425 millions de nouvelles actions.

Dans ce cas, ce ne sera pas seulement une simple formule de style que de dire que cette société d'état devra « rendre des comptes à la population » !

Avec un peu d'imagination et de volonté politique, il est donc possible de réaliser la démocratie économique et d'atteindre l'efficacité économique sans assujettir les citoyens au bureaucratisme étatique ou à la discrétion intéressée des politiciens.

* * *

Le monopole de la Société des Alcools était différent de Sidbec. Vache à lait fiscale du gouvernement, ses activités commerciales avaient servi pendant longtemps de déversoir à patronage et de prétexte à une taxation confiscatoire.

Entre une taxation cachée et la « transparence » d'une taxe connue, un politicien préférera toujours la formule cachée, quelques soient ses déclarations en faveur de la démocratie. J'en prends à témoin les grands élans oratoires du Premier ministre en faveur de la transparence dans le gouvernement : il y aura des projets de loi pour mille et une choses mais jamais pour garantir l'accès du public à l'information gouvernementale !

La recommandation no 46 du rapport de la Commission d'enquête sur le commerce des boissons alcooliques stipulait :

- « pour assurer une réforme efficace du régime de commercialisation des boissons alcooliques, on devrait établir deux majorations distinctes : l'une fiscale, l'autre commerciale. » ⁸⁹

Tellement bien ancrée est la loi de l'inertie dans les procédures bureaucratiques et politiques que trois gouvernements après le dépôt du rapport de la Commission établie pour réformer le système, personne n'avait osé mettre une de ses principales recommandations en application.

Deux obstacles s'apposaient à une telle mesure de vérité fiscale.

Premièrement, le gouvernement se voyait forcé de dévoiler que sa majoration fiscale était en fait une taxe d'accise de l'ordre de 70% et non pas un dividende découlant des faux « profits » de la Société des Alcools.

Deuxièmement, le ministère des Finances souhaitait conserver la latitude qu'il avait de pouvoir augmenter les taxes sur les produits alcooliques sur simple directive secrète à la SAQ de « faire plus d'argent » et d'augmenter ses prix en conséquence.

Ministre responsable de la SAQ, et de surcroît, économiste-en-chef de la Commission d'enquête qui avait dix ans auparavant conclu à la nécessité de bien distinguer les opérations commerciales du taux de majoration fiscale, afin de pouvoir établir la rentabilité de la société, je croyais que les choses allaient d'elles-mêmes.

Erreur 1

⁸⁹ *Rapport de la Commission d'enquête sur le commerce des boissons alcooliques*, Québec 1971, p. 255.

Un arrêté-en-conseil à double signature ministérielle modifiant les procédures comptables de la SAQ pour identifier la rentabilité ou non des activités commerciales, dort jusqu'à ce jour sur le bureau du ministre des Finances 1

Quand il s'agit de camoufler les taxes, l'État ne veut rien savoir !

J'eus plus de succès il est vrai, à cause des circonstances déjà relatées, avec la recommandation no 62 du rapport de la Commission d'enquête sur le commerce des boissons alcooliques :

- « La vente au détail du vin devrait être confiée non seulement au monopole d'État, mais également aux magasins d'alimentation... »

* * *

Ce 18 septembre 1978, la petite épicerie de M. Roger Gaboury, boulevard Rosemont à Montréal, était plus remplie que d'habitude.

C'est qu'une petite révolution avait lieu.

Pour la première fois en trois quarts de siècle, le monopole d'État sur le commerce des boissons alcooliques était rompu : Les 9000 épiceries indépendantes pouvaient dorénavant faire la vente des vins. C'était une première au Canada. Pas en Europe et dans la majorité des états américains, cependant, où les magasins d'alimentation font le commerce des boissons alcoolisées courantes et où des magasins spécialisés privés veillent au commerce des vins et des spiritueux.⁹⁰

C'était aussi le cas au Québec avant 1919, c'est-à-dire avant la prohibition.

Sous le Régime français, par exemple, les boissons alcooliques étaient considérées comme des produits ordinaires dont la vente n'était soumise à aucune restriction particulière. Par après, jusqu'à la prohibition, c'est le magasin général dans chaque ville et village qui distribuera bière, cidre, vins et spiritueux.

Devant une loi de prohibition non observée, l'État décida en 1921 de « remédier aux abus tout en respectant les libertés individuelles » en se lançant lui-même dans le commerce des boissons alcooliques. Ce sera dorénavant un commerce monopolisé à tous les niveaux, importation, grossiste et détail. Seule la bière canadienne pourra être distribuée directement par les brasseurs aux détenteurs de permis autorisés à vendre ce produit.

La vente du cidre ne sera élargie de la sorte qu'en 1970.

⁹⁰ Aux États-Unis, il y a monopole d'État dans 16 états. La distribution relève de l'entreprise privée dans 31 états. Dans 2 états, l'État joue uniquement le rôle de grossiste et dans l'État du Maryland le mode de distribution varie d'un comté à l'autre.

La Commission des liqueurs du Québec est créée. Elle deviendra la Régie des Alcools en 1961 et la Société des Alcools en 1971.

Le propre de tout monopole est de faire disparaître la concurrence et de permettre impunément l'accroissement des coûts. Aux mains de l'État, le monopole est doublement dangereux car il ouvre la porte aux pressions indues, au favoritisme, au patronage, à la discrimination et à l'arbitraire.

Pendant longtemps, par exemple, les partis politiques au pouvoir à Québec tireront une part substantielle de leur financement du commerce monopolisé des alcools.

Dans le cas de la Société des Alcools, son double statut de monopole commercial et de perceuteur fiscal la rend particulièrement vulnérable, coïncée qu'elle est entre le gouvernement et les trois syndicats qui regroupent ses employés.

Cette situation de monopole et la centralisation administrative qui l'accompagne ont provoqué l'interruption de ses opérations pour cause de grèves à chaque renouvellement des conventions collectives.⁹¹ - (Ce fut d'ailleurs la même chose dans le cas de Sidbec). Il n'y a sans doute que le monopole des Postes canadiennes qui peut se comparer par la fréquence de ses interruptions de service à la SAQ !

La loi 21 est sanctionnée le 1er juin '78.⁹²

Elle fait unanimité... ou presque.

Les brasseurs, voyant leur échapper le monopole d'accès aux épiceries, craignent en effet que l'élargissement de la vente du vin aux épiceries fasse baisser les ventes... de lait.

Le président du syndicat des employés de la SAQ lui aussi, voyait d'un mauvais oeil lui échapper une partie de son pouvoir de monopole et son pouvoir de frappe en cas de grève, et croyait que le vin au Québec en viendrait à sentir... le savon.

Évidemment il n'en était rien puisque la SAQ garantissait la qualité des produits et fournissait à chaque épiciers un présentoir spécial pour les vins et les cidres.⁹³

⁹¹ La grève du 4 décembre 1964 dura 11 semaines ; celle du 26 juin 1968 dura 5 mois.

⁹² La loi mettait fin aussi à une longue hypocrisie et permettait aux dépanneurs de vendre bière, cidre et vin les dimanches et les jours de fête.

⁹³ Un tiers de l'espace de chaque présentoir était d'office réservé aux cidres québécois.

Le monopole d'État comptait 330 points de vente alors qu'il y avait 1200 municipalités au Québec.

Non seulement la mesure ne coûtait rien au gouvernement, mais elle accommodait grandement la ménagère ou le cuisinier en ce qui concerne les vins de cuisson ou de consommation courante.

Non moins importante était l'implantation d'une Industrie nouvelle engagée dans la production et l'embouteillage du vin au Québec. Dix producteurs importaient une matière brute et la transformaient sur place, entraînant de ce fait des retombées économiques intéressantes.

Avec la concentration et l'augmentation du volume de vente des produits les plus populaires, la SAQ elle-même devenait un importateur encore plus efficace. Elle pouvait abaisser ses coûts de 30 pour cent en moyenne en concentrant

son pouvoir d'achat et en faisant appel à des bateaux-citernes ou « pinardiers » pour acheminer ses produits. ⁹⁴

Et de plus, nous allions de ce fait favoriser le développement dans le domaine de l'alimentation au Québec. Au Québec, contrairement à la situation qui prévaut dans le reste du Canada, les épiciers indépendants contrôlent près de 60 pour cent du marché de l'alimentation. Ils ont su se regrouper efficacement pour concentrer les achats et peuvent de ce fait tenir tête aux grandes chaînes intégrées d'alimentation.

Les 100 millions de dollars que la vente du vin apportait aux épiciers en chiffre d'affaires additionnel étaient bien entendu fort bien acceptés, mais leur permettaient en plus de personnaliser encore davantage leurs services.

- « Nous remercions M. Tremblay qui, malgré les oppositions les plus vives, a tenu parole », déclara le président de l'Association des épiciers indépendants, M. Léopold Alarie, lors de leur 23ème congrès annuel.

Ayant fait l'objet de gorges chaudes pour avoir promis par inadvertance l'élargissement de la vente des vins aux épiceries avant même que la SAQ ne tombe sous sa juridiction, je n'étais pas peu fier d'avoir réussi à mettre le projet à exécution.

- « Le bon vin, dit le Psaume 104, réjouit le cœur de l'homme... »

⁹⁴ Le monopole d'État aurait de plus préféré mettre sur pied sa propre flotte de camions pour approvisionner les épiciers. Les études démontraient qu'il en coûterait considérablement moins de confier cette distribution aux grossistes en alimentation qui visitaient les épiciers deux à trois fois la semaine.

Je dus trancher en ce sens.

Cette mini-révolution dans les habitudes des Québécois était beaucoup plus qu'économique ; elle représentait symboliquement un certain changement dans la culture.

* * *

- « Il serait plus facile de faire monter les poissons à Québec que de faire descendre les fonctionnaires à Gaspé », avait prédit un loustic quand le premier véritable effort du gouvernement de décentraliser l'appareil administratif fut annoncé le 29 avril 1978.

Le centralisme des bureaucraties est une plaie dans toutes les démocraties. Max Weber ne fut-il pas un des premiers à percevoir que le problème crucial de la politique moderne n'est pas celui d'un choix entre le capitalisme et le socialisme (autrement dit, si les moyens de production sont aux mains des particuliers ou de l'État), mais bien celui des rapports entre le bureaucratisme et la démocratie. ⁹⁵

Ce qui tue d'ailleurs le socialisme partout où il a été appliqué, c'est la mainmise de la puissance bureaucratique sur l'ensemble du corps social et l'établissement d'une « dictature des bureaucrates » bien plus que celle du prolétariat.

Dans nos sociétés, le problème n'est pas aussi aigu, mais la prolifération des programmes gouvernementaux et celle des organes administratifs nécessaires à leur application pose néanmoins le problème du contrôle de cette machine bureaucratique.

On dira que le citoyen contrôle le vote, et que les élus contrôlent le gouvernement. Dans nos démocraties où le personnel politique exerce à la fois le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif, l'autorité administrative de tous les jours est celle des fonctionnaires. Est-ce que la centralisation s'impose dans les deux cas ?

En fin observateur des régimes politiques, de Tocqueville différenciait entre deux espèces de centralisation très distinctes, soit la centralisation gouvernementale et la centralisation administrative. ⁹⁶ La première s'applique aux intérêts généraux de toute une nation ; la deuxième survient quand il s'agit de diriger les intérêts spéciaux à certaines parties d'un pays.

De Tocqueville dira : « je ne saurais concevoir qu'une nation puisse vivre ni surtout prospérer sans une forte centralisation gouvernementale. Mais je pense que la centralisation administrative n'est propre qu'à énerver les peuples qui s'y

⁹⁵ Seymour M. Lipset, *L'Homme et la Politique*, Éditions Inter-Nationales, Paris, 1975.

⁹⁶ Alexis de Tocqueville, *De la Démocratie en Amérique*, Librairie Larousse. [Texte disponible, en version intégrale, dans [Les Classiques des sciences sociales](#), JMT.]

soumettent. » - Règle générale, le plus près l'autorité administrative est placée à côté des administrés, plus les chances sont grandes que les services seront à la fois rapides et adaptés aux circonstances particulières.

- « On peut gouverner de loin, mais on n'administre bien que de près, » dira Napoléon III.

La décentralisation des services administratifs des pêches maritimes vers la Gaspésie visait à préserver une nécessaire centralisation gouvernementale, partagée d'ailleurs avec le gouvernement central, tout en établissant le maximum de décentralisation administrative.

Je n'ai jamais bien cru à l'ambitieux projet qui consiste à fondre les deux décentralisations en une seule par l'établissement de gouvernements régionaux dotés d'importants pouvoirs et des sources de revenus nécessaires pour les exercer.

En 1969, le Président de Gaulle s'était d'ailleurs fourvoyé en voulant imposer à la France une structure artificielle de gouvernements régionaux qui n'était nullement entrée dans les mœurs. Au Québec, la faillite des grandes communautés urbaines, non-représentatives, genre Communauté Urbaine de Montréal, illustre aussi ce qu'il ne faut pas faire.

Pour ma part, il me plaisait. moins de discourir de décentralisation que d'en faire.

Tout comme pour le vin dans les épiceries, on en avait parlé au moins depuis trente ans. Pourquoi les services administratifs des pêches maritimes ne seraient pas plus près des usagers ? Les citoyens ne sont pas seulement des machines à voter. Ce sont aussi des clients qui ont droit à recevoir des bureaucraties gouvernementales les services qu'elles se sont engagées à fournir. Pourquoi la règle des marchés selon laquelle le client doit être bien servi ne s'appliquerait-elle pas pour les services bureaucratiques ?

La concurrence n'existant pas, il importe alors de pouvoir compter sur la volonté politique des élus pour établir un semblant d'équilibre entre une masse d'administrés et une minorité en position de monopole. À un système orienté et dominé par le producteur de services, il faut substituer un système orienté et dévoué aux intérêts du client. Le besoin doit remplacer le caprice comme règle de fonctionnement.

Les besoins des 6,500 pêcheurs et travailleurs du poisson étaient facilement identifiables.

Ils étaient eux-mêmes venus les exprimer à la conférence socio-économique sur les pêches maritimes, en cette fin d'avril 1978 :

- « que les responsables de la réglementation sur la pêche au hareng viennent voir sur place ce qui s'y passe avant de proposer un règlement qui nous affecte directement ; »

- « que l'administration des parcs industriels de pêche soit une responsabilité locale »

- « que les études concernant la ressource maritime soient faites avec le milieu ; »

- « que les décisions soient prises par des gens qui sont proches des pêcheurs... » ⁹⁷

Le message était clair.

Allait-il y avoir la volonté politique nécessaire pour le faire ?

Au cours de deux jours de démocratie directe, le Premier ministre devait venir prononcer un discours de circonstance. Cette fois-ci, le discours allait être vraiment de circonstance.

Dans une rencontre impromptue, à laquelle assistaient hauts fonctionnaires et quelques collègues-ministres, le Premier ministre demanda :

- « Y-a-t-il un consensus qui se dégage de la conférence ? »

- « Oui, répondis-je, et c'est un consensus sur le besoin de décentralisation au niveau régional. »

Je continuai : ... « On dit que Trois-Rivières est la capitale du papier, Arvida de l'aluminium et Thetford de l'amiante ; que diriez-vous de faire de Gaspé la capitale des pêches maritimes ? Les hauts fonctionnaires sont d'accord ; d'ici trois ans, la direction générale des pêches pourrait se déplacer de Québec à Gaspé. »

Surpris, il bondit de son siège pour venir me serrer la main en déclarant :

- « Excellent. Merci ! Merci ! Je vais l'annoncer dans mon discours ce soir. »

C'était comme si on venait de lui annoncer la réalisation d'un vieux rêve.

La décentralisation ne serait plus un mot creux ou un vœu pieux !

⁹⁷ Les Pêches Maritimes, *Rapport pour une stratégie quinquennale*, Québec 1978.

Les journaux titront le lendemain

- « Gaspé, nouveau centre de décision. »

Une trentaine de cadres et de professionnels, en plus d'environ soixante et dix employés de soutien étaient touchés par la mesure. Le sous-ministre gardait son port d'attache à Québec et se déplacerait vers Gaspé quelques fois par mois.

Afin de ne point perturber outre mesure les habitudes de vie, et de travail, le déplacement devait se faire graduellement sur une période de trois ans, et avec compensations financières et indemnités particulières de relocalisation. Toute personne transférée pouvait, après un stage de trois ans, choisir de revenir à Québec et être affectée à un autre service.

Les fonctionnaires jouissent cependant d'un privilège peu connu dans l'entreprise privée, soit la permanence d'emploi. Cette permanence alliée aux luttes interdépartementales que se livrent continuellement les unités bureaucratiques allait menacer, sinon saboter, l'opération de décentralisation.

Le ministère de l'Agriculture, déjà doté d'un service de contrôle de la qualité des aliments, vit là une occasion d'agrandir son influence. Tirant profit de la réticence de plusieurs cadres et professionnels des pêches maritimes de se déplacer vers Gaspé, le ministère de l'Agriculture s'offrit généreusement pour les accueillir.

Là où une attitude ferme et une solidarité gouvernementale étaient de rigueur, certains y voyaient de leur intérêt de pêcher en eaux troubles !

En septembre '79, le site de construction des nouveaux locaux de la Direction des pêches maritimes était sélectionné. Le centre coûterait \$5 millions et le ministère des Travaux publics allait réduire les cinq ans requis d'habitude pour une telle construction à trois ans et demi.

Un mois plus tard, les pêcheurs apprendront stupéfaits que la Direction des pêches maritimes suivrait les fonctionnaires récalcitrants et se logerait dorénavant au ministère de l'Agriculture.

Le secrétaire-général au Conseil exécutif, le premier fonctionnaire de l'État, avait sans doute persuadé le premier ministre qu'il valait mieux ne pas trop défier le fonctionnarisme en pleines négociations salariales avec la Fondation publique.

Les 6500 pêcheurs et travailleurs du poisson attendront...

- « Là où existe une volonté, existe un chemin » avait dit Guillaume d'Orange, mais chez les latins que nous sommes, ce n'est pas le résultat qui compte, c'est l'intention !

Première partie : le monde de la politique

Chapitre 13

Le dilemme du Gouvernement

« Mon Dieu, donnez-moi la sérénité d'accepter ce que je ne puis changer, le courage de changer ce que je peux, et la sagesse d'en connaître la différence. »

Marc Aurèle, Pensées

[Retour à la table des matières](#)

En juin 1978, Radio-Canada publiait un sondage d'opinions publiques dans lequel on posait la question suivante :

- « Parmi les options constitutionnelles, soit le statu quo, un fédéralisme renouvelé, la souveraineté-association, ou l'indépendance, à laquelle êtes-vous le plus favorable ? »

L'idée d'indépendance politique pour le Québec recevait 8% des appuis, celle d'un statut de souveraineté-association, 21%, tandis que le fédéralisme renouvelé et le *statu quo* constitutionnel recueillaient respectivement 44% et 17% des préférences. Dix pour cent des personnes interviewées refusaient d'identifier leurs préférences. ⁹⁸

⁹⁸ *Le Devoir*, 21 juin 1978.

Une infime minorité de Québécois favorisaient le statut d'indépendance politique plutôt que la Confédération canadienne, ce que confirmaient tous les sondages depuis au moins quinze ans. De plus, une très grande majorité se déclarait carrément défavorable à l'idée dans une autre question du même sondage (79%).

En se réunissant au Château de Montebello, à la fin d'août, le Conseil des Ministres avait bien sûr ces données en mains, et d'autres qui confirmaient leur justesse.

La grande ironie dans le gouvernement péquiste découlait de ce que la majorité des ministres étaient des indépendantistes inconditionnels, alors qu'une très faible minorité de la population partageait ces convictions.⁹⁹

Au plan constitutionnel, le gouvernement n'était pas représentatif.

Ces souverainistes de longue date avaient fait « la longue marche » et s'attribuaient à eux seuls le succès électoral de 1976. Ils avaient milité pendant dix, voire quinze ans pour réaliser leur « grand projet collectif », et cette conviction de détenir la vérité et la légitimité se manifestait par une certaine rigueur fanatique. La politique n'est l'art du compromis qu'en autant que des dogmes idéologiques immuables ne soient point posés au départ.

Cette résistance au compromis était clairement et publiquement apparue lors des discussions sur les principales dispositions de la Charte de la langue française (loi 101). Une majorité des ministres s'était carrément opposée à ce que les enfants des citoyens canadiens de langue anglaise originant des autres provinces puissent fréquenter l'école anglaise au Québec. Seulement quelques milliers d'enfants entraient dans la catégorie, mais la pureté idéologique l'avait emporté sur le bon sens.

Cette réunion extraordinaire à Montebello, les 24-25-26 août 1978, fut sans doute le plus important des conseils des ministres spéciaux du gouvernement. Elle devait permettre de clarifier une fois pour toute le fameux contenu de l'association économique, de manière à mettre fin à la cacophonie qui avait prévalu les mois précédents dans les déclarations publiques des ministres. C'était le vrai dilemme du Gouvernement.

Le désarroi autour de la crédibilité même de l'association économique était tel que des commentateurs commençaient à parler de « souveraineté-confusion. »

Ainsi, quelques mois auparavant, Jacques Parizeau avait affirmé publiquement la nécessité d'une monnaie québécoise propre, advenant l'accession du Québec à

⁹⁹ Dans le sondage de Radio-Canada, 8% des répondants se déclaraient très favorable à l'indépendance et 6% plutôt favorable, pour un total favorable de 14%. Par contre, 79% se déclaraient défavorables à l'idée.

l'indépendance politique. Camille Laurin avait pour sa part déclaré que le référendum porterait essentiellement sur le rapatriement de la fiscalité. D'autre part, Claude Morin déclarait que la souveraineté-association nécessitera la mise sur pied d'un type de « parlement central » pour administrer ce que le Québec et le Canada voudront bien mettre en commun.¹⁰⁰ Une chatte n'aurait pu y retrouver ses petits !

Le problème de fond venait de deux sources. Premièrement, un très petit nombre de ministres comprenaient ou croyaient véritablement à la nécessité de maintenir l'intégration économique du Québec au reste du Canada et, jusqu'à un certain point, au reste de l'Amérique du Nord. Deuxièmement, la crédibilité même d'une association économique formelle et légale avec le reste du Canada ne pouvait qu'être très faible, puisqu'un traité confirmant une telle association présumait l'accession préalable du Québec à l'indépendance, ce qu'un référendum sur une souveraineté-association simultanée ne pouvait produire ; d'autre part, il eut fallu que l'association économique comportât pour le reste du Canada des avantages supérieurs au statu quo, ce qui n'était, bien sûr, manifestement pas le cas, sans quoi toute notion d'association économique allait être repoussée par les porteparoles du gouvernement fédéral et des autres provinces.

Mes propres sentiments étaient à l'effet qu'il ne pouvait y avoir une renégociation en profondeur du statut politique du Québec sans qu'il n'y ait une continuité dans l'association politique du Québec au reste du Canada. Le problème géopolitique n'était pas le supposé contenu d'une mythique association économique qui existait déjà dans les faits, mais plutôt le contenu d'une nouvelle association politique entre le Québec et le reste du Canada.

Mais le contenu de l'association politique n'était pas à l'ordre du jour...

Et pour cause

Personne n'osait remettre en cause l'objectif sacré de l'indépendance, même si le terme lui-même était banni du vocabulaire et que plus des trois quart des citoyens s'y opposait carrément. Prisonnier d'un programme désuet et craintif devant une aile partisane extrémiste, le Conseil des Ministres n'avait pas le courage de regarder la réalité droit dans les yeux.

Le peuple ne veut pas de l'indépendance ? Qu'importe, on lui vendra l'idée par des moyens détournés ! On fera appel à ce que Claude Morin appellera une « saine ambiguïté ! »

Avec ce qui devint connu plus tard, non sans une certaine dérision, mes « arguments géopolitiques massus », je tentai néanmoins de démontrer que dans le

¹⁰⁰ *Le Devoir*, 23 août 1978.

monde moderne de l'avenir, les Québécois n'accepteraient pas d'être moins Canadiens que les Français n'étaient Européens. En juin '79, en effet, l'Europe devait se doter d'un Parlement commun par suffrage direct.¹⁰¹ La Communauté Européenne disposerait alors d'un budget de quelques vingt milliards de dollars, ce qui faciliterait les transferts interrégionaux de fonds et l'établissement d'une union monétaire. Elle s'était déjà dotée depuis le 1er janvier 1976 d'une politique commerciale intégrée avec l'abolition du droit de veto des états-membres sur la politique tarifaire pour y substituer la règle de la majorité.

L'Europe se dirigeait définitivement vers une forme de confédération.

Pourquoi le Québec, dont l'économie était déjà fortement intégrée au reste du Canada, ne s'accommoderait-il pas d'un statut plus autonome à l'intérieur d'une véritable confédération canadienne ? Le Canada portait déjà le titre de Confédération, même si avec les années et la prééminence grandissante du gouvernement fédéral, il était devenu moins une confédération d'états qu'une fédération de provinces.

La population du Québec est majoritairement autonomiste et nationaliste, certes, mais elle a les deux pieds sur terre il n'est pas nécessaire de tout détruire pour construire

Mes arguments géopolitiques étaient les suivants :

- Primo, en supposant une éventuelle sécession politique du Québec de la Confédération canadienne, il serait alors dans l'ordre des choses que le Canada anglophone se sente plus d'affinités culturelles, politiques et économiques avec les États-Unis qu'avec un Québec séparé politiquement.

- Secundo, débarrassé du poids qu'exerce le déficit de la balance des paiements du Québec sur le dollar canadien, celui-ci se rapprocherait alors du dollar américain et la vraie union monétaire en serait une Canada-États-Unis et non pas Québec-Canada.

- Tertio, la balkanisation territoriale du Canada à la Pakistanaise, c'est-à-dire avec les quatre provinces Maritimes coupées géographiquement de l'Ontario et des provinces de l'Ouest ne pouvait manquer de créer un problème majeur de cohésion interne à une telle structure politique.

En 1867, la menace extérieure au plan politique et économique en provenance des États-Unis avait suffi, avec l'appui intéressé du pouvoir impérial anglais, à persuader les quatre colonies de l'Amérique britannique du Nord à s'unir politi-

¹⁰¹ En juin 1979, il y eut élection au suffrage universel de 81 membres au Parlement européen pour la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, et l'Allemagne, 25 membres pour les Pays-Bas, 24 pour la Belgique, 16 pour le Danemark, 15 pour l'Irlande et 6 pour le Luxembourg.

quement en confédération. Pour la plupart des Canadiens d'aujourd'hui, les États-Unis sont loin de constituer une menace politique et économique. Les provinces de l'Ouest, peuplées en majorité d'immigrants de souche non-britannique, se sentent tout aussi près sinon davantage, des États-Unis que de l'Est du Canada.

De plus, les États-Unis avaient un intérêt géopolitique évident à unifier tout l'ouest du continent, de l'Alaska à la Californie. Au plan énergétique, c'est un des territoires les plus riches du globe !

La Balkanisation politique du Canada par le retrait du Québec de la Confédération risquait certainement de mettre en branle un mécanisme de domino, avec l'adhésion des provinces de l'Ouest, à la fédération américaine, suivies inévitablement par les provinces Maritimes et ultimement de l'Ontario. Tout au moins, les pressions en vue de former un marché commun Canada-États-Unis seraient toutes aussi fortes sinon supérieures à celles visant à établir un marché commun Québec-Canada dans un climat de confrontation politique.

- Quatro, était-il vraiment crédible, et encore moins souhaitable, que les Québécois se séparent politiquement d'un million de concitoyens francophones vivant dans les autres provinces ? Où était l'avantage ?

Il est vrai que le Premier ministre répétait à droite et à gauche que son dessein n'était « pas de briser le Canada ». Mais sans un minimum de clarté, il y avait certes danger de sombrer dans le ridicule.

- « Vous pouvez tromper quelques personnes tout le temps et même parfois tromper tout le monde, mais vous ne pouvez tromper tout le monde tout le temps, » avait dit Abraham Lincoln.

Pour les tacticiens du parti, en effet, la « souveraineté-association » n'était guère plus qu'un slogan politique dont la seule utilité était de servir d'appât pour s'assurer l'appui des nationalistes modérés, hostiles à la sécession. C'était en somme un instrument au service de la lutte pour la conquête du pouvoir, comme le sont d'ailleurs tous les slogans et tous les programmes politiques.

Réduire la question à une lutte d'images et à une affaire de sémantique équivalait, cependant, à nier la réalité.

Tout était stratégie. Rien n'était substance.

Mes « arguments géopolitique massus » en faveur d'une véritable confédération canadienne avaient autant d'influence sur les esprits que l'eau sur le dos d'un canard.

La logique voulait néanmoins qu'une association économique entre deux états d'inégale importance ne puisse en pratique fonctionner, en présence de véto, à cause de l'impossibilité probable d'aboutir à des compromis dans les politiques communes qui ne soient pas systématiquement contraires aux intérêts de l'état le plus petit. Une force d'arbitrage stabilisatrice devait de toute nécessité être insérée dans les institutions pour prévenir l'éclatement même de ces institutions.

Sans l'assurance d'une telle stabilité dans les institutions, l'association économique proposée n'était point crédible, et par conséquent, le concept même de souveraineté-association n'était pas crédible.

Pour toutes sortes de raisons, géopolitiques, politiques, institutionnelles et logiques, un parlement canadien élu au suffrage direct s'imposait. Tout ce qu'il fallait, c'était de délimiter clairement les compétences de ce parlement aux domaines d'intérêt général et de réserver les pouvoirs résiduels aux états-membres.

Si le Québec devait garder l'initiative des changements constitutionnels, le gouvernement devait non seulement proposer une solution acceptable par la population, mais aussi une formule réalisable.

Mon approche analytique de chercheur universitaire m'amenait à conclure que la souveraineté-association n'était pas réalisable. Ce n'était pas un concept géopolitique...

Ce n'était chez moi qu'une constatation, presque détachée, et nullement une croisade. C'est pourquoi la démonstration que j'en fis à Montebello ne fut point considérée comme une provocation. C'était plutôt le rapport désintéressé d'un expert. Il appartenait aux intéressés d'en tirer le meilleur parti.

Ce ne sera cependant pas le cas...

La pensée de démissionner sur cette question ne me vint pas à l'esprit, tellement j'étais convaincu que la réalité allait forcer un changement dans les esprits. Ce n'était, à mon avis, qu'une question de temps.

D'autant plus que la nécessité d'une monnaie commune avait été acceptée.

* * *

Lénine, qui s'y connaissait, a déjà dit que « la meilleure façon de miner la stabilité d'un pays, c'est de débaucher sa monnaie. »

La monnaie est à une société ce qu'est le solage à une construction. Si la base n'est pas stable, tout le reste s'en ressentira.

Monnaie instable signifie en effet, inflation.

L'avènement des monnaies de papier, avec la mise au rancart de l'étalon-or en 1914, a placé aux mains des gouvernements un instrument redoutable. Ces derniers peuvent créer du crédit à volonté, non plus seulement en contrepartie de la production en biens et en services dans l'économie, mais en contrepartie de leurs propres dettes. Les gouvernements peuvent en effet émettre des obligations et les vendre à une Banque Centrale, laquelle leur ouvre en contrepartie de nouveaux crédits. De cette façon la monnaie en circulation dans un pays n'est plus seulement fonction de la production intérieure ou de l'état de la balance des transactions avec l'extérieur, mais dépend tout autant du gouvernement.

On comprend pourquoi les gouvernements aiment bien pouvoir compter sur une Banque Centrale et pouvoir à l'occasion transformer leurs dettes en monnaie. C'est une prérogative cependant qui n'appartient qu'aux gouvernements nationaux. Un gouvernement municipal ou un gouvernement provincial ne peut financer un déficit autrement qu'en empruntant sur les marchés financiers, domestiques comme étrangers. C'est le règne de la discipline monétaire.

Autrement dit, seul un gouvernement national peut générer une inflation monétaire. C'est d'ailleurs la voie de la facilité qu'empruntent généralement les gouvernements faibles qui ne peuvent surmonter les difficultés économiques qui assaillent leur pays. Ils créent l'illusion temporaire de la richesse en faisant marcher la planche à billets.

Le trop-plein de monnaie pousse bien sûr les prix domestiques vers le haut, ce qui encourage alors les importations. Pas pour longtemps, cependant, car un taux d'inflation dans un pays qui surpasse celui des autres pays provoque un déficit de la balance des paiements et une dépréciation de la monnaie nationale. C'est une spirale dangereuse car la dépréciation de la monnaie pousse les prix des biens importés à la hausse et l'inflation se nourrit alors de la faiblesse de la monnaie.

Les gouvernements irresponsables et générateurs d'inflation tenteront souvent alors de camoufler leur irresponsabilité en imposant toutes sortes de contrôles (des importations, des prix, des salaires... etc.) afin de modérer les

hausse de prix. C'est la meilleure recette vers la pauvreté et le collectivisme, car toute activité économique légitime tombe sous le contrôle de l'État bureaucratique.

Les « vrais » indépendantistes dans le Parti québécois ont toujours prétendu que leur Québec indépendant se devait d'émettre sa propre monnaie.

On voit dans la monnaie nationale un attribut visible et symbolique de la souveraineté. Mais, en plus, dans la perspective de l'État interventionniste, on veut

s'assurer d'une marge de manœuvre maximale au plan financier. L'accès à une banque centrale et la possibilité de laisser la monnaie se déprécier fournissent alors les instruments politiques nécessaires.

Dans cette perspective, la volonté d'accéder à une monnaie distincte équivaut à une volonté de désintégration économique. En effet, une monnaie distincte et soumise à des fluctuations dans les taux de change accroît l'incertitude et les coûts de transaction et décourage le commerce des biens, des services et des capitaux.

Pour une économie ouverte et fortement intégrée économiquement au reste du continent comme l'est celle du Québec, il va de soi qu'une opération de désintégration monétaire et économique provoquerait des perturbations économiques et sociales majeures, sans provoquer de contre-effets bénéfiques.

D'une part, les grandes exportations internationales du Québec (papier, aluminium, minerais... etc.) sont écoulées aux prix internationaux et ne peuvent être stimulées par une monnaie domestique dépréciée. D'autre part, la capacité concurrentielle des productions québécoises exportées vers le reste du Canada ne pourrait s'accroître avec une dépréciation monétaire qu'en autant que les salaires réels au Québec ne s'abaissent. L'effet de démonstration des salaires comparatifs en Amérique du Nord et le militantisme syndical au Québec rendent illusoire une telle éventualité.

La désintégration éventuelle de l'union monétaire canadienne est porteuse d'instabilité et n'est certes pas dans l'intérêt du Québec.

La réunion de Montebello permet de tirer cette question au clair : l'objectif d'une devise québécoise dévaluée ne sera plus au programme.

* * *

En 1967, Robert Bourassa s'était dissocié du nouveau mouvement de René Lévesque en faveur d'une version mitigée de l'indépendance, la souveraineté-association, parce que le projet comportait une monnaie distincte plutôt qu'une union monétaire. Il redoutait comme moi-même les dangers de déstabilisation économique et sociale qu'une telle mesure pouvait provoquer inutilement. L'ironie, c'est qu'une décennie plus tard, l'hypothèque était levée.

Mais l'était-elle vraiment ?

Une union monétaire ne peut en effet, fonctionner sans une autorité centrale unique, gage de stabilité et de pérennité.

Je possédais une certaine expérience sous ce rapport puisque j'avais été pendant quatre ans conseiller financier des pays ouest-africains regroupés dans

l'Union Monétaire Ouest-africaine.¹⁰² Sept anciennes colonies françaises avaient décidé en effet, en 1962, de conserver le système vieux d'un demi-siècle d'étroite intégration monétaire les liant à la France : Le franc C.F.A. (Communauté française africaine) avait une valeur fixe et immuable par rapport au franc français, les facilités d'emprunt des trésors publics étaient rigoureusement contrôlées et il y avait mise en commun obligatoire des réserves de change.¹⁰³

Comme il arrive dans les pays faiblement industrialisés, la politique monétaire commune était assez simple : un excédent de la balance des paiements grossissait la masse monétaire, tandis qu'un déficit la rétrécissait. Les choix discrétionnaires de politiques étaient peu nombreux, sinon inexistants, au profit de règles automatiques de gestion monétaire. Le grand avantage de cet automatisme était bien sûr d'éliminer les risques de divergence d'opinions ou de politiques. Le poids politique de la France faisait le reste...

La fragilité d'une union monétaire tient à son caractère même du fait que les états excédentaires se trouvent à prêter automatiquement aux états déficitaires. Seule une grande solidarité politique permet de préserver pendant longtemps un tel arrangement. C'est pourquoi, la plupart des expériences d'union monétaire entre pays indépendants qui n'ont pas été suivies par l'intégration politique n'ont pas survécu.¹⁰⁴

L'union monétaire exige un degré minimal d'intégration politique.

Et ce n'est pas un simple traité d'association, tel que le préconisa le livre blanc du Gouvernement à l'occasion du référendum, qui pouvait assurer le maintien d'une telle union.¹⁰⁵ La charpente abracadabrante d'une autorité monétaire conjointe et d'une banque centrale double que l'on trouvait dans ce livre blanc témoignait d'ailleurs d'un amateurisme en matières économiques et financières des plus pitoyables.

Décidément, la formule confédérale s'imposait. Mais pour franchir ce pas, il fallait accepter l'idée d'un parlement confédéral commun. Tant pour des raisons techniques que politiques, le degré maximal d'autonomie pour le Québec se situait dans le cadre d'une véritable confédération canadienne.

¹⁰² Le Niger, la Haute-Volta, la Côte d'Ivoire, le Togo, le Dahomey (Bénin), le Sénégal, la Mauritanie.

La Mauritanie se retira de l'U.M.O.A. en 1975.

¹⁰³ Voir Rodrigue Tremblay, *Afrique et Intégration Monétaire*, Les Éditions HRW Ltée, Montréal, 1972.

¹⁰⁴ Voir Henri-Paul Rousseau, *Unions Monétaires et Monnaies Nationales : une étude économique de quelques cas historiques*. Gouvernement du Québec, Ministère des Affaires Intergouvernementales, Éditeur Officiel du Québec, 1978.

¹⁰⁵ *La Nouvelle Entente Québec-Canada*, Gouvernement du Québec, Éditeur Officiel du Québec, 1979.

Le dilemme ne sera donc qu'à moitié résolu avec la reconnaissance du nécessaire maintien de l'union monétaire canadienne : il y manquait cependant l'acceptation d'un parlement commun élu au suffrage direct pour garantir la stabilité et la pérennité des institutions économiques et monétaires.

La poursuite simultanée de la souveraineté politique et de l'intégration économique institutionnalisée n'était ni crédible, ni réalisable. En autant qu'elle n'était pas crédible, elle conduisait à un cul-de-sac politique. En autant qu'elle n'était pas réalisable, elle ne pouvait conduire qu'à une déception ou pire, à une tromperie.

La population s'évita bien des tracas en rejetant le tout le 20 mai 1980...

* * *

Première partie : le monde de la politique

Chapitre 14

La politique à l'ère électronique

*« En politique, les insensés peuvent faire en sorte
que ce soient les sages qui aient tort. »*

Jean Rostand

[Retour à la table des matières](#)

Moitié acteur, moitié démagogue, le politicien moderne qui veut réussir doit nécessairement composer avec les media d'information. Ce sont eux qui servent de principales courroies de transmission entre l'homme public et l'électorat. Dans une grande mesure, il est à leur merci.

En mai '67, alors qu'étudiant à l'Université Stanford en Californie, j'avais passé une semaine à Washington, à l'invitation de l'International Institute of Education, un vieux journaliste nous avait expliqué pourquoi « The Press » avait décidé de se débarrasser du Président Lyndon B. Johnson. Ce texan embourbé dans la guerre du Viêt-nam, héritier en plus du populaire John F. Kennedy assassiné, ne plaisait guère à la gent journalistique de Washington et de New York. Celle-ci s'était transformée en meute qui traquait le Président dans tous ses moindres faits et gestes pour le faire trébucher.

Il faut dire que L.B. Johnson ne mettait pas en pratique la technique que des politiciens habiles comme J.F. Kennedy ont développée, laquelle consiste à faire une cour systématique aux reporters et aux éditorialistes de manière à leur faire sentir qu'ils sont importants. Certains politiciens passent en effet des matinées

entières à téléphoner à des journalistes pour leur faire gentiment sentir leur présence.

Pour un observateur averti, qui visite le restaurant du Parlement, où les journalistes mangent à une table spéciale, il est intéressant de recenser le nombre de politiciens qui, manière de rien, trouvent prétexte à venir converser et échanger la blague d'usage avec les journalistes.

La même Image pouvait s'observer au Conseil des Ministres, quand les ministres se succédaient à l'arrière de la salle pour aller « consulter » le chef du cabinet du Premier ministre. Un de ces collègues, de grande taille, devait mettre le genou à terre pour être à la hauteur de l'oreille du tout puissant chef de cabinet. Pendant une séance du conseil, mon collègue de table me fit remarquer que c'était la cinquième fois ce matin-là que ce « grand » ministre allait s'agenouiller aux côtés du chef de cabinet !

Le célèbre homme d'État anglais du siècle dernier, Benjamin Disraeli, a écrit que « le monde est gouverné par de tout autres personnages que ne l'imaginent ceux dont l'œil ne plonge pas dans la coulisse ! »

* * *

Le nombre de journalistes en politique active est remarquable. La raison est fort simple. Il n'y a pas d'activité humaine où l'image compte tant et où le style tient lieu de contenu, la forme de substance.

René Lévesque est l'image même du politicien professionnel à l'ère électronique. Acteur de premier ordre, on le verra à la télé, un rictus nerveux aux lèvres, tantôt feindre l'humilité, tantôt la naïveté, tantôt encore la colère.

Plus que quiconque, il s'est adapté aux nécessités modernes dictées par les media de la campagne électorale permanente.

La présence ! Les politiciens doivent être présents de crainte d'être oubliés.

Pour créer cette impression de présence, chaque député péquiste devait entreprendre, deux fois par année, une tournée publicisée d'une semaine de son comté. La même règle s'appliquait aux ministres, mais au double, puisqu'ils devaient pour leur part participer à deux tournées additionnelles dans des comtés autres que les leurs, préférablement : dans les comtés représentés par l'opposition.

Ces tournées simultanées d'une vingtaine de ministres et d'une cinquantaine de députés avaient l'énorme avantage de monopoliser l'attention des media régionaux, et même des media nationaux, et de projeter ainsi l'image de politiciens présents et actifs.

Pendant ce temps, les fonctionnaires dirigeaient à Québec. Mais qu'importe !

Tout n'allait cependant pas sur des roulettes et l'image d'activisme ne leurrait pas tout le monde, certains se demandant comment les ministres pouvaient disposer de tant de temps libre pour serrer les mains à droite et à gauche.

- « Maudit !, avait dit un conducteur de taxi à un de mes collègues qu'il n'avait pas reconnu, quand on veut les rencontrer à leur bureau, il faut s'y prendre trois mois à l'avance et regardez-moi-les se promener dans les rues en serrant des mains comme si on était en pleine campagne électorale ! »

Cette tactique de la présence continue dans les media et le besoin du politicien de « créer l'événement » expliquent aussi pourquoi les réunions du Conseil des Ministres se tiennent à intervalles réguliers dans des endroits inhabituels et même exotiques.

En 1962, le cabinet Lesage avait réconcilié ses divergences au sujet de la nationalisation de l'électricité lors d'une réunion « extraordinaire » au Lac-à-l'Épaulé dans le Parc des Laurentides.

Pour les journalistes, de telles réunions à l'extérieur de Québec « dramatisaient » les choses. Le décor devenait ainsi une partie de la nouvelle.

Le cabinet Lévesque se déplacera fréquemment en province, tel un gouvernement en territoire occupé, tantôt dans un auberge des Laurentides, tantôt dans les cabines d'un parc provincial, et tantôt dans un endroit huppé de villégiature.

Le soir, à la télé, les nouvelles porteront essentiellement sur cette « réunion extraordinaire » du Conseil des Ministres et on entendra le Premier ministre résumer des généralités.

Pour l'homme politique, père de famille, ces réunions « extraordinaires » se soldaient par autant de fins de semaines loin de la famille. Il faut dire que pour les vrais mordus de la politique, la famille compte très peu. Plusieurs d'entre eux sont soit divorcés, séparés ou célibataires, et leur intoxication à la chose politique est une affaire de sept jours par semaine. Ils ne se sentent vraiment à l'aise que dans une salle remplie de fumée !

Dans le Parti québécois, l'exemple vient de haut. Ce n'est pas un accident si chaque fin de semaine semble remplie par une activité politique. Quand ce n'est pas l'exécutif nationale qui se réunit, c'est le conseil national ; quand ce n'est pas le conseil national, c'est un caucus spécial des députés... etc.

Décidément, la politique au Québec est un sport pour ceux qui n'ont rien d'autre à faire !

* * *

Le 3 octobre '78, l'Assemblée nationale baignait dans une mer de lumières. La télévision y faisait son entrée !

La télévision a révolutionné l'art de la politique.

Auparavant, l'électeur moyen n'entrait en contact avec ses représentants que de façon intermittente et qu'à l'occasion de ralliements politiques impersonnels ou par la présentation filtrée qu'en faisait le journalisme écrit.

Avec l'avènement de la télévision, en effet, les politiciens peuvent dorénavant s'adresser directement à l'électeur et communiquer leur « message » sans dépendre exclusivement des machines des partis ou du relais écrit des journaux. La politique électronique est maintenant entrée dans nos mœurs.

Avec la télévision, la communication orale prend une importance inégalée dans le jeu politique, mais on ne substitue un prisme que pour un autre. En effet, ce que le politicien moderne projette à l'écran, ce sont moins ses idées que lui-même. Ce qu'il dit a moins d'importance que la manière qu'il emprunte pour le dire.

Un professeur d'Harvard, M. Laurence Wylic, a même établi, à partir de recherches contrôlées, que seulement 7% du contenu d'une communication est fourni par le sens des mots, 38% par la façon de les prononcer et 55% par l'expression du visage. ¹⁰⁶ À la télévision, les gestes, la voix, les regards, les vêtements, la prestance... etc., acquièrent plus d'importance que le message transmis. L'accès prend alors l'ascendance sur l'essentiel.

Nul exercice n'illustre dorénavant cette vérité davantage que la télédiffusion de la joute politique que se livrent quotidiennement les parlementaires lors de la Période des Questions. Pendant 45 minutes les députés, surtout de l'opposition, questionnent les ministres sur mille et un sujets. Le but officiel de l'exercice est d'informer la population, mais l'objectif réel est plutôt de prendre le gouvernement en défaut. Il est rare, en effet, que l'on apprenne quoi que ce soit lors de cette Période des Questions qui ne soit déjà dans les journaux, mais c'est le spectacle de la journée. C'est d'ailleurs la seule période de la journée parlementaire à laquelle assistent la plupart des journalistes de la tribune de la Presse parlementaire.

¹⁰⁶ Jacques Bouchard, *Les 36 Cordes Sensibles des Québécois*, Les Éditions Héritage, Montréal, 1978.

L'introduction de la télévision à l'Assemblée nationale fut d'ailleurs retardée de six mois justement parce que le Gouvernement craignait qu'elle n'accorde à l'Opposition, lors de la Période des Questions, un avantage trop marqué. En ce faisant, cependant, le Québec n'innovait guère ; il ne faisait qu'emboîter le pas à une vingtaine d'États américains ainsi qu'au Parlement fédéral en se mettant à l'heure de l'électronique.

Tout le monde était un peu nerveux ce 3 octobre '78 lors de la reprise des travaux de la deuxième partie de la troisième session du gouvernement Lévesque. Chaque député et chaque ministre devenaient encore davantage des figurants dans le grand spectacle de la politique.

Pour commencer, la vieille coutume selon laquelle les députés, à la manière d'écoliers dissipés, tapaient sur leurs bureaux ou se servaient du couvercle de celui-ci pour faire du bruit et manifester ainsi leur joie ou leur approbation, fut mise au rancart. Dorénavant, tous les députés allaient applaudir. C'était plus digne et cela passait mieux l'écran !

Les députés gouvernementaux et ceux de l'Union nationale s'étaient astreints à cette pratique dès la première session, mais les députés libéraux étaient demeurés traditionnalistes. L'arrivée de la télévision allait briser les dernières résistances...

La première ronde télévisée d'applaudissements me revint quand, en réponse à une question du chef de l'Union nationale, j'expliquais que dans le dossier de l'automobile, il était très difficile pour le Québec de faire concurrence à la fois à l'Ontario et au gouvernement fédéral. Ce dernier venait en effet, d'accorder une subvention de \$40 millions pour l'implantation d'une usine de la société Ford à Windsor, Ont.

Le reporter Bernard Descôteaux du journal *Le Devoir* remarquera :

- « Ce n'était pas à l'Assemblée nationale que M. Tremblay parlait, mais à la télévision. » ¹⁰⁷

Dorénavant, en effet, les députés ne s'adresseront point à leurs 109 collègues, mais plutôt aux centaines de milliers de téléspectateurs !

Un recensement : téléphonique effectué par Radio-Québec lors de la première semaine de télédiffusion des débats à l'Assemblée nationale indiquait que c'était le

¹⁰⁷ Bernard Descôteaux, La Télévision fait son entrée à l'Assemblée nationale, *Le Devoir*, 4 octobre 1978.

Gouvernement qui bénéficiait le plus de l'avènement. de la télévision, et non pas l'Opposition. ¹⁰⁸

Certains vieux routiers parlementaires, habitués à porter le verbe haut et à se complaire dans les arguties réglementaires projetaient selon le même sondage, une « image de bouffon. » Le ton « cool » et « positif » de la télévision allait forcer maints politiciens à abandonner les vieilles méthodes caractérisées par les harangues à l'emporte-pièce et les Interventions pour ne rien dire.

La télédiffusion des débats mettait les politiciens à nu : dorénavant, le vide de la pensée ne pourra plus se camoufler aussi facilement sous un flot de paroles. Et à l'avenir, les chefs de parti à la recherche de candidats devront aussi se préoccuper de leurs prédispositions à « passer l'écran. »

* * *

Dans son livre, *The Election Game and how to win it*, Joseph Napolitan illustre on ne peut mieux comment l'utilisation de la télévision peut se révéler un moyen puissant de faire élire un candidat. ¹⁰⁹

Partant du postulat, que c'est l'émotion et non pas la raison qui permet de gagner ou perdre les élections, il entreprit un jour de renverser une tendance électorale contraire à son candidat avec un blitz télévisé.

C'était l'élection sénatoriale de 1968 en Alaska. Mike Gravel, un jeune homme relativement inconnu se présentait contre un vétéran de plusieurs décennies au sénat américain, Ernest Gruening. À moins de deux semaines des élections, Gruening menait dans les sondages à deux contre un. C'était un samedi.

On avait compté sans Napolitan

Exactement dix jours avant l'élection, Napolitan fit projeter sur les écrans des trois réseaux de télévision de l'Alaska, à la même heure de pointe de 10 hres le dimanche soir, un film-documentaire sur le candidat Gravel qu'il avait fait produire au cours des mois précédents. Ce documentaire d'une durée d'une demie-heure, totalement axé sur la carrière et la personnalité du candidat Gravel, était rempli de séquences calculées pour soulever l'émotion du téléspectateur.

Le résultat fut dévastateur.

¹⁰⁸ Analyse Sommaire de la Rétroaction Téléphonique Reçue à Radio-Québec, lors de la Première Semaine de Télédiffusion des Débats de l'Assemblée nationale, Radio-Québec, novembre 1978.

¹⁰⁹ Joseph Napolitan, *The Election Game and How to Win It*, Doubleday & Company, Inc, New-York, 1972.

Un sondage entrepris le lendemain matin montrait une avance de Gravel sur son adversaire de 55-45. *Le* seul événement politique à se produire entre le sondage du samedi avec une lecture de deux contre un, en faveur de l'adversaire, et le dernier pris le lundi, avait été le film du dimanche soir...

Gravel gagna l'élection...

Un politicien qui ignore l'extraordinaire pouvoir de la télévision en sera tôt ou tard la victime.

- « Il faut hurler avec les loups », dit le dicton

En politique, on ne combat pas les appels émotifs par des appels à la raison. Il faut plutôt combattre l'émotion avec l'émotion, tout comme « on combat le feu avec le feu. »

Il faut revenir à la campagne référendaire de 1980 pour retrouver un exemple semblable de l'utilisation systématique de la télévision à des fins partisans.

La loi 92 sur la Consultation populaire comportait des dispositions sévères de manière à assurer une égalité des moyens entre les partisans des diverses options. Les dépenses admissibles dans la campagne référendaire y étaient réglementées jusqu'au remboursement inéligible du repas d'une personne impliquée dans un des camps.

On n'avait pas prévu cependant l'usage qu'un parti majoritaire pouvait faire de la présence de la télévision à l'Assemblée nationale ! Le parti gouvernemental contrôlait la marche des travaux à l'Assemblée mais surtout, disposait de près du double de temps d'antenne de par le nombre de ses députés.

En théorie, cette disproportion dans le temps d'accès aux ondes eut pu ne guère porter à conséquence puisque le règlement des débats à l'Assemblée nationale prescrivait que les interventions devaient exclusivement porter sur le texte et le libellé de la question soumise et non pas sur le fond. Et dans les débats de ce genre, les interventions du côté gouvernemental et de l'Opposition sont à peu près de même importance et sont avant tout techniques.

Tel ne fut point le cas en mars '80.

Les stratégies gouvernementales avaient monté toute une stratégie pour tirer profit au maximum des centaines de milliers de dollars de publicité télévisée gratuite qui s'offrait à eux. Et qui plus est, le débat ne serait pas orienté sur le libellé et la recevabilité de la question mais plutôt sur l'argumentation référendaire elle-même.

L'esprit de la loi référendaire serait violé, mais qu'importe, « à la guerre comme à la guerre ! »

Pendant trois semaines, les téléspectateurs seront soumis à un barrage inégalé d'interventions nombreuses et émotives sur les enjeux du référendum.

Ce que l'on vit à l'Assemblée nationale fut la démonstration télévisée du fonctionnement d'une machine partisane qui fonctionne en tant que machine.

Et, en même temps, jamais pourrons-nous avoir une meilleure démonstration de ce qu'est véritablement un député d'arrière-banc, c'est-à-dire une machine à voter et à applaudir.

C'était un scénario bien monté.

Sous le bâton d'un chef d'orchestre, tout avait été prévu jusque dans les moindres détails pour profiter au maximum des Innombrables heures de temps d'antenne gratuit. Une équipe de fonctionnaires politiques avait travaillé pendant plusieurs semaines à développer la thématique qui serait projetée pendant trois semaines sur les écrans. Chaque intervention devait d'abord faire l'exaltation de la confiance des Québécois en eux-mêmes. Par après, il fallait passer à une dénonciation des politiques fédérales en fournissant deux ou trois exemples pertinents. Il s'agissait ensuite de passer à une apologétique de la souveraineté-association, présentée comme le remède hors-pair de tous les maux dont souffrent les Québécois depuis fort longtemps. *Le* tout finissait sur une péroraison, soit pour démontrer que le fédéralisme renouvelé équivalait au statu quo, soit pour attaquer les propositions constitutionnelles du parti libéral du Québec.

Chaque texte était révisé au bureau du leader parlementaire gouvernemental, Claude Charron, qui agissait à la fois comme inquisiteur et comme chronométréur de l'opération. Chacun entraînait en scène au moment choisi avec le texte qui convenait à la thématique du moment.

Au cours de la première semaine, toutes les interventions portaient sur l'économie ; la semaine suivante, sur le culturel et le social ; et la dernière semaine sur la politique comme telle.

La mise en scène allait jusqu'à former des attroupements « spontanés » autour de chaque orateur, à la fin de son intervention, afin de projeter à la télévision l'image sportive et enthousiaste d'un joueur qui venait de porter un bon coup. Des dizaines et des dizaines de fois, le téléspectateur verra sur l'image réduite de l'écran une demie douzaine de députés encercler un intervenant pour le congratuler pour son « exploit. » Plus souvent qu'autrement, il lisait un texte préparé d'avance par l'équipe technique affectée à cette fin, mais qu'importe, le député passera pour une vedette dans son patelin !

Tout était conçu en fonction des caméras.

C'était le spectacle de la politique à son meilleur, ou dans ce qu'il a de plus déprimant.

Décidément, on était loin d'une Assemblée nationale où des hommes et des femmes libres sont sensés débattre au mérite les questions d'intérêt national ! Pas la moindre divergence ne venait troubler l'unanimité

Un observateur averti dira :

- « La discussion de la question... ne sert que de fond de scène, de décor nébuleux dans cette étrange pièce de théâtre qui se joue à Québec depuis mardi. Tragi-comédie, télé-théâtre, opéra, procès, mélodrame, ce débat est tout ce qu'on veut, sauf ce qu'il est sensé être. » ¹¹⁰

Selon la théorie de l'information-instantanée de Marshall McLuhan, tous se sentent profondément impliqués par ce que les media électroniques véhiculent. Or, ce sont les gestes politiques et les personnalités politiques qui monopolisent le plus le contenu de l'information ainsi véhiculée. Constatez que pendant un bulletin de nouvelles télévisées d'une demie heure, au moins la moitié, quand ce n'est pas la totalité, porte sur les actions de tel ou tel gouvernement ou de tel ou tel personnage politique. Il faut se dire que le politicien a souvent organisé toute sa journée de manière à « passer » aux nouvelles télévisées de 18 hres.

Le politicien moderne appartient plus que jamais au subconscient des gens. Il ne fait pas qu'exister. Il est omniprésent.

Les personnes intéressées par ce jeu politique seront, par définition, celles qui se sentent à l'aise dans cette campagne électorale permanente. La qualité principale, et parfois unique, de certains politiques est de pouvoir serrer des mains et donner des conférences de presse. Ce sont des « plaiseurs de foules » qui réussiraient sans doute dans la vente de pâte dentifrice ou de voitures d'occasion. Pour être politicien, il faut avoir l'âme d'un vendeur de voitures d'occasion.

Le désavantage c'est que ceux qui gouvernent ou qui donnent l'impression de gouverner, s'usent plus rapidement au pouvoir. L'amoncellement d'informations semble raccourcir le temps. La politique devient alors une sorte d'horloge qui accélère son temps avec l'abondance des interventions et des apparitions politiques.

¹¹⁰ Gilles Lesage, La question s'est perdue dans la brume, *Le Soleil*, 8 mars 1980.

Mais la politique attire l'attention pour d'autres raisons. Il y a tellement de gens qui vivent directement et indirectement de l'État que bien rares sont ceux qui peuvent s'en désintéresser, même s'ils le souhaitaient.

La politique, en fait, est beaucoup plus une lutte d'intérêts divers et souvent divergents, et beaucoup moins une lutte d'idées.

La lutte d'idées, c'est le long terme.

La lutte d'intérêts, c'est maintenant c'est aujourd'hui ; c'est demain. C'est une subvention. C'est une toi qui enrichit un groupe d'individus. Ce sont des nominations de juges pour les avocats en politique...

C'est pourquoi, une forte proportion de ceux qui s'intéressent de près à la politique espèrent en tirer des avantages personnels ou professionnels. En juillet '80, par exemple, lors de la convention du parti démocrate aux États-Unis, des journalistes compilèrent que 40.3% des délégués tiraient leur emploi et leurs revenus directement du Gouvernement.¹¹¹ Dans l'ensemble de la population américaine, seulement 7% de la force ouvrière travaille pour les gouvernements à tous les niveaux !

Certains partis politiques deviennent donc de plus en plus des émanations du gouvernement lui-même. Ils sont des ex-croissances de la bureaucratie.

Une compilation de la députation du Parti québécois élue en 1976 indique que 66% des députés tiraient leur emploi et leurs revenus des secteurs publics et parapublic. Et fait intéressant, 40% originait des structures syndicales. Il ne s'y retrouvait de plus, aucun anglophone et aucun homme d'affaires !

Dans ce jeu des intérêts, la presse écrite n'est pas complètement déclassée par la presse électronique.

Il faut avoir soi-même été source de nouvelles pour comprendre le rôle de la presse écrite dans le processus politique.

La tendance naturelle de la plupart d'entre nous est d'accorder une certaine crédibilité à tout ce qui est imprimé dans un journal. Premièrement, rares sont les reportages qui attirent notre attention à 100% et qui nous concernent directement. Deuxièmement, le voudrions-nous que nous ne pourrions vérifier nous-mêmes la véracité de ce qui nous est rapporté.

¹¹¹ Delegates from Big Brother, *Time Magazine*, 1 septembre 1980. Le chiffre de 40.3% ne tenait pas compte des autres délégués oeuvrant dans le secteur privé mais dont les revenus venaient du gouvernement.

En vérité, tandis que les media électroniques transmettent une réalité, même tronquée, les journaux, eux, fabriquent un produit à partir de la réalité. Pour les propriétaires de journaux, le contenu du journal est secondaire ; les articles et les reportages n'ont qu'un but : remplir l'espace entre les annonces et tenir le lecteur Intéressé.

Le danger est grand alors que le besoin de publier et de produire aboutissent à une sorte d'intoxication du public, que l'on bombarde de nouvelles superficielles et banales quand elles ne sont pas tout simplement superflues ou fabriquées de toutes pièces.

Le journalisme politique fait partie intégrante de la lutte politique. Dans ce domaine, il y a trois catégories de journalistes.

Il y a les *professionnels* qui allient solide formation et honnêteté intellectuelle et qui ne conçoivent pas le commentaire, le reportage ou l'éditorial comme un instrument de destruction mais comme un moyen d'informer et d'éclairer le lecteur. Ils sont autonomes et nullement au service d'une idéologie ou d'un parti politique. Ce n'est malheureusement guère plus qu'une minorité. Certains, tels Lysiane Gagnon (*La Presse*), Gilles Lesage (*Le Soleil*) et Michel Roy (*Le Devoir*) forment presque une catégorie à part.

Il y a ensuite les *idéologues*, c'est-à-dire ceux pour qui l'événement ou le personnage est un prétexte pour attaquer l'adversaire et louer l'allié dans le « bon combat. » Ils publieront n'importe laquelle rumeur, canard, procès d'intention, innuendo et au besoin en fabriqueront eux-mêmes, sans égard pour la vérité et la justice.

Pas question de vérifier une information à sa source avant de la présenter comme telle ou d'entreprendre soi-même une enquête ou une recherche. Ceci exigerait de l'effort et la fiction se prête tellement plus facilement que la réalité à la manipulation quand il s'agit de faire avancer une idéologie ou une thèse. Le sectarisme manichéen remplace alors la recherche de la vérité.

Il y a finalement les *potiniers* qui sont au service de ceux qui les alimentent en faits scabreux, en promesses de carrières ou... en bons repas. Ils ont tendance à se chauffer aux feux du pouvoir et se distinguent par une propension à être hostiles aux personnages publics qui ne peuvent ou ne veulent les entretenir. Ils font le plus vieux métier du monde.

Lorsqu'on a fait de la politique, il est impossible de lire les journaux avec la même confiance naïve qui caractérise le lecteur moyen. Tel article coiffé d'un titre sensationnel soulève la suspicion. Et si, de plus, parmi la dizaine de photos d'une personne, on en a choisi une qui lui donne un air idiot, il faut se dire alors que

l'article est une oeuvre de destruction et non d'information. La moitié de l'article sera une fausseté et l'autre une fabrication.

Bien des hommes publics, après quelques temps, en viennent à détester une presse écrite qui ne fait que rapporter des ragots malveillants et des faussetés à leur sujet. Certains, tels le maire de Montréal Jean Drapeau et le Premier ministre du Canada Pierre Trudeau, ulcérés, en viennent à éviter systématiquement les journalistes. Ce n'est pas le cas de René Lévesque, ancien journaliste lui-même, qui bénéficie d'un préjugé favorable de la presse écrite ou électronique, et pour qui, une certaine presse a servi depuis le début, de cinquième colonne à son mouvement politique.

Certains journalistes sont à ce sujet tellement prévisibles dans leurs façons d'aborder et de traiter un sujet qu'ils font figure de tête-de-ponts d'un ou l'autre des partis politiques. Pour la plupart, c'est plus qu'un penchant idéologique ; c'est une nette association d'intérêts.

Les journalistes font partie intégralement du système politique : ils sont, en réalité, les prolongements des partis politiques dans la partie la plus névralgique de l'action politique, soit le conditionnement de la population à accepter « l'image » et le « message » que le parti favori véhicule.

Ce sont, en effet, les journalistes qui interprètent les événements politiques et qui « créent » ou « déforment » la réalité politique que perçoit la population. Ce sont eux qui filtrent ce qui devient une nouvelle ou ce qui est passé sous silence. Ce sont eux qui par leurs commentaires, leurs louanges ou leurs dénigrements donnent le ton et créent l'image des personnes et des événements.

Ainsi la calomnie, le salissage prémédité, les attaques « ad hominem » à la réputation, la diffamation de caractère et les procès d'intention sont des armes dont certains journalistes n'hésitent pas à se servir pour faire avancer la cause qu'ils défendent. Sous ce rapport, ces derniers sont davantage polémistes qu'agents d'information.

La réalité politique, c'est en définitive la réalité des journalistes. Elle relève beaucoup plus des préjugés, des intérêts et des convictions politiques des marchands de l'information, que de la réalité des choses et de la vérité.

* * *

Dans notre monde d'empires bureaucratiques, la presse devrait privilégier le journalisme d'investigation afin de renseigner le public sur les faits qui se dissimulent derrière la propagande officielle et le mystère dont aiment s'envelopper les administrations. La vraie vocation du journalisme consiste à libérer par l'information.

Le besoin de faire vite et l'emprise de plus en plus grande de l'information-spectacle font que la recherche de l'information pour l'information se fait de plus en plus rare.

Obligée de concurrencer les media électroniques pour qui l'information fait partie de l'industrie du loisir, la presse écrite délaisse de plus en plus l'information factuelle et privilégie l'analyse et le commentaire.

L'électeur qui recherche l'information se heurte par conséquent à l'opinion et au préjugé.

De là, la tendance de plus en plus répandue chez les politiciens de vouloir s'affranchir de l'intermédiaire du journaliste en se dotant de mécanismes étatiques bien financés à même les deniers publics afin de s'adresser directement à la population. Toute biaisée qu'elle soit, cependant, l'information commentée du journaliste vaut 100 fois mieux que l'information-propagande de l'État. L'une est diversifiée et contestable tandis que l'autre est monolithique et autrement plus dangereuse.

* * *

La connaissance, c'est la liberté. Et un pays où la presse est amorphe, idéologique ou entretenue est un pays où la liberté est menacée.

Une enquête révélatrice trace le profil du journalisme québécois.

Ainsi, les deux tiers des journalistes québécois sont indépendantistes ; 20 pour cent seulement se déclarent fédéralistes. ¹¹²

Les trois quarts sont d'allégeance péquiste au Québec, tandis que seulement 14 pour cent se déclarent libéraux. Au niveau fédéral, leur préférence va, en ordre décroissant, à l'abstention (34%), au Nouveau parti démocratique (28%), aux Conservateurs (17%) et aux Libéraux (11%).

Les journalistes québécois sont-ils objectifs ?

Presqu'un nombre égal pense que non (43%).... que oui (47%). C'est au journal *Le Devoir* qu'on se juge moins objectif et au journal *La Presse* qu'on se dit le plus « gauchiste » !

¹¹² Pierre Godin, Qui vous informe, une enquête, *L'Actualité*, mai 1979.

Le cinquième pouvoir est donc le pouvoir d'une minorité. Il est loin de refléter l'orientation politique des Québécois, lesquels votent libéral au fédéral à 70 pour cent, et à 60 pour cent contre une version diluée de la souveraineté-association.

L'homme politique qui veut plaire en même temps aux journalistes et aux citoyens doit, de toute évidence, se livrer à d'impressionnantes contorsions intellectuelles !

En étant populaire avec l'un ou l'autre des deux camps, il risque de mécontenter l'un d'entre eux,... à moins de

195

dire aux gens ce qu'ils veulent entendre et,... de faire ce que les journalistes souhaitent voir réaliser !

Doit-on attribuer à cette contrainte politique la prolifération sans précédent de mots à double sens au cours de la campagne référendaire du printemps 1980 ?

* * *

Deuxième partie

Le monde de l'économie

[Retour à la table des matières](#)

Deuxième partie : le monde de l'économie

Chapitre 15

Le marché commun canadien

« Le Canada constitue un triomphe de la Politique sur l'Économique. »

John A. MacDonald

[Retour à la table des matières](#)

La perception du Canada en tant que marché commun ne date guère, même si la réalité, elle, est très vieille. En 1970, un des chapitres d'un volume que je publiais portait le titre : « Le Québec dans le marché commun canadien. »¹¹³ Sauf erreur, c'était la première fois que l'on se référait explicitement au Canada en tant que « marché commun ». - Au lieu de percevoir avant tout le Canada sous son angle culturel ou politique, en tant que « mosaïque » ou « diaspora », l'accent était plutôt mis sur la dynamique économique qui lie chacune des régions au reste.

En réalité, bien sûr, le Canada est beaucoup plus qu'un simple marché commun. C'est de plus une union monétaire et, surtout, un système politique fédéral.

Mais puisque la majorité des politiciens croient comme le Roi Canut qui se faisait fort d'arrêter la marée, qu'il est en leur pouvoir de suspendre les lois éco-

¹¹³ Rodrigue Tremblay, *Indépendance et marché commun Québec/États-Unis*, Les Éditions du Jour, Montréal, 1970.

nomiques et d'endiguer les forces économiques, il n'est pas inutile d'avoir une idée des situations et des pesanteurs qui favorisent ou défavorisent les habitants d'une région.

En tant que marché commun, le Canada est une surface économique où les individus jouissent de la liberté de se déplacer, où les capitaux sont libres de circuler et où règne la liberté d'établissement pour les entreprises.

En tant qu'union monétaire, le Canada devient une économie intégrée où s'applique la loi du prix unique, pour les biens et les services, laquelle n'est modifiée que par les coûts de transport et la fiscalité des gouvernements locaux.

En tant qu'union fédérale, le Canada représente une unité politique à l'intérieur de laquelle peuvent se produire des redistributions de revenus et de richesses entre les individus et entre les régions.

En plus de favoriser la stabilité politique, sans laquelle toute activité économique devient doublement risquée, les grands ensembles favorisent l'industrialisation, le progrès technologique, la production de masse et une plus grande productivité. Et le niveau de vie des citoyens dépend en dernière analyse, de la plus ou moins forte productivité de l'ensemble de l'économie. De là l'intérêt pour les populations d'appartenir à des pays industrialisés qui ont accès à des ressources abondantes et diversifiées. Ce sont ces pays qui reçoivent invariablement les vagues d'immigration.

La loi du prix unique dans un grand ensemble économique, et l'absence de frontières entre les régions, imposent cependant des contraintes. La concurrence sur les marchés oblige les entreprises à produire au meilleur coût. Avec la faculté cependant qu'ont les travailleurs de se déplacer d'une région à l'autre, les salaires ont tendance à se rapprocher d'une région à l'autre. De même, les gouvernements locaux ne peuvent imposer un fardeau fiscal à leurs citoyens et à leurs entreprises sous peine de voir périlcliter les dernières et émigrer les premiers.

En d'autres termes, la prospérité économique d'une région dépend des avantages économiques absolus qu'elle détient au chapitre des coûts de production, soit à cause de la productivité des investissements qui s'y sont produits, soit à cause d'un accès à des ressources moins coûteuses qu'ailleurs. C'est pourquoi, les régions où les coûts de production sont élevés et où les taxes et les impôts sont élevés connaissent des taux de chômage supérieurs et des taux de croissance économique inférieurs. Ce sont des régions qui vivent au-dessus de leurs moyens.

Les politiciens aiment bien jouer sur la monnaie quand ils le peuvent, car alors, ils peuvent défaire ce qu'ils ont promis au chapitre des hausses de salaires et de revenus.

Ainsi, quand un gouvernement dévalue la monnaie du pays par rapport aux autres monnaies, il se trouve en se faisant à décréter d'un trait de plume, une baisse des coûts de production, et par le fait même, une baisse des revenus et du niveau de vie. La demande pour les importations s'en trouve réduite et les exportations facilitées.

Plus l'économie est petite, par contre, plus il faut néanmoins importer, que ce soit du pétrole, des automobiles, des fruits tropicaux... etc., de sorte que les dévaluations monétaires dans les petites économies s'accompagnent de fortes pressions inflationnistes. Le chômage persiste et l'inflation existe en surcroît.

C'est la fuite en avant à laquelle ont recours les politiciens de plus d'une république de bananes !

* * *

À l'intérieur du marché commun canadien, le Québec fait face à des problèmes économiques importants. Ces problèmes dépendent moins du marché commun canadien que de la situation objective d'une économie dont la base économique est affaiblie par le déplacement de l'activité économique vers l'Ouest, par le vieillissement de ses industries, et par le fardeau de plus en plus lourd d'un gouvernement coûteux.

Il n'y a pas de solutions faciles à ce dilemme. La première condition à toute solution consiste cependant à reconnaître le problème. Mais parce qu'il faudrait être franc envers la population et exiger des sacrifices, les politiciens préfèrent camoufler le problème et continuer leurs danses au bord du précipice. Ils sont eux-mêmes une des principales causes du problème ! C'est beaucoup leur demander de faire partie plutôt de la solution !

Quand les économies sont écrasées par le coût de l'énergie, le Québec participe à l'hémorragie car c'est pour \$7.3 milliards qu'il lui faut importer en pétrole chaque année (1980). Le Gouvernement fédéral, le reste du Canada et l'Alberta en particulier assument présentement plus de la moitié de cette facture, mais l'épée de Damoclès n'en est pas moins très clairement suspendue !

Dans la seule région de Montréal, 400 entreprises et 80,000 emplois dépendent directement et indirectement de l'industrie pétrochimique, donc, du pétrole. C'est, depuis la pénurie décrétée par l'OPEP, tout un secteur industriel québécois menacé. Il vient s'ajouter aux autres secteurs industriels menacés par la baisse de productivité, les hauts salaires et la concurrence des pays du Tiers Monde.

Il est ironique que pour des raisons d'idéologie constitutionnelle, le gouvernement Lévesque appuie le gouvernement de l'Alberta et combatte le gouverne-

ment fédéral, lorsque ce dernier souhaite dissocier le prix du baril de pétrole à Montréal du prix international artificiellement décrété par le cartel de l'OPEP.

Au Québec, c'est vraiment l'ère du triomphe de la politique sur l'économie ! Du moins, jusqu'à ce que la population porte elle-même jugement sur la question ! Car la population n'a que faire des idéologies de politiciens quand c'est elle qui doit en faire les frais.

Une certaine mystification politique facile et politiquement intéressée consiste à présenter l'énergie électrique du Québec comme la panacée universelle à ses maux économiques. C'est là une dangereuse simplification.

Le Québec a la bonne fortune de compter des rivières et des barrages qui génèrent une énergie moins coûteuse qu'ailleurs et à partir d'une ressource renouvelable, l'eau. Ce n'est pas là cependant une panacée.

Primo, cette énergie est déjà utilisée et ne compte, au maximum, que pour 3096 des besoins énergétiques du Québec ;

Secundo, les nouvelles productions d'énergie électrique à partir des rivières très éloignées du Nouveau Québec coûteront très cher et nécessiteront des emprunts à l'étranger très considérables ;

Tertio, l'électricité ne peut remplacer le pétrole pour une foule d'utilisations. C'est notamment le cas de l'industrie pétrochimique qui utilise le pétrole comme matière première.

Quatro, le gaz naturel dont regorgent le Grand Nord canadien et l'Ouest canadien exige des investissements de 6 à 10 fois moins volumineux pour générer la même énergie que les centrales hydro-électriques. À bien des égards, le gaz naturel sera plus intéressant pour le Québec qu'une énergie électrique produite à partir d'endroits de plus en plus éloignés.

Les experts sont bien conscients du problème.

Le directeur de la planification générale d'Hydro-Québec exprimait ses craintes de la façon suivante :

- « Le Québécois moyen a une vision dangereusement optimiste de sa situation énergétique collective : il n'a jamais manqué de pétrole pour vrai ; il achète encore son essence à un prix bien inférieur au tarif mondial et il se croit, bien à tort, assis sur un inépuisable surplus d'énergie hydro-électrique. » ¹¹⁴

¹¹⁴ *Le Devoir*, L'Hydro-Québec s'inquiète de la vision « dangereusement optimiste » des Québécois, 12 février 1980.

Tout au plus le Québec pourrait donc pendant quelques années se servir de l'avantage comparé dont il jouit au chapitre hydro-électrique pour ses surplus saisonniers afin d'enrayer quelque peu le déplacement industriel vers l'Ouest. L'industrie de l'aluminium et des métaux en général utilise par exemple, beaucoup d'énergie. L'énergie électrique pourrait alors servir d'attraction économique pour des entreprises de transformation, à condition bien entendu que d'autres facteurs, au plan de la fiscalité, de la réglementation gouvernementale et des relations de travail, ne viennent neutraliser l'avantage temporaire que détient le Québec au chapitre des coûts hydroélectriques.

En effet, le plus dangereux concurrent du Québec dans les industries qui exportent de l'énergie électrique « transformée » est l'Australie. Depuis quelques années, tous les grands producteurs mondiaux d'aluminium s'y sont implantés.

Pour deux raisons.

La première tient aux grands gisements de bauxite dont dispose ce pays. Le Québec importe pour sa part sa matière première de la Jamaïque, de la Guinée ou de la Guyane.

La deuxième tient à la capacité de l'Australie de produire de l'électricité à partir de ses énormes gisements de charbon à un coût trois fois inférieur à l'hydro-électricité québécois, soit à 0.5 cents le kilowatt-heure contre 1.5. ¹¹⁵

On ne peut consommer une rente deux fois et celle que retire le Québec de son énergie électrique est en grande partie déjà perçue.

Il faudra recourir à d'autre chose pour ralentir ou enrayer le déclin relatif du Québec à l'intérieur de la Confédération canadienne.

Les mouvements de population illustrent bien ce qui se passe au Canada depuis une décennie. Ainsi, de 1970 à 1979, l'Alberta a vu sa population augmenter de 26% et la Colombie-Britannique de 21%, tandis que l'Ontario se contentait d'une hausse de 13% et le Québec de seulement 5% en dix ans !

Et la finance suit l'activité économique.

Les banques à charte canadiennes ont transféré leurs actifs vers l'Ouest dans des proportions spectaculaires : la part du Québec est tombée de 19%, de 1974 à 1979, celle de l'Ontario de 8,6%, alors que celle de l'Alberta faisait un bon de 37,8%.

¹¹⁵ En 1979, une tonne de bauxite valait \$15., l'alumine \$230. tandis que la tonne d'aluminium valait \$1,300. - De là l'intérêt de transformer la matière première avec une énergie électrique bon marché.

Face à ces développements, l'économie du Québec apparaît comme une économie vieillie et ankylosée qui éprouvera de plus en plus de difficultés à surmonter ses problèmes économiques. Les gouvernements peuvent s'endetter de plus en plus, mais le problème ne pourra indéfiniment être repoussé vers les générations futures.

Dans ce contexte, l'asphyxie de Montréal, en tant que métropole économique et financière est pathétique.

* * *

En 1850, la capitale financière du Canada était Halifax. Au cours de la première partie du vingtième siècle, Montréal devint la métropole financière du Canada. À partir des années '50, cependant, Toronto déplaça graduellement

Montréal pour devenir de loin le principal centre financier canadien. ¹¹⁶

Depuis une vingtaine d'années, les sièges sociaux et les entreprises fuient Montréal au profit de Toronto et de Calgary, comme les individus fuient les villes au profit des banlieues. Pour toutes sortes de raisons, les entreprises trouvent plus rentables d'être ailleurs qu'au Québec.

Contrairement à une perception superficielle, ce mouvement est loin d'avoir pris naissance en novembre '76. Le rapport du nombre de sièges sociaux à Montréal sur ceux de Toronto a fondu de moitié par exemple, de 1952 à 1972, passant de 1,20 à 0,64. ¹¹⁷

La raison principale de ces déplacements est économique. Elle relève avant tout du courant général des affaires qui suit l'expansion des activités dans l'Ouest du pays et de la difficulté pour une région périphérique comme le Québec de se trouver une vocation économique nord-américaine.

Depuis 1976, cependant, une raison politique est venue se greffer aux raisons économiques avec l'avènement du sectarisme linguistique et l'hostilité gouvernementale presque officielle contre le monde des affaires et des investisseurs en général. À cette hostilité vint s'ajouter l'absence de contre-politiques cohérentes pour revitaliser l'économie montréalaise.

¹¹⁶ C.P. Kindleberger, *The Formation of Financial Centers : A Study in Comparative Economic History*, Princeton, N.J., Princeton Studies in International Finance, no 36, 1974

¹¹⁷ Voir André Ryba, « L'intermédiation financière au Québec : Les Institutions et les Marchés », dans Rodrigue Tremblay (éd), *L'Économie Québécoise*, Les Presses de l'Université du Québec, Montréal, 1976.

En effet, au lieu de travailler à enrayer le phénomène et à le renverser, l'idéologie dominante au gouvernement poussait plutôt à l'encourager. Tout ce qui pouvait aliéner le monde des affaires cadrerait bien avec cette idéologie. Avec la conséquence que Montréal connut de 1976 à 1980 le pire déclin de son histoire.

Après le gaspillage des ressources dans un projet de prestige, soit les Jeux Olympiques de 1976, on poussa le masochisme politique au Québec jusqu'à bloquer, non seulement la construction commerciale et industrielle, mais même la construction publique. Montréal devait, en quelque sorte, être punie pour ses extravagances passées. Plus d'autoroutes, plus d'édifices publics, plus d'hôpitaux, plus d'écoles.

Le seul édifice gouvernemental prévu fut un Centre des Congrès. Quatre ans après la décision, la construction n'avait pas encore commencé ! Quelle ineptie et quel contraste avec l'entreprise privée ! À St-Eustache, en banlieue de Montréal, la Cie General Motors prit un total de neuf mois en 1978 pour construire une usine et débiter la construction d'autobus !

Mais c'est le départ de nombreux sièges sociaux et l'absence d'objectifs économiques clairs et cohérents au niveau du gouvernement québécois qui forcèrent Montréal à végéter.

Montréal devait-il devenir une métropole régionale ou conserver son rôle continental et international ? Là était la question. Personne n'osa répondre clairement à cette question quoique tous les gestes du gouvernement témoignaient de son indifférence.

Avec la conséquence que non seulement, il ne se créa aucun emploi à Montréal de 1976 à 1978, mais qu'il s'en perdit 18,000 (1,212,000 emplois en 1976 contre 1, 194,000 en 1978).

Selon l'économiste Fernand Martin, ce n'est plus Montréal qui sert de moteur au reste du Québec mais l'inverse : « Montréal devient une femme entretenue que le gouvernement du Québec laisse tomber. »¹¹⁸ Montréal mourait à petit feu. Pourquoi ? Parce qu'entre la vocation internationale traditionnelle de Montréal et ses propres besoins d'appuyer sur l'identité québécoise, le gouvernement péquiste donnait l'impression d'avoir sciemment choisi de sacrifier Montréal et de la vouer à un simple rôle régional.

Les torts engendrés par cet abandon sont très lourds et peut-être irréparables.

¹¹⁸ Jean Poulain, « Comment Toronto a supplanté Montréal », *La Presse*, 27 juin 1979.

Voir aussi, Fernand Martin, *Montréal : Les forces économiques en jeu*, Institut C.D. Howe, 1979.

Dans le passé, Montréal a bénéficié de sa situation géographique et de l'importance du transport maritime pour attirer nombre de sièges sociaux d'entreprises et de sociétés financières, même si leurs activités dépassaient de beaucoup les frontières du Québec. C'est le cas, par exemple, de la Banque Royale dont seulement 10% de ses activités se déroulent au Québec et de la société Alcan dont moins du quart de ses employés se retrouvent au Québec.

Le développement de l'informatique et celui du transport aérien ont cependant enlevé à Montréal les avantages que lui conférait la géographie. Les distances ayant été à toutes fins pratiques abolies, les sièges sociaux s'implantent aujourd'hui là où l'environnement est le plus propice et le plus accueillant.

Montréal peut encore remplir une fonction de plaque tournante entre l'Europe et l'Amérique du Nord pour toutes ces entreprises trans-nationales pour qui le marché nord-américain est d'un grand attrait et une voie d'expansion. Cette vocation ne viendra pas d'elle-même et seule une politique clairement définie en ce sens et de nombreux efforts pourraient renverser la tendance au déclin de Montréal.

Si un coup de barre énergétique n'est point donné, c'est tout le développement économique futur du Québec qui est en cause. Les débouchés pour les diplômés québécois se rétréciront avec la pénurie d'emplois dans ce que les économistes appellent le « tertiaire supérieur », c'est-à-dire dans toutes ces techniques avancées qui ne se développent que dans les grandes métropoles à vocation nationale et internationale.

Les causes économiques du déclin de Montréal vont sans contredit exiger une redéfinition en profondeur de la vocation de Montréal, probablement vers un rôle davantage nord-américain et international qu'uniquement canadien.

Les causes politiques sont plus faciles à surmonter en autant qu'elles tiennent à un climat que l'on juge malsain pour les affaires.

En effet, il est plus facile de changer de gouvernement que de remédier à une carence de ressources pétrolifères !

Selon le président de la société mère du Trust Royal M. Kenneth White, « le climat politique a donné le coup de pouce décisif à certaines compagnies qui songeaient déjà à partir pour des raisons économiques. »

En tant que ministre de l'Industrie et du Commerce, je percevais clairement cette interaction entre les facteurs économiques et les facteurs politiques responsables des difficultés de Montréal. L'idée que j'émis publiquement de faire de Mirabel une zone franche visait justement à faire du transport aérien un nouveau facteur de développement économique pour Montréal. J'aurais aussi souhaité

qu'un quadrilatère franc de taxes soit réservé à Montréal pour accueillir les institutions financières internationales.

Il aurait fallu pour cela que le ministre des Finances cessât de jouer à la démagogie facile et de courtiser l'aile socialiste du Parti québécois en frappant les employés-cadres d'un impôt combiné (fédéral et provincial) qui était plus élevé que partout ailleurs au Canada et en Amérique du Nord, et en réimposant des droits de succession qui avaient été abolis en Ontario et au Québec après l'avènement de l'impôt sur les gains de capital. Les taux de taxation au Québec atteignaient 68% pour \$100,000, tandis que les droits de succession pouvaient atteindre 35% de l'héritage des enfants.

Ce ne sera pas la première fois qu'un gouvernement se méprenne sur la proverbiale « poule aux oeufs d'or ! »

La poule aux oeufs d'or n'était pas cependant forcée de rester passivement au Québec, et le ministre des Finances se retrouvera « gros Jean comme devant » avec des entrées fiscales diminuées. Qu'importe ! Les déficits seront passés aux générations futures ! Plutôt que de s'attaquer au problème, on préférerait faire appel à des « gimmicks », comme le programme de dégrèvement fiscal sur l'achat d'actions de compagnies québécoises, lequel ne pouvait bénéficier qu'aux rentiers déjà bien pourvus et non pas aux cadres des entreprises, sans pour autant encourager les investissements au Québec.

Je fis connaître mes sentiments au Premier ministre... Genstar, Combustion Engineering, Warnock Hersey, Sun Life, Canadian Pacific Investments, Cynamid, Dupont, CIL, Bristol Myers, Smith, Kline & French, Syntex... etc., n'attendront point cependant que le gouvernement Lévesque se dote d'une politique économique cohérente et déménageront leurs pénates. D'autres transféreront, à la cloche de bois sans faire de bruit, des pans entiers de l'activité propre de leur siège social, comme les ventes, l'informatique ou le marketing, sous le couvert de réformes administratives. Plusieurs anciens sièges sociaux à Montréal sont ainsi devenus de véritables « coquilles vides » avec tout au plus le statut de bureau régional. La substance et la réalité seront ailleurs.

Le président de la compagnie de téléphone Bell, M. A.J. de Grandpré résumera bien la situation :

- « S'il n'y a pas bientôt un effort marqué, d'une part pour corriger une situation, un climat et des attitudes nettement préjudiciables à la vie des sièges sociaux, et d'autre part pour compenser l'attraction que l'Ouest exerce présentement sur ces centres de décision, nous verrons le déplacement accéléré de services es-

sentiels hors d'un Montréal où, déjà aucun siège social important ne s'est implanté depuis un bon bout de temps, Nous n'aurons plus ici que des coquilles vides. » ¹¹⁹

Il est facile pour n'importe lequel enfant de piétiner une montre et d'en détraquer le mouvement. Il faut un expert cependant pour le remonter !

* * *

¹¹⁹ André Chenier, « L'opinion des hommes d'affaires », *La Presse*, 23 juin 1979.

Deuxième partie : le monde de l'économie

Chapitre 16

L'année de l'économie

« L'on a plus de peine, dans les partis, à vivre avec ceux qui en sont déjà qu'à agir contre ceux qui y sont opposés. »

Cardinal de Retz

[Retour à la table des matières](#)

Le 6 mars 1979, le Discours inaugural du Premier ministre laissait voir que le gouvernement ne ferait pas que parler de l'économie, mais allait passer aux actes.

L'année 1979 allait être l'année de l'économie !

Il était temps ! Même l'État-Père Noël le plus insouciant doit tôt ou tard se préoccuper du bien-être des gens autrement qu'en promesses et en artifices.

Même si les politiciens sont souvent de nouveaux clercs, ils n'ont pas la chance de reporter le paiement des indulgences dans l'au-delà ! C'est maintenant qu'il faut des emplois. C'est maintenant qu'il faut comprimer l'inflation qui appauvrit.

Catapulter le salaire minimum, pousser les prix des produits agricoles à la hausse et renforcer la main des syndicats permet sans doute de consolider des

appuis électoraux, mais cela ne crée pas d'emplois et n'améliore point le budget de la personne âgée qui vit d'un revenu fixe.

Le Québec est en retard au plan économique, non parce qu'il manque de politiciens à grande gueule, mais parce qu'il manque d'entrepreneurs et d'investisseurs.

On n'investit pas au Québec. On « place » l'argent.

C'est la mentalité du « bas de laine » qui trône, même jusque dans les officines des institutions financières dites « nationales ».

Un groupe de travail d'experts sur l'épargne constatera qu'en '77, la richesse moyenne nette des ménages québécois n'était guère plus que la moitié de la moyenne canadienne et que ce rapport allait en décroissant, étant passé de 70% à 55% de 1970 à 1977.

Une enquête menée en 1977 établit que les ménages québécois comparativement aux ménages canadiens sont moins riches, placent une plus grande part de leur avoir sous forme d'avoirs « liquides », comme les dépôts, détiennent moins d'actions, consacrent le plus grand de leur avoir à l'automobile, sont moins propriétaires de logement et celui-ci a une valeur marchande plus faible.¹²⁰

Les Québécois ont en effet tendance à privilégier l'épargne sous la forme de titres de créances aux dépens des titres de propriété et manifestent ainsi une forte aversion au risque. En période inflationniste, ce sont les titres de propriété qui s'apprécient tandis que les créances financières se détériorent, avec la conséquence que les transferts de richesses se font des « locataires » aux « propriétaires ».

Or, une part importante de l'élite québécoise a aussi une mentalité de locataire.

Région prétendument industrialisée, c'est néanmoins au Québec où, année après année, les investissements industriels et productifs sont les plus bas. Une économie qui ne se renouvelle pas, comme toute autre chose, vieillit. C'est un effet cumulatif qui conduit tôt ou tard à des problèmes économiques de taille et qui produit une base industrielle plus fortement remplie de « Canards boiteux » que d'IBM.

Si l'on veut avoir une idée de l'effort relatif que fait le Québec pour se doter d'équipements industriels, il suffit de comparer les investissements privés par habitants prévus pour 1980 au Québec et dans les autres provinces canadiennes : Le

¹²⁰ *Rapport du Groupe de travail sur l'épargne au Québec, « l'Épargne », Développement économique, Gouvernement du Québec, août 1980.*

Québec (\$1,169) est au niveau de l'Île du Prince-Édouard (\$1,167), dont la principale industrie est celle de la pomme de terre... ¹²¹

C'est un effort industriel relatif qui équivaut à 81% de l'effort de Terre-Neuve (\$1,439), 80% de celui du Manitoba, 65% de celui de l'Ontario, 48% de celui de la Saskatchewan et 19% de celui de l'Alberta.

En fait, avec 27% de la population canadienne, le Québec ne compte guère plus par année que pour 18 pour cent des investissements canadiens en usines, machines et outillages.

Depuis 1960, le Québec n'a jamais eu une part des investissements manufacturiers canadiens qui était équivalente au poids relatif de sa population. ¹²²

Depuis deux décennies, le Québec est dans une phase de désindustrialisation. C'est une économie malade.

Les gouvernements ont, pendant un certain temps, suppléé à cette pénurie d'investissements industriels en s'endettant et en lançant des programmes publics dans l'éducation, la santé, les routes et l'hydro-électrique.

Ainsi, le Québec a investi au-delà de \$50 milliards dans les secteurs de l'éducation et de la santé depuis 1960. De tels investissements ont sans doute empêché une stagnation économique majeure et un exode encore plus fort de sa population. Depuis 1970 jusqu'en 1980, en effet, plus de personnes ont quitté le Québec (769,720) qu'il n'en est entré (561,636). Les causes de cet exode net (-208,084) sont à la fois économiques et politiques. ¹²³

Mais il y a présentement saturation d'investissements sociaux au Québec : il se ferme plus d'écoles qu'il ne s'en construit ! Cette fuite en avant n'est plus possible et il est devenu évident que la croissance économique ne peut plus reposer artificiellement sur des politiques de redistribution ou sur des investissements sociaux.

La vraie dépendance du Québec est une dépendance économique et non pas politique.

Au Québec, les entreprises sous contrôle francophone ne sont responsables que de 21,5% de la fabrication, tandis que les entreprises québécoises sous contrôle anglophone assument 25,3% de la valeur de la production, les entreprises

¹²¹ Statistique Canada : Programme des dépenses en immobilisations, 1980.

¹²² Le rapport Québec/Canada des immobilisations par habitant pour les industries manufacturières va de 68.5% en 1970 à 99.2% en 1974. - En 1979, ce rapport était 84.9%.

¹²³ Statistique Canada, *Les migrations internationales et interprovinciales au Canada*, Cat. 91-208.

canadiennes autres que québécoises 13,6% et les entreprises étrangères, 39,6%. ¹²⁴

Ce sont les étrangers qui ont majoritairement développé le Québec.

Et, que doit faire un gouvernement qui n'est pas enivré de sa propre propagande, vous demanderiez-vous ? Il prend des mesures pour améliorer la situation, même si les résultats de telles mesures n'apparaîtront que beaucoup plus tard dans l'avenir.

- « Gouverner, c'est prévoir » et un gouvernement qui n'agit qu'en fonction d'échéances électorales est un parasite de la société plutôt qu'un instrument de progrès.

C'était du moins ma conviction, et je croyais faussement que d'autres dans ce gouvernement obnubilé par la hantise politique et constitutionnelle voyaient la réalité, ou du moins, la verraient si on la leur documentait.

Des régions beaucoup moins favorisées que le Québec, comme Puerto Rico et l'Irlande, se sont données avec succès des politiques de développement économiques efficaces.

Pourquoi ?

Parce qu'il y avait dans leur gouvernement quelques leaders qui voyaient plus loin que le bulletin de nouvelles télévisées de 18 hres et qui avaient mis en place les règles simples et éprouvées du développement économique.

Ainsi, le Gouverneur Munioz Marin lança dans les années cinquante, un programme de développement économique dans une île surpeuplée et dépourvue de ressources naturelles, qui permit ultimement de faire grimper le niveau de vie à Puerto Rico à un niveau cinq fois supérieur à celui des îles environnantes. La formule était simple : toute entreprise qui investissait à Puerto Rico bénéficiait d'un congé fiscal d'une durée de 10 ans, avec prolongations pour les entreprises qui exportaient leurs produits.

C'était l'opération « bootstrap » de Puerto Rico pour se sortir de la pauvreté.

L'Irlande, avec un des niveaux de vie les plus bas d'Europe, décida aussi de s'industrialiser et ouvrit ses portes aux investisseurs en accordant un congé fiscal

¹²⁴ Chiffres du Ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec pour l'année 1974.

- Au chapitre des exportations, une étude de Camine Nappi, *La Structure des exportations au Québec*, Institut C.D. Howe, 1978, indique que le groupe canadien-français n'est responsable que de 4,5% seulement des exportations totales de produits manufacturiers du Québec, le groupe canadien-anglais de 44,0% et le groupe d'entreprises étrangères de 51,5%.

d'une durée de 15 ans sur tout profit découlant d'une activité d'exportation de produits manufacturiers. L'aéroport de Shannon fut de plus converti en zone franche et devint un important pôle d'attraction des investissements. Pour de nombreuses entreprises, l'Irlande est devenue une porte d'entrée dans la Communauté Économique Européenne et est en voie de la sorte de quitter son statut d'économie malade.

Le Discours inaugural du 6 mars '79 n'allait pas aussi loin. Le Parti québécois n'aime pas les entreprises étrangères et il m'était difficile en tant que ministre de l'Industrie et du Commerce de faire un appel crédible à tout détenteur de technologie industrielle particulière de considérer le Québec comme une terre d'accueil. Le programme du Parti québécois, si appliqué intégralement, forcerait la Cie General Motors à congédier 5,000 travailleurs et à fermer ses deux usines au Québec car il y est prévu qu'aucune entreprise à propriété étrangère ne peut avoir une filiale à 100% au Québec. Aucune entreprise sous contrôle étranger ne pourrait, dans ce code futur des investissements rapatrier plus de la moitié de ses bénéfices après impôts réalisés au Québec.

Aussi bien claironner au reste du monde que le Québec est une trappe ouverte à tous ceux qui voudraient bien y investir capitaux et technologie ! Ils pourront peut-être entrer mais ils ne pourront sortir ! Et on osait parler d'Association économique !

À un journaliste du New York Times, j'avais déclaré en décembre 1976 qu'un tel programme n'avait manifestement pas été écrit par quelqu'un qui avait la moindre notion de la réalité économique et qu'il devrait en conséquence, être corrigé ! Un gouvernement responsable ne pourrait manifestement pas s'y référer en matières industrielles.

Tel était l'attention que recevait chaque membre du nouveau gouvernement cependant qu'un article enfoui dans les dernières pages du New York Times fut déterré par les journaux anglophones de Montréal et projeté en première page !

Dans le Discours inaugural de '79, le Premier ministre y annonçait fièrement que pour illustrer le « second souffle » de son gouvernement, ce dernier allait entre autres choses, mettre « bientôt en place de nouveaux mécanismes de financement pour les projets québécois d'investissement industriel et commercial. »

Il y ajoutait aussi qu'on proposerait « la mise sur pied d'un organisme exclusivement orienté vers la promotion de l'exportation pour nos petites et moyennes entreprises. »

Ce n'était pas un programme complet de développement industriel, mais au moins nous commençons à nous attaquer à la réindustrialisation du Québec.

Huit mois auparavant, en août '78, j'avais soumis au gouvernement une politique industrielle et commerciale pour les prochaines années, laquelle visait à :

1. « Une réduction de la vulnérabilité économique du Québec en renforçant sa base économique ;
2. un accroissement de la participation des Québécois aux mécanismes de décisions économiques ; et
3. une hausse du revenu réel québécois par habitant. En terme de sous-objectifs, cela signifiait, d'une part une baisse de chômage et d'autre part, une hausse de la productivité ».

C'était une politique qui n'originait pas des fonctionnaires, comme tels mais à laquelle j'avais consacré de nombreuses journées, voire des semaines entières, avec l'aide des experts des différents services du ministère et en puisant à même mon expérience d'économiste professionnel.

J'avais personnellement mis au point d'autres lois, telle celle établissant des fonds d'investissements pour les PME (loi 48) et celle élargissant le commerce des vins aux épiceries (loi 21), mais la « loi pour favoriser l'industrialisation et la commercialisation au Québec » s'attaquait directement aux causes de la vulnérabilité de l'économie québécoise et revêtait une ampleur proportionnelle.

Tous les prétextes et tous les procédés seront bons pour empêcher que cette politique industrielle et commerciale ne voit le jour.

Le ministre de l'Industrie pouvait jouer au pompier et rescaper des entreprises moribondes, mais élaborer une politique à long terme ! Que dirait le public ? Qu'il n'y avait pas de ministre d'état au développement économique !

Malgré les objections de son ministre d'état, le Premier ministre n'en avait pas moins inséré dans le Discours inaugural les deux principales mesures de la politique industrielle.¹²⁵ Et deux semaines plus tard, à Montebello les agents économiques s'étaient publiquement ralliés avec enthousiasme aux deux mesures.

Le président de la Banque Canadienne Nationale, Germain Perreault, allait même jusqu'à déclarer à cette occasion, devant les caméras, que sa banque était

¹²⁵ Dès le premier discours inaugural du 8 mars 1977, l'engagement avait été pris qu'il y aurait « une loi pour aider à l'expansion et à la réorganisation des entreprises proprement québécoises. » - Le discours inaugural du 21 février 1978 annonçait aussi qu'il y aurait « d'autres projets pour donner plus de vigueur à nos secteurs d'exportation ! »

Trois jours avant le discours inaugural du 6 mars '79, tous les projets de loi du ministre de l'Industrie avaient été retirés du discours, à la demande du ministre d'état au développement économique. Une Intervention de dernière heure de ma part les y réintroduisit.

prête à jouer un rôle majeur dans la mise sur pieds d'une « banque d'affaires » pour accélérer le développement industriel du Québec.

Pour une fois, le Gouvernement du Québec n'agira pas contre le monde des affaires mais collaborerait avec lui pour renforcer l'économie !

Le gouvernement fédéral, plus pragmatique en matières économiques, avait sollicité l'appui des investisseurs, y compris des institutions financières québécoises, lorsqu'il créa en 1971 la Corporation de développement du Canada (CDC). - Cette banque de développement, fort rentable, avait pour mission « d'aider à développer et à maintenir des corporations fortes contrôlées et dirigées par des Canadiens dans le secteur privé de l'économie. » ¹²⁶

Mais le rattrapage institutionnel est lent à s'accomplir au Québec !

Il est vrai que le Québec a longtemps considéré que l'économie, c'était l'affaire des autres. L'école agriculturiste, dont on reverra poindre la tête avec la notion d'autosuffisance agricole de certains péquistes, propageait dans le passé le slogan « l'agriculture pour les Canadiens français et l'industrie pour les Anglais ».

L'historien Maurice Séguin soulignera pour sa part que « les Canadiens français ne furent pas seulement parqués de fait dans l'agriculture ; leur esprit de même, subit une déformation analogue ; la conquête leur a légué une conception diminuée de la vie économique ».

L'historien Jean Hamelin parlera pour sa part d'une « mentalité d'épargnant de sorte que le coffret à la banque remplace le bas de laine ».

Aujourd'hui, avec les 12 milliards dollars du Mouvement Desjardins et les 13 milliards dollars de la Caisse de Dépôt et de Placement, l'idée mercantiliste de la richesse par les capitaux financiers plutôt que par les capitaux réels et productifs persiste.

Le bas de laine n'a fait que s'agrandir

Lorsque l'on veut vivre plutôt que de se faire vivre, on prend les moyens pour investir et pour produire.

Sinon, la poursuite de l'indépendance politique n'est rien d'autre qu'une diversion de politiciens pour s'éviter de s'attaquer aux vrais problèmes.

Les capitaux financiers sont importants au Québec.

¹²⁶ 19-20 Élisabeth II, chapitre 49, Loi Établissant la Corporation de développement du Canada, sanctionnée le 30 juin 1971.

Il y manque soit les grandes entreprises autochtones, soit les institutions de médiation financière pour les transformer en des moyens industriels et commerciaux concrets.

Mais comment expliquer cela à des politiciens dont l'horizon est aussi court que leur prochaine apparition à la télévision ?

L'économiste Édouard Montpetit avait déjà proposé, dans l'indifférence, en 1918 la création d'un ministère de l'Industrie au Québec et l'élaboration d'une politique industrielle de l'État.

Plus près de nous, un de mes prédécesseurs, André Rousseau, ministre de l'Industrie et du Commerce de 1960 à 1962, dans le gouvernement Lesage, au temps du « maître chez nous », avait voulu lui aussi créer une banque d'affaires québécoise.

- « Moi, dira-t-il, je voulais un pendant québécois, plus adapté à nos besoins, à la Banque d'expansion industrielle (devenue depuis la Banque fédérale de développement) ».

- « Lesage n'a pas voulu et c'est Daniel Johnson qui a mis sur pied la Société de Développement Industriel (SDI), sauf qu'il ne lui a pas donné tous les pouvoirs que je voulais qu'elle ait. Elle n'aide pas assez les nouvelles industries et ne favorise pas la régionalisation ».

- « À la place, Lesage a mis sur pied la Société générale de financement, justement pour torpiller mon projet. »

- « La SGF, continua-t-il, aurait de toute façon pu être utile, mais elle a faussé sa destinée lorsqu'elle a voulu s'occuper des problèmes successoraux de nos entreprises, supposément pour les empêcher de tomber aux mains des Anglais. On s'est mis ainsi à appuyer des entreprises non rentables. » ¹²⁷

L'Histoire se répétera.

* * *

Fort de la consécration publique de mes projets industriels dans le Discours inaugural et de l'appui officiel et public des dirigeants des principales institutions financières, dont le plus enthousiaste était Jacques Gagnon, le président des Caisse d'Entraide Économique, je me remis à espérer.

¹²⁷ Pierre Vennat, *La Presse*, 6 mars 1979.

Mais branle-bas au ministère des Finances.

On craint que la Caisse de Dépôt et Placement ne soit cantonnée dans son rôle de fiduciaire des fonds de pension publics et para-publics.

Les ambitions sont grandes aux Finances

Le ministre a l'eau à la bouche devant les milliards de la Caisse et souhaiterait la convertir en une sorte de banque centrale qui financerait passivement et avec complaisance les déficits de plus en plus énormes du gouvernement.

Certains fonctionnaires des Finances considèrent aussi la Caisse comme leur chose à eux : une sorte de, deuxième ministère des Finances qui peut offrir des carrières prestigieuses et influentes à des sous-ministres ambitieux.

En moins d'un an, le président de la Caisse, sera mis au rancart, trois ans avant la fin de son mandat, et son équipe de direction complètement remplacée par une équipe parachutée directement du ministère des Finances. ¹²⁸

La loi constitutive est pourtant claire : Le président « ne peut être destitué que sur une adresse de l'Assemblée nationale. » ¹²⁹

Qu'à cela ne tienne !

Le président de la Caisse sera remplacé par le sous-ministre adjoint aux Finances responsable des emprunts du gouvernement. La jonction sera parfaite : le renard sera placé à la tête du poulailler !

Le premier geste du nouveau président sera d'ailleurs de consentir au gouvernement des prêts énormes à des taux préférentiels au mépris du rendement optimal des fonds de pension.

En toute logique, une société de fiducie publique comme la Caisse de Dépôt et Placement devrait, pensais-je, relever du ministère des Institutions financières. Le ministère des Finances est en conflit direct d'intérêts face à la Caisse parce qu'il en est le plus gros emprunteur.

Et l'appétit vient en mangeant !

On ne s'embarrassera pas non plus de faire changer le mandat de la Caisse par le Parlement avant d'en modifier le sens et l'orientation.

¹²⁸ Alain Dubuc, « Remue-ménage à la Caisse de Dépôt », *La Presse*, 6 septembre 1980.

- Michel Nadeau, « Jean Campeau : « Nous passons à l'Action », *Le Devoir*, 6 septembre 1980.

¹²⁹ Chapitre 23, Charte de la Caisse de dépôt et placement du Québec, article 8.

En effet, la Caisse est avant tout une Société de Fiducie dont la responsabilité première est « d'obtenir un rendement optimum des fonds dont elle aura la garde, tout en conservant à, ces placements un caractère de sécurité absolue » selon l'intention du législateur, telle qu'exprimée par le discours de deuxième lecture de Jean Lesage lors de sa création en 1965. ¹³⁰

La hantise des Finances face à la création d'une banque d'affaires dans laquelle l'État ne serait pas omnipotent mais collaborerait avec les institutions privées et coopératives est telle, cependant, qu'on est prêt à transformer la fonction de fiducie de la Caisse en un mandat d'un simulacre de banque d'affaires.

On veut jouer avec les milliards de la Caisse et à les risquer, au besoin, dans des opérations étrangères aux règles de gestion d'une société de fiducie.

- « Moi, dira candidement le nouveau président de la Caisse, je veux une Caisse plus active, mais il me faudra pour cela une équipe de batailleurs et moi je m'occuperai de réparer les pots cassés. » ¹³¹

La socialisation de l'épargne aux mains d'un gouvernement vorace et interventionniste est chose dangereuse.

L'économiste Eric Kierans a beau démissionner avec fracas du conseil d'administration de la Caisse pour attirer l'attention sur la politisation de la Caisse, peu de personnes voit le danger de cette mainmise au Québec.

Qu'importe que l'on répète les mêmes erreurs qu'avec la Société Générale de Financement à ses débuts, c'est-à-dire de confier à une institution des mandats contradictoires. Il devient pratiquement impossible alors à l'actionnaire de demander des comptes à la direction.

Sans l'autorisation du Parlement, il est donc décidé de faire de la Caisse de Dépôt et Placement à la fois une société de fiducie, un banquier du gouvernement et une banque d'affaires !

Peut-on faire confiance à un gouvernement pour administrer les fonds de pension des citoyens ?

La politique et la finance ne suivent pas les mêmes règles.

¹³⁰ Dans le Rapport annuel de la Caisse de 1978, le Président, M. Marcel Casavant souligna que l'objectif de la Caisse est d'abord d'assurer la protection du capital « en le protégeant contre l'érosion ».

¹³¹ *La Presse*, op. cit.

Au Québec, les fonds que la Régie des rentes confie à la Caisse de Dépôt et Placement seront à sec avant 20 ans.

- « Les fonds de pension administrés par l'État ne sont pas viables », constatera le Vérificateur du Québec. ¹³²

La Régie des rentes du Québec, dans une étude actuarielle, établit elle-même qu'il faudra commencer à puiser à même le capital pour payer les pensions dès 1982, et qu'il manquera plusieurs milliards de dollars pour payer ces pensions en l'an 2000. ¹³³

Le déficit prévu pour l'an 2000 est de l'ordre de 7 milliards.

Ou bien les impôts des citoyens de l'avenir serviront à payer les pensions promises, ou bien de fortes augmentations dans les contributions des employeurs et des employés actuels sont nécessaires.

Il n'y a pas d'autre issue au dilemme et le problème ne fera qu'empirer si le rendement sur les fonds accumulés est moindre qu'il ne devrait l'être.

Dans ces circonstances, il devient irresponsable pour les politiciens de jouer avec les pensions futures des citoyens.

C'est la facilité du court terme aux dépens de la prévoyance et de la responsabilité.

Mais pour beaucoup de politiciens, c'est toujours, « Après nous, le Déluge ! »

* * *

Je me rappelais comment il avait fallu procéder pour mettre sur pied la Banque Ouest-africaine de Développement en 1973.

Les pays de l'Union Monétaire Ouest-africaine (7 pays) détenaient, en effet, quelques 400 millions dollars en réserves internationales accumulées à la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (B.C.E.A.O.).

Ces réserves généraient quelques 35 millions de dollars qui grossissaient les réserves annuellement.

¹³² *Rapport du Vérificateur Général du Québec*, Québec, 1980.

¹³³ *Analyse actuarielle du régime de rentes du Québec au 31 décembre 1978*, Québec, juin 1979.
- La Caisse de dépôt et placement administre, en plus des fonds de la Régie des rentes du Québec, ceux de l'Assurance-automobile, ceux de la Commission des accidents de travail, ceux du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, ceux de l'Office de la construction et ceux de quelques autres déposants.

Pour aider les pays de l'intérieur plus pauvres que les pays du littoral, j'avais proposé la mise sur pied d'une banque de développement et rédigé une proposition de statuts. Le rendement annuel sur les réserves internationales servait de base de capitalisation.

Aujourd'hui, la banque a son siège social à Lomé au Togo et est devenue l'un des principaux instruments de développement économique en Afrique de l'Ouest. ¹³⁴

Serait-il plus facile d'innover en Afrique qu'au Québec ?

Il est vrai que le sens pratique et la formation économique des Présidents africains ne le cédaient à peu d'hommes d'état. Leurs pays n'étaient pas riches, mais ils comprenaient que pour les développer, des gestes concrets devaient être posés.

Chez nous, la forte accumulation d'épargnes dans les fonds de retraite socialisés pose un problème fondamental, peut-être le plus important des années à venir.

La réalité future tient au nombre de personnes actives sur le marché du travail qui augmente moins rapidement que le nombre de retraités.

D'une part, l'un des changements les plus profonds à intervenir dans la condition humaine sera de plus en plus la prolongation de la vie au-delà de la période active pour une majorité de gens.

D'autre part, la baisse de la mortalité s'accompagne d'une baisse de la natalité. Au Québec, le taux de natalité est tombé d'à moitié en 1950 (30 naissances par 1,000 habitants) et 1977 (14 naissances par 1,000 habitants).

Nous nous dirigeons donc vers une économie dans laquelle les travailleurs actifs devront subvenir aux besoins d'une minorité importante et croissante de non-producteurs.

Il y a 30 ans, on comptait un retraité vivant pour huit ou neuf travailleurs actifs. En 1975, il y avait encore au Québec 7 personnes d'âge actif pour chaque personne de 65 ans et plus. En l'an 2000, il y aura un peu plus de 5 personnes

¹³⁴ En 1969, le Mouvement Desjardins, auprès duquel j'étais conseiller financier, avait obtenu du sénat canadien une charte pour l'établissement d'une banque commerciale, la Banque Populaire. L'embryon de la BP était la vingtaine de succursales de la Banque d'Épargne du District de Québec. Après quelques mois d'opérations, cependant, la Banque Populaire fut fusionnée à la Banque Provinciale du Canada.

d'âge actif pour chaque retraité. En l'an 2025, le rapport sera de un à quatre, ou de un à trois si l'âge de la retraite est abaissé à 60 ans. ¹³⁵

L'épargne des fonds de pension doit donc être abondante et surtout être investie de manière à financer des Investissements productifs qui soutiendront la croissance de l'économie, et donc la croissance des salaires d'où seront tirées les cotisations de retraite.

C'est le défi du recyclage des « retraito-dollars » !

Les générations futures seront pénalisées, primo, si les régimes publics de retraite sont insuffisamment financés et, secundo si la baisse de l'épargne privée qui les accompagne signifie une diminution des investissements productifs.

En effet, le déficit d'un régime de retraite constitue en quelque sorte un prêt accordé à la génération présente de bénéficiaires par, tour à tour, chacune des générations cotisantes subséquentes. Et dans l'éventualité de l'épuisement des fonds du régime et de sa terminaison, la dernière génération cotisante ne sera pas remboursée.

Les retraites ne sont, en fait, que des salaires différés. Il s'agit donc d'un véritable droit à la pension que la société contracte envers chaque cotisant et il serait odieux qu'une génération de bénéficiaires joue au jeu de la chaise vide avec les retraités de l'avenir.

Les fonds de retraite publics posent par conséquent, un double problème : Primo, un problème de gestion : comment obtenir le meilleur placement et le meilleur rendement pour l'argent réservé au versement de prestations de retraite ? Secundo : un problème économique : comment s'assurer que la réserve de capitaux ainsi accumulés contribue à la croissance de la production et au progrès de la productivité ?

Doit-on tout laisser au gouvernement ? Non.

Quand les épargnes des caisses de retraite sont orientées vers la consommation du gouvernement, le rendement qui en découle ne vient pas d'une nouvelle production mais repose sur les impôts qui seront perçus dans l'avenir. Le gouvernement « mange » en quelque sorte le capital plutôt que de le faire fructifier !

C'est ici que la spécialisation des institutions est nécessaire pour éviter que les capitaux des caisses de retraite ne soient dilapidés.

¹³⁵ *L'Actualité Économique*, Le financement du régime de rentes du Québec, J. Faille, R. Lévesque, H.-P. Rousseau, avril-juin 1978.

Une caisse de retraite déjà déficitaire et faisant face à des engagements financiers fermes doit être continuellement en mesure de pouvoir modifier la composition de son portefeuille en fonction de ces engagements. Elle ne peut donc « geler » ses fonds dans une entreprise en détenant une position de contrôle de ses actions dont elle ne pourra plus se départir. Siéger à un conseil d'administration, avec responsabilité de gérance, est incompatible avec ses devoirs de mandataires. Une caisse de retraite ne peut être une banque d'affaires.

Ceci est doublement vrai quand il s'agit d'une caisse gérée par le gouvernement, comme c'est le cas avec la Caisse de Dépôt et Placement, car il devient alors politiquement impossible pour cette caisse de se départir de ses actions dans des entreprises ou des industries en déclin.

La subvention forcée des entreprises en déclin par les caisses de retraite n'est point souhaitable pour une autre raison. À une époque de changements technologiques rapides, les capitaux doivent alimenter les industries de croissance et non pas servir à bloquer l'économie dans ses structures les moins rentables et les moins viables.

Les pressions politiques forcent bien sûr les politiciens à sacrifier parfois l'avenir au profit d'un illusoire immédiat.

Raison de plus d'éviter que les politiciens aient les mains dans les fonds de pension...

Il appartient, par contre, aux banques d'affaires ou d'investissement de s'identifier à une entreprise et d'y exercer les droits découlant de la propriété.

Une telle institution emprunte des fonds qui demeurent relativement peu risqués et liquides pour les prêteurs, dont les caisses de retraite, et utilise son expertise pour les réinvestir dans les projets d'investissement les plus prometteurs dans les entreprises existantes ou dans les nouvelles entreprises.

Une telle banque doit jouir d'une grande liberté de manœuvre et, surtout, ne pas être sujette à des pressions politiques.

C'était l'essentiel des faits...

* * *

Le principal et le plus sérieux problème économique du Québec est sa faible base technologique. Le Québec manque d'industries à haute technologie.

À cause de ce vice fondamental, la croissance économique est plus lente au Québec que dans le reste du Canada. La tendance actuelle indique que l'économie

du Québec représentera environ 19 pour cent de l'économie canadienne en 1985, à comparer à 23 pour cent en 1974. La population québécoise sera néanmoins environ 26 pour cent de la population canadienne.

Un problème économique majeur se dessine à l'horizon...

- « Le seul moyen pour renverser cette dangereuse tendance, dira un de nos banquiers les plus lucides, M. Marcellin Tremblay du Groupe Prévoyants du Canada, est d'amener au Québec des entreprises nationales et multinationales qui développeront ces bases technologiques qui font cruellement défaut au Québec, sans pour cela exclure le développement de la petite et de la moyenne industrie ». ¹³⁶

Le premier handicap à l'implantation d'entreprises nouvelles tire son origine dans les politiques des gouvernements qui rebutent les promoteurs et les entrepreneurs.

Il y a souvent méprise dans certains milieux sur la source de la richesse dans une société.

La richesse ne vient pas des gouvernements. Ceux-ci sont des consommateurs de richesse et, au mieux, des redistributeurs de richesse existante.

La richesse vient des producteurs de biens et de services, surtout des biens et des services qui peuvent être exportés ou qui remplacent efficacement des importations.

C'est pourquoi, le deuxième handicap aux investissements productifs générateurs de richesse est le manque d'entrepreneurs. Pas d'entrepreneurs, pas d'entreprises, pas d'investissements.

À cause des exigences technologiques et de l'importance des capitaux nécessaires, il est illusoire et démagogique de prétendre que le développement industriel ne doit reposer que sur les entreprises locales. En réalité, ce sont les grandes entreprises qui habituellement constituent un marché pour les petites et moyennes entreprises. Il ne peut y avoir de hiatus dans la chaîne des produits, et toutes les entreprises, quelques soient leurs tailles se renforcent l'une l'autre en étant l'une pour l'autre, un client.

Mais bien des entreprises transnationales, avant de s'implanter dans une région nouvelle, recherchent un partenaire local. L'importance grandissante des réglementations gouvernementales de toutes sortes, la prolifération des législations,

¹³⁶ Michel Roesler, Le Québec ne manque pas d'argent mais d'occasions pour les investisseurs, *La Presse*, 22 novembre 1978.

l'abus des grèves à saveur souvent politique, et le besoin de s'intégrer au milieu poussent l'investisseur éventuel à rechercher une co-participation qui peut lui éviter bien des faux-pas.

En tant que ministre de l'Industrie et du Commerce, il m'arrivait souvent de rencontrer des entreprises désireuses de s'implanter au Québec et de s'associer soit à un producteur québécois, soit à une société d'investissement. Le financement d'un projet d'investissement de \$500 millions exige, par exemple, des emprunts de l'ordre de \$300 millions et une mise de fonds sous forme de capital-actions de \$200 millions. Une co-participation pour le quart d'un projet peut donc requérir une mise de fonds propres de \$50 millions.

Qui peut au Québec, investir en capital-actions, pour une longue durée, \$50 millions dans un projet industriel ? Les institutions financières ne le peuvent pas en vertu de leurs chartes et les sociétés d'investissement existantes sont trop petites.

C'est la fonction d'une banque d'affaires qui a les reins solides...

* * *

En dépit de l'aval du Discours inaugural et de l'engagement public des milieux financiers de participer à la mise sur pied d'une banque d'affaires québécoise, il devient cependant de plus en plus évident que tout est bloqué au niveau du ministère d'état au développement économique.

Il faut, semble-t-il sauver les apparences et donner l'impression que la politique Industrielle origine du ministre d'état au développement économique.

Une formidable opération de ratissage de tiroirs est mise en branle en catastrophe afin de ramasser toutes les idées que les fonctionnaires nourrissent en matières économiques et qu'ils n'ont pas réussi dans le passé à vendre à leurs supérieurs. On glane ici et là à l'intérieur des ministères, tantôt des engagements déjà annoncés depuis plusieurs mois, tantôt des mesures possibles et tantôt de simples hypothèses de travail.

On présente comme de la « stratégie économique » un ramassis pêle-mêle de 123 demi-mesures, présentées comme dans un catalogue Sears,... mais accolées d'aucun prix !

On y traite de betterave sucrière et de kiosques à vocation régionale et locale.

Drôle de « stratégie » où il n'y a ni options, ni priorités, ni objectifs quantitatifs !

Et les principes fondamentaux ?

Ils changent selon les occasions et la conjoncture.

À Pointe-au-Pic, en mai '77, le ministre d'état au développement économique proclame solennellement « l'État, moteur du développement économique ».

C'est de bonne guerre et fidèle au programme du parti !

Deux ans plus tard, le programme du parti est toujours le même, mais le développement économique repose maintenant « sur la liberté et la responsabilité des agents économiques... ». ¹³⁷

Personne ne lira cette brique indigeste et incohérente. Mais sa publication permettra de tenir quelques conférences de presse !

Il n'y aura ni banques d'affaires, ni société d'exportation pour les PME. Tout au plus changera-t-on le nom d'une division du ministère de l'Industrie et du Commerce, les Services Internationaux, pour l'appeler pompeusement Office du Commerce extérieur.

La plupart des journalistes volontairement ou inconsciemment n'y voient que du feu. Mais certains perçoivent le maquillage et le superficiel de toute l'opération et ne se laissent pas aveugler par la poudre qu'on leur lance aux yeux :

- « On ne bâtit pas uniquement une économie avec des briques de papier ! » titrera l'éditorialiste du journal *Le Devoir*. ¹³⁸

L'année de l'économie ne sera rien d'autre qu'un slogan prétentieux, vide de signification.

J'en préviens le Premier ministre.

Il hésite...

Il convoque un conseil spécial des ministres.

Une première fois, l'indigeste document est refusé. Même les non-spécialistes en Économie se rendent compte du caractère farfelu de l'opération.

Les pressions se font plus fortes...

¹³⁷ *Bâtir le Québec, Énoncé de politique économique*, Éditeur Officiel du Québec, 1979, 523 p.

¹³⁸ Michel Nadeau, Le Pouvoir des bas de laine, *Le Devoir*, 6 septembre 1980.

Il faut sauver la face du ministre d'état au développement économique et publier « quelque chose » dans le domaine économique.

De guerre lasse, une version « moins pessimiste des choses » pourra finalement être publiée à l'automne, même si personne à commencer par le ministre des Finances, n'a la moindre idée des coûts qu'il faudrait encourir pour réaliser les 123 idées des fonctionnaires

C'était juillet 1979.

* * *

Deuxième partie : le monde de l'économie

Chapitre 17

Le bris de contrat

« Injustice... Mais tout homme d'État doit s'attendre à l'injustice. N'est-elle pas la rançon de l'encens ? »

Jacques Chastenet

[Retour à la table des matières](#)

- « Convaincu de perdre le référendum et l'élection, Burns démissionne », titrent les journaux. ¹³⁹

L'été 1979 sera chaud.

L'été dernier, suite à une absence de quelques semaines pour cause de maladie de son ministre, le Premier ministre a sauté sur l'occasion de remplacer celui avec qui il est souvent à couteaux tirés par Claude Charron au poste de Leader parlementaire du Gouvernement.

Robert Burns n'a cependant aucune intention de démissionner comme député et comme ministre. Il ambitionne bien au contraire, de « vendre » son livre vert sur le mode proportionnel de scrutin.

Au bureau du Premier ministre, on ne l'entend pas de cette façon.

¹³⁹ *Le Devoir*, 18 mai 1979.

Député d'un comté du fameux « Montréal-Centre » depuis le 29 avril 1970, et caution de l'aile socialiste et influente du parti, Robert Burns porte ombrage au Premier ministre. Tout avait été fait en 1973, lorsque le PQ devint l'opposition officielle, pour que Burns ne devienne pas le Chef de l'Opposition. Un nouvel élu, le député de Sauvé occupera le poste, tandis que le député chevronné Burns sera le numéro deux en tant que leader parlementaire de l'Opposition.

- « Qu'il démissionne donc comme un homme », confiera le chef de cabinet du Premier ministre.

A démissionner, on l'aidera.

Par dépit et rencontrant des difficultés avec certains membres du Conseil de ministres, à commencer par René Lévesque, Burns a quelques fois laissé tomber en privé qu'il en avait assez et qu'il pourrait bien démissionner. La rumeur court même les bars de la ville !

Une source officielle en haut lieu se chargera de « confirmer » la nouvelle à un quotidien de Québec, qui se croira justifié de l'annoncer sans aucune vérification auprès de l'intéressé lui-même.

Pris au dépourvu, Burns est acculé à confirmer qu'il songe en effet à démissionner « à un moment qui, bien qu'indéterminé encore pourrait être à l'ajournement des travaux parlementaires le 21 juin, ou au plus tard d'ici le début de l'automne. »

Voilà comment on force un ministre à démissionner

Plus renard que lion, le Premier ministre West pas généreux. Sa solidarité à l'endroit de ses ministres s'arrête quand un de ceux-ci est soumis à une attaque. Il est nominalement le chef, mais quand il y va de son intérêt de hurler avec les loups, il se retournera lui-même contre le ministre aux prises à la critique. Ce n'est pas lui qui « se mouillera » pour venir en aide à un de ses ministres en difficulté.

Le ministre d'état au développement culturel est-il attaqué pour sa politique de la langue que le Premier ministre essaie de se gagner de la sympathie en déclarant que, pour sa part, il aurait fait autrement.

Le ministre d'état à la réforme parlementaire est-il forcé par l'Opposition de retirer d'une Commission Parlementaire, le projet de loi no 1 sur la langue pour le remplacer par un nouveau projet de loi (101), que le Premier ministre se hâte de déclarer publiquement que « ce n'est pas la trouvaille du siècle » !

Le ministre des Transports commet-il la suprême erreur de vouloir transférer au Québec le PARE ou le ALTO des pays latino-américains en proposant le choix d'ARRÊT pour la signalisation routière, que le Premier ministre lui lance une gifle en pleine figure... à partir de Washington, D.C.

La magnanimité n'est pas son fort...

* * *

La désillusion s'est entre temps installée dans mon esprit.

Mes projets législatifs ponctuels marchent bien.

L'aide accordée aux secteurs industriels du vêtement, de la chaussure et du meuble par l'abolition de la taxe de vente à la consommation donne des résultats probants. Les retombées politiques sont bonnes et le taux de satisfaction à l'endroit du gouvernement est à la hausse.

Le secteur du commerce est aussi comblé. Grossistes et détaillants en alimentation profitent du succès inespéré de l'élargissement de la vente des vins aux épiceries.

- « Le ministre de l'Industrie et du Commerce du Québec, M. Rodrigue Tremblay, a frappé dans le mille, ou plutôt dans le millésime, en accordant l'automne dernier la permission aux épiciers et dépanneurs de vendre du vin dans leurs établissements », constate un commentateur. ¹⁴⁰

Alfred Rouleau, le président du Mouvement Desjardins, accepte la présidence de l'Institut National de productivité et s'apprête à lancer pour de bon cet organisme.

Au grand dam du Conseil du Trésor, qui ne veut point déroger à son horizon annuel, un premier plan quinquennal de développement de l'industrie des pêches maritimes est entériné et \$110 millions sont consacrés à l'opération.

Et, ô surprise, la gent journalistique commence même à manier l'encensoir !

- « Plusieurs journalistes spécialisés en économie estiment que Rodrigue Tremblay est, à l'heure actuelle, un des meilleurs ministres du gouvernement. Du moins, sur le plan de la compétence, de la rigueur et de la cohérence », déclare un analyste. ¹⁴¹

¹⁴⁰ Alain Rodier, *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, 10 janvier 1979.

¹⁴¹ Pierre Gravel, « Tremblay a fait ses classes », *La Presse*, 20 décembre 1978.

On me sait gré d'essayer d'atténuer le ressac des hommes d'affaires contre le gouvernement, et de servir de contrepoids à « certains collègues plus intéressés par la dimension sociale des législations que conscients des dures contraintes économiques actuelles » !

Aussi bien dire que je prêche dans le désert

Les violences verbales de plusieurs collègues contre le monde des affaires compliquent passablement la tâche de maintenir les ponts ouverts entre les investisseurs et le Gouvernement.

- « Bums, sauvages et criminels économiques » tonitrué à l'endroit des « patrons d'entreprises », le ministre d'état au développement social, pour se faire une belle jambe à l'ouverture du septième congrès du PQ.¹⁴²

Les adjectifs de « bâtards », de « bandits » et de « voleurs » se retrouveront fréquemment dans le vocabulaire du Premier ministre et même de certains titulaires de ministères à vocation économique, lorsqu'ils voudront se faire du capital politique facile en criant haro sur les hommes d'affaires.

Dans ces circonstances, la mission d'un ministre de l'Industrie et du Commerce devenait fort difficile, sinon impossible.

* * *

Suite à la déconfiture dans les élections partielles du 30 août dans Argenteuil et Jean-Talon, trois autres comtés se retrouvent à leur tour sans députés. Il s'agit de Beauce-Sud, Prévost et de Maisonneuve.

Jusqu'ici, fait sans précédent, le Gouvernement a mordu la poussière dans toutes les élections partielles.

Imprudent, le Premier ministre promet à la suspension des travaux de l'Assemblée nationale en juin, que des élections partielles auraient lieu en septembre.

Ce sera un homme d'affaires qui sera candidat du PQ...

Il n'a pas bien lu le programme économique et constitutionnel du parti, mais comme moi, il croit que celui-ci devra nécessairement évoluer.

Raymond Boisvert, en effet, n'est pas indépendantiste mais favorise plutôt « un statut particulier pour le Québec ». Il n'est pas seul à croire que le slogan « souveraineté-association » équivaut à une forme de fédéralisme renouvelé puis-

¹⁴² Roger Bellefeuille, « Marois entend mettre au pas les patrons », *Le Soleil*, 2 juin 1979.

que dans l'ensemble de la population, un sondage révèle qu'à peu près la moitié (49%) de ceux qui se disent en faveur de la souveraineté-association estiment que dans ce régime politique, le Québec continuerait d'avoir des députés pour les représenter à Ottawa. ¹⁴³

- « Le statut particulier et la souveraineté-association, conclut-il, c'est la même chose ! »

Quelques mois auparavant, l'exécutif nationale du PQ a décrété que primo, « l'accession du Québec à sa souveraineté politique sera pleine et entière » et, secundo, que « l'association économique n'était pas indispensable ». ¹⁴⁴

Décidément, l'illusion se perpétue !

À cause du recensement annuel d'automne, pendant lequel aucune élection ne peut survenir, le 16 septembre est la date ultime pour des élections partielles.

Et les brefs d'élection qui doivent être déposés un mois auparavant !

Début août.

Mme Solange Chaput-Rolland, membre estimé de la Commission sur l'unité canadienne a déjà accepté de porter les couleurs libérales dans le comté de l'ex-ministre de l'Éducation dans le gouvernement Johnson, Jean-Guy Cardinal.

Parti gouvernemental, le PQ ne peut de son côté attirer aucune personnalité dans le comté de Prévost.

Nonobstant l'engagement public formel du Premier ministre, celui-ci se voit forcé par les événements à reporter les élections partielles au 14 novembre.

Il se défend bien d'avoir pris cette décision pour des motifs partisans, à cause par exemple de la difficulté à trouver un candidat dans Prévost.

- « J'aime mieux qu'on me reproche de n'avoir pas tenu une promesse que de brimer les droits des électeurs » hasarde-t-il comme explication de la volte-face.

En réalité, il a perdu le contrôle des événements, et il règne un grenouillage inhabituel...

¹⁴³ Sondage de Radio-Canada de juin 1978. Daniel l'Heureux, « Loin de se dissiper, la confusion croît », *La Presse*, 26 août 1978.

¹⁴⁴ *Le Devoir*, « L'Association n'est plus indispensable », 19 février 1979.

C'est que pendant les vacances du Premier ministre, quelques ministres ont décidé de ressusciter la carrière politique d'un vieil adversaire de René Lévesque, l'ancien président du Ralliement pour l'Indépendance nationale (R.I.N.), Pierre Bourgault.

Perçu dans la population comme un extrémiste qui veut « prendre les anglophones en otage » et « dynamiter la Vole Maritime du St-Laurent », il dirige le mouvement indépendantiste, en '66, et récolte 8 pour cent du vote populaire.

Dans la députation péquiste, cependant, il fait figure de prophète et plusieurs l'adulent ! Quelques ministres et plusieurs députés sont même des membres-fondateurs du RIN.

Qu'à quelques mois d'un plébiscite pour lequel le Gouvernement se doit d'obtenir au moins 50 pour cent des voix, on songe à faire appel à une personne à tort ou à raison auréolée d'extrémisme dans la population, témoigne du peu de jugement politique de ceux qui entretiennent pareille idée.

Mon opposition à ce projet casse-cou transpire cependant du Conseil des ministres. C'est une opposition qui n'a guère l'heur de plaire aux « purs des purs » du parti. Un député de l'aile extrémiste de Montréal-centre s'en plaint d'ailleurs ouvertement à mon attaché de presse.

Non seulement le parti au pouvoir perpétuera-t-il sa dégringolade dans les élections partielles, mais avec un pareil état d'esprit, Il ne gagnera certainement pas son référendum

Il y avait carence évidente quelque part...

Entré en politique en soulignant les retards économiques du Québec et en dénonçant le laxisme administratif et financier dans les finances publiques, j'accordais une grande importance à la mise en oeuvre du programme de collaboration industrielle et commerciale avec le secteur privé, programme qui devait d'ailleurs servir d'ossature à « l'année de l'économie ».

Le consensus au Sommet économique de Montebello et l'engagement du Premier ministre dans son Discours inaugural m'avaient un instant fait croire qu'il serait possible de surmonter les embûches que la mesquinerie de certains me créait...

- À un hiver morne allait peut-être succéder un printemps générateur !

La réception dans les milieux éclairés à ces initiatives concrètes de politique économique était bonne.

Après Montebello, l'éditorialiste du Devoir, Michel Roy, conclura :

- « ... le langage que tient Rodrigue Tremblay est réaliste. Le ministre de l'Industrie et du Commerce s'efforce de dramatiser la question économique dans la société, d'en montrer les aspects préoccupants, de secouer la léthargie de la majorité québécoise à cet égard. » ¹⁴⁵

Mais la léthargie la plus opaque que je rencontrais, ce n'était pas dans les milieux financiers, ce n'était pas non plus chez les représentants de la PME, c'était... dans le Gouvernement.

Pâques était arrivé et le ministre d'état au développement économique était toujours confortablement « assis » sur les politiques de développement industriel.

Voulait-on vraiment contribuer au développement de l'économie ou... seulement en parler ?

Dans la dernière éventualité, je ne voyais guère de raisons de demeurer dans un tel gouvernement.

Deux ans d'études, de travaux et d'efforts étaient donc paralysés...

Pourquoi ?

Parce que le Premier ministre refusait de trancher.

Croyait-il vraiment que l'achat avorté d'un concessionnaire de mines d'amiante, la Société Asbestos Liée, pouvait à lui seul renforcer la structure industrielle déficiente du Québec ?

Les péripéties rocambolesques de la nationalisation de la Société Asbestos avaient plus fait pour retarder les investissements industriels au Québec qu'aucune autre mesure inconsiderée du Gouvernement.

Le Gouvernement du Québec avait déclaré la guerre à la Société General Dynamics... mais les tribunaux s'opposaient à une prise de possession sauvage.

Une offre de co-participation de la part de General Dynamics avait été repoussée avec dédain par le ministre des Finances.

On tient aux symboles ou on n'y tient pas !

¹⁴⁵ Michel Roy, « Au lendemain du "Sommet" », *Le Devoir*, 17 mars 1979.

Mais un gouvernement ne peut se satisfaire de gouverner uniquement à coups de symboles !

Pour ma part, j'étais décidé à exiger du Premier ministre qu'il soit fidèle à l'engagement contenu dans le Discours inaugural, sans quoi je m'en irais. Les tergiversations avaient assez duré...

Le 17 avril, dans une lettre toute spéciale, je mets les cartes sur la table : le Premier ministre doit trancher ou je quitterai.

La lettre est claire et franche : il importe que l'engagement du Gouvernement en faveur du développement économique, surtout dans le secteur industriel et commercial, dépasse la rhétorique et les lieux communs, et que les projets de politique industrielle et commerciale qui stagnent depuis plusieurs mois dans l'appareil gouvernemental, débloquent. - Il importe, en somme, de dissiper les malentendus ou... confirmer les intentions concernant le programme cohérent et à long terme d'industrialisation que j'ai préparé,... et dont les principaux éléments sont annoncés dans le Discours inaugural.

Mais la réponse tardera à venir.

Coïncidence ou indice révélateur ! Une nouvelle directive défend supposément aux ministres de s'absenter du Québec au moment où je m'apprête à visiter une douzaine de compagnies européennes pour activer quelques \$2 milliards d'investissements industriels. Il ne s'agissait pas d'une visite publique mais de la prise de contact directe avec les sociétés dont les projets d'investissement étaient complétés mais qui nourrissaient des réticences sérieuses à l'endroit du Québec.

On dépensera des fortunes en déléguant ministre sur ministre à Paris, Londres, Tokyo ou Washington, mais... le ministre de l'Industrie ne peut aller finaliser des investissements industriels qui se traduiraient par l'implantation au Québec d'industries à haute technologie et créeraient au-delà de 2,000 emplois !

C'est le 18 juillet.

Je reviens à la charge.

Comme pour mes autres demandes de clarification, il n'y a pas de réponse !

Dès lors, les dés sont jetés.

Seul un appui officiel et non équivoque du Premier ministre pourrait m'empêcher de quitter le gouvernement.

Mais comment expliquer que je quitte parce qu'on ne me permet pas de m'acquitter de ma tâche de ministre de l'Industrie et du Commerce ?

Le Premier ministre pourrait toujours opposer un démenti à mes dires en indiquant qu'il a pris un engagement en faveur de la politique industrielle proposée dans le Discours inaugural !... Que le tout se finalisera à l'automne et que je fais preuve d'impatience.

Attendons donc ! Même si cela est risqué, je le laisserai tirer le premier.

Les vacances paralysent tout en août.

En fin d'août, d'ailleurs, pendant mes vacances au New Jersey, un homme à tout faire du Premier ministre vient rencontrer confidentiellement mon chef de Cabinet, à Place Ville-Marie, pour lui confier que « certains complotent contre ton ministre auprès du PM ».

Début septembre, mes conseillers apprennent qu'au bureau du Premier ministre, la rumeur circule que je pourrais être muté aux Transports.

Ce serait à mon avis, un bris de contrat

Ce serait un désaveu de tout ce que j'essaie de réaliser depuis trois ans.

La décision est prise et je veux qu'elle soit connue : si tel était le cas, je démissionnerai...

Mais il y a méprise.

Au bureau du Premier ministre, on croit que je songe à quitter la vie politique pour retourner à ma carrière universitaire.

Gouin est un comté sûr pour le PQ.

C'est même l'un des six premiers comtés à voter péquiste en 1970.

La hantise de subir des défaites électorales certaines dans Prévost et dans Beauce-sud est forte chez le Premier ministre. On redoute tellement une déconfiture à l'occasion de ces élections partielles que certains stratèges proposent même de tenir le Référendum avant le 14 novembre pour éviter d'y faire face.

L'ouverture possible du comté de Gouin, tout comme celui d'ailleurs de Maisonneuve, offre une perspective intéressante. Ce serait un compte de deux à deux !

Je ne démissionnerai pas de l'Assemblée nationale... mais du PQ. Et le compte sera quatre à zéro !

* * *

Le bureau du Premier ministre au Complexe J est situé au 3ème étage. On n'y a accès qu'après s'y en être fait autorisé l'entrée par une préposée.

Je suis venu de Montréal, ce vendredi matin, 21 septembre, à la demande du Premier ministre.

Il avait dit le jour précédent au téléphone, d'une voix blême, que « c'était très Important ».

Compte tenu des renseignements dont je disposais déjà, c'était suffisant pour me fixer sur ce que je devais faire.

C'était l'aboutissement d'une longue bataille.

Il y aurait un joli feu d'artifices !

Tout l'après-midi et la soirée précédente avaient été consacrés à la rédaction d'une lettre explicite de démission du Gouvernement.

Jusqu'à ce jour, je m'étais soumis avec scrupules à la règle de la solidarité ministérielle, de sorte que la population ignorait les batailles que j'avais dû livrer à l'intérieur du Conseil des ministres pour faire accepter la préséance de l'intérêt général sur l'intérêt partisan.

Je tenais au principe, cependant que le public avait droit de connaître les raisons qui amènent tout personnage politique à poser un geste aussi important qu'une démission. Certains démissionnent, en effet, en restant coi ou pire, en camouflant le tout sous de faux motifs personnels ou de santé. Ils espèrent ainsi profiter de leur discrétion, qui un poste de juge, qui une prébende quelconque de la part du gouvernement.

Dans une démocratie, le public a droit de savoir et les hommes et les femmes publiques doivent avoir le courage de leurs convictions.

Explicite, la lettre l'est.

C'est un coup de tonnerre !

« RODRIGUE TREMBLAY ABANDONNE LE PQ » titre un journal l'après-midi même.

La surprise est totale.

Aucun journal n'avait fait la moindre allusion à la possibilité que je quitte le Gouvernement, ni a fortiori, le Parti québécois.

Ceux qui ont travaillé étroitement avec le ministère de l'Industrie et du Commerce depuis trois ans sont moins surpris.

- « Il n'a fait qu'exprimer publiquement ce que nous pensions à l'extérieur du gouvernement » dira un homme d'affaires. ¹⁴⁶

C'est à titre de député indépendant que je servirai la population au cours de la période cruciale du référendum qui s'annonce.

Ayant retrouvé ma liberté de parole, je serai mieux en mesure de poursuivre le combat que j'avais forcément dû mener dans l'ombre à l'intérieur d'un gouvernement interventionniste et manipulateur.

Le message est maintenant clair.

- « Le rôle de Rodrigue Tremblay pourra être d'autant plus grand qu'il le jouera à la veille du référendum sur la souveraineté-association, dont les aspects les plus angoissants ont toujours été et resteront, quoi qu'il arrive, de nature économique », comprendra un analyste.

Et poursuivant,

- « Rodrigue Tremblay, député indépendant, pourra à ce sujet agir sans rancœur et sans partisanerie et devenir le principal « chien de garde » des intérêts supérieurs du Québec. »

« C'est là le nouveau défi qu'il a relevé. » ¹⁴⁷

Il aurait été plus facile et surtout combien plus réconfortant de quitter sur le champ cette mare de politiciens.

Mais, comme le proclame un vieux proverbe Balkans « il vous est permis en un temps de grand danger de marche ; avec le diable jusqu'à ce que vous ayez passé le pont ».

¹⁴⁶ Pierre Bellemare, « Une démission qui ne surprend guère le milieu des affaires », *La Presse*, 22 septembre 1979.

¹⁴⁷ Claude Lavergne, « Le défi de Rodrigue Tremblay « indépendant éd. *Dimanche-Matin*, 23 septembre 1979.

Le référendum s'en vient...

* * *

Troisième partie

Le monde constitutionnel

[Retour à la table des matières](#)

Troisième partie : le monde constitutionnel

Chapitre 18

La question enberlificotée

« Le jour viendra où les partis politiques, ayant renoncé à traîner derrière eux ces projets, ces rêves, ces utopies, ces mythes collectifs, qui offusquent la claire vision des choses et infantilisent l'homme, se présenteront pour ce qu'ils sont réellement : a savoir des groupes de pression et d'intérêt, sans missions historiques, exerçant leur action en faveur de telle ou telle classe sociale et, si la situation le permet, en faveur de la communauté tout entière ».

Léo Moulin

[Retour à la table des matières](#)

- « La question référendaire sera claire, nette et précise » avait promis René Lévesque ¹⁴⁸

Promesse de politicien !

Dire une chose et avoir l'intention de faire Précisément le contraire est courant chez les politiciens. Chez certains, c'est même la règle.

¹⁴⁸ *Dimanche-Matin*, 24 septembre 1978.

Dans son essai classique sur la relation entre la rhétorique et la liberté, le philosophe britannique George Orwell démontre de façon cinglante comment un langage politique vague ou exagéré mène à des programmes vagues, exagérés, et du coup, autoritaires. ¹⁴⁹

C'est la dégradation du langage politique et le jeu politique à son pire.

La corruption du langage politique, en effet, ne permet pas seulement de soulever les passions, mais surtout permet de dissimuler à la population les vrais intentions de celui ou de ceux qui s'y adonnent.

Normalement, le langage est le moyen qui nous sert à exprimer nos pensées. Et sans un accord préalable sur le sens des mots, tout échange d'idées devient impossible. Mais en politique, il arrive que le langage serve plutôt d'instrument pour cacher les pensées et les intentions. La politique n'est pas nécessairement alors l'art du mensonge. C'est plutôt l'art du langage à double sens face à la nécessité de plaire à tout le monde.

À tel point, que dire ce qu'il pense pour un politicien est perçu dans ce milieu comme étant un trait de grande naïveté.

Quand la fausse monnaie circule côte à côte avec la bonne, pourquoi en effet gaspiller la bonne ? S'ils n'y prennent garde, les politiciens deviennent rapidement de faux-monnayeurs de la pensée.

Mais, dans une démocratie, comme le démontre Orwell, la déformation du sens des mots et le recours exagéré aux slogans peut servir à des individus et des groupes malhonnêtes d'atteindre leurs fins envers et contre tous.

La liberté démocratique peut difficilement s'exercer quand la conquête du pouvoir repose sur la manipulation politique du vocabulaire. Tout débat honnête devient alors impossible. C'est l'agression psychologique, le viol des foules et l'hypocrisie qui remplacent la logique, le dialogue et la compréhension des faits.

De là à tomber dans la démagogie, il n'y a qu'un pas. Non seulement dit-il aux gens ce qu'ils veulent entendre, mais le démagogue est avant tout irresponsable à l'égard des idées qu'il manie.

Une société libre est une société qui sait résister aux appels trompeurs des démagogues, ces étrangleurs de civilisations.

* * *

¹⁴⁹ Keith Spicer, « Dieu est avec nous ! », *La Presse*, 22 novembre 1978.

La propagande politique de type émotionnel, c'est-à-dire celle qui par définition s'adresse davantage aux sentiments qu'à la raison joue un rôle plus grand qu'on le pense en politique. Les grands appels à la « solidarité » et la présentation insinueuse des « autres » comme étant « l'ennemi » de manière à fouetter un sentiment national et à faire apparaître un programme politique comme « la » solution appartiennent à ce genre de propagande.

La propagande est dangereuse dans une société démocratique et libérale parce que son but n'est pas de rechercher un consensus sur ce qui peut améliorer le bien-être des individus, mais plutôt de tout faire pour plier les esprits dans une voie tracée d'avance. Son approche est absolue plutôt que relative et tout ce qui déroge du dogme de départ lui est anathème.

La propagande politique est en effet, beaucoup plus qu'une publicité autour de principes, d'idées et de programmes. Elle s'adresse d'abord à l'instinct plutôt qu'à la raison, et néglige les faits pour mieux créer des mythes.

À titre d'exemple, la phrase répétée *ad nauseam* : « tous les maux du Québec proviennent du Gouvernement fédéral » constitue une tentative de fabriquer la réalité pour la faire cadrer avec l'idéologie politique de départ. Mais à « crier au feu » trop souvent, le danger est grand que les griefs réels et légitimes, lorsqu'ils se présentent, se perdent dans l'indifférence incrédule de la population.

Car même la propagande s'use !

* * *

Le référendum constitutionnel québécois au printemps 1980 constitue un cas historique idéal pour celui qui veut étudier comment la perversion du sens des mots et la propagande politique peuvent être employées par un gouvernement ou un parti politique pour atteindre ses fins.

Avant l'été '79, j'ignorais que la « saine ambiguïté » découlait avant tout d'une stratégie plutôt que de la seule difficulté de définir un projet politique comprenant deux éléments difficilement conciliables, soit la séparation politique et l'intégration économique. Je croyais bien naïvement que le vrai défi consistait à préciser une formule qui puisse respecter à la fois le besoin d'autonomie et de souveraineté des états participants, et celui d'une nécessaire solidarité politique qui doit lier les populations et assurer la solidité institutionnelle de leur association économique.

En réalité, le flottement dans les objectifs n'était qu'apparent. Il était dicté par l'état de l'opinion québécoise et ne relevait que de la tactique et de la stratégie.

L'objectif véritable des dirigeants du Parti québécois était l'indépendance politique intégrale pour le Québec, mais... comme seulement 15 pour cent de la popu-

lation partageait le point de vue de ces dirigeants,... il fallait dissimuler les griffes du loup sous une peau d'agneau. ¹⁵⁰

C'était la stratégie du petit doigt...

Comment amener une population récalcitrante et soupçonneuse à donner son accord à un projet dont elle craint la réalisation ?

Dans son livre classique sur l'action politique, *Le Viol des Foules par la propagande politique*, Serge Tchakhotine explique comment il s'agit de réduire un projet politique jusqu'à un plus petit dénominateur afin d'arracher dans un premier temps, une adhésion par une série de stratagèmes, pour ensuite « attirer tout le bras et puis tout le corps ».

L'objectif demeure toujours le même. Ce qui s'adapte à la conjoncture, c'est la stratégie de présentation de la chose de manière à obtenir un assentiment « par étape » et à la pièce de ce qui serait refusé si la totalité du projet était présentée d'un seul coup. ¹⁵¹

Appliquée dans une démocratie dans laquelle les débats doivent être ouverts et transparents afin de permettre aux citoyens de choisir en toute connaissance de cause, la stratégie de la dissimulation des véritables objectifs des politiciens a quelque chose de répugnant. Car, une telle stratégie cherche moins à persuader et à convaincre qu'à tromper et à manipuler. Qu'elle n'a point été dénoncée avec plus de vigueur et de virulence qu'elle ne l'a été lors de la campagne « référendaire » de 1980 est peut-être plus révélateur que quoique ce soit sur l'attachement réel de certaines de nos élites intellectuelles aux règles démocratiques.

En effet, la tentation totalitaire n'est jamais loin chez certains esprits de fouler aux pieds les droits démocratiques sacrés de tout être humain au profit d'une idéologie étriquée tantôt de corporatisme, tantôt de fascisme, tantôt de socialisme qui glorifie au profit d'une caste des notions abstraites comme l'État ou la Nation.

¹⁵⁰ Deux sondages tenus par Radio Canada, à une année d'intervalle et dans lesquels on posait la question suivante : « Êtes-vous pour ou contre l'indépendance du Québec (c'est-à-dire l'indépendance politique et économique complète ? ») donnèrent les résultats suivants :

	Pour	Contre	Indécis
(oct. '77)	17%	79%	4%
(juin '78)	14%	79%	7%

¹⁵¹ Serge Tchakhotine, *Le viol des foules par la propagande politique*, Gallimard, réimpression 1963, p. 403.

- Un haut stratège péquiste m'avait vraiment pris en pitié en juillet '79, quand j'avouai candidement ne point connaître l'existence même de ce manuel de stratégie. Dans son cas, c'était son livre de chevet.

Certains iront même jusqu'à s'expliquer à eux-mêmes l'échec de la manœuvre référendaire de mai '80 parce que « les anglophones et tous les allophones avaient le droit de vote au nom d'un faux démocratisme » (sic). ¹⁵²

Il faut dire que de tels sentiments et de telles tactiques sont fréquents dans les organisations syndicales, lesquelles ont remplacé l'Église au Québec en tant que principale Institution collective.

La tactique usuelle consiste à nier concrètement le droit des individus de décider par eux-mêmes en demandant à un groupe de se prononcer globalement sur un ensemble de, sujets disparates plutôt que sur chaque sujet séparément. C'est ; la technique de l'amalgame. L'électeur ne peut refuser une partie du « package » qu'on lui soumet sans refuser le tout. Il est piégé.

Il n'est pas rare, en effet, que des consultations syndicales contiennent une question double du genre : « Refusez-vous les offres de l'entreprise ET mandatez-vous le comité de négociation de déclencher la grève au moment opportun ? ». ¹⁵³

Or, l'employé peut fort bien vouloir refuser les offres patronales sans pour autant vouloir la grève !

La réponse à une pareille question ne peut donc qu'être ambiguë puisque les véritables sentiments des gens ne peuvent s'exprimer avec clarté. Mais qu'importe à celui qui a posé la question ? Il « réalisera » le « mandat » découlant de la consultation selon l'interprétation qu'il lui plaira bien de lui donner.

Dans *Alice au Pays des Merveilles*, Dumpty établit une règle qui plait à tout manipulateur en puissance :

- « Quand j'emploie un mot, il veut dire précisément ce que je veux qu'il dise, ni plus ni moins ! »

Et Alice de s'étonner :

- « La question consiste à savoir comment pouvez-vous faire dire aux mots des choses si différentes. »

- « La question, répondit Dumpty, consiste à savoir qui est le maître, c'est tout ! »

¹⁵² François-Albert Angers, « Notre référendum : les erreurs génératrices de l'échec », *Le Devoir*, 18 septembre 1980.

¹⁵³ Exemple d'un vote de grève à l'Hydro-Québec, *Journal de Montréal*, 16 novembre 1979.

En vérité, celui qui contrôle le mécanisme de la consultation populaire et qui en est le « maître », est bien placé pour en abuser. Contrairement à une élection, quand le citoyen peut choisir entre différents candidats et différents partis, celui qui tient un plébiscite ou un référendum peut faire en sorte que le citoyen ne puisse se prononcer pour une option alternative. Il est possible ainsi de le violenter et de l'enfermer dans le dilemme de tout accepter dans l'amalgame... ou de tout refuser. C'est tout ou c'est rien !

C'est pourquoi le mot plébiscite a un sens tellement péjoratif dans la langue française. Il a été historiquement en effet l'instrument privilégié des despotes et des dictateurs qui voulaient raffermir leur mainmise sur le pouvoir.

Pour être véritablement démocratique, un référendum doit offrir des choix véritables à l'électorat parmi les diverses options alternatives qui se présentent. Le gouvernement devient alors l'exécutant de la volonté populaire et non pas un manipulateur qui laisse dans l'ombre les options autres que la sienne et qui évince ses concurrents politiques en leur bloquant l'accès au bulletin de vote.

C'est justement pour éviter ces abus que dans certains pays, dont la Suisse en particulier, il est défendu au gouvernement de tenir et d'initier des plébiscites. ¹⁵⁴

C'est le propre des référendums à la française, cependant, d'équivaloir en réalité à autant d'élections déguisées puisqu'ils ne permettent pas à la population d'exprimer librement ses préférences, mais posent plutôt la question de la confiance dans le parti au pouvoir sur l'option politique qu'il est le seul à présenter.

En conférant ainsi au référendum un caractère plébiscitaire, celui-ci cesse alors d'être l'occasion pour le peuple de se déterminer librement sur un problème de fond, - comme en Suisse -, mais devient un instrument du pouvoir pour pressurer la population dans la voie qu'il a lui-même choisie.

Le gouvernement du jour établit tout d'abord qu'il a raison en évinçant du bulletin de vote les solutions concurrentes et somme ensuite l'électorat de lui manifester sa confiance, par une monosyllabe.

Le peuple « souverain » est ainsi « consulté ». Mais il ne décide véritablement rien par lui-même. Il est plutôt convié à ratifier ce qu'un gouvernement paternaliste a décidé pour lui.

En France, la dénaturation du référendum en plébiscite est depuis longtemps chose courante. Napoléon Bonaparte y recourut à quatre occasions, dont une fois, en 1802, pour se faire nommer consul à vie. En 1851, Napoléon III consultera la

¹⁵⁴ Jean-Marie Denquin, *Référendum et Plébiscite*, Paris, 1976.

population pour faire ratifier le coup d'État du 2 décembre, et à deux autres occasions par la suite.

Plus récemment, le Général de Gaulle recourra quatre fois au référendum plébiscitaire, de manière à consulter la population par-dessus les assemblées et les partis politiques : le 8 janvier 1961 (principe de l'autodétermination de l'Algérie), le 8 avril 1962 (accord d'Evian), le 28 octobre 1962 (révision du mode d'élection du président) et le 27 avril 1969 (réforme du Sénat et des régions).

La population française lui fait confiance lors des trois premières consultations, mais à l'occasion de la quatrième, les « non » comptent pour 53% des votes contre 47% de « oui ».

Et le Général de Gaulle de remettre sa démission.

Le même respect pour le suffrage universel ne s'est point manifesté au Québec le 20 mai 1980.

On n'aura donc importé de la France qu'un des éléments du « plébiscite à la française » !

* * *

Certains oublient trop facilement que « le but de la politique est le bonheur, le plus de bonheur possible pour le plus grand nombre d'hommes possible, et non le succès de quelques professionnels qui veulent imposer leurs vues à la majorité tout en feignant de la suivre. » ¹⁵⁵

Au lendemain du référendum du 20 mai, un dirigeant de la campagne en faveur du Oui s'interrogeait sur le sens véritable de la souveraineté-association :

- « Est-ce un système politique qui peut être une fin en soi ou, n'est-ce qu'un barreau d'une échelle menant nécessairement à l'indépendance pure et simple ? »

Et il répondait immédiatement à sa question :

- « Quant à moi, c'est le second choix qui m'intéresse au Parti québécois. » ¹⁵⁶

Son deuxième choix, c'était le dogme fondamental mais camouflé des dirigeants du PQ.

¹⁵⁵ Voir à ce sujet, Jean-François Revel, *La Tentation Totalitaire*, Robert Laffont, Paris, 1976.

¹⁵⁶ Maurice Champagne-Gilbert, « L'avenir du Québec et du Parti Québécois », *Le Devoir*, 28 mai 1980.

De là toutes les contorsions stratégiques pour dissimuler ce choix derrière « un mandat de négocier », « un deuxième référendum », « la souveraineté-association simultanée » et le « déblocage », fruits d'innombrables sondages. ¹⁵⁷

Il fallait nécessairement, dans l'esprit des dirigeants péquistes, poser une question référendaire recouvrant un ensemble de propositions politiques logiquement et juridiquement distinctes,... mais n'impliquant qu'une réponse unique, et pouvant se prêter aux interprétations que le Gouvernement voudrait bien par après en faire.

Des dizaines et des dizaines de modèles de question furent élaborés avant de découvrir celui qui cadrerait le mieux avec les résultats des sondages et qui permettait le mieux de dérouter et confondre l'électeur hostile à la séparation politique du Québec du Canada.

Mais parce que tout y était mélangé : les buts, les moyens, les hypothèses, les principes, la sémantique euphémiste... etc., la question référendaire était une question fourre-tout où chacun pouvait y trouver quelque chose avec laquelle il était d'accord : c'est dans les marécages que l'on peut le plus facilement pêcher en eaux troubles !

Ce n'était pas un référendum : il y avait plutôt autant de référendums qu'il y avait d'électeurs.... des millions. C'était l'auberge espagnole : on y trouvait tout ce qu'on y avait amené !

La question référendaire « emberlificotée » pouvait revêtir tellement de significations qu'il pouvait y avoir autant de réponses qu'il y avait de répondants :

- « Il y en a qui diront oui à la souveraineté-association, ou oui à la souveraineté, ou oui à l'association, ou oui à l'égalité des peuples, ou oui à une indépendance immédiate ou par étage, ou oui à un mandat de négocier n'importe quoi, ou oui à un mandat de négocier la souveraineté-association, ou oui à un second référendum » ironisera un éditorialiste. ¹⁵⁸

¹⁵⁷ La question référendaire soumise à l'électorat québécois le 20 mai 1980 comportait une seule phrase de plus de 100 mots en deux paragraphes :

- « Le Gouvernement du Québec a fait connaître sa proposition d'en arriver, avec le reste du Canada, à une nouvelle entente fondée sur le principe de l'égalité des peuples ; cette entente permettrait au Québec d'acquiescer le pouvoir exclusif de faire ses lois, de percevoir ses impôts et d'établir ses relations extérieures, ce qui est la souveraineté - et, en même temps, de maintenir avec le Canada une association économique comportant l'utilisation de la même monnaie ;

aucun changement de statut politique résultant de ces négociations ne sera réalisé sans l'accord de la population lors d'un autre référendum ;

en conséquence, accordez-vous au Gouvernement du Québec le mandat de négocier l'entente proposée entre le Québec et le Canada ? Oui, Non. »

¹⁵⁸ Robert Decary, « A Stratégie, Stratégie égale », *Le Devoir*, 24 mars 1980.

Et il concluait :

- « Il sera malhonnête de faire dire quoi que ce soit de bien précis au résultat du référendum. »

Parce que le plébiscite était tellement confus et ambigu, il équivalait véritablement à poser la question de confiance dans le gouvernement qui osait soumettre la population à un tel exercice d'acrobatie politique.

Ce n'était pas un référendum.

C'était une élection déguisée

Mais une élection déguisée toute particulière, car le gouvernement refusait d'avance de démissionner si l'électorat lui retirait sa confiance...

Et dire que lors du référendum du 2 octobre 1972 sur l'adhésion du Danemark à la Communauté Économique Européenne, le bulletin de vote ne comportait même pas de question : seuls étaient écrits sur le bulletin de vote les mots *Ja* et *Nei*, avec un espace pour que l'électeur indique son choix, tellement la question à décider était claire et comprise de tous.

Lors du référendum du 20 mai 1980 au Québec, même un expert constitutionnel n'aurait pu voter en toute connaissance de cause !

Ce n'était donc qu'un référendum à la française, c'est-à-dire un plébiscite, par lequel le gouvernement Lévesque recherchait un appui de la population en sa faveur plutôt qu'à faire voter la population sur les différentes options constitutionnelles en présence.

Selon un expert :

- « Ce type de référendum... retient l'apparence des procédures démocratiques, à défaut de leur esprit et de leur essence ». ¹⁵⁹

La fameuse clarté promise par le Premier ministre pour le référendum n'était rien d'autre qu'une autre promesse de politicien !

Il s'agissait de dire une chose... et de faire le contraire !

* * *

¹⁵⁹ Maurice Champagne, *Mécanismes de consultation populaire directe*, Bibliothèque de la Législature, Québec, juin 1977, p. 31.

Troisième partie : le monde constitutionnel

Chapitre 19

Le contrôle des événements

*« Certaines propositions ne possèdent ne même pas
le rare
privilège de pouvoir être fausses. »*

Bertrand Russell

[Retour à la table des matières](#)

Le 20 mai 1980.

La population se prononce à 59.56% contre 40.44% et rejette le plat politique indigeste que le parti gouvernemental a voulu lui faire avaler.

Les résultats du référendum étaient « à peu près prévisibles même si nous souhaitions mieux » confessa le Premier ministre. ¹⁶⁰

Non seulement avait-on refusé à la population le droit de se prononcer sur ses véritables préférences constitutionnelles, mais on était en outre conscient de faire perdre au Québec une occasion historique unique de prendre l'initiative et de jouer un rôle de leadership en vue d'un renouvellement en profondeur de la confédération canadienne

¹⁶⁰ *Le Devoir*, 4 août 1980.

Le gaspillage était donc complet !

Était-ce trop demander de respecter l'intelligence des Québécois et de placer l'intérêt à long terme du Québec au-dessus des contingences d'une stratégie strictement partisane ?

Le Québec n'aurait-il point mérité mieux ?

Et l'opposition parlementaire ! A-t-elle joué son rôle face à un parti au pouvoir qui fit tout pour fausser le sens de la discussion parlementaire ?

* * *

peine libéré du carcan stérilisant de la ligne de parti, je lançai aussitôt un appel en faveur de la tenue d'un référendum constitutionnel véritablement démocratique.

En 1949, à Terre-Neuve, quand il s'était agi de mettre vraiment la population dans le coup et de lui laisser décider de l'orientation constitutionnelle à prendre, le référendum présentait trois choix exclusifs. ¹⁶¹

En laissant la population dégager elle-même un consensus, on n'agit pas seulement démocratiquement, mais on ajoute un poids considérable et une grande légitimité aux résultats d'une telle consultation populaire.

Le Gouvernement du Québec, quelque soit le parti politique qui le dirigeât, pourrait alors participer avec autorité à une réforme constitutionnelle au Canada qui aurait eu de fortes chances de satisfaire les aspirations clairement exprimées de la majorité de la population.

Entre la position péquiste en faveur de la souveraineté politique et la position fédérale en faveur d'une fédération fortement unifiée, il y avait place dans les esprits comme dans les faits pour un fort degré d'autonomie pour le Québec dans le cadre d'une véritable confédération moderne.

Le Québec était à l'origine de la crise politique canadienne par son insistance depuis trois ou quatre décennies à ce que les institutions politiques canadiennes

¹⁶¹ Le référendum terre-neuvien du 3 juin 1948 portait soit sur le statut quo, c'est-à-dire le maintien d'une Commission gouvernementale mixte, soit sur l'adhésion à la Confédération canadienne, soit encore sur l'accession à l'indépendance avec un gouvernement responsable. Les résultats furent 14.32%, 41.13% et 44.55% respectivement.

Le deuxième référendum du 22 juillet 1948, avec seulement les deux options principales, donna 52.34% d'appui à l'adhésion à la Confédération canadienne et 47.66% au gouvernement responsable.

reflètent la dualité culturelle du Canada, et que le gouvernement du Québec détienne une mesure étendue d'autonomie afin de pouvoir garantir la survie et l'épanouissement des francophones en Amérique du Nord en tant que seul gouvernement sous leur contrôle majoritaire. Il fallait pour cela que le Québec garde l'initiative des changements constitutionnels. Et pour cela, il fallait aussi qu'un consensus démocratique majoritaire puisse se dégager finalement au Québec sur l'orientation fondamentale souhaitée par la population.

La grande supériorité d'un référendum sur une élection générale tient justement à cette possibilité dans un référendum d'isoler de façon assez précise les grandes orientations collectives. Faut-il par contre qu'il y ait au départ un choix véritable. Un coup de force politique de la part d'un gouvernement ne peut tenir lieu de véritable référendum.

Deux mois avant la date fatidique du 20 décembre 1979, quand le Gouvernement fera connaître sa question « emberlificotée », une demande formelle de tenir un véritable référendum originait néanmoins d'un certain nombre de représentants élus à l'Assemblée nationale.

C'était la 3e OPTION. ¹⁶²

En réalité, selon l'esprit de la Loi 92 sur les consultations populaires, le référendum devait comporter les principales options constitutionnelles véhiculées par les principaux regroupements de membres élus à l'Assemblée nationale. L'obligation y était faite, en effet, aux membres de l'Assemblée nationale de s'inscrire en faveur d'une des options, (art. 23), et il y était prévu autant de comités de députés qu'il y aurait d'options.

À deux occasions, la Commission des droits de la personne témoignera de ses inquiétudes à l'effet que les « libertés d'opinion, d'expression et d'association des citoyens ou groupes partisans d'une option non représentée dans la question » puissent ne pas être respectées si la consultation ne portait que sur une seule option constitutionnelle. ¹⁶³

Au nom de la démocratie et au nom de l'équité envers les citoyens du reste du Canada, le référendum constitutionnel si longtemps attendu au Québec ne devait pas être un simple coup d'épée dans l'eau avec « des résultats à peu près prévisibles » !

¹⁶² Rodrigue Tremblay, *La 3e OPTION*, Les Éditions France-Amérique, Montréal, 1979. [Texte disponible dans *Les Classiques des sciences sociales*. JMT.]

¹⁶³ Commission des droits de la personne du Québec, « Quelques commentaires de la Commission des droits de la personne sur le projet de Loi no 92 » (5 juin 1978) et, « Réflexions préliminaires de la Commission des droits de la personne sur le livre blanc sur la consultation populaire » (11 novembre 1977).

Le Québec et le Canada méritaient mieux

* * *

- « Nous, représentants élus de la population et membres de l'Assemblée nationale du Québec, proposons une option référendaire reposant sur le principe général de l'autonomie des provinces canadiennes et d'une véritable confédération canadienne. »

C'est ce que proclamait officiellement une déclaration signée par six députés de l'Assemblée nationale, le 7 novembre 1979.

Les députés qui souhaitaient qu'une 3e Option référendaire soit offerte à la population, au nombre de six, étaient : Bertrand Goulet (Bellechasse), Fernand Grenier (Mégantic-Compton), Michel Le Moignan (Gaspé), Armand Russell (Brome-Missisquoi), William Shaw (Pointe-Claire) et moi-même (Gouin).

Tous percevaient qu'un référendum qui ne porterait que sur une seule option, celle du parti au pouvoir, dans l'éventualité fort prévisible qu'elle soit refusée par la population, laisserait le Québec plus divisé et désemparé que jamais. ¹⁶⁴

René Lévesque avait argumenté qu'il n'y avait pas d'autres options constitutionnelles que la sienne à l'Assemblée nationale et, qu'en conséquence, il n'y aurait qu'une seule option sur le bulletin de vote référendaire !

Le Parti libéral du Québec, sous la direction de Claude Ryan, avait bien constitué un comité d'experts pour établir l'option de ce parti sur la question constitutionnelle. Mais à l'automne '79, le document faisait toujours l'objet de discussions à l'intérieur du parti et sa publication ne se fera finalement que le 8 janvier 1980, soit *après* que le Gouvernement se fut commis et eut fait connaître le libellé officiel de la question référendaire à option unique. ¹⁶⁵

En tant que directeur du Devoir, Claude Ryan s'était deux ans auparavant fait le propagandiste lors du congrès d'orientation du Parti libéral du Québec en novembre '77, d'une « troisième voie » constitutionnelle entre le statu quo pur et

¹⁶⁴ Aux prises avec une sérieuse contestation de son leadership à l'intérieur de son parti, et voyant que quatre des huit députés restants appuyaient la 3e OPTION, le chef de l'Union Nationale, Rodrigue Biron décida de saborder son parti. - Il annoncera le 25 octobre 1979 que l'Union nationale allait disparaître après le référendum pour faire place à un parti de droite. - Il expliquera cet étrange manœuvre par la crainte que le Parti conservateur du Canada établisse un parti conservateur provincial québécois. - Le Parti québécois regrettera la disparition de l'Union nationale laquelle avec ses 20% de votes en 1976 avait permis l'élection d'une trentaine de députés péquistes.

¹⁶⁵ *Une Nouvelle Fédération Canadienne*, La Commission constitutionnelle du Parti libéral du Québec, Raynold Langlois, prés., Montréal, le 9 janvier 1980.

simple et l'indépendance ou la version dissimulée qu'en présentait le Parti québécois. ¹⁶⁶

Le principe selon lequel « le Québec, en raison de ses caractéristiques culturelles propres, forme une entité nationale distincte au sein de l'ensemble canadien » y était proclamé.

La 3e OPTION, par contre, reposait avant tout sur le principe d'une véritable confédération moderne, fondée sur une décentralisation politique et administrative maximale et fonctionnelle au Canada, et surtout sur celui de l'égalité politique dans la Constitution et dans les institutions entre les deux communautés linguistiques qui peuplent le Canada.

Rien de moins et rien de plus était, à mon avis, de nature à rencontrer les aspirations des nord-américains francophones qui forment la majorité au Québec. C'était une contribution à la solution de la *crise du Québec*.

Il fallait donc formuler la demande d'un référendum démocratique et comportant les options constitutionnelles fondamentales, *avant* que la forme de la question référendaire ne soit annoncée. Sans quoi, l'absence d'option constitutionnelle alternative de la part des membres de l'opposition à l'Assemblée nationale justifiait à elle seule la tenue d'un référendum -plébiscite sur une seule option.

Un choix référendaire équilibré exigeait que le citoyen québécois puisse exprimer clairement ses préférences sur l'avenir politique du Québec. Le confronter à une seule option relevait beaucoup plus du coup de force politique que d'une consultation référendaire.

Et refuser de placer sur le bulletin référendaire une Option constitutionnelle uniquement parce qu'on a la certitude qu'elle recevrait le plus d'appuis relevait du plus pur cynisme politique.

Et pourtant !

C'était bien le cas.

À Paris, devant les membres de l'Assemblée nationale française, le Premier ministre du Québec avait ajouté au texte préalablement remis à la presse que son vrai objectif était de réaliser « la réalité de ce mot de confédération qu'on nous a fait employer abusivement pendant plus d'un siècle ». ¹⁶⁷

¹⁶⁶ Claude Ryan, « La Troisième voie » constitutionnelle : jalons et perspectives », *Le Devoir*, 21 novembre 1977.

¹⁶⁷ Trois sondages scientifiques pris à des périodes différentes donnent les résultats suivants :

En fait, les Québécois recherchent dans leur ensemble la stabilité et la continuité d'une véritable confédération canadienne. Ils rejettent par contre la voie de l'État-nation unitaire qui les isolerait en Amérique du Nord. Ce sont des Québécois nord-américains, fiers de l'être, et non pas des Français déracinés et nostalgiques.

Pour le Québécois, l'Amérique du Nord, ce n'est pas ailleurs. C'est chez lui. Ce défi de l'Amérique du Nord, il a été

relevé dans le passé par les pionniers, les chasseurs, les trappeurs, les coureurs de bois, les chercheurs d'or... Il est relevé aujourd'hui par les sportifs, les hommes d'affaires, les artistes et les intellectuels qui choisissent la patinoire de la Ligue Nationale de Hockey plutôt que celle de la ligne régionale. Au ghetto et au cul-de-sac, ils apposent la possibilité et la volonté de bouger au plan géographique et social.

Il serait relevé aussi ce défi de l'américanité dans les institutions politiques si les politiciens étaient assez humbles pour agir avec le peuple québécois plutôt qu'en dépit de lui.

Année après année, les mesures scientifiques du choix des Québécois parmi les différents régimes constitutionnels indiquent que le fédéralisme renouvelé obtient environ 70% des préférences. (9) L'option la moins souhaitée est invariablement l'indépendance politique qui est explicitement rejetée par la très grande majorité des Québécois.

Le 6 mars 1980, l'occasion sera fournie au Gouvernement et aux membres de l'Assemblée nationale du Québec de tenir un référendum qui ne fut point une parodie mais une véritable consultation sur les choix constitutionnels des Québécois.

L'option constitutionnelle préférée (%) fédéralisme renouvelé			
	Plus ou moins favorable	Plus ou moins défavorable	Ne sait pas et Indécis
CROP (août '77)	67	20	13
Radio-Canada (nov. '77)	70	20	10
Radio-Canada (juin '78)	68	22	10

Lorsque confrontées l'une aux autres par la question « Parmi les options constitutionnelles, à laquelle êtes-vous le plus favorable », le sondage du 21 juin '78 de Radio-Canada donnait les résultats suivants : Statu quo : 17%, Fédéralisme renouvelé : 44%, Souveraineté-Association : 21%, Indépendance : 8%, Ne sait pas, pas de réponse : 10%.

La proposition globale d'amendement de la question référendaire se lisait comme suit :

- « Le gouvernement du Québec a fait connaître dans son Livre blanc son projet d'un nouveau régime politique pour le Québec. En conséquence,

1. Pensez-vous que le Québec devrait devenir un État souverain ? Oui, Non.
2. Dans l'affirmative, pensez-vous qu'un Québec souverain devrait rechercher par voie de négociation une association économique avec le reste du Canada ? Oui, Non. (Amendement, Claude Ryan)
3. Dans la négative, pensez-vous que le Gouvernement du Québec devrait prendre l'initiative de proposer au Gouvernement fédéral et aux gouvernements des autres provinces, un projet cohérent de réforme en profondeur du fédéralisme canadien, afin de doter le Canada d'une nouvelle constitution, selon le principe de l'égalité, des deux communautés linguistiques et selon le principe d'une répartition claire et fonctionnelle des compétences entre les deux ordres souverains de gouvernement ? Oui, Non. » (Sous-amendement, Rodrigue Tremblay)

Ce fut refusé...

Le fameux référendum n'allait être qu'un exercice négatif.

On ne permettra pas à la population du Québec de répondre elle-même à l'interrogation du « What does Québec Want ? » !

La politicaillerie l'emportait sur la démocratie.

Le Parti québécois choisissait plutôt de suivre le conseil qu'avait un jour proféré Daniel Johnson :

- « Il y a deux façons de faire l'indépendance. On peut annoncer ses couleurs, mais alors on risque de ne jamais la faire. La population n'est pas mûre. Ou alors, on peut le faire sans le dire... » ¹⁶⁸

* * *

¹⁶⁸ Pierre Godin, « Johnson, l'histoire secrète », *l'Actualité*, novembre 1979.

Troisième partie : le monde constitutionnel

Chapitre 20

« La vie, la liberté et la recherche du bonheur... »

« Quand on ne profite pas de l'expérience... l'enfance est perpétuelle. Ceux qui ne peuvent se rappeler le passé sont condamnés à le répéter. »

Georges Santayana

[Retour à la table des matières](#)

- « Considérant qu'une telle union contribuerait à la prospérité de ces provinces et favoriserait les intérêts de l'Empire britannique ».

Ainsi dit le préambule de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, loi britannique passée en 1867 et servant de constitution au Canada.

Avec la fin du traité de réciprocité entre les provinces canadiennes et les États-Unis en 1866, celles-ci avaient un besoin pressant de se constituer un marché intérieur capable de justifier une industrialisation naissante. L'union des provinces du Canada (Bas et Haut), de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick était conforme aussi aux intérêts de l'Empire britannique qui ne voulait pas voir les colonies canadiennes rejoindre la république des États-Unis. Pour le Québec, et pour les Canadiens francophones en particulier, l'instauration de la confédération de 1867 permettait de recouvrer l'autonomie que la fusion du Québec (Bas-

Canada) et de l'Ontario (Haut-Canada) par l'Acte d'Union de 1840 leur avait enlevée.

Le Canada est en pratique une démocratie parlementaire, formée de gouvernements provinciaux et d'un gouvernement central, même si techniquement le chef de l'État est un Gouverneur-Général qui représente une autorité royale.

L'Acte de l'Amérique Britannique du Nord établit une liste de prérogatives et de compétences pour chaque palier de gouvernement (articles 91 et 92), mais accorde peu d'importance aux droits des individus autres que ceux déjà garantis par la tradition britannique du Common Law. À bien des égards, le Canada fut davantage à l'origine une fédération « d'establishments » coloniaux qu'une libre association de citoyens et d'états.¹⁶⁹ C'est une constitution modelée sur celle de l'Angleterre plutôt que sur celle des États-Unis.

Aux États-Unis, en effet, le principe de la subordination des gouvernements à la volonté des citoyens y est beaucoup plus clairement établi. Les gouvernements ne tirent pas leur légitimité d'en haut, mais de la libre volonté de gouvernés. Et c'est la Constitution qui protège le citoyen contre les gouvernements.

Le préambule de la Constitution des États-Unis n'offre aucun équivoque à ce sujet :

- « Nous, le peuple des États-Unis, proclamons et établissons cette Constitution pour les États-Unis d'Amérique ».

Les divers amendements de la constitution américaine incorporent tous les droits et libertés que la Déclaration d'Indépendance de 1776 proclamait dans les mots célèbres :

- « Nous tenons pour évidentes par elles-mêmes ces vérités suivant lesquelles tous les hommes sont créés égaux et prît reçu de leur Créateur certains droits inaliénables parmi lesquels figurent la vie, la liberté et la poursuite du bonheur ».

C'est pourquoi la constitution américaine ne fait pas que répartir les pouvoir entre chaque palier de gouvernement, mais limite expressément ces pouvoirs des gouvernements pour protéger les droits inaliénables des individus.

¹⁶⁹ Voir Lacoursière, Provencher, Vaugeois, *Canada-Québec*, éditions du Renouveau Pédagogique Inc, 1977.

- « Le ministère anglais a laissé les Canadiens élaborer à leur gré la nouvelle constitution et n'y a fait aucun changement. Pour la première fois, le Canada rédige lui-même sa propre constitution.

... « En fait la Confédération ne sera pas l'œuvre d'une collaboration entre les diverses provinces, mais la réalisation d'un rêve conçu par un groupe d'hommes politiques. » pp. 394-395.

Ainsi, le 10^{ème} amendement précise que « les pouvoirs non confiés aux États-Unis par la Constitution, et non réservés aux États, relèvent des États respectifs, ou au peuple ».

Par contre, le 1^{er} amendement défend expressément aux gouvernements de passer des lois dans toute une série de secteurs :

- « Le Congrès ne doit passer aucune loi
- ... limitant la liberté de parole.
- ... limitant la liberté... de la, presse.
- ... limitant le libre exercice de la religion.
- ... etc. »

Les gouvernements ne sont pas souverains. Seul le peuple l'est.

Au Canada, cependant, la tradition monarchique du droit divin permet aux politiciens de s'appuyer davantage sur la souveraineté des gouvernements que sur celle de la population. Les législatures provinciales et fédérale, sont très peu limitées par une constitution vague qui relève davantage de l'arrangement administratif entre une métropole (le fédéral) et ses colonies (les provinces) que d'une véritable constitution établissant les principes généraux et les limitations à leurs actions en égard aux droits fondamentaux des citoyens. La constitution est la loi suprême dans une société et personne, y compris les gouvernements, ne sont au-dessus de cette loi suprême.

C'est le contrat social par excellence et ce sont les tribunaux, plus à l'abri des pressions du moment, qui en sont garants.

Il ne peut généralement être amendé que par un consensus spécial de la population, lequel dépasse la simple majorité. Ainsi, aux États-Unis, tout amendement constitutionnel exige l'assentiment du Sénat et de la Chambre des Représentants et l'accord des trois quarts des États. En Suisse, toute modification à la constitution fédérale doit être acceptée à la fois par la majorité des citoyens prenant part à un référendum et par la majorité des États. ¹⁷⁰

Mais en l'absence d'une constitution limitative, est-il Possible de concevoir que des gouvernements et des politiciens laissés à eux-mêmes, puissent s'entendre sur un nouveau partage des compétences entre les paliers de gouvernement et, surtout, sur des limitations de leurs pouvoirs de légiférer ? Est-ce que, en effet, pour garantir formellement des droits, des gouvernements peuvent accepter un transfert de certains de leurs pouvoirs aux tribunaux ?

¹⁷⁰ Voir « Constitution fédérale de la Confédération suisse », p. 75, dans Rodrigue Tremblay, *La 3^e OPTION*, France-Amérique, 1979.

* * *

En janvier 1979, les huit commissaires de la Commission Pépin-Robarts sur l'unité canadienne proclamaient que « seuls la reconnaissance du droit du Québec à un statut spécial et un transfert de pouvoirs du gouvernement fédéral en faveur des provinces peuvent sauver le Canada du démembrement ». Ils avaient correctement identifié le problème de fond d'un pays bi-culturel et bi-linguistique dont la réalité n'était pas reflétée dans ses institutions.

Une conférence constitutionnelle des premiers ministres, tenue quelques semaines après les 5 et 6 février de la même année, avait abordé 14 sujets possibles de réforme, mais aucune des 75 recommandations de la Commission Pépin-Robarts !

En septembre 1980, un an et demi plus tard et un référendum québécois manqué, les onze premiers ministres des provinces canadiennes et du gouvernement fédéral se réunissaient à nouveau pour décider cette fois-ci de douze sujets de réforme constitutionnelle.

Mais est-ce que les auteurs de la Déclaration d'Indépendance américaine auraient produit un document aussi sage et exaltant s'ils avaient délibéré sous des caméras de télévision dans une gare désaffectée ? Il est permis d'en douter !

Pour y avoir participé personnellement à l'occasion, je retiens de l'expérience que les conférences fédérales-provinciales publiques sont autant d'exercices-spectacles qui encouragent la confrontation et les divergences d'intérêts plutôt de favoriser l'éclosion de compromis nationaux. Chaque gouvernement pense en priorité sinon exclusivement à son électorat, à ses échéances électorales et à la réaction de ses adversaires. Tout compromis est alors risqué tandis que l'intransigeance prévient l'attaque.

Et mieux le statu quo qu'un progrès contestable

La conférence constitutionnelle des 8-13 septembre 1980, comme les onze autres qui l'avaient précédé depuis 1927, se solda par un échec complet.

Comment peut-il en être autrement quand onze gouvernements électoralistes doivent donner 132 accords sur douze sujets, selon la règle de l'unanimité !

Avec une telle règle de l'unanimité et la nécessité d'une entente globale, le projet d'une nouvelle constitution canadienne est un rêve illusoire et impossible.

- « Le paquet n'est jamais ficelé, ni fini, puisqu'il y a toujours des élections en vue quelque part et qu'il y a toujours un premier ministre qui s'en va ou qui s'en vient ! » dira, désabusé, Pierre Trudeau.

La rencontre était en quelque sorte un panier de onze pieuvres à douze tentacules !

En 1787, quand il s'était agi pour les 13 États américains de transformer leur confédération en une fédération, on avait alors retenu une formule qui permettait la mise en vigueur de la nouvelle constitution par neuf États seulement. ¹⁷¹

L'unanimité et la réforme globale ne vont pas de pair. Ils conduisent à la paralysie et à l'inertie. Un seul gouvernement peut, en effet, si telle est son intention, tout paralyser.

La raison pour laquelle certains gouvernements tiennent à la fois à la réforme globale et à la règle d'unanimité vient, soit de leur désir inavoué de saboter toute réforme constitutionnelle, soit de se doter d'une valeur de nuisance qu'ils peuvent à l'occasion marchander. En théorie, des trocs et des compromis spécifiques pourraient découler de telles « négociations » constitutionnelles, en autant que les compromis ne soient point unilatéraux. En pratique, l'Histoire le démontre, l'entreprise aboutit invariablement à l'impasse, tellement sont divergents les Intentions et les Intérêts en cause.

Une démarche fonctionnelle de réforme constitutionnelle exigerait, dans le cas d'une réforme globale, la tenue d'une assemblée constituante représentant toutes les tendances politiques dans la société. Les propositions qui découleraient d'une telle assemblée ne pourraient évidemment dépendre de la règle de l'unanimité mais de celle de la majorité. La promulgation d'une telle constitution ne pourrait de plus se faire sans l'assentiment à la fois des législatures provinciales et fédérale et des populations par référendum. ¹⁷²

Une réforme constitutionnelle conclue uniquement entre gouvernements, dans le cadre des conférences fédérales-provinciales, ne peut être au mieux qu'une réforme à la pièce. Une conférence devient ainsi logiquement nécessaire pour chaque thème ou chaque problème.

Trois thèmes distincts apparaissent ici clairement

¹⁷¹ Chaque État étant préalable souverain, les quatre autres États n'étaient pas forcés d'adhérer à la nouvelle fédération.

¹⁷² Le 17 janvier 1980, je proposai le mécanisme de l'assemblée constituante, formée des membres élus des parlements fédéral et provinciaux. Il y avait 952 députés dans les divers parlements et une représentation proportionnelle au quart aurait donné une assemblée constituante de 238 participants.

- 1) Le rapatriement de la constitution (AABN), une formule d'amendement et l'inclusion d'une charte des droits et des libertés de la personne ;
- 2) La dualité canadienne dans les institutions et les droits collectifs ;
- 3) Le partage des pouvoirs et des compétences entre les deux ordres de gouvernement.

Mais la démarche de réforme constitutionnelle post-référendaire de 1980 était en tous points identique à celle retenue en 1979. Et avec quelques exceptions près, les acteurs étaient les mêmes. Les résultats furent aussi les mêmes.

Rien n'avait changé !

En 1979, un comité des procureurs généraux ou des ministres des Affaires intergouvernementales, sous la présidence conjointe du ministre fédéral de la Justice, Marc Lalonde, et du procureur général de la Saskatchewan, Roy Romanow, s'était réuni à trois occasions pour établir des accords, les sept sujets initiaux doublant et triplant en cours de route ! ¹⁷³

En 1980, un comité des procureurs généraux ou des ministres des Affaires intergouvernementales, sous la présidence conjointe du ministre fédéral de la Justice, Jean Chrétien, et du procureur général de la Saskatchewan, Roy Romanow, se réunira au cours de l'été pour établir des accords sur douze sujets, dont deux n'étaient pas explicitement à l'ordre du jour un an et demi auparavant. ¹⁷⁴

En effet, cette fois-ci, le Gouvernement fédéral souhaite établir un consensus de principe sur un préambule de constitution, et se donne une puissante carte de négociation face aux provinces qui veulent gruger les pouvoirs fédéraux en ins-

¹⁷³ Les quatorze sujets de discussion étaient : 1) les ressources naturelles et le commerce inter-provincial ; 2) la taxation indirecte ; 3) les communications ; 4) le Sénat ; 5) la Cour suprême ; 6) le droit de la famille ; 7) les pêcherie ; 8) les ressources au large des côtes ; 9) la péréquation et le développement régional ; 10) les droits de la personne ; 11) le pouvoir fédéral de dépenser ; 12) le pouvoir déclaratoire ; 13) le rapatriement et la formule d'amendement de la constitution ; 14) la monarchie.

À la conférence des premiers ministres des 5-6 février, on ajouta une seconde liste de préoccupations incluant les politiques fiscales et monétaires, les barrières tarifaires, le commerce International, la circulation des biens et des personnes, les pratiques restrictives et la concurrence, la réglementation des valeurs mobilières, les offices de commercialisation, la compétence en matière de salaire minimum, la nomination des juges de Cours supérieures, les tribunaux administratifs, et finalement la question des autochtones.

¹⁷⁴ Les douze thèmes étaient les suivants : 1) la péréquation ; 2) le droit de la famille ; 3) la Cour suprême ; 4) les ressources au large des côtes ; 5) les communications ; 6) les pêches maritimes ; 7) le rapatriement de la constitution ; 8) la déclaration de principe ; 9) les ressources naturelles ; 10) les pouvoirs sur l'économie ; 11) le Sénat ; 12) la charte des droits de la personne.

crivant à l'ordre du jour la viabilité du marché commun canadien et la répartition des pouvoirs sur l'économie.

L'article 121 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord stipule, en effet, que :

- « Tous articles du crû, de la provenance ou fabrication de l'une quelconque des provinces seront... admis en franchise dans chacune des autres province ». ¹⁷⁵

Il y est donc défendu d'établir des tarifs interprovinciaux. L'article 121 assure donc que le Canada, au minimum, est une union douanière.

C'est peu et dépassé !

Car aujourd'hui, les vrais obstacles à l'intégration économique sont non-tarifaires et prennent la forme des réglementations gouvernementales discriminatoires, des offices de mise en marché, des politiques discriminatoires d'achat, des conditions restrictives d'établissements et des lois discriminatoires du travail en fonction du domicile, les subventions publiques à l'exportation... etc.

À ce chapitre, le Canada est considérablement en retard des autres fédérations, et même des marchés communs comme la Communauté Économique Européenne, et des ententes internationales telle l'Entente Générale sur le Commerce et les Tarifs (GATT).

À titre d'exemple révélateur, le Traité créant la Communauté Économique Européenne défend expressément une foule de pratiques auxquelles se livrent fréquemment des gouvernements provinciaux au Canada. En effet l'article 3 du Traité stipule :

- a) « L'élimination, entre les États membres, des droits de douane et des restrictions quantitatives à l'entrée et à la sortie des marchandises, ainsi que toutes autres mesures d'effet équivalent,
- b) l'établissement d'un tarif douanier commun et d'une politique commerciale commune envers les États tiers,
- c) l'abolition, entre les États membres, des obstacles à la libre circulation des personnes, des services et des capitaux,
- d) l'instauration d'une politique commune dans le domaine de l'agriculture,
- e) l'instauration d'une politique commune dans le domaine des transports,

¹⁷⁵ Op. cit. Lacoursière, Provencher... etc. p. 401.

- f) l'établissement d'un régime assurant que la concurrence n'est pas faussée dans le marché commun,
 - g) l'application de procédures permettant de coordonner les politiques économiques des États membres et de parer aux déséquilibres dans leurs balances des paiements,
 - h) le rapprochement des législations nationales dans la mesure nécessaire au fonctionnement du marché commun,
- ... etc. »

Certaines provinces au Canada, et au premier titre le Québec, se comportent comme si elles étaient des États unitaires et ne rencontreraient pas les conditions de l'adhésion à la Communauté Économique Européenne. La libre circulation des produits, des travailleurs, et des entreprises y est en effet davantage consacrée qu'entre les provinces du Canada.

Ainsi l'adjudication de travaux et l'achat de marchandises par les services publics doivent être soumis à la concurrence européenne. Au Canada, les politiques d'achat discriminatoires des gouvernements provinciaux sont courantes.

Autre exemple : les permis de travail nationaux ont été abolis entre les pays du Benelux (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg), mais au Québec, le Gouvernement les a établis dans l'industrie de la construction.

De même, la plupart des organismes provinciaux de fixation des prix des produits agricoles au Canada seraient considérés comme autant d'atteintes à la libre circulation des marchandises et ne seraient pas permis en Europe.

Et la liste pourrait facilement s'allonger...

La Confédération canadienne permet véritablement aux gouvernements provinciaux « d'avoir leur gâteau et de le manger en même temps ». Toute négociation serrée sur un réaménagement des pouvoirs et des compétences risquait donc de se tourner contre les gouvernements provinciaux.

- « Gouverner, dira le ministre des Finances québécois, c'est faire de la discrimination en faveur des siens ! »

Mais pas à l'intérieur d'un marché commun ou d'une association économique ! À l'intérieur d'un état-nation unitaire et séparé, peut-être ! Mais pas à l'intérieur d'une fédération. On ne peut en même temps faire partie d'un marché commun et

fausser les règles du jeu en biaisant les lois du marché à son avantage. Une telle attitude ne peut conduire qu'à la guerre économique.

Un gouvernement central, fort de sa légitimité nationale, peut transférer des ressources des provinces plus développées aux provinces moins développées. Un gouvernement provincial ne peut cependant de lui-même taxer les résidents des autres provinces par des mesures discriminatoires. C'est l'essence même d'un marché commun, et a fortiori, d'une confédération ou d'une fédération politiques. ¹⁷⁶

* * *

En, pratique cependant, aucun gouvernement au Québec ne peut accepter une sorte de désarmement de ses moyens dans le domaine du développement économique. À cause du peu de mobilité de la population pour des raisons linguistiques, et à cause du sous-développement industriel par rapport à d'autres régions, il est essentiel, en effet, pour le Gouvernement du Québec d'être en mesure de stimuler le développement économique.

Avec le déplacement graduel des centres de décision économiques vers l'Ouest et la difficulté d'attirer des investissements, le Québec a peine à conserver sa population. En 1979-80, par exemple, il est sorti 30,790 plus de personnes du Québec qu'il n'en est entré. Et pour la décennie 1970-80, le Québec a perdu 208,084 citoyens. ¹⁷⁷

¹⁷⁶ Sur les barrières inter-provinciales, voir John C. Pattison, *Canadian Confederation at the Crossroads*, Frazer Institute, Vancouver, 381 pages.

¹⁷⁷ Entrées et sorties de personnes - Québec 1970-1980 :

Entrées et sorties de personnes - Québec 1970-1980					
	Entrées d'autres pays	Sorties vers d'autres pays	Entrées d'autres provinces	Sorties vers d'autres provinces	Bilan net
1970-71	22,383	- 25,200	34,633	- 72,628	-40,812
1971-72	17,904	- 15,200	38,810	- 59,271	- 17,757
1972-73	18,815	- 14,300	35,594	- 55,666	- 15,557
1973-74	32,452	- 19,300	40,773	- 55,909	- 1,984
1974-75	31,670	- 18,200	37,834	- 47,133	4,171
1975-76	26,629	- 15,000	- 32,915	- 45,557	- 1,013
1976-77	28,120	- 14,725	31,558	- 54,804	- 9,951
1977-78	17,123	- 24,340	23,222	- 72,127	- 54,122
1978-79	14,344	- 22,503	26,160	- 58,270	- 40,269
1979-80	22,893	- 22,391	25,804	- 57,096	- 30,790
1970-80	232,333	- 191,159	329,303	- 578,561	- 208,084
Source : Statistique Canada, « Les migrations internationales et interprovinciales au Canada », Cat. 91-208.					

Pour contrer ces désavantages, le Gouvernement du Québec doit pouvoir encourager la transformation des richesses naturelles sur son territoire, quand cela est possible, encourager le développement des entreprises québécoises et stimuler les investissements productifs.

Est-il souhaitable qu'un gouvernement accepte sans condition l'insertion dans une Constitution d'une clause omnibus défendant toute atteinte, directe ou indirecte « à la libre circulation des personnes, des biens, des capitaux, des entreprises et des services à travers l'union canadienne » ? Dans le contexte canadien, le danger serait grand alors qu'une interprétation restrictive d'une telle règle ne tienne pas compte de la situation particulière du Québec, ni du degré inégal de développement économique selon les régions. Une telle clause pourrait, en effet, placer le Gouvernement du Québec dans une sorte de camisole de force qui l'empêcherait de prendre des mesures positives pour industrialiser et renforcer l'économie québécoise. C'est le protectionnisme provincial qui est à prescrire et non le particularisme.

À l'intérieur d'un marché commun, l'important pour une constitution ou pour un traité est d'empêcher les gouvernements régionaux d'adopter des mesures protectionnistes discriminatoires en fonction du lieu de résidence ou de la place d'affaires. Une clause de non-discrimination territoriale garantit par conséquent, en elle même le droit à la mobilité des personnes et à l'établissement des entreprises.

Il appartient à chaque gouvernement d'établir les règles du jeu à l'intérieur de son territoire en fonction de ses compétences et des préférences de ses citoyens, pourvu cependant que ces règles s'appliquent à tous sans distinction de résidence à l'intérieur de l'union économique et ne soient point un moyen détourné d'ériger des barrières économiques protectionnistes à l'entrée des biens et des services des personnes et des capitaux.

La méfiance entre le Gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux était telle cependant en septembre '80 qu'aucun compromis ne fut possible. Les provinces soupçonnaient, en effet, que toute la question des pouvoirs économiques dans l'union canadienne était un subterfuge pour les dépouiller de leurs pouvoirs et de leurs droits d'intervention. Elles étaient déterminées à défendre le concept de la nationalité provinciale.

* * *

Dans une négociation constitutionnelle, l'intérêt du Québec ne coïncide pas nécessairement avec celui des autres gouvernements provinciaux des autres provinces. Ces derniers ne sont guère préoccupés par les questions culturelles et linguistiques, ni par celles qui se rapportent au nécessaire principe de la dualité dans les institutions fédérales. Certains d'entre eux, représentant des provinces bien

dotées en ressources énergétiques telles les provinces de l'Ouest ou en voie de l'être, telle Terre-Neuve, ne recherchent qu'une chose : enlever au gouvernement fédéral le pouvoir de redistribuer une partie de ces richesses dans l'ensemble canadien. Pour ces gouvernements, le principe de la péréquation interrégionale des revenus et de la richesse ne vaut que pour les retombées de l'industrialisation et non pas pour les richesses naturelles.

Loin de vouloir concéder des pouvoirs économiques au centre dans l'intérêt national, ces gouvernements provinciaux poursuivent l'objectif de « la souveraineté économique dans une association politique ».

Le Québec, en tant que province française surpeuplée pour sa base de ressources, et pour le niveau de son développement économique, recherche avec raison un statut distinct dans la confédération canadienne, mais a aussi intérêt à ce que le gouvernement fédéral protège les minorités francophones dans les autres provinces et garde son pouvoir de redistribution des richesses.

Un comédien dira que « les Québécois veulent un Québec indépendant, dans un Canada fort ». Le paradoxe de la complexité des intérêts du Québec se reflète dans la blague. Un Gouvernement fort à Québec et un Gouvernement fort à Ottawa sont conciliables avec les intérêts fondamentaux des Québécois.

Le problème constitutionnel et politique du Québec est avant tout un problème d'institutions et de délégation Québec-Ottawa, et est bien différent d'un conflit braquant l'ensemble des gouvernements provinciaux contre le gouvernement fédéral.

C'est dans ce contexte que se situe la continuité historique des revendications québécoises.

Avec ce déséquilibre croissant de la richesse relative des provinces depuis la crise de l'énergie, la répartition comptable des ressources par le truchement du gouvernement fédéral s'est en effet dramatiquement renversée dans le cas du Québec. ¹⁷⁸ Alors qu'avant 1974, le budget fédéral exerçait une influence défla-

¹⁷⁸ Comptes Économiques des Revenus et des Dépenses, 1961, 1978, Bureau de la Statistique du Québec, 1980, pages 72-73.

- Accent Québec, Pourquoi des bilans différents ?, Institut de recherches C.D. Howe, 1977.

- En mars 1973 fut créé un comité fédéral -provincial d'experts chargés d'établir une comptabilité régionale au Canada. Les données concernant le Québec n'avaient cependant pas été rendues publiques par le gouvernement Bourassa.

À partir de 1977, les comptes Économiques du Québec seront publiés chaque année sous la direction du ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec et du Bureau de la Statistique du Québec.

Voir - Les comptes économiques du Québec, revenus et dépenses, 1961-1975, Ministère de l'Industrie et du Commerce, Québec, mars 1977.

tionniste sur l'économie québécoise en y retirant davantage de revenus qu'il n'y injectait de dépenses, la situation est différente depuis que le Gouvernement fédéral a accru ses paiements de péréquation et subventionne les prix du pétrole importé dans les provinces de l'Est. Même en tenant compte des déficits budgétaires élevés de l'État fédéral, ce dernier effectue depuis quelques années des transferts substantiels de richesse vers les provinces Maritimes et vers le Québec. ¹⁷⁹

Ces transferts sont-ils temporaires et la situation d'avant 1974 se rétablira-t-elle ?

L'institutionnalisation des paiements de péréquation, une plus grande conscience de la nécessité du développement régional et la persistance probable de la crise de l'énergie confirmeront sans doute le Gouvernement fédéral dans son rôle actuel.

* * *

Que penser alors de l'alliance entre le Gouvernement du Québec et les gouvernements des provinces de l'Ouest de la province potentiellement pétrolifère de Terre-Neuve lors de la conférence constitutionnelle de septembre '80 ? Obnubilés, en effet, par leur avidité au sujet des revenus du pétrole et des ressources du littoral maritime les Lougheed, Bennett et Peckford tombèrent assez maladroitement dans la trappe que leur tendit René Lévesque. ¹⁸⁰

Refusant de démissionner après avoir reçu directement de la population un vote de non-confiance sur son programme de souveraineté-association, le Gou-

- Comptes économiques des revenus et des dépenses, estimations annuelles, Québec 1961-1978, Bureau de la Statistique du Québec, 1er trimestre 1980.

¹⁷⁹ En 1980, le Québec recevait 300,000 barils de pétrole *par jour* de l'Alberta à un prix de 16.75 plutôt que de \$38.00 au prix international, tandis qu'une subvention fédérale maintenait au même prix les 200,000 barils par jour provenant du Vénézuëla et d'autres pays.

¹⁸⁰ Peter Lougheed de l'Alberta, William Bennett de la Colombie Britannique et Brian Peckford de Terre-Neuve.

La répartition des revenus découlant du pétrole était pour ces premiers ministres l'enjeu prioritaire.

À titre d'exemple, 48% des recettes tirées du pétrole texan aux É.U. vont aux producteurs, 17% au gouvernement de l'État et 35% au gouvernement fédéral.

En Australie, où le régime constitutionnel est semblable à celui du Canada, les parts sont de 37% aux producteurs, 15% au gouvernement de l'État et 48% au gouvernement fédéral.

Mais au Canada, les producteurs et le gouvernement provincial reçoivent 45% chacun, et le gouvernement fédéral n'en obtient que 10%.

En conséquence, l'Alberta a récolté \$3,700 millions des revenus du pétrole et du gaz naturel en 1979. Le revenu provincial brut de cette province était de \$16,000 en 1979, soit un niveau 70% supérieur à la moyenne canadienne, en plus de n'avoir pas de taxe de vente, et un taux d'imposition des personnes et des propriétés le plus bas du Canada.

Source : Daniel Raunet, « L'Alberta peut payer (Lalonde), » *Le Devoir*, 2 octobre 1980.

vernement Lévesque remettait comme si rien n'était, sa peau d'agneau des beaux jours et se désignait « négociateur du Québec pour renouveler le fédéralisme » !

La situation était plutôt baroque et ambiguë

Le vaincu condescendait à mettre temporairement son programme en sourdine et allait mettre en oeuvre avec bonne foi, prétendait-il, le programme du vainqueur !

- « On nous a refusé majoritairement le mandat que nous demandions... mais, au nom du seul gouvernement qui est exclusivement le leur, je m'engage... à mettre toute la bonne foi requise à notre participation aux négociations qui doivent encore une fois arriver », proclamera René Lévesque au lendemain du référendum, confondant pour une nième fois le sort de son gouvernement avec celui du Québec. ¹⁸¹

Avec l'échec référendaire et devant la hâte que mettait le gouvernement Trudeau à convoquer une conférence constitutionnelle spéciale, le Gouvernement Lévesque avait en effet mis au point une stratégie basée sur les deux éléments suivants :

- éviter à tout prix un accord qui gèlerait la réforme constitutionnelle au niveau des propositions du Gouvernement Trudeau, c'est-à-dire ne comportant que le rapatriement de la constitution et l'insertion d'une charte des droits et des libertés de la personne avec la garantie juridique des droits linguistiques des minorités française et anglaise dans les provinces ;

- éviter à tout prix d'être isolé lors de l'échec des pourparlers constitutionnels en courtisant les autres gouvernements provinciaux.

À l'aube d'une élection générale au Québec, il fallait en effet, gagner du temps face à un électorat qui venait tout juste de répudier le gouvernement péquiste. Il fallait aussi faire en sorte que le Premier ministre du Canada, Pierre Trudeau, ne profite point indûment de la défaite référendaire du gouvernement sortant à Québec pour régler une fois pour toutes le problème constitutionnel, lequel était la principale raison d'être du Parti québécois.

La vision de renouveau du fédéralisme de Pierre Trudeau portait essentiellement sur le symbole du rapatriement de Londres de la vieille constitution et sur la consécration des droits des individus, et ne s'accommodait guère d'un transfert net de pouvoirs du gouvernement fédéral aux gouvernements provinciaux qui serait autre qu'un réaménagement administratif des responsabilités.

¹⁸¹ Texte intégral de l'introduction de René Lévesque, *La Presse*, 24 mai 1980.

Au consul cubain Carlos Treto qui voulait connaître ses préférences entre Joe Clark et Pierre Trudeau, lors de l'élection fédérale du 18 février 1980, le Premier ministre du Québec avait répondu :

- « ... j'aime autant Trudeau. Pour le sport si vous voulez ».

Défait le 20 mai 1979 et démissionnaire de la politique le 21 novembre 1979, Pierre Trudeau rebondira trois mois plus tard comme un spectre pour venir hanter René Lévesque.

Il est la preuve vivante qu'une minorité bien organisée peut jouer un rôle déterminant dans une fédération politique.

Laurier-St-Laurent-Trudeau valent bien MacDonald-Makenzie-King-Pearson.

Voter en faveur de la souveraineté-association équivaut à répudier la députation québécoise à Ottawa, c'est-à-dire répudier Trudeau. Et aucun homme politique n'est aussi populaire au Québec ! À l'élection générale du 18 février 1980, le gouvernement Trudeau s'est fait plébiscité au Québec avec un balayage de 74 sièges sur 75.

La participation du Premier ministre du Canada à la campagne référendaire sera déterminante. Il est en position, en effet, de démontrer concrètement et non pas seulement logiquement le slogan de la souveraineté-association.

- « Si vous votez OUI, M. Lévesque sera bienvenu à Ottawa mais je lui dirai qu'il fait face à deux portes. »

- « Si vous frappez à la porte de la souveraineté-association, il n'y a pas de négociation possible parce que des négociations, ça prend deux partenaires et toutes les provinces ont prévenu qu'elles diront NON à l'association. -Par ailleurs, si vous voulez la souveraineté, je dis que vous n'avez pas le mandat, vous n'avez pas la clé pour ouvrir cette porte, et moi non plus. »

- « Si M. Lévesque veut frapper à la porte du fédéralisme renouvelé, elle lui sera grande ouverte. Mais alors, le référendum aura été inutile puisque cette alternative est déjà sur la table. » ¹⁸²

Il n'y aura pas de sécession du Québec sans que la population ne se prononce clairement sur la question.

- « On ne brise pas un pays sur une ambiguïté » dira Trudeau.

¹⁸² Pierre Trudeau, Discours au Centre sportif Paul-Sauvé, Montréal, 14 mai 1980.

En 1933, le gouvernement d'une province de l'Australie, l'Australie Occidentale, état riche en ressources naturelles, tint un référendum proposant la sécession. La question comportait deux options :

- 1) Etes-vous en faveur que l'État du Western Australia se retire du Commonwealth fédéral tel qu'établi par l'Acte constitutionnel du Commonwealth de l'Australie. OUI. NON.
- 2) Etes-vous en faveur qu'une assemblée formée des représentants, en nombre égal, de chacun des États de l'Australie, soit convoquée dans le but d'apporter à la Constitution du Commonwealth les modifications jugées nécessaires par la dite assemblée. OUI. NON.

Le référendum eut lieu le 8 avril 1933, à l'occasion d'une élection générale.

Paradoxalement, le gouvernement du Premier ministre James Mitchell fut défait mais le vote en faveur de la sécession fut largement favorable avec 66.22% des appuis contre 33.78%. Par contre, l'option de l'assemblée constituante fut rejetée par un vote de 57.42% à 42.58%.

Une loi pour donner suite à la décision de la population fut ensuite proposée par le nouveau gouvernement et une pétition fut adressée au Parlement impérial de la Grande-Bretagne. Un an plus tard, un comité conjoint de la Chambre des Communes et la Chambre des Lords rejeta la pétition.

Le Comité se déclara d'avis, en effet, que même si le Parlement impérial pouvait autoriser légalement la sécession, il n'exercerait pas cette autorité à moins que le Parlement du Commonwealth ne lui demande :

- « Le Commonwealth of Australia Constitution Act (1900) cite, dans ses préliminaires, que la population des cinq États originaires s'est entendue pour s'unir en un seul Commonwealth fédéral indissoluble. Le Parlement du Royaume-Uni, en arrêtant la Constitution, donnait donc suite à la volonté exprimée par la population du continent d'Australie et non par celle de l'un ou l'autre des États. Ce n'est alors que lorsque la population du continent d'Australie le demande que, conformément à l'usage constitutionnel, le Parlement du Royaume-Uni peut de bon droit modifier ou dissoudre l'union fédérale... » ¹⁸³

Seule une pétition du Parlement central de l'Australie en transmettant le vœu clairement exprimé de l'ensemble de la population, pouvait consacrer la sécession d'un des États.

¹⁸³ Pour mieux comprendre les référendums, six cas historiques. Gouvernement du Canada, Ottawa, 1978.

Ces deux principes, à savoir que la sécession d'un État requiert l'assentiment non seulement de sa population, mais aussi celui du parlement central et celui de l'ensemble de la population d'une fédération, justifiaient le rejet de la pétition unilatérale de sécession.

Par suite de l'impasse, le mouvement sécessionniste de l'Australie occidentale s'effondra. On expliquera ce mouvement par après comme une aberration de l'Histoire causée par la Dépression.

Comme la Constitution du Canada ressemble à celle de l'Australie et s'inspire des mêmes précédents juridiques et constitutionnels et que le Canada est aussi sous l'empire des Statuts de Westminster de 1931, il allait de soi que le référendum ambigu du 20 mai 1980 au Québec n'était rien d'autre qu'un coup d'épée dans l'eau. Au mieux, il constituait une pure perte de temps et d'énergies. Au pire, il conduisait à un cul-de-sac politique qui plaçait le Gouvernement du Québec sur la défensive et enlevait au Québec l'initiative des changements constitutionnels.

On pourrait croire que les règles du droit international public, surtout celles inscrites dans la Charte des Nations Unies, pourraient inférer certaines dispositions des constitutions nationales.

Ce n'est pas le cas.

La Déclaration des Nations-Unies de 1970 sur l'anti-colonialisme situe le droit de sécession dans le droit interne des États.

Après avoir rappelé « le principe de l'égalité de droit des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes », la Déclaration des Nations-Unies, par son article 5, stipule que rien

- « ne sera interprété comme autorisant ou encourageant une action quelle qu'elle soit, qui démembrerait ou menacerait, totalement ou partiellement, l'intégrité territoriale ou l'unité politique de tout État souverain et indépendant se conduisant conformément aux principes de l'égalité de droit et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes énoncés ci-dessus... »

La constitution d'un pays est avant tout une loi, et à ce titre, nul pouvoir ne peut s'y soustraire arbitrairement et unilatéralement.

L'intervention du Premier ministre du Canada dans la campagne référendaire de mai 1980 servait à rappeler ces choses, tant au plan juridique que politique.

Un gouvernement ne pouvait pas tout faire. Ou bien il jouait franc jeu avec l'électorat, ou bien, il se comportait en prestidigitateur politique. S'il choisissait la première voie, Il courait à une répudiation certaine. S'il choisissait la deuxième

voie, il pourrait peut-être arracher un appui majoritaire serré, mais alors, le Gouvernement fédéral, par la bouche de son premier ministre, le prévenait que la manœuvre n'aurait aucun poids politique et juridique.

Telle était la clarification qu'apportait Pierre Trudeau.

C'était échec et mat

Mais il y avait plus. Il y avait un engagement de sa part...

* * *

Le grand avantage du pouvoir est de pouvoir initier les événements et, à l'occasion, donner un contenu à ses convictions.

Dans le domaine constitutionnel, le Gouvernement fédéral propose mais ce sont les gouvernements provinciaux qui disposent !

Du moins jusqu'en 1980.

Auparavant, le Parlement fédéral ne pouvait amender la Constitution que dans les domaines tombant expressément sous sa juridiction. En 1949, le Premier ministre Louis St-Laurent avait pris, en effet, le taureau par les cornes et avait obtenu ce droit de la Grande-Bretagne. Il en avait profité en même temps pour transférer à la Cour suprême du Canada les prérogatives du Conseil Privé de Londres.

Le rapatriement comme tel de la Constitution et le mode d'amendement pour les questions d'intérêt fédéral et provincial n'avaient jamais pu faire l'objet d'un accord ni en 1927, ni en 1935, ni en 1950, ni en 1964, ni en 1971, ni en 1979 et, finalement,... ni en 1980.

Tantôt les provinces exigeaient l'application de la règle d'unanimité pour tout amendement. Tantôt elles exigeraient un transfert de pouvoirs du Gouvernement fédéral avant de donner leur accord à un rapatriement et à une formule d'amendement. Mais, comme les provinces revendiquaient des pouvoirs différents selon leurs intérêts propres, la question n'avait fait que tourner en rond pendant un demi-siècle.

Au cours de la campagne référendaire du 20 mai '80, tous les gouvernements, sauf celui du Québec pour des raisons évidentes, promirent de s'atteler à nouveau à la tâche.

Cette fois-ci, « un NON au référendum signifierait un OUI à une constitution rapatriée et renouvelée » !

La population du Québec devait choisir entre deux théories de « déblocage » constitutionnel :

- le « bluff » de la sécession que René Lévesque, en joueur de poker, proposait ;
- la promesse de Pierre Trudeau de briser l'embâcle, en agissant seul et radicalement si nécessaire si les barons provinciaux rendaient tout consensus impossible.

Ce dernier engagement n'était guère équivoque

- « Je prends l'engagement solennel qu'après un NON, nous allons mettre en marche le mécanisme de renouvellement de la Constitution et nous n'arrêterons pas avant que ce soit fait. »

- « Je m'adresse solennellement aux Canadiens des autres provinces, nous mettons notre tête en jeu, nous du Québec, quand nous disons aux Québécois de voter NON. - Nous vous disons que nous n'accepterons pas qu'un NON soit interprété par vous comme une indication que tout va bien, puisque tout peut rester comme c'était avant. - Nous voulons des changements. - Nous mettons nos sièges en jeu pour avoir ces changements. » ¹⁸⁴

L'urgence et même la précipitation d'agir étaient là, de crainte que la ferveur passagère des premiers ministres des autres provinces ne se refroidisse.

Une semaine à peine après le référendum, tous les premiers ministres étaient convoqués à Ottawa pour le 9 juin, dans le but d'établir les principes et la démarche à suivre :

- « Il nous incombe à titre de chefs de gouvernement de tenir notre promesse de modifier sans tarder la constitution du pays », rappelait Pierre Trudeau dans une missive séparée aux neuf premiers ministres qui s'étaient commis en faveur d'un renouvellement de la constitution.

Et il lançait un avertissement

- « Autrement, nous savons tous que la menace que nous venons d'écarter surgira de nouveau, rapidement, et avec encore plus de force. »

Les enjeux étaient importants.

Au Globe and Mail de Toronto, au lendemain du 20 mai, j'avais dit :

¹⁸⁴ Pierre Trudeau, Discours au Centre sportif Paul-Sauvé, Montréal, 14 mai 1980.

- « Si le PQ met l'accent sur le bon gouvernement et met en sourdine son programme de souveraineté -association, il a de bonnes chances de gagner les prochaines élections. »

- « Si par contre Trudeau réussit à doter le Canada d'une nouvelle constitution, cela peut signifier la fin de ce parti. » ¹⁸⁵

René Lévesque le savait trop bien aussi. C'est pourquoi, il était déterminé à faire en sorte, s'il devait y avoir une nouvelle constitution, que Trudeau soit acculé à agir unilatéralement.

* * *

- « Non au rapatriement de la Constitution, jusqu'à nouvel ordre ! »

- « Non au projet fédéral d'un nouveau partage des pouvoirs en matière économique ! »

- « Non au texte que M. Trudeau aimerait voir au préambule de la nouvelle constitution ! »

Telle est la fin de non-recevoir que le Gouvernement du Québec oppose aux initiatives fédérales à une journée et demie de la fin de la conférence fédérale-provinciale des 8-13 septembre '80.

Ceci ne surprend personne : un gouvernement qui vient de perdre un référendum sur la sécession de sa province a autant d'intérêt à négocier une réforme constitutionnelle « qu'un athée en a de négocier le renouvellement du Christisme », fera remarquer un observateur.

Le premier objectif du gouvernement Lévesque, - éviter à tout prix un accord -, est facile à atteindre.

Au début, une tentative infructueuse est faite de faire allonger la liste des sujets à discuter à l'agenda dans le but évident de « noyer le poisson ».

Ensuite, il y a le refus catégorique de travailler à huit clos afin de dégager un compromis parmi ces onze premiers ministres, dont quelques uns sont au terme de leur mandat électoral.

¹⁸⁵ Marina Strauss, « Defeat stings, but PQ with Lévesque still a force », *The Globe and Mail*, Toronto, 22 mai 1980.

Puis, comme pour bien s'assurer que le tout tourne au vinaigre, il y a le coulage aux négociateurs provinciaux et aux journalistes d'un document fédéral confidentiel de stratégie dans lequel on évoque quelques scénarios d'action. ¹⁸⁶

Finalement, pour qu'il soit bien compris qu'il n'y aura Pas de compromis, le Premier ministre du Québec déclare :

- « Pas question de laisser tomber aucune des revendications qui se sont répétées depuis 40 ans. » ¹⁸⁷

Mais le deuxième objectif, soit celui d'éviter à tout prix d'être isolé exige plus de doigté et est plus difficile à réaliser.

Un compromis est en marche.

Huit des neuf provinces anglophones acceptent le rapatriement de la Constitution, assorti d'une formule d'amendement, et en retour des concessions déjà annoncées par le gouvernement fédéral.

Seuls le Québec et Terre-Neuve se refusent à donner le feu vert au rapatriement parce qu'ils n'ont pas obtenu tout ce qu'ils voulaient au chapitre du partage des pouvoirs.

Afin d'appuyer cet allié solitaire qu'est le gouvernement conservateur de Terre-Neuve, Québec a d'ailleurs ajouté à sa longue liste de revendications « les droits miniers sous-marins » comme condition à l'octroi de son accord au rapatriement.

Pour les ressources côtières, le Gouvernement fédéral propose, en effet, un arrangement administratif, comme celui déjà conclu avec trois provinces maritimes, à l'exception de Terre-Neuve, selon lequel les provinces reçoivent 75% des revenus tirés au large des côtes, et 25% va au Gouvernement fédéral. Mais Terre-Neuve veut 100% et, la propriété pure et simple » !

L'isolement n'en est pas moins réel.

Une partie cruciale de la stratégie défensive de la délégation québécoise risque ainsi de s'effondrer.

Mais Terre-Neuve et Québec ne sont pas les seuls vraiment à vouloir obtenir un « package deal » de concessions fédérales en échange de leur assentiment pour

¹⁸⁶ Pierre Vincent, « Lévesque et le document secret, Une stratégie de non-négociation », *La Presse*, 10 septembre 1980.

¹⁸⁷ Pierre O'Neil, « Lévesque n'entend pas céder un pouce des revendications », *Le Devoir*, 8 septembre 1980.

le rapatriement de la constitution. Ils savent que le Premier ministre du Canada tient absolument à ce rapatriement afin de donner aux Canadiens « une preuve tangible de progrès ».

La Conférence tire à sa fin. Elle est prolongée jusqu'à samedi midi.

Dans la nuit de jeudi à vendredi, une liste est dressée des revendications principales de chacun des gouvernements provinciaux sur chacun des douze points à l'ordre du jour par la délégation québécoise. La somme est faite. Il y a quelque chose pour chaque province : Terre-Neuve obtient la propriété des richesses sous-marines, l'Alberta et la Saskatchewan obtiennent que leurs ressources pétrolifères soient à l'abri du pouvoir d'urgence fédéral, la Nouvelle-Écosse et l'île du Prince Édouard se voient consentir des avantages au chapitre des pêches maritimes.... etc.

Le Québec, pour sa part, obtient les pleins pouvoirs sur les communications, la reconnaissance de la dualité dans la composition de la Cour suprême, un préambule constitutionnel affirmant le droit à l'autodétermination (par la formule de l'adhésion libre) et la proclamation du caractère distinct de la société québécoise.

Éblouis et charmés par cet arbre de Noël où chacun y trouve son compte sans concéder de compromis, les Premiers ministres provinciaux décident au petit déjeuner de vendredi matin au Château Laurier de passer à l'offensive et de rançonner en quelque sorte le gouvernement fédéral : Ottawa doit satisfaire toutes les provinces, sans quoi il n'y a pas d'accord sur le rapatriement !

La délégation québécoise est tout sourire : elle sait bien qu'un pareil ultimatum n'a aucune chance de succès car tous les compromis sont du côté du gouvernement fédéral, lequel abandonne sa juridiction sur les ressources du plateau continental, les communications, les pêches et son pouvoir d'urgence quand il y a conflit entre l'intérêt national et les intérêts provinciaux, tandis que les gouvernements provinciaux ne proposent aucun compromis sur la Charte des droits et sur les pouvoirs en matière économique.

C'est ce qui se produit.

Refusant de jouer au « quitte ou double » constitutionnel, que les gouvernements provinciaux veulent lui imposer, le Premier ministre du Canada retire ses propres Propositions de compromis sur onze des douze sujets de discussion et déclare les pourparlers constitutionnels de septembre un échec total. Il n'y aura même pas accord sur un communiqué final !

C'est à nouveau l'impasse pour la douzième fois en cinquante ans.

Mais cette fois-ci, « c'est soit le commencement de la fin ou la fin du commencement » car le Premier ministre du Canada a promis au début de la conférence que « nous devons nous entendre... ou nous devons changer les règles du jeu ».

Pour briser le cercle vicieux, il aurait fallu un changement d'attitude et une volonté de compromis.

Le temps est à nouveau aux rapports de force et aux coups de force constitutionnels !

* * *

En contribuant à transformer le problème Québec-Ottawa en un problème provinces-Ottawa, le Gouvernement Lévesque gagnait du temps et bloquait une réforme constitutionnelle qui n'allait pas assez loin. Mais en voulant accréditer la définition du Canada comme « une libre association de dix provinces » plutôt qu'une « libre association de deux communautés linguistiques » dans le cadre d'une fédération décentralisée, il déplaçait le problème dans une direction contraire aux intérêts du Québec.

Il rabaissait en ce faisant le Québec au niveau d'une « province comme les autres » et brisait ainsi la continuité des revendications historiques des gouvernements précédents en vue de faire reconnaître ce statut distinct par le reste du Canada.

Trois premiers ministres de provinces anglophones posent d'ailleurs le geste inusité de féliciter publiquement le premier ministre du Québec qui a fait preuve « de bonne foi et de bonne volonté à trouver des solutions canadiennes aux problèmes constitutionnels posés. » ¹⁸⁸

On disait que « le Québec avait réintégré la famille des provinces ».

Mais à quel prix ?

Pour se faire les alliés des provinces anglophones contre le gouvernement fédéral, le Gouvernement Lévesque n'hésitera pas à mettre en sourdine les revendications politiques fondamentales du Québec et à se satisfaire du dénominateur commun des revendications des provinces anglophones, lesquelles étaient pour la plupart essentiellement économiques. Dans la poursuite de ce front commun des provinces contre le gouvernement fédéral, il ira même jusqu'à accepter une for-

¹⁸⁸ MM. Brian Peckford de Terre-Neuve, Sterling Lyon du Manitoba et William Bennett de la Colombie Britannique. *Le Devoir*, 15 septembre, 1980.

mule d'amendement constitutionnel selon laquelle le Québec n'aurait plus eu un veto formel. ¹⁸⁹

C'était on ne peut plus clairement confondre les intérêts du parti du pouvoir et les intérêts supérieurs du Québec.

C'était poursuivre la politique du pire et trahir les aspirations fondamentales des Québécois en faveur de l'égalité dans la dualité institutionnalisée des deux communautés distinctes au plan de la culture et de la langue qui peuplent le Canada.

En effet, d'une part, en tant que société francophone, le Québec doit pouvoir compter sur un gouvernement québécois responsable du plus grand nombre possible de compétences.

D'autre part, en tant que principal récipiendaire des transferts fédéraux de péréquation et en tant que province dépourvue de sources assurées en pétrole et en gaz, et étant Incapable de protéger efficacement les minorités francophones dans les autres provinces, le Québec a intérêt à ce que le gouvernement fédéral puisse être en mesure à l'occasion de faire prévaloir l'intérêt national sur les intérêts régionaux.

Le défi de tout gouvernement québécois consiste à faire reconnaître que l'intérêt nationale exige une égalité de Jure dans la Constitution et dans les institutions fédérales des deux communautés linguistiques, et que le caractère distinct et culturellement minoritaire de la société québécoise exige la Plus grande délégation possible de pouvoirs du gouvernement fédéral au gouvernement du Québec.

C'est cette réalité de la dualité canadienne que tout gouvernement québécois a la responsabilité première de faire consacrer dans les institutions et dans les textes constitutionnels et de défendre.

En confondant le problème particulier du Québec avec le problème général de toutes les provinces, y compris l'Île du Prince-Édouard dont la population ne compte à peine plus de 100,000 habitants, on se trouve ou bien à magnifier le problème jusqu'à le rendre insoluble ou bien à tout simplement nier son existence.

* * *

¹⁸⁹ Selon la formule dite de Vancouver, soumise par l'Alberta et approuvée par les gouvernements provinciaux au cours de l'été 1980, tout amendement constitutionnel devait nécessiter l'accord des 2/3 des gouvernements provinciaux, à condition que ces provinces forment au moins 50% de la population. De plus, une province pourrait refuser un amendement affaiblissant sa capacité de légiférer ou réduisant ses pouvoirs constitutionnels actuels relatifs aux biens provinciaux ou à la propriété des ressources.

Tout consiste par conséquent à distinguer l'essentiel de l'accessoire.

À ce titre, l'intérêt des citoyens ne coïncident pas toujours avec celui d'un gouvernement. Pour des politiciens, comme pour l'avare qui n'a jamais assez d'argent, un gouvernement n'a jamais assez de pouvoirs. Pour les citoyens, cependant, l'intérêt premier tient à la protection indéfectible de leurs droits inaliénables et à l'assurance de jouir de l'égalité des chances pour s'épanouir personnellement.

Pour le bonheur des individus, il n'est pas nécessaire que tous les pouvoirs législatifs soient concentrés dans un seul gouvernement. Au contraire, s'il y a quelque chose de plus dangereux que deux gouvernements, c'est bien un seul gros gouvernement !

Dans le cas de la société francophone minoritaire au Canada, ses droits à la survie et à l'épanouissement en Amérique du Nord doivent être garantis dans une Constitution moderne, consacrés concrètement dans des institutions fédérales et reflétés dans la prééminence du Gouvernement du Québec dans les domaines qui ne sont pas absolument requis au niveau du gouvernement fédéral.

Mais « on doit garder à l'esprit que rien n'est plus difficile à concevoir, plus susceptible d'échec et plus périlleux à mener à terme que la mise en marche de changements dans la constitution d'un État », nous prévient Machiavel !

Des hommes d'état peuvent peut-être doter un pays d'une constitution ; des politiciens, jamais.

En réalité, un politicien pense constamment à la prochaine élection ; tandis qu'un homme d'État pense plutôt à la prochaine génération.

* * *

Quatrième partie

Le monde électoral

[Retour à la table des matières](#)

Quatrième partie : le monde électoral

Chapitre 21

Le goût du pouvoir

« Tous ces prétendus hommes politiques sont les pions, les cavaliers, les tours ou les fous d'une partie d'échecs qui se jouera tant qu'un hasard ne renversera pas le damier ».

Honoré de Balzac

[Retour à la table des matières](#)

Automne 1980.

Tirailé entre sa profonde antipathie pour Claude Ryan et son attachement pour le pouvoir, René Lévesque hésite à fixer la date des élections. La tradition parlementaire veut qu'un mandat électoral dure quatre ans, même s'il peut légalement durer cinq ans. Et il y a eu ce vote de non-confiance le 20 mai 1980 !

Mais, depuis le 15 novembre 1976, le Parti québécois a accumulé une série d'échecs électoraux ininterrompue et sans précédente : sept élections partielles et un référendum.

Quatre autres circonscriptions (Johnson, Brome-Missisquoi, Mégantic-Compton et Outremont) sont non-représentées à l'Assemblée nationale depuis bientôt un an, malgré la promesse qu'une telle situation ne devrait jamais durer

plus de six mois. Trois de ces comtés sont des comtés détenus auparavant par l'Union nationale.

S'étant laissée remplacer par le Parti québécois en tant que parti nationaliste au Québec, l'Union nationale ne fait plus le poids. Ce n'est plus, en effet, que l'ombre de la formidable formation politique que Maurice Duplessis avait naguère mise su pied, lorsqu'il avait fusionné, en 1935, l'Action libérale nationale et le Parti conservateur.

Certains n'attendent que le moment où le Parti conservateur fédéral, absent de la scène québécoise, fusionne les éléments les plus valables de l'UN dans un parti conservateur du Québec.

D'autres appellent plutôt un miracle et répandent rumeur sur rumeur de la venue prochaine du maire de Montréal bientôt à la retraite, Jean Drapeau.

Le même jeu sur la fixation de la date du référendum reprend donc cette fois-ci pour les élections générales.

Un premier ministre chef de parti peut se servir de cette prérogative qu'il a de fixer les dates des appels au peuple pour jouer à cache-cache avec l'électorat de manière à faire durer le suspense et à garder ainsi hors d'équilibre ses adversaires de l'intérieur du parti et à désarçonner ceux de l'extérieur.

À l'intérieur du Parti québécois, le grenouillage est toujours présent et il faut plus que jamais après le 20 mai '80 tenir deux langages contradictoires : aux militants, dire qu'il ne s'agit que d'un simple retard sur la voie de l'indépendance ; à l'ensemble de la population, qu'un « virage » a été entrepris et qu'il faut véritablement renouveler le fédéralisme canadien !

Qu'avec les moyens modernes de communication il soit encore possible, dans une démocratie, à un parti politique de défendre concurremment deux thèses politiques contradictoires et incompatibles, sans encourir une dénonciation générale pour fraude, ne peut qu'étonner.

La « saine ambiguïté » et l'incertitude entretenue quant à un appel au peuple permettent néanmoins de ralentir les ardeurs de ceux et celles qui voudraient clarifier les choses. On ne convoque pas, en effet un congrès à quelques semaines d'une élection ! Ceux qui veulent « temporairement mettre en veilleuse l'objectif de la souveraineté », affaire de se faire réélire, imposeront leurs vues. Il y aura donc un programme pour la période électorale (pour les électeurs)... et un autre pour la période post-électorale (pour les partisans) !

Comme transparence publique, on a vu mieux !

À l'extérieur du Parti québécois, la polarisation des citoyens opposés à la balkanisation du Canada a laissé le Parti libéral du Québec seul sur le terrain politique face au PQ. Si les élections ont lieu à l'automne, il n'est pas question que la situation de 1976 se répète quand, l'Union nationale, servant de panier aux votes anglophones en bris de bans avec le Parti libéral de Robert Bourassa à la suite de l'adoption de la loi 22, avait divisé les votes et permis à un parti minoritaire de se hisser au pouvoir.

Par contre, le tonnerre gronde à Ottawa après l'échec de la conférence constitutionnelle de septembre. Une élection sur le dos d'Ottawa a souvent profité aux premiers ministres du Québec. Maurice Duplessis a réussi le tour à plus d'une occasion.

Il existe une certaine analogie d'ailleurs entre Duplessis et Lévesque.

Ils ont chacun établi un parti politique nationaliste au Québec sur les ruines de deux mouvements nationalistes radicaux, soit l'Action libérale nationale et le Ralliement pour l'Indépendance nationale. Dans les deux cas, le nouveau leader évinça son prédécesseur nationaliste, Duplessis déjouant Paul Gouin et Lévesque écartant Pierre Bourgault. Et dans les deux cas, la stratégie électorale fondamentale reposait sur de sempiternelles querelles bureaucratiques et partisans avec le gouvernement fédéral.

Dans les deux cas, le prétexte était tout aussi vague et malléable selon la conjoncture et l'occasion, soit l'autonomie provinciale et la souveraineté-association. Plus slogans que doctrines, ces deux programmes politiques reposaient essentiellement sur la réaction nationaliste contre la mise en valeur du Québec par des intérêts non-francophones et sur la Promotion économique et social des Québécois francophones.

Il existe une grande constante en effet, dans l'histoire Politique du Québec : tous les politiciens et tous les partis politiques qui ont réussi depuis quarante ans, l'ont fait à partir du thème de l'autonomie et de la politique du « maître chez-nous », de Maurice Duplessis (Union nationale), Jean Lesage (libéral), Daniel Johnson (Union nationale), Robert Bourassa (libéral) jusqu'à René Lévesque (Parti québécois).

* * *

Les politiciens ne peuvent se passer de faire des lois.

De 1977 à 1980, les nouvelles lois au Parlement du Québec se sont culbutées les unes sur les autres à raison d'une centaine par année : 389 en quatre ans. Cela semble d'ailleurs être une sorte de nécessité institutionnelle inexorable pour un parlement de produire une centaine de nouvelles lois par années. Au Québec, en

dix ans de 1970 à 1980, en excluant l'année du référendum pendant laquelle il n'y eu que 41 nouvelles lois, le nombre de nouvelles lois a atteint 1124. ¹⁹⁰

Et « nul n'est censé ignorer la loi ! »

Quand on sait que chaque nouvelle loi s'accompagne habituellement de nouveaux règlements, il est facile de comprendre que les juristes et les juges eux-mêmes ont peine à se retrouver dans cette jungle de nouvelles législations. C'est le labyrinthe de la « surlégislation » qui prévaut quand les partis politiques au pouvoir, pour consolider leur capital politique, prennent sur eux-mêmes de protéger chaque individu contre lui-même de mille et une façons.

La fiction de la solidarité ministérielle présuppose que cette avalanche de lois et de règlements de plus en plus complexes a été examinée et sous-pesée par le Conseil des ministres avant d'être proposée au Parlement. C'est le cas pour certains projets de loi à forte incidence politique, mais cela est loin d'être le cas de la majorité des projets de loi dont plusieurs ne font l'objet que de très peu de discussions au Conseil des ministres, tant en ce qui concerne leur contenu que leurs aspects techniques.

Comme dans la plupart des corps institutionnalisés, un gouvernement est régi par la Loi de l'Insignifiance de Parkinson, à savoir que « le temps consacré à un article à l'ordre du jour est inversement proportionnel à la somme dont il est question dans le dit article ». ¹⁹¹

Il arrive, par conséquent, qu'un projet de loi hautement technique, mais impliquant des dépenses d'un milliard de dollars et plus, soit adopté en dix minutes ; qu'un autre impliquant une somme de \$200 millions soulève une discussion d'une

¹⁹⁰ Nouvelles lois adoptées par le Parlement du Québec :

Nouvelles lois adoptées par le Parlement du Québec :	
1970	101
1971	140
1972	100
1973	103
1974	116
1975	123
1976	76
1977	112
1978	127
1979	126
1980	41
Source : Secrétariat général de l'Assemblée nationale du Québec.	

¹⁹¹ C. Northcote Parkinson, Les règles d'or de M. Parkinson, Robert Laffont, Paris 1958.

demi-heure ; mais qu'un troisième, plus accessible, mais n'impliquant que quelques dizaines de milliers de dollars attise une discussion de deux heures et demie !

Ni la machinerie législative, ni le besoin de consensus ministériel, ne sont en réalité des freins à un parti doctrinaire et interventionniste au pouvoir de donner libre cours à ses caprices idéologiques et à donner dans les exagérations qui ne rencontrent pas l'assentiment de la population. Tôt ou tard, cependant, le parti au pouvoir doit nécessairement descendre de l'Olympe et rendre compte de ses actes et de ses interventions. L'usure du pouvoir risque alors d'être d'autant plus prononcée que les interventions gouvernementales ont antagonisé un grand nombre de citoyens.

La logique politique veut que les gens ne soient point reconnaissants pour les mesures qui les favorisent un peu, et qu'ils soient très sensibles au contraire aux interventions qui les ont lésés directement dans leurs intérêts. Ainsi se forment les coalitions contre un parti au pouvoir : il est plus facile de mobiliser les citoyens mécontents que de s'assurer de l'appui des citoyens satisfaits !

- « Qu'avez-vous fait pour nous récemment ? » est le cri de plus d'un citoyen devant l'État-providence !

La propagande gouvernementale officielle, à coups de millions de dollars à même les fonds publics, vise à corriger ce biais dans l'alignement politique : il faut continuellement rappeler à la population les largesses que les « bons gouvernements » lui font avec son propre argent ou avec l'argent emprunté !

Parmi les 20 plus gros annonceurs au Canada, les gouvernements (ou les partis au pouvoir) prennent une part de plus en plus large. En 1979, le Gouvernement fédéral se classait au premier rang au chapitre des dépenses publicitaires dans les media avec \$27.3 millions, tandis que les gouvernements du Québec et de l'Ontario se classaient respectivement au 4e et au 12e rang avec des dépenses de publicité de \$14.3 millions et \$9.7 millions respectivement. Pour le Gouvernement du Québec, il s'agissait d'une montée fulgurante puisque ses dépenses publicitaires ne le classaient qu'au 28e rang en 1977 ! ¹⁹²

¹⁹² Les 20 premiers annonceurs en 1979 :

Les 20 premiers annonceurs en 1979 :		
1.	Gouvernement du Canada	\$27.3 millions
2.	General Foods	\$20.5 millions
3.	Procter & Gamble	\$20.1 millions
4.	Gouvernement du Québec	\$14.3 millions
5.	General Motors	\$13.5 millions
6.	Kraft Foods	\$ 13.4 millions
7.	Carling O'Keefe	\$12.4 millions
8.	Groupe Molson	\$11.8 millions

Ces campagnes publicitaires à même les fonds publics sont très dangereuses pour la démocratie, surtout quand leur but réel est de faire l'apologie du parti politique au pouvoir. Et quand cette propagande subventionnée à même les fonds publics se fait à proximité d'une élection, elle viole l'esprit des lois électorales et détruit l'égalité des chances entre les formations politiques. Elle devient alors une sorte de prostitution de l'État par le parti au pouvoir.

* * *

Le référendum de mai '80 a non seulement fait perdre au Gouvernement du Québec toute initiative face au Gouvernement fédéral, mais il a surtout servi au Parti québécois un vote de non-confiance sur la partie la plus fondamentale de son programme politique. Le parti entreprendrait donc des élections à l'automne '80 avec en quelque sorte un oeil au beurre noir !

Et derrière la faconde officielle, le désarroi est grand.

À un conseil national du parti, un partisan situe bien le problème :

- « De ce temps-là, le parti me fait penser à une auto qui roule avec une crevaison ». ¹⁹³

Avec la polarisation presque complète des forces politiques entre le PQ et le PLQ, un parti minoritaire comme le PQ court à une défaite presque certaine.

En voulant à tout prix faire du référendum un plébiscite à sens unique, le parti au pouvoir n'a réussi qu'à déclencher un mécanisme d'élection à deux tours qui risque de l'engloutir.

Le mandat électoral normal de quatre ans est terminé.

9.	Imasco	\$11.4 millions
10.	John Labatt	\$10.9 millions
11.	Bristol-Myers	\$10.5 millions
12.	Gouvernement de l'Ontario	\$ 9.7 millions
13.	Warner-Lambert	\$ 9.4 millions
14.	Seagram's	\$ 8. 1 millions
15.	Ford Canada	\$ 7.9 millions
16.	Kellogg Salada	\$ 7.8 millions
17.	Air Canada	\$ 7.5 millions
18.	Canadian Pacifique	\$ 7. 1 millions
19.	Levers Brothers	\$ 6.8 millions
20.	Chrysler Canada	\$ 6.5 millions

¹⁹³ Jacques Bouchard, Pierre Gravel, « Un rapport qui en dit long sur le climat qui règne au PQ », *La Presse*, 22 septembre 1980.

Dans le passé, tous les gouvernements qui ont choisi de prolonger leur mandat au cours d'une cinquième année ont toujours été répudiés par l'électorat.

C'est un dilemme.

Et le Gouvernement Trudeau à Ottawa qui est bien en selle, et qui défie ouvertement les gouvernements provinciaux, et au premier chef celui du Québec, en annonçant son intention ferme de non seulement rapatrier unilatéralement le vieux texte de loi britannique, mais de l'amender unilatéralement afin de limiter les compétences des gouvernements provinciaux dans le domaine de l'éducation, dans celui des droits civils et dans la formule d'amendement. ¹⁹⁴

Pire, le Gouvernement fédéral demande unilatéralement au Parlement britannique, dans un geste essentiellement colonial, d'amender lui-même l'AABN avant de transférer le tout au Canada.

Tous ces gestes sont à plusieurs égards politiquement anti-constitutionnels, car le gouvernement fédéral ne peut amender ni, à fortiori, faire amender unilatéralement la constitution dans les dispositions qui affectent l'équilibre fédéral-provincial et les relations entre les deux ordres de gouvernement. Selon la légalité stricte, cependant, le Parlement britannique est seul maître de ses actes et il peut, de connivence avec le Gouvernement fédéral, modifier en profondeur la Constitution interne du Canada. ¹⁹⁵

¹⁹⁴ Projet de résolution portant adresse commune à sa majesté la Reine concernant la Constitution du Canada, Loi modifiant la Constitution du Canada, telle que présentée par le Premier ministre du Canada, Pierre Trudeau, le 2 octobre 1980.

- Ce projet de résolution demandait au Parlement britannique :

1) de modifier la Constitution du Canada en adoptant la charte canadienne des droits et libertés, y compris les droits à l'instruction dans la langue de la minorité dans chaque province canadienne et en consacrant le principe de la péréquation du développement régional et des services publics essentiels ;

2) de transférer le droit de légiférer en matières constitutionnelles au Parlement du Canada et aux parlements provinciaux pendant deux ans selon la règle de l'unanimité, et par la suite selon une règle qui exige l'assentiment du Parlement du Canada avec l'assentiment de, soit les Parlements provinciaux, soit la population des provinces par référendum, le tout pondéré à raison de l'accord de toute province comptant antérieurement 25% de la population du Canada, d'au moins deux des provinces de l'Atlantique comptant pour au moins 50% de la population de ces provinces, et d'au moins deux provinces de l'ouest comptant pour au moins 50% de la population de ces provinces.

¹⁹⁵ L'article 4 du Statut de Westminster du 11 décembre 1931 stipule :

- « Aucune Loi du Parlement du Royaume-Uni ne peut dorénavant s'appliquer à un Dominion, à moins qu'il est expressément stipulé dans cette loi qu'elle est adoptée à la demande et avec le consentement du Dominion. »

L'article 7 (c) du même Statut dit ceci cependant :

- « Le Parlement du Canada et les législatures des provinces ne doivent adopter des lois que dans les domaines qui sont de la compétence du Parlement du Canada et des législatures des provinces respectivement. »

Fidèle en cela à la pensée de John-A Macdonald qui déclarait en 1867 : « Envers les gouvernements provinciaux, le gouvernement fédéral occupera exactement la même position que nos gouvernements impériaux occupent actuellement à l'égard des colonies », Pierre E. Trudeau souhaite qu'Ottawa se fasse nommer par Londres, fiduciaire de la Constitution canadienne.

Et il le fait sans le consentement des gouvernements provinciaux. C'est. qu'il veut être juge et partie de sa propre cause. C'est plus efficace.

C'est une démarche cependant, qui prend véritablement l'allure d'un coup de force.

En effet, en tant qu'État fédéral la souveraineté du Canada est de fait divisée entre deux autorités législatives, soit celle du Parlement du Canada et des législatures provinciales. Devant les tribunaux, les gouvernements provinciaux peuvent donc en toute légitimité, argumenter que la souveraineté législative des législatures provinciales ne peut pas être constitutionnellement modifiée sans leur consentement...

La tentative de coup de force, venait donc, cette fois-ci, d'Ottawa !

Mais, contrairement à celui du 20 mai 1980, celui d'Ottawa prend davantage la forme d'un coup d'état puisqu'il se fait sans aucun mandat explicite de la population canadienne et par-dessus la tête des législatures provinciales.

Le Gouvernement Trudeau n'entend pas, en effet, soumettre à la population ses amendements constitutionnels unilatéraux.

Comptant sur la lassitude de la population pour les débats constitutionnels, il préfère plutôt prendre de vitesse, et les gouvernements provinciaux et la Cour suprême du Canada, et solutionner le problème outre-Atlantique, à l'abri des Instances politiques et juridiques canadiennes.

Le geste est politiquement immoral et illégitime, sinon carrément illégal.

En effet, avec la signature du Statut de Westminster, le 11 décembre 1931, la constitution canadienne a été rapatriée de facto au Canada.

L'article 4 stipule en effet

Voir, Robert M. Dawson, *The Government of Canada*, The University of Toronto Press, 1957, p. 644, *The Statute of Westminster, 1931*, British Statutes, 22 George V, chapter 4.

- « Aucune Loi du Parlement du Royaume-Uni ne peut dorénavant s'appliquer à un Dominion, à moins qu'il est expressément stipulé dans cette loi qu'elle est adoptée à la demande et avec le consentement du Dominion » ¹⁹⁶.

Mais le Statut impose de fait la règle de l'unanimité entre le Gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux pour que des changements substantiels soient apportés à la Constitution canadienne. L'article 7(c) du même Statut de Westminster, en effet, précise que « le Parlement du Canada et les législatures des Provinces canadiennes ne sont autorisées à légiférer que sur des sujets qui sont de leur compétence respective ».

En 1931, le Premier ministre Alexandre Taschereau du Québec, redoutant une coalition des provinces anglophones, s'était fait le défenseur de la règle de l'unanimité ¹⁹⁷.

Le gouvernement fédéral n'a donc pas le droit d'empiéter unilatéralement dans les compétences des provinces telles que contenues dans l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord.

C'est bien cependant ce que fait le projet de Résolution Trudeau d'octobre '80.

Par l'imposition d'une Charte des droits, il intervient de manière directe dans un domaine strictement provincial : l'éducation.

D'autant plus qu'en 1978, la Cour suprême du Canada a statué que le gouvernement central, par son bill C-60, ne pouvait unilatéralement modifier une institution dans laquelle lui-même et les provinces avaient des intérêts communs, soit le Sénat.

Nul doute que la même Cour suprême jugerait à plus forte raison que le gouvernement fédéral ne peut passer une loi pour demander à Londres qu'on retire aux provinces certains pouvoirs exclusifs qu'elles détiennent en matière d'éducation.

En effet, le gouvernement veut par un geste unilatéral retirer aux provinces, mais surtout en pratique au Québec, la juridiction exclusive en matière de langue d'enseignement.

Le geste est on ne peut plus contraire aux règles fondamentales du fédéralisme politique véritable.

¹⁹⁶ Robert M. Dawson, *The Government of Canada*, The University of Toronto Press, 1957, p. 644, *The Statute of Westminster*, 1931, British Statutes, 22 George V, Chapter 4.

¹⁹⁷ Robert Rumilly, *Histoire de la Province de Québec*, Fides, Montréal, no 32, page 55.

* * *

Mais la contestation juridique prend du temps.

Les gouvernements provinciaux doivent d'abord s'adresser à la Cour d'appel de leur province. Plusieurs semaines, voire des mois sont nécessaires. Ensuite, il faut compter un délai minimum de plusieurs mois avant d'obtenir une décision de la Cour suprême du Canada.

À Londres, la surprise est grande.

- « On s'attendait à un projet de rapatriement, accompagné d'une formule d'amendement, et on est en face d'un texte de 20 pages qui contient 59 articles de Loi, « s'étonnent des parlementaires britanniques qui se demandent pourquoi tous ces changements qu'on leur demande dans la constitution du Canada ¹⁹⁸.

Aux émissaires d'Ottawa, le Premier ministre Margaret Thatcher explique que son programme législatif est bloqué jusqu'à l'automne '81 !

Peut-être que la tentative de coup d'état de Pierre Trudeau ne se fera pas à la vitesse souhaitée.

D'autant plus que six gouvernements provinciaux contestent vigoureusement la légalité du geste devant les tribunaux canadiens ¹⁹⁹.

L'épreuve de force est cependant politique avant d'être juridique et constitutionnelle.

En moins de cinq mois, en 1980, la population du Québec aura été soumise à deux tentatives de coup de force politiques, l'une originant du Gouvernement du Québec l'autre venant du Gouvernement fédéral !

Mais cette fois-ci, le cadeau électoral de Pierre Trudeau au Parti québécois est trop alléchant.

Le projet Trudeau ne fait pas, en effet, qu'écraser les gouvernements provinciaux. Il est en plus Injuste envers les Canadiens francophones puisqu'il exclut l'Ontario de l'obligation qui est faite au Québec et au Manitoba de maintenir le bilinguisme devant les tribunaux et dans les documents de la législature. Il n'accorde pas non plus aux francophones des provinces autre que le Québec, le droit

¹⁹⁸ Richard Daignault, « L'Ampleur du projet Trudeau stupéfie Londres », *Le Soleil*, 10 octobre 1980.

¹⁹⁹ *La Presse*, « 7 provinces s'adresseraient aux Tribunaux », 15 octobre 1980.

qu'ont les anglophones du Québec de contrôler et d'administrer leurs propres Institutions scolaires.

Trudeau voulait-il punir le Québec pour l'erreur de Lévesque ?

Ce que la question fourre-tout de mai '80 ne pouvait faire, c'est-à-dire soulever l'émotion des Québécois, peut-être que le coup de force du Premier ministre fédéral pourrait le faire à l'occasion d'élections générales.

Reverrions-nous un ressac politique semblable à celui qui avait reporté Maurice Duplessis au pouvoir après la désillusion du plébiscite de 1942 sur la Conscription ?

* * *

Il est difficile au Parti québécois de se dérober à la confrontation.

Une élection générale permettrait, en effet, de redonner au Gouvernement du Québec une légitimité nouvelle face à celui d'Ottawa et de réparer en quelque sorte la bourde tragique du 20 mai '80.

Mais René Lévesque... hésite.

Les avis de plusieurs ministres sont partagés, et les sondages sont mauvais pour le PQ.

Le dilemme du premier ministre est le suivant

- Vaut-il mieux poursuivre une stratégie partisane et subir l'humiliation de quatre défaites additionnelles en élections partielles tout de suite, mais repousser les élections générales au cours d'une cinquième année de mandat, quitte à accréditer dans l'opinion publique l'impression que le PQ « s'accroche » au pouvoir ? - ou plutôt, ne vaut-il pas mieux respecter la tradition et fournir à la population l'occasion de redonner au Gouvernement du Québec un mandat neuf et l'autorité politique nécessaire pour faire échec à la résolution fédérale sur la constitution, quelque soit le parti élu ?

D'autant plus que le programme même du Parti québécois proclame que les élections générales au Québec doivent être tenues statutairement tous les quatre ans !

Il faut dire que dans l'opposition, Maurice Duplessis avait lui aussi promis la tenue d'élections générales à date fixe. Une fois au pouvoir, cependant, il ne songea nullement à mettre cette mesure en application !

Est-ce qu'à nouveau, les préoccupations électorales et partisans l'emporteront sur l'idéal démocratique ?

C'est la question que se posent les observateurs politiques en cet été des indiens de l'automne '80.

Mais les initiés savent que René Lévesque ferait tout pour ne pas céder le pouvoir à Claude Ryan.

Il ne reste qu'à trouver un prétexte quelque peu crédible pour reporter les élections et prolonger le mandat au cours d'une cinquième année.

La tentative de coup de force constitutionnel des dirigeants fédéraux crée certes une menace sérieuse à l'autonomie du Québec, surtout en matière d'éducation, et justifierait le maintien d'une stabilité politique à Québec afin de préparer la contestation politique et judiciaire de l'initiative fédérale. - C'est donc Pierre Trudeau qui fournira le prétexte inespéré pour le report des élections en 1981 !

D'autant plus que le Premier ministre du Manitoba, Sterling Lyon, a justement convoquée une réunion des premiers ministres provinciaux qui se tiendra à Toronto, le 14 octobre, afin de coordonner l'opposition des six provinces récalcitrantes à la réforme constitutionnelle unilatérale du Gouvernement fédéral et, surtout, afin d'arrêter un plan de contestation conjointe devant les tribunaux.

Après cette date, le 17 novembre serait la date la plus rapprochée pour le tenue des élections.

La loi électorale prévoit en effet que le scrutin a lieu le cinquième lundi après l'émission du décret électoral et la dissolution de l'Assemblée nationale.

Ce n'est pas que les deux principaux partis politiques ne sont pas prêts. Des locaux ont été loués, les réseaux téléphoniques installés, des avions réservés... le tout entraînant des dépenses d'environ \$50,000 à chacun des partis.

Si les sondages étaient favorables, nul doute que le Premier ministre prendrait la décision de déclencher des élections en sollicitant immédiatement un appui de solidarité à son parti contre le projet Trudeau.

Mais la population n'est pas encore bien sensibilisée à la question. Il faut en effet du temps pour monter une campagne efficace de sensibilisation et de mobilisation.

Il vaut donc mieux attendre...

Peut-être le vent tournera-t-il

- « Si on a le goût du Québec, déclare le Premier ministre à des journalistes, il faut aussi avoir le goût du pouvoir. Sinon, nous sommes des « faiseurs ». ²⁰⁰

* * *

La tentative de coup de force constitutionnel fédéral soulève une réprobation générale au Québec et divise les adversaires : un député anglophone du PLQ parle même de « trahison » ! - Serait-ce suffisant pour renverser les tendances et permettre au PQ de garder le pouvoir ?

Quand à l'automne 1978, le Premier ministre du Canada hésitait à déclencher des élections après un plein mandat de quatre ans, René Lévesque s'était montré sévère :

- « Ce n'est pas nous qui créons l'incertitude entretenue par des gens qui ne savent pas s'ils aiment mieux vieillir au pouvoir encore, ou risquer la mort », avait-il déclaré le 7 septembre à l'Assemblée nationale.

Mais deux objectifs s'imposent avant tout

- Premièrement, il faut éloigner l'électorat de la polarisation qui s'est établie autour de la question constitutionnelle. Pour ce faire, il est essentiel de faire en sorte que la prochaine élection ne soit point une répétition du référendum du 20 mai, mais porte sur des enjeux plus terre-à-terre, tels la popularité des chefs politiques et les engagements électoraux de chaque parti politique.

Comme en 1976, il s'agit de retirer de la campagne électorale qui s'annonce le thème même de l'indépendance en prenant l'engagement, pour la deuxième fois, que cette question sera mise « en veilleuse » si le parti est élu et qu'il y aura un effort de « recyclage » dans le renouvellement du fédéralisme canadien.

C'est ce qui est promptement fait lors d'un Conseil national « élargi », tenu en septembre, alors que le Président du Parti québécois fait adopter une résolution selon laquelle le PQ, si réélu, s'engage à ne point tenir un autre référendum sur le thème constitutionnel.

Cette manœuvre a l'immense avantage de rassurer l'électorat en faisant croire à l'électeur distrait que l'objectif même de l'indépendance a été mise en sourdine.

Évidemment, il n'en est rien.

²⁰⁰ Jacques Samson, « Le goût du Québec c'est aussi le goût du pouvoir », *le Soleil*, Dossiers, 5 novembre 1980.

Le PQ ne renonce pas à l'objectif. Il renonce temporairement plutôt à l'instrument par lequel il a voulu une première fois enclencher le processus, et sur lequel il a été désavoué.

Le Premier ministre avait déclaré qu'il pourrait plutôt déclencher des élections générales constitutionnelles.

Une élection peut se gagner, en effet, avec moins de 50% des voix ; un référendum, point.

Il n'en avait pas moins pris la peine de préciser qu'un tel procédé serait plus honnête et plus courageux ! ²⁰¹

- Deuxièmement, il faut organiser l'opposition au projet Trudeau sur une base apparente la moins partisane possible. L'opération « Solidarité », avec le slogan « Je signe » est alors mise en branle dans un vaste effort de mobilisation à la base. Elle s'étendra sur quatre mois et s'inscrira naturellement dans la pré-campagne électorale.

Du point de vue du parti au pouvoir, par conséquent, des élections à l'automne seraient évidemment prématurées. Trop de choses restent à mettre en place et au point.

D'autant plus que les sondages ne sont pas favorables et confirment les appréhensions !

Le bon peuple, encore polarisé sur la question de l'appartenance au Canada, s'accommoderait bien d'un changement de gouvernement.

Il peut bien attendre...

René Lévesque annonce, le 16 octobre 1980, qu'il a décidé « qu'il n'aurait pas d'élections générales cet automne »...

* * *

²⁰¹ Michel Roy « Le Québec des sondages », *le Devoir*, 14 octobre 1980.

Quatrième partie : le monde électoral

Chapitre 22

Le recul du Québec

« La politique : L'art d'empêcher les gens de s'occuper de ce qui les regarde. »

Paul Valéry

[Retour à la table des matières](#)

Le 5 novembre 1980.

Une nouvelle session de l'Assemblée nationale et un nouveau discours inaugural.

C'est la routine solennelle, comme si rien ne s'était produit le 20 mai précédent.

Plaidant l'urgence et la nécessité de ne pas briser la continuité du pouvoir à Québec pendant les quatre semaines requises pour une élection générale, le Premier ministre a convoqué l'Assemblée nationale quelques jours plus tôt que la date prévue et annoncée du 11 novembre.

À la place d'élections générales, quatre élections partielles auront lieu le 17 novembre.

Défait au référendum et arrivé en bout de mandat, le Gouvernement Lévesque se cherche désespérément à se redonner une légitimité et une crédibilité, que la population elle-même et que les circonstances lui ont enlevées ²⁰².

Un scénario est mis en place.

Une déclaration unanime de l'Assemblée nationale, dénonçant la démarche constitutionnelle unilatérale du Gouvernement d'Ottawa, rendrait automatiquement légitimes toute une série de mesures que des stratèges ont élaborées au cours des semaines précédentes.

Le train est déjà en gare.

Plusieurs centaines de milliers de dollars sont affectés à la préparation d'une vaste campagne d'information et de publicité dans les media. La décision de convoquer une commission parlementaire ouverte au public, et télévisée si possible, sur le thème constitutionnel est arrêtée.

Tout est en place pour orienter les ressources de l'État dans une vaste mobilisation politique contre l'initiative constitutionnelle fédérale, laquelle pourra rapidement, le cas échéant, se transformer en tremplin électoral pour le parti gouvernemental.

Il ne reste qu'à persuader les autres partis de l'Assemblée nationale de monter dans le train et de faire confiance au Gouvernement Lévesque, en tant que champion de l'autonomie du Québec face à Ottawa !

Dans son discours inaugural, le Premier ministre ne s'en cache pas :

- « Tout ce que nous avons à l'esprit... depuis les derniers préparatifs d'une campagne d'information, en passant par la possibilité de reconvoquer la commission parlementaire et de l'ouvrir au public, et jusqu'aux contacts et aux appuis que nous tâchons de multiplier en Europe, que tout cela est conditionné, d'abord et avant tout, par la réponse de l'Assemblée nationale à la demande que je viens de faire. »

Le chèque en blanc qu'on leur demande de signer prend la forme d'une courte motion que le gouvernement dépose à l'Assemblée nationale « exprimant une opposition formelle à la démarche unilatérale du gouvernement d'Ottawa et pressant les gouvernements d'Ottawa et de Londres de ne pas donner suite au projet. »

En principe l'unanimité parlementaire est pour ainsi dire déjà acquise au gouvernement puisqu'au cours des semaines précédentes tous les partis se sont déjà

²⁰² Marcel Adam, « La voix du Québec manque d'autorité », *La Presse*, 15 octobre 1980.

[illegible]

façon plus générale, le résultat d'un appui unanime à la démarche gouvernementale serait d'accréditer la thèse centrale du PQ selon laquelle tout ce que fait le Gouvernement d'Ottawa s'accomplit dans les intérêts de la majorité anglophone du pays et que, seul, le Gouvernement du Québec est véritablement en mesure de défendre les intérêts des Québécois. D'autant plus que la population ne comprendrait pas que les adversaires lors du référendum se retrouvent soudainement ensemble sur la question constitutionnelle, contre le Gouvernement de Pierre Trudeau.

Mais en refusant d'épauler le gouvernement dans sa lutte contre le rapatriement unilatéral de la constitution, le Parti libéral du Québec court le risque de se voir accusé à son tour d'une prise de position partisane et d'être tiède dans son opposition au projet Trudeau.

Deux incidents font cependant pencher la balance en faveur du refus de souscrire à une alliance de circonstance entre le PQ et le PLQ.

Après le remaniement ministériel du 6 novembre, il faut nommer un nouveau président de l'Assemblée nationale. La coutume parlementaire veut que le Premier ministre consulte les représentants de l'Opposition sur la personne qu'il souhaite recommander pour occuper cette fonction importante et non-partisane.

Mais le Premier ministre a oublié...

Il s'apprête à agir de façon unilatérale et à se lever pour proposer le nom de celui qu'il désire désigner au poste de Président de l'Assemblée, sans consultations préalables avec l'Opposition.

Et cela, quelques heures après avoir sollicité un appui unanime de l'Opposition sur sa propre motion d'opposition au projet Trudeau !

Décidément, le parallèle est trop éloquent et accrédite l'idée que le Gouvernement ne recherche l'appui de l'Opposition que lorsque cela fait son affaire.

La bourde du Premier ministre est coûteuse car elle force la suspension des travaux parlementaires du jeudi, 6 novembre au mardi, 11 novembre et le report de la réplique du Chef de l'Opposition au Discours inaugural. Les velléités de Claude Ryan de s'associer à l'action du gouvernement péquiste s'évanouiront au cours de cette longue fin de semaine.

D'autant plus qu'un autre incident vient renforcer le premier.

René Lévesque, dans un discours électoral à Cowansville dans le cadre de l'élection partielle, accuse tout de go Claude Ryan de faire preuve « de dictature et de totalitarisme » dans le choix des candidats libéraux.

Décidément, ce ne sont point là une attitude et des Propos de quelqu'un qui recherche sincèrement une « union sacrée ».

Le climat est plutôt empoisonné et les réticences initiales à l'unanimité se transformeront chez l'opposition libérale en une objection qui ira en s'affermissant.

L'Assemblée nationale ne donnera pas au Gouvernement Lévesque le mandat que la population elle-même a refusé de lui accorder.

Le Chef du Parti libéral pose des conditions telles à son appui au gouvernement qu'il s'agit en fait d'une fin de non-recevoir.

- « Le gouvernement veut acheter une marchandise extrêmement rare sur le marché politique (l'unanimité), il faut qu'il en paie le prix » déclare sans faire de mystère Claude Ryan.

Au gouvernement, on s'accroche néanmoins à l'espoir d'un compromis. Le scénario l'exige.

Le Premier ministre ne déclare-t-il pas qu'il est prêt à « quêter et à se mettre à genoux » s'il le faut, pour obtenir l'unanimité à l'Assemblée nationale en faveur de sa motion d'opposition à la requête fédérale de rapatriement unilatérale de la constitution.

Le chef du Parti libéral du Québec, Claude Ryan teste son adversaire et exige un acte de foi inconditionnel au fédéralisme canadien de la part du gouvernement péquiste.

À sa grande surprise, le Premier ministre annonce qu'il est prêt à inclure dans sa motion un amendement selon lequel le verdict du 20 mai témoigne d'une « volonté de la population de maintenir le fédéralisme canadien, vu les avantages qu'elle y voit. »

C'est un geste de désespoir.

Qu'à cela ne tienne !

L'unanimité recherchée ne se matérialisera pas

D'ailleurs, l'urgence s'estompe.

À Ottawa, en effet, l'échéancier pour adopter la résolution Trudeau est reportée à février '81.

Et le suspense sur la date des élections générales au Québec se poursuit...

* * *

Quatrième partie : le monde électoral

Chapitre 23

Le prix de l'imprévoyance

- « *L'État souverain n'est qu'un mythe nocif : l'État n'est rien d'autre qu'un ensemble de services publics, institués pour répondre à des besoins très concrets de la population : sécurité, justice, bien-être* ».

R.-G. Schwartzberg

[Retour à la table des matières](#)

Début '81.

Signe des temps : pour la première fois, la Bourse de Vancouver surclasse la Bourse de Montréal comme deuxième bourse des valeurs au pays. Le Produit Intérieur Brut du Québec recule de 0,4% en 1980. - Mais à cause de la poussée exceptionnelle des exportations internationales avec un dollar canadien à .84 cents U.S. (papier, métaux primaires, matériel de transport, etc.) la baisse de la production au Québec est quelque peu moindre que celle de l'ensemble du Canada qui chute de 0,7%.

Mais baisse il y a, et l'année 1980 est au plan économique une des plus mauvaises de l'après-guerre.

L'économie languit dans une stagflation où des prix à la consommation à la hausse et des taux d'intérêt élevés côtoient le ralentissement économique et un chômage élevé.

Les économies industrialisées semblent partout faiblir sous les prélèvements quasi fiscaux que le cartel des pays exportateurs de pétrole leur impose à intervalles réguliers. Si ce pouvoir d'achat était redépensé avec l'achat de produits importés, la demande dans les pays consommateurs de pétrole se maintiendrait plus facilement. Mais en 1980, les pays de l'OPEP ont thésaurisé plus de 300 milliards de dollars. Le recyclage de ces « pétro-dollars » n'est pas chose facile.

Pour soutenir la demande, les gouvernements ont accru leurs déficits, dont une partie est financée auprès des banques centrales, ce qui nourrit l'inflation.

Résultat : croissance lente et inflation, en parallèle.

Les gouvernements ne peuvent en même temps laisser l'inflation s'accélérer et le chômage s'accroître. Ils sont placés dans une souricière.

C'est une situation économique vulnérable qui ressemble sous certains rapports à celle qui prévalait cinquante ans plus tôt en 1929.

La moindre erreur de politique économique de la part d'un pays-leader comme les États-Unis, surtout au chapitre de la politique monétaire, pourrait facilement aggraver la récession.

En 1929, en effet, la demande pour les nouvelles automobiles s'était effondrée bien avant le crash d'octobre, tandis que la construction de logements était déjà en baisse depuis plusieurs années avant de s'effondrer encore davantage au cours de l'année fatidique. La production d'acier déclina et le volume des marchandises transportées par train baissa. ²⁰⁵

Ce qui accéléra les effets en chaîne fut l'écroulement du marché boursier et la crise financière qui s'en suivit, ce qui comprima encore davantage le pouvoir d'achat et les dépenses de consommation et d'investissement.

Dix ans de misère allait s'en suivre.

Aujourd'hui, les économies industrialisées sont de toute évidence essouffées. Elles plient sous la nécessité d'effectuer les transformations structurelles qu'appellent les profonds changements dans les coûts des produits de base.

Partout le ralentissement économique est visible.

²⁰⁵ John Kenneth Galbraith, *La Crise Économique de 1929*, Payot, Paris, 1961.

Il n'y a pas de grande spéculation boursière comme en '29, mais pour soutenir la demande, les gouvernements se sont lancés dans les déficits et se sont endettés.

L'endettement public comme privé peut empêcher temporairement une dégradation de la situation, mais peut aussi conduire à un cul-de-sac s'il débouche finalement sur des impôts plus élevés et des mesures draconiennes de lutte à l'inflation.

On ne peut en effet maintenir artificiellement le pouvoir d'achat réel par le seul mécanisme de l'endettement gouvernemental.

L'inflation et les hauts taux d'intérêt viennent détruire par en arrière la stimulation factice de la consommation et de l'investissement.

Pour soutenir réellement l'emploi et les revenus, il faut produire. Produire pour payer les importations par l'exportation. *Produire* pour renouveler le capital productif par l'investissement de l'épargne. *Produire* pour élargir l'assiette fiscale des gouvernements et abaisser les impôts.

Le gaspillage donne à court terme l'illusion de la richesse. À long terme, cependant, les difficultés s'accumulent et conduisent souvent au désastre.

Et en 1981, une nouvelle administration républicaine entrait en fonction à Washington avec l'objectif de réduire le gaspillage public et équilibrer le budget. Le danger était grand par conséquent, qu'un resserrement monétaire de la part de la Commission de la *Federal Reserve* ne vienne s'ajouter à la restriction fiscale et ne vienne aggraver la récession.

Au Canada, le gouvernement central était le plus déficitaire de tous les pays industrialisés. Et parmi les dix gouvernements provinciaux, c'était celui du Québec qui détenait le championnat incontesté des déficits.

L'économie n'était pas encore en crise mais elle était fondamentalement malsaine.

Signes avant-coureurs de la tempête, les marchés financiers font preuve de nervosité et réagissent à la baisse à la moindre déclaration d'un gourou financier. Le 5 septembre 1929, une remarque pessimiste de Roger Babson avait fait chuter la Bourse de New York de 10 points. Le 7 janvier 1981, Joseph Granville donne le signal des prises de bénéfices aux abonnés de sa « lettre financière » et la Bourse de New York chute de 24 points, alors que le volume des actions transigées atteint un nouveau record de 94 millions de titres.

Coincidence ou signe avant-coureur de difficultés plus sérieuses ?

Au début de janvier '81, il est trop tôt pour le dire, mais les nuages économiques et financiers se font plus lourds.

* * *

- « Parizeau donne raison à Tremblay : Québec emprunte pour ses dépenses courantes » titre un journal. - « Des dépenses courantes sont financées par des emprunts » annonce un autre. Et un autre de conclure :

- « M. Jacques Parizeau a reconnu qu'il emprunte à long terme pour payer des dépenses courantes et qu'il puise dans les caisses de retraite pour éponger ses déficits budgétaires ». ²⁰⁶

À quatre ans d'intervalle presque jour pour jour, je me retrouve confronté avec un ministre des finances provincial et forcé de dénoncer l'art douteux qu'ont développé certains politiciens de gouverner à crédit.

Le 2 novembre 1976, le débat entre le ministre libéral Raymond Garneau et moi-même avait eu lieu devant l'Association des Économistes Québécois. ²⁰⁷ Ce 28 novembre 1980, le débat télévisé se tient à l'Assemblée nationale et m'oppose au ministre péquiste Jacques Parizeau.

La situation financière du gouvernement du Québec est encore plus précaire en 1980 qu'en 1976 puisqu'au lieu d'un déficit budgétaire de \$1 milliard, c'est plutôt vers un déficit trois fois plus élevé de \$3 milliards que l'on se dirige. Et chose encore plus grave, le gouvernement ne peut faire état d'importantes immobilisations en contrepartie de l'énorme déficit puisque celui-ci sert en grande partie à couvrir ses dépenses courantes. En réalité, les coffres de l'État sont encore plus vides qu'en 1976.

C'était plutôt la vieille formule qui consiste à taxer l'avenir pour mieux camoufler les problèmes du présent qui avait triomphé. Les politiciens téméraires et incapables développent en effet des arguments très compliqués pour démontrer pourquoi les taxes différées sous forme de déficits et d'endettement accru valent mieux que l'équilibre entre les revenus et les dépenses. Qu'importe si une telle politique conduit au désastre.

Aucun ministre des finances n'aime imposer des impôts plus lourds, même si son gouvernement se fait fort de recevoir toute la gratitude d'un peuple reconnaissant pour les dépenses nouvelles qu'il initie. Pour certains gestionnaires cyniques

²⁰⁶ *Le Soleil, Le Devoir, Le Journal de Montréal*, le 29 novembre 1980.

²⁰⁷ Voir le chapitre 3 ci-avant.

et imprudents des deniers publics, le seul frein à l'endettement se résume à la capacité d'emprunt. Autrement dit, seule la faillite financière peut y mettre un terme.

C'est le règne de la prestidigitation financière et de la consommation publique sans douleur. C'est l'art de naviguer sans gouvernail.

Les gouvernements nationaux qui souhaitent extraire de l'économie plus de ressources réelles que le produits des impôts ont le choix de l'emprunt auprès des épargnants ou la création de nouvelle monnaie. Dans le dernier cas, leur voracité financière provoque une inflation qui va en s'accéléralant si la pratique se maintient. C'est la pire forme de taxation.

Les gouvernements provinciaux ou municipaux, pour leur part, n'ont pas cette « chance » d'imprimer leur propre monnaie ; l'endettement est le seul substitut à la taxation. Lorsqu'il s'agit de projets d'immobilisation dont les services s'étendent sur plusieurs années, l'endettement ne vient qu'équilibrer les coûts et les avantages dans le temps. Mais lorsque l'endettement vise à couvrir des dépenses courantes, il équivaut à hypothéquer la maison pour payer les dépenses d'épicerie !

En d'autre termes, l'endettement à long terme pour financer des dépenses publiques courantes signifie que les contribuables d'aujourd'hui reportent sur ceux de demain une consommation publique présente dont ils sont les seuls à profiter...

C'est là l'indice d'un recul financier et économique. La pratique équivaut à « manger le capital ».

Dans le cas du Gouvernement du Québec, l'accumulation des réserves dans les fonds de pension publics et para-publics à un rythme plus rapide que le versement des pensions lui procurait en plus une sorte de source miraculeuse de financement pour ses dépenses courantes. Des épargnes qui auraient dû être investies dans l'économie de façon à assurer des avantages permanents en emplois et en productivité étaient accaparées pour financer les programmes en cours du gouvernement.

C'était justement le contraire de ce qui aurait dû être fait. Il aurait fallu en effet investir davantage et consommer... un peu moins.

Or, en 1980, les investissements du gouvernement étaient moindres qu'en 1976, et il s'était produit une inflation de plus de 30% entre-temps. ²⁰⁸

La révolution tranquille du début des années '60 était née du besoin de se servir de l'État en tant que levier de rattrapage social et d'investissement public.

²⁰⁸ Les dépenses du gouvernement en immobilisations étaient égales à \$585.0 millions en 1980-81 contre \$598.5 millions en 1976-77.

Vingt ans plus tard, la révolution tranquille dégénérait en une orgie de consommation publique.

C'était en quelque sorte une caricature du rôle de l'État dans la société.

* * *

Le recours massif aux fonds de pension publics et para-publics pour financer les déficits courants du gouvernement ne l'empêchait cependant pas de devoir emprunter à Londres des montants à court terme en dollars américains à des taux atteignant jusqu'à 21%. ²⁰⁹

C'était le prix de l'imprévoyance.

À l'Assemblée nationale, je fis remarquer qu'à de tels taux, une somme empruntée doublait en moins de trois ans et demi !

On concurrençait en effet qu'il ne s'agissait pas là de conditions avantageuses d'emprunt !

Mais, il fallait emprunter...

Talleyrand avait donc raison de dire que « les financiers ne font bien leurs affaires que quand les États font mal les leurs » !

En cet automne 1980, le débat constitutionnel n'avait pas encore réussi à servir de mesure de diversion pour détourner l'attention de l'état déplorable dans lequel le PQ s'apprêtait à laisser les finances publiques.

Le retard des élections et la 6^{ème} session de l'automne '80 avaient, en effet, permis de faire le bilan financier du gouvernement Lévesque.

Ce n'était guère brillant.

C'était cependant presque une révélation pour plusieurs tellement la propagande officielle et la complaisance de certains media avaient véhiculé l'image factice de bonne administration financière du gouvernement.

Mais maintenant, le voile était levé et le doute se dissipait.

Un commentateur constatera la dure vérité

²⁰⁹ Emprunt de refinancement de \$300 millions U.S. à Londres le 12 décembre 1980 au taux de 21%.

- « It's not every day you see a government disintegrating before your very eyes. But it's happening in the National Assembly and in living color on your local cable television ». ²¹⁰

Si des élections devaient avoir lieu au printemps '81, il serait à l'avantage du gouvernement sortant qu'elles soient déclenchées avant que n'ait lieu un débat en profondeur à l'Assemblée nationale sur le prochain budget. Sinon, la débandade financière du Gouvernement Lévesque pourrait devenir un des principaux thèmes de la campagne électorale.

Cependant, une élection menée contre la Résolution constitutionnelle fédérale, ou sur la popularité relative des chefs politiques, permettrait au Gouvernement sortant d'escamoter un nécessaire rendement des comptes sur sa gestion économique et financière.

D'autant plus que la population est lasse des discussions constitutionnelles et est bien davantage préoccupée par les graves problèmes économiques qui l'assailent que par les sempiternelles querelles de politicailleurs autour de la Constitution.

Dans un tel contexte, seul une cascade d'erreurs de la part du PLQ et un retournement sans précédent de situation pourrait empêcher qu'il y ait un changement de gouvernement.

C'est pourtant, contre toute attente, ce qui va se produire...

²¹⁰ Ian MacDonald, « PQ digs a political hole and is doomed to climb in », *The Gazette*, 12 décembre 1980.

- « Ce n'est pas tous les jours que l'on peut observer un gouvernement en train de se désagréger devant soi. C'est pourtant ce qui se produit présentement à l'Assemblée nationale, et le tout est en couleurs sur votre appareil de télévision par câble. »

Quatrième partie : le monde électoral

Chapitre 24

Une colonie du pétrole

*« Désormais, pour les nations et pour les peuples,
une goutte de pétrole a la valeur d'une goutte de
sang. »*

Clemenceau

[Retour à la table des matières](#)

Avant même l'annonce officielle des élections, l'organisateur en chef du Parti québécois, Michel Carpentier, déclare :

- « Nous avons gagné la pré-campagne ! »

C'est que depuis janvier, tous les faits et gestes du gouvernement et de ses membres sont orientés vers une seule et même chose : l'élection.

De son poste gouvernemental de chef de cabinet adjoint du Premier ministre, l'organisateur en chef du parti au pouvoir est bien placé pour mobiliser les ressources de l'État à la réélection de son parti.

La loi sur le financement des partis politiques remplit bien son rôle : le parti au pouvoir a toutes les ressources du gouvernement à sa disposition (effectifs, soutien technique, politiques, promesses... etc.) et peut mobiliser les media à sa guise, tandis que les autres partis doivent obligatoirement s'astreindre à une ato-

misation de leur collecte de fonds et ramasser les miettes de l'attention des médias !

Mobiliser les médias d'information, afin d'influencer favorablement les électeurs indécis, c'est le fondement même de la pré-campagne du parti au pouvoir, de janvier à mars '81. Du Premier ministre au ministre le plus humble, tous tiendront une cascade de conférences de presse, colloques et « sommets » pour annoncer moult largesses gouvernementales,... pour les quatre ou cinq prochaines années.

L'Assemblée nationale n'ayant point été convoquée, l'Opposition ne dispose guère de la tribune normale pour contrer la propagande du gouvernement sortant. Ce dernier dispose donc pour lui seul de tout le terrain politique pendant deux longs mois et demi.

À une exception près.

Malgré l'absence de session de l'Assemblée nationale, des commissions parlementaires restreintes, d'une dizaine de députés chacune, peuvent siéger selon le bon vouloir du Gouvernement.

Dans la stratégie du parti au pouvoir, il importe de garder comme toile de fond à cette pré-campagne électorale, la tentative de coup de force constitutionnel du Gouvernement Trudeau.

Une commission parlementaire spéciale est donc convoquée, avec mission d'entendre les témoignages des individus ou des associations qui souhaitent se faire entendre sur la question.

Mais les séances des commissions, au contraire de celles de l'Assemblée nationale, ne sont pas télévisées. En effet, la salle où elles se tiennent n'est point équipées en ce sens. D'autant plus que l'Assemblée nationale n'a jamais été saisie de la question, et la tradition parlementaire exigerait en pareil cas l'accord de l'Opposition pour déroger à la pratique et téléviser le tout.

L'Opposition officielle voit bien la manœuvre et tente de s'y objecter.

Mais comment expliquer à la population qu'une telle commission sur la Constitution est une opération essentiellement électorale et partisane, qui ne vise nullement le gouvernement fédéral, mais a plutôt comme objectifs d'embêter les libéraux de Claude Ryan sur la question linguistique comme sur la question constitutionnelle ?

Qu'importe, donc.

Les objections de l'Opposition sont mises cavalièrement de côté. Le plan de campagne l'exige ; et quand il s'agit de planifier la réélection d'un parti qui traîne derrière dans les sondages d'opinion, la tradition parlementaire ne pèse pas lourd !

- « À la guerre, il y a des règles, mais il y en a peu, » a déjà dit un général.

Et dans l'esprit des dirigeants du Parti québécois, cette élection qui s'en vient prend presque les apparences d'une guerre politique, surtout après l'échec du référendum ; il faut tout mettre en oeuvre pour conserver la maîtrise de l'instrument politique par excellence qu'est le Pouvoir.

Les débats de la commission parlementaire sur la Constitution seront donc télévisés.... de même que ceux d'une commission convoquée pour publiciser les énormes projets d'investissement d'Hydro-Québec, le géant énergétique québécois.

Aucune de ces deux commissions ne doit cependant décider quoique ce soit. Une règle spéciale les astreint, en effet, à la seule fonction de tribune à témoignages sur les deux thèmes que le gouvernement sortant veut opposer à ses adversaires et porter à l'attention du public à l'aube de l'élection.

En politique, le medium est toujours le message, et la forme compte beaucoup plus que la substance.

* * *

La commission parlementaire sur la Constitution survient, en effet, plusieurs semaines après la tenue d'une commission semblable à Ottawa. Il s'agit d'une redite.

Les travaux de la commission semblent mener nulle part, et se terminent finalement en queue de poisson.

La stratégie pré-électorale a bien marché et le but recherché est atteint.

Non seulement la mobilisation de l'opinion publique contre le projet Trudeau est-elle réussie, mais le représentant du PLQ commet une faute. Il se croit obligé de défendre le Premier ministre du Canada, lequel n'a pas tenu ses promesses référendaires dans l'esprit de plusieurs, en proclamant tout de go :

- « Le 20 mai, les Québécois n'ont jamais voulu voter pour des promesses de changements dans le régime fédéral, mais ont tout simplement signifié leur attachement au Canada et à son régime fédéral, et cela sans poser de conditions. » ²¹¹

La population prendra donc note, à quelques semaines d'une élection, qu'elle avait mal compris lors du référendum : le « NON » n'était donc pas un « OUI » au déblocage constitutionnel !

En politique, la sagesse consiste à prévoir les pelures de bananes que l'adversaire peut lancer sur sa route, et l'art consiste à les éviter.

C'est en effet une grande surprise pour tout néophyte en politique de constater, à chaque fois qu'il ouvre la bouche en public, que certains se croient obligés d'imprimer ce qu'il a dit !

Le vrai professionnel de la politique apprend, après un certain temps, à ne dire publiquement que ce qu'il veut voir imprimer.... et à garder pour lui-même ses véritables sentiments.

* * *

Les travaux de la commission parlementaire sur les plans d'investissement d'Hydro-Québec reçoivent beaucoup moins d'attention, cependant, même si en fait c'est tout l'avenir énergétique, et par conséquent économique, du Québec qui est en jeu.

La dite commission s'inscrit elle aussi dans une perspective avant tout pré-électorale.

Le chef libéral, Claude Ryan, commet quelque imprudence en ne se préoccupant pas suffisamment de l'apparence de conflit d'intérêt chez plus d'un de ses candidats :

Il réserve, en effet, les Affaires Sociales à un représentant officiel de l'Ordre des Médecins, les Institutions financières à un président d'une société d'assurance, et l'Énergie... à l'ancien président d'une société spécialisée dans l'énergie nucléaire.

Depuis l'accident survenu à la centrale de Three Mile Island, aux États-Unis, les media ont alimenté une image négative, voire caricaturée, du nucléaire énergétique.

²¹¹ Pierre Vincent, « Les libéraux de Ryan plutôt mai à l'aise », *La Presse*, 14 février 1981. Déclaration de Claude Forget.

À la veille d'une élection, quoi de mieux que de rappeler devant les caméras de télévision que l'adversaire est « présumé » favorable au nucléaire, tandis qu'on est soi-même beaucoup plus prudent !

Les travaux de la commission n'ont-ils pas à peine commencé que le représentant du Gouvernement annonce, avec tambours et trompettes, « une prolongation de cinq ans du moratoire sur la construction de centrales nucléaires au Québec. »

Certains observateurs s'étonnent

- « Cette annonce a pris par surprise les participants à la commission parlementaire sur les plans d'investissements d'Hydro-Québec, et surtout les dirigeants de la société d'État, qui se sont étonnés que le ministre prenne une telle décision sans avoir entendu et discuté avec l'ensemble des intervenants qui se présenteront devant la commission, » écrit l'un d'eux. ²¹²

Ils n'ont pas compris que tous les participants à cette commission sont les acteurs involontaires d'une mise en scène pré-électorale, dont le but n'est nullement une meilleure compréhension de la crise énergétique pour le Québec, mais plutôt de projeter avant tout une ombre défavorable sur l'adversaire, sur une question d'actualité.

D'actualité, la question énergétique l'est ; mais elle est surtout capitale pour l'avenir économique de tous et chacun.

* * *

En effet, il ne faut pas s'y tromper : le Québec, comme bien d'autres régions, est une colonie du pétrole.

Son économie industrielle roule littéralement sur le pétrole importé : transport, chauffage, pétrochimie,... etc. -Goudron, asphalte et caoutchoucs synthétiques sont des dérivés du pétrole ; de même en est-il des insecticides, des peintures, des matières plastiques, des fibres synthétiques.

Le Québec tire au moins les deux-tiers de son énergie de ce combustible importé.

Il y a trente ans, en 1949, la dépendance énergétique du Québec reposait sur le charbon pour 47%, lui aussi importé à 100%, soit de la Nouvelle Écosse, soit des États-Unis.

²¹² Alain Dubuc, « Bérubé prolonge le moratoire de 5 ans », *La Presse*, 27 février, 1981.

Aujourd'hui, la ration quotidienne du Québec en pétrole égale 500,000 barils-jour. C'est beaucoup quand on sait que l'Occident dans son entier consommait, en 1979, un total de 52 millions de barils-jour.

Au prix international de \$42. le baril, une telle consommation s'accompagne d'un drainage annuel de pouvoir d'achat de l'ordre de \$7,3 milliards, qu'il faut bien sûr couvrir par des exportations de biens et de services, des importations de capitaux ou des transferts de fonds en provenance du Gouvernement fédéral.

En réalité, depuis 1973, la moitié de la note pétrolière du Québec est soldée par le Trésor fédéral, d'une part, et par une participation à la rente qu'autrement : les provinces productrices de pétrole, l'Alberta et la Saskatchewan, toucheraient en entier, si le prix canadien du pétrole n'était point artificiellement maintenu à environ la moitié du prix établi par le cartel de l'OPEP, d'autre part.

Le drainage de pouvoir d'achat n'en demeure pas moins substantiel, et l'endettement qui soutient les finances fédérales fortement déficitaires n'en représente pas moins un coût que devront nécessairement assumer tous les Canadiens dans les années à venir.

Une telle situation ne peut se perpétuer très longtemps.

Il faut prévoir une substitution importante du pétrole par d'autres sources d'énergie. Tout ce que la situation privilégiée du Canada à ce chapitre permet, ce n'est rien d'autre qu'une transition en douceur vers un nouvel équilibre énergétique.

La réponse du Québec à la crise énergétique se trouve dans son potentiel *hydro-électrique* encore considérable, quoique limité, et dans les substantielles réserves canadiennes en gaz naturel.

En ce 27 février, au Salon rouge du Parlement, qu'éclaireront de façon inhabituelle les phares de la télévision, les dirigeants d'Hydro-Québec disposeront d'une maigre journée, sur les six journées d'audience de la Commission, pour expliquer pourquoi ils estiment nécessaire d'investir \$55,5 milliards en dix ans, afin de doubler la production actuelle d'électricité.

Le montant est énorme.

Il représente \$9000 dollars par citoyen et \$31000 par ménage québécois, et formera 25% de tous les investissements qui se feront au Québec pendant dix ans.

La raison ?

La Commission vise, en effet, moins à faire connaître et à décider qu'à éblouir, à quelques jours du déclenchement d'une élection.

Cependant, les sommes en cause témoignent éloquemment à la fois de l'opportunité à saisir et de l'effort à consentir pour renforcer l'infrastructure énergétique du Québec.

Domage qu'il n'existe pas un programme semblable pour moderniser l'économie du Québec, en fonction des nouvelles données énergétiques, pensais-je.

C'est qu'au Québec, le vrai gouvernement économique, c'est l'Hydro-Québec.

Cette société planifie, en effet, selon un horizon de dix et quinze ans, tandis qu'elle a toujours devant elle des politiciens dont les échéanciers se mesurent en termes de quelques années, si ce n'est en termes de mois.

Il est regrettable que sa loi constitutive lui réserve un rôle si mince dans la planification du développement industriel, en parallèle avec le développement énergétique !

Considérons que pour se moderniser, les trois plus grands fabricants d'automobiles aux États-Unis engageront d'ici 1985, 75 milliards de dollars, soit \$35 milliards pour General Motors, \$30 milliards pour Ford et \$10 milliards pour Chrysler.

Déjà, le Japon a pris la décision de faire face à la crise énergétique en investissant 70 milliards de dollars dans la seule industrie de l'informatique, de 1975 à 1985. En ce faisant, ce pays sera en mesure de prendre une avance dans la fabrication et dans l'emploi des microprocesseurs, et de se lancer dans l'exploitation de la première des matières premières ; l'Information.

On peut donc subir l'avenir, ou bien... le préparer.

Et jamais les investissements judicieux n'ont été si nécessaires que dans une période de transition économique et technologique, comme celle que nous vivons présentement.

Un an auparavant, Hydro-Québec avait préparé un plan décennal d'investissement, totalisant \$64,5 milliards. - Le Gouvernement lui a enjoint de reporter vers la fin de la décennie la réalisation de plusieurs projets rentables, et de contracter ses investissements de \$9 milliards.

C'est une coupure dont on aura un jour à se repentir.

Le Gouvernement veut, en effet, se réserver les disponibilités des marchés des capitaux pour ses propres besoins,... et Hydro-Québec emprunte tellement !

Hydro-Québec est en effet un des plus gros convertisseurs d'épargne financière en richesse réelle : c'était, en 1980, le 4e plus gros emprunteur au monde sur les marchés financiers internationaux, juste derrière la Banque Mondiale, la Banque européenne d'investissement et, exceptionnellement cette année-là, le gouvernement de la Suède. ²¹³

Mais, sauf une exception en onze ans, Hydro-Québec n'a jamais pu obtenir au Canada la moitié des capitaux dont elle avait besoin. Depuis 1976, les trois quarts même de ses emprunts se font à l'étranger.

Avec leurs déficits énormes de fonctionnement, les gouvernements épongent l'épargne accumulée dans les fonds de pension et dans les institutions financières et la convertissent en dépenses de consommation. C'est plus rentable électoralement. L'investissement et la préparation de l'avenir passe alors au second rang.

Et pourtant, la seule source locale et renouvelable d'énergie de substitution au pétrole de l'OPEP, c'est l'hydroélectricité.

Le Québec a la chance de pouvoir compter sur un potentiel hydraulique additionnel de 12 400 mégawatts, lequel peut être aménagé à un coût inférieur à l'énergie produite par une centrale nucléaire. C'est une production potentielle de puissance hydro-électrique presque aussi importante que la production hydraulique totale d'Hydro-Québec en 1979, soit 13 444 MW.

Une connaissance peu répandue : le Québec importe le tiers de l'électricité qu'il consomme. En effet, une source de 5200 mégawatts de puissance électrique installée d'où puise Hydro-Québec se trouve au Labrador, dans la province de Terre-Neuve.

Une telle dépendance, dans le domaine même de l'hydro-électricité vient, bien sûr, renforcer la nécessité d'investir dans tous les projets rentables de production énergétique en territoire québécois.

* * *

La crise énergétique que nous traversons présentement transformera profondément le fonctionnement des économies et provoquera une révolution technologique, afin d'adapter les modes de production à la nouvelle réalité.

²¹³ Les emprunts internationaux d'Hydro-Québec en 1980 furent de \$1,250 milliard, ceux de la Banque Mondiale, \$3.2 milliards, ceux de la Banque Européenne d'Investissement, \$2.6 milliards et ceux de la Suède, \$2.4 milliards.

Mais cette crise, comment est-elle apparue ?

Pendant un siècle, ce sang de la civilisation industrielle qu'est devenu le pétrole fut en surabondance et son coût d'extraction en faisait de loin la source énergétique la moins chère.

En 1900, le prix d'un baril de pétrole était \$1.20 US. Cinquante ans plus tard, malgré deux guerres mondiales et l'inflation, le pétrole se vendait toujours à un prix rapproché de son coût d'extraction : \$1.70 US. - Vingt ans plus tard, en 1970, le prix du pétrole n'est toujours que de \$1.80 US.,... malgré qu'il y a maintenant dix ans que l'OPEP, l'organisation des pays producteurs, existe !

Mais la ruée vers cette source énergétique providentiellement bon marché va changer l'équation économique : la *demande rattrape l'offre*... et le prix peut se dégager des coûts d'extraction. Dorénavant, en effet, le prix du pétrole pourra se rapprocher du prix des sources alternatives d'énergie : l'hydro-électricité, l'énergie nucléaire, le pétrole synthétique, le charbon liquéfié, l'énergie solaire,... etc. - Ce sera son plafond économique.

Mais la rente qui apparaît entre un coût d'extraction encore très bas et un prix de marché entraîné vers des hauteurs successivement toujours plus hautes par une demande internationale effrénée, ce ne sont pas avant tout les compagnies de pétrole, ni les pays consommateurs, mais les pays producteurs de pétrole qui se l'accapareront.

Créée en septembre 1960, l'OPEP a attendu le resserrement des conditions du marché au début des années '70, afin de déloger les compagnies de pétrole et transformer son propre conseil des ministres en mécanisme cartellisé de fixation des prix.

En maniant l'embargo et la cartellisation de la production, les pays de l'OPEP provoqueront le plus vaste transfert international de richesse, depuis que les Espagnols vidèrent l'Amérique latine de son or et de son argent, au seizième siècle. Les « surplus financiers » de l'OPEP s'accroissent, en 1980, de plus de cent milliards de dollars, et atteindront en 1985 un cumulatif de 500 à 800 milliards de dollars.

En comparaison, les paiements de réparation que les pays alliés voulurent imposer à l'Allemagne, après la 1ère Grande Guerre, apparaissent en rétrospect bien insignifiants. De même en est-il des transferts de fonds américains vers l'Europe, après la 2ème Grande guerre, dans le cadre du Plan Mashall.

Dans le cas de l'Allemagne, la leçon de l'Histoire fut amère.

La tentative de ponction financière sur l'Allemagne conduisit à la dislocation de son économie, et joua un rôle crucial dans l'histoire mouvementée des années '20 et '30 : inflation, effondrement économique, régimes totalitaires, dépression économique, chômage, misère, guerre.

Est-ce que les « chocs » pétroliers que l'OPEP applique régulièrement au monde provoqueront le même enchaînement diabolique de causes à effets, vers l'inflation généralisée, le ralentissement économique mondial et l'effondrement du système monétaire international, ou... susciteront-ils, au contraire, des opportunités nouvelles de croissance ? - Le recyclage des pétro-dollars devient de plus en plus risqué, comme l'illustrent bien les difficultés de solvabilité de pays comme le Zaïre et l'Iran, et d'un grand nombre de pays en voie de développement qui ne réussissent plus à supporter une dette internationale croissante. - D'autre part, si ces « surplus » de l'OPEP ne sont pas d'une façon ou d'une autre redépensés dans les pays rendus déficitaires par leurs achats de pétrole, la concurrence internationale pour effacer ces déficits débouchera tôt ou tard sur une guerre commerciale et le danger d'un ralentissement économique généralisé.

Les « chocs » pétroliers que l'OPEP suscite, c'est celui de 1971, avec les accords de Téhéran ; celui de 1973, avec l'embargo des pays arabes après la guerre d'Octobre entre Israël et l'Égypte ; celui de 1979, quand l'OPEP double le prix d'un pétrole déjà élevé en une seule année, et aggrave de ce fait la récession mondiale en « taxant » le développement.

L'arme du pétrole dans les mains de gouvernements, qui s'en servent sans vergogne pour atteindre tantôt des fins économiques, tantôt des fins politiques, ne sera éteinte qu'avec le développement accéléré de sources alternatives d'énergie et les transformations technologiques qui « économiseront » l'énergie. Le bien-être et le niveau de vie des populations en dépendent.

Développer les sources énergétiques alternatives qui sont économiquement rentables, et favoriser la modernisation industrielle vers les nouvelles technologies moins absorbantes d'énergie, deviennent dans le contexte économique actuel des priorités pressantes pour tous les pays, et par conséquent, pour tous les gouvernements.

L'ordre économique international sera profondément modifié par tous ces efforts et toutes ces transformations. Ce sont les pays qui sauront tirer profit de la crise énergétique pour aligner leur développement dans la bonne direction qui sortiront gagnants de l'épreuve. Il importe d'adopter la sagesse chinoise qui utilise le même mot pour désigner « crise » et « opportunité ».

Le Canada avec ses sources diversifiées d'énergie, et le Québec en particulier, avec un potentiel hydro-électrique encore important, sont bien placés pour renforcer leur base économique.

* * *

À la commission parlementaire sur l'énergie, ces considérations ne pèsent pas lourd. Chacun essaie, avant tout, de faire trébucher l'adversaire et les débats dégènerent vite en échanges partisans.

Les observateurs le constatent bien et le déplorent.

Mon travail de député-économiste à cette commission n'en est pas moins intéressant. Il s'agit de faire de son mieux pour dégager les lourds enjeux qui confrontent le Québec au plan énergétique.

- « M. Tremblay a jusqu'à maintenant posé les questions les plus pertinentes et les plus fondamentales, par exemple lorsqu'il a demandé aux dirigeants d'Hydro-Québec s'il était normal de voir le gouvernement du Québec financer ses dépenses courantes par des emprunts à long terme, tandis qu'Hydro-Québec n'arrive plus à financer ses constructions de barrage et doit emprunter à court terme ou faire supporter ce bénéfice futur par les consommateurs actuels ? », remarque un commentateur. ²¹⁴

Mais, ma décision est prise.

La mare aux politiciens me pèse ; et si j'ai par devoir et par honneur terminé mon mandat de député jusqu'à la fin, j'estime que maintenant mon voyage au pays des politiciens est terminé.

Dès le déclenchement officiel des élections, le 12 mars, j'annoncerai mon intention « de reprendre mes activités d'économiste universitaire, enrichi de l'expérience acquise dans le fonctionnement du gouvernement. »

C'est donc en observateur intéressé, mais de l'extérieur, que je suivrai les péripéties de cette « drôle » d'élection d'avril 1981.

²¹⁴ Gilles Provost, « Hydro évoque les surplus d'énergie pour refuser les demandes des parlementaires », *Le Devoir*, 26 février, 1981.

Quatrième partie : le monde électoral

Chapitre 25

Le vent tourne : une répétition de '76

« Les qualités requises pour conquérir le pouvoir et pour le garder n'ont presque aucun rapport avec celles qui sont nécessaires pour l'exercer avec compétence et impartialité. »

Jean-François Revel

[Retour à la table des matières](#)

C'est le 10 mars '81.

À l'Assemblée nationale, qui reprend officiellement ses travaux presque trois mois après l'ajournement de décembre, il règne une atmosphère de campagne électorale.

Les élections sont éminentes.

Le parti au pouvoir s'apprête, en effet, à demander un « mandat de consolidation ». - Mais plusieurs dans ses rangs attendent pour décrocher ; des départs comme ceux de Lise Payette, ancienne vedette journalistique, de Guy Joron et de Jacques Couture font la manchette.

On sent bien qu'un rêve s'est brisé.

Le scénario longuement pesé consiste à déposer, à la sauvette, un dernier budget, ajoutant un autre déficit de \$3 milliards à la dette publique mais néanmoins rempli de promesses électorales, et de suspendre immédiatement les travaux de l'Assemblée nationale pour que le Premier ministre dépose les brefs d'élection.

La vérité du langage politique est cependant toujours absente.

C'est depuis le 14 juin 1980, en effet, alors qu'il lançait un appel aux armes à ses militants pour une possible élection que le Premier ministre joue avec la date des élections. Neuf mois plus tard, alors que les préparatifs pour une élection le 13 avril sont déjà arrêtés, et que la campagne pré-électorale bat son plein depuis deux mois, le même jeu du chat et de la souris avec la population se poursuit.

- « Honnêtement, les élections, on n'y a pas encore pensé » - « Le budget sera déposé et le débat de 25 heures devrait normalement avoir lieu ! » ... etc.

Les déclarations de ce genre se multiplient dans la bouche du Premier ministre, afin de brouiller les pistes.

Pour celui qui recherche la vérité, la politique est un marécage. La façon la plus certaine de parvenir à la vérité consiste souvent à prendre l'exact contre-pied de ce qu'a dit le politicien. - On ne soupçonne point, en effet, à quel point la politique est le royaume des contre-vérités, des restrictions mentales, des finasseries dialectiques, des engagements à double sens et de la fausse monnaie.

Il n'aura pas de débat sur le budget.... et les élections auront lieu le 13 avril 1981.

Le principal thème de l'élection ne sera pas, cependant, l'administration du gouvernement sortant, ni son programme constitutionnel, mais plutôt, avec l'aide des journalistes et des caricaturistes, la personne même du chef de l'Opposition. En toile de fond : un « bon » gouvernement généreux à Québec qui distribue des gratifications, et un gouvernement à Ottawa qui a détourné le résultat du référendum à son avantage.

Les stratégies du Parti québécois réussiront à réaliser une répétition de l'élection de 1976, mais cette fois-ci à l'inverse, alors que la question de l'indépendance avait été habilement mise entre parenthèse et que la campagne électorale s'était faite presque exclusivement sur la personne même du chef du gouvernement sortant, et sur la nécessité d'élire un « bon » gouvernement.

* * *

Pour la forme, cependant, et pour éviter l'erreur du gouvernement Bertrand au printemps de 1970, lequel s'était lancé dans une élection sans proposer de budget

pour couvrir les crédits des ministères, le Gouvernement dépose un budget le 10 mars '81 pour l'année 1981-82. ²¹⁵

C'est un budget quelque peu théorique, puisque des élections auront lieu à brève échéance, mais les révélations qu'il contient sur l'état des finances publiques sont fantastiques.

Après avoir consenti des augmentations salariales exagérées aux organisations syndicales, le Gouvernement est prié par un Trésor public à sec de couper les dépenses de fonctionnement des hôpitaux, des écoles, des ministères. C'est la population qui fait les frais de la détérioration des services : les urgences dans les hôpitaux « campent » les malades dans les corridors, parce qu'on a dû fermer des étages entiers de lits. ²¹⁶

Une social-démocratie débridée débouchait sur un délabrement budgétaire et sur le désarroi des coupures de services dans les secteurs essentiels de la santé et de l'éducation.

Tout ceci pourrait fournir des armes aux adversaires...

En cinq ans, la dette publique n'a pas seulement doublé ; elle a plus que triplé. De \$5 milliards de dette en 77-78, ce sera plus de \$15 milliards d'endettement en 81-82. - C'est dire qu'une famille québécoise de quatre personnes est chargée d'une dette de \$6,000 et doit *chaque année* verser au gouvernement du Québec \$1000 en taxes et en impôts de toutes sortes, afin de couvrir le seul paiement des intérêts ! - Il lui faut en plus supporter \$10,000 de dette au niveau fédéral et un autre paiement annuel d'intérêts de l'ordre de \$1500 en taxes et en impôts fédéraux.

Le total se fait lourd : \$35 milliards de dettes publiques et \$2500 de taxes et impôts, par famille, seulement pour couvrir les intérêts annuels !

Si le Québec administrait une monnaie séparée, cette course vers les déficits et l'endettement s'accompagnerait inévitablement de dévaluations monétaires massives.

La vraie dette gouvernementale supportée par tous est cependant beaucoup plus élevée que la seule dette officielle. En effet, les gouvernements au Canada garantissent le paiement de pensions premièrement, à leurs propres employés, et deuxièmement, aux travailleurs éligibles au régime des rentes du Québec et au

²¹⁵ Gouvernement du Québec, Budget 1981-82, 10 mars 1981.

²¹⁶ *La Presse*, 7 février, 1981, Huguette Roberge, « La fermeture de 105 lits ajoute à la congestion de l'urgence ».

Idem, 10 février, 1981, « Une situation dramatique qui ne fait qu'empirer ».

Idem, 11 février, 1981, « Incroyable et infernal pour les patients du corridor ».

régime de pension du Canada. Or, les sommes versées dans ces régimes de retraite garantis sont de loin inférieures aux déboursés que le gouvernements se sont engagés à verser. À moins d'une hausse rapide et abrupte des cotisations des employeurs et des employés, celles-ci s'établissant à 3.6 pour cent des revenus, ce sont les taxes des contribuables qui permettront aux gouvernements de s'acquitter de leurs engagements à l'endroit des pensionnés.

Seulement au Québec, le Gouvernement est endetté envers les fonds de pension des fonctionnaires, des enseignants... etc. d'environ \$ 10 milliards. Il est de plus endetté auprès du Régime des rentes du Québec de l'ordre de plusieurs milliards de dollars. Ces dettes sont cachées cependant et ne sont nullement comptabilisées dans la dette publique officielle.

Le Gouvernement promet donc des avantages marginaux à ses employés, mais ne verse pas dans les caisses de retraite les argents qui seraient requis pour respecter ses engagements. Pire, il se prête à lui-même les cotisations des employés afin d'éponger ses propres déficits budgétaires au lieu de laisser ces fonds être investis dans la croissance de l'économie.

* * *

En s'endettant à long terme pour financer ses dépenses courantes, l'État ne fait pas que détruire le capital social : il écrase de plus en plus les citoyens eux-mêmes par l'inflation et par la taxation sans contre-partie de services. C'est la route la plus sûre vers l'insolvabilité et l'effondrement économique.

Quatre mois auparavant, lors du débat télévisé avec le ministre des Finances, j'avais malheureusement vu juste en prévoyant un déficit de \$3 milliards en 1980-81. ²¹⁷ - Je n'aurais jamais imaginé cependant qu'un gouvernement en fin de mandat annoncerait officiellement un autre déficit de même ampleur à quelques jours du déclenchement d'une élection !

Valait mieux annoncer des taxes différées que des taxes immédiates ! Peut-être que les gens n'y verraient que du feu !

Toutes les mesures sont prises d'ailleurs pour empêcher que l'analyse de ce budget se fasse trop ouvertement.

Ainsi, selon la tradition, les représentants de l'opposition parlementaire peuvent prendre connaissance du budget, à huit clos, quelques heures avant sa présen-

²¹⁷ Assemblée nationale, *Journal des débats*, Commissions Parlementaires, Commission permanente des finances et des comptes publics ; Question avec débat : l'état des finances publiques et l'usage des sommes versées aux fonds de pension publics et parapublics.

Le 28 novembre 1980, No 1, page B-3.

tation publique à l'Assemblée nationale. Les journalistes font de même dans une salle attenante, toujours sous le couvert de huit-clos.

Il est 18 heures.

Le ministre des Finances s'est déjà rendu répondre aux questions des journalistes et s'efforce de présenter son document technique et complexe sous le meilleur jour possible. C'est un budget électoral, bien gonflé de promesses alléchantes... à crédit !

Vient le tour des représentants de l'opposition parlementaire de se rendre commenter le budget et répondre aux questions des journalistes, avant que ceux-ci n'arrêtent leurs manchettes et mettent la dernière main à leurs articles.

L'an dernier, tout s'était bien déroulé. Mais cette année, le gouvernement sortant joue gros. Il voudrait bien que le déficit et les nouvelles taxes, la plupart cachées, n'attirent guère l'attention au dépens de quelques mesures mineures que l'on présente comme des réductions d'impôt à la place d'une pleine indexation des tables d'impôt et qui ne prendront effet que dans un ou deux ans.

Le savoir-vivre et la courtoisie s'estompent cependant devant la nervosité partisane.

Il sera, en effet, défendu au seul économiste professionnel parmi les députés de l'opposition de se rendre répondre aux questions des journalistes !

Je peux prendre connaissance des mesures prises dans le budget, mais..., je ne puis en discuter avec les journalistes ! Le ministre des Finances et son cabinet trouvent, en effet, trop risqué de me laisser dialoguer avec les journalistes. Car il y a risque que le précaire échafaudage de propagande que le ministre et son cabinet ont érigé à leurs soins, à l'aube d'une élection, ne s'effondre si les journalistes sont confrontés à une analyse serrée du budget.

Le compliment est de taille.

Mais le contexte semble irréel : un policier qui a reçu du pouvoir des « ordres » de sélectionner, parmi les députés de l'opposition ceux qui peuvent rencontrer à huit-clos les journalistes, et ceux qui ne le peuvent pas. C'est presque une scène qui pourrait être tirée telle quelle d'un film politique. ²¹⁸

L'incident, d'un point de vue personnel, est mineur ; mais vu sous l'angle de la liberté de la presse et du droit du public à l'information, il est symptomatique des

²¹⁸ *La Presse*, « Tremblay se plaint d'avoir été « baillonné », 11 mars 1981.

dangers qui guettent les libertés fondamentales quand des partis doctrinaires parviennent au pouvoir.

Tôt ou tard, ces partis imbus de leur pureté idéologique et du caractère sacré de leur « mission », en viennent petit à petit à souscrire au principe de « la fin justifie les moyens ». On oublie parfois que les plus grands despotes de l'Histoire l'ont souvent été pour des motifs très nobles.

* * *

L'existence de déficits budgétaires chroniques et en pleine expansion, lorsqu'ils ne sont pas prévus à des fins contracycliques, constitue une fuite en avant et un indice certain de conflits sociaux irrésolus. Depuis quelques années, les déficits budgétaires du Gouvernement du Québec dépassent par leur ampleur ceux de toutes autres provinces déficitaires réunies.²¹⁹ De tels déficits provinciaux viennent bien sûr s'ajouter aux déficits énormes qu'accumulent le Gouvernement fédéral depuis 1978, suite en partie à la politique de soutien du prix du pétrole.²²⁰

Or, le budget d'un État est la résultante de l'ensemble des revendications plus ou moins contradictoires qu'exercent les divers groupes d'intérêts dans la société, et est la mesure par excellence d'un équilibre ou d'une absence d'équilibre entre les objectifs sociaux et les capacités de l'économie de les satisfaire. Quand un gouvernement ne peut pas ou n'essaie pas d'établir une adéquation entre les coûts présents et futurs de ses gestes et les avantages qui en découlent, les déficits et l'inflation deviennent alors les moyens de faire la nécessaire réconciliation. La

²¹⁹ Déficits budgétaires (\$millions)

Déficits budgétaires (\$millions)		
	Québec	Autres provinces déficitaires (a)
1977-78	- 884.1	- 2073.5
1978-79	- 1474.5	- 1706.5
1979-80	- 1816.5	- 1297.6
1980-81 (b)	- 2975.0	- 1665.0
(a) Pour 1980-81 : Ontario (-1411), Nouvelle-Écosse (-16.2), Nouveau-Brunswick (-91.3), Îles du Prince-Édouard (-7.7), Manitoba (-139.6).		
(b) Résultats sur la base des 10 premiers mois de l'année financière pour le Québec.		
Sources : Discours du budget des gouvernements et Canadian Tax Foundation, Provincial Finances, 1980, July 1980.		

²²⁰ En 1977-78, le Gouvernement du Canada enregistre un excédent de \$6290 millions. Par après, cependant, les déficits budgétaires se sont succédés : \$ - 12103 millions en 78-79, \$ - 11375 millions en 79-80 et une prévision de \$ - 14150 millions de déficits en 1980-81 et de \$ - 13705 millions en 1981-82.

taxation additionnelle requise se cache derrière la hausse des prix, ou est différée dans le temps par l'endettement et le service de la dette.

Deux phénomènes se conjuguent depuis quelques années pour accroître la tolérance ou même la pression en faveur des déficits gouvernementaux. D'une part, l'État est devenu vulnérable face à ceux qui peuvent littéralement le prendre en otage, c'est-à-dire ses propres employés. Le rôle généralisé de distributeur de bien-être que l'État a été graduellement amené à assumer rend ses services indispensables à la vie en société (police, postes, électricité, bien-être social, assurance-chômage, transport... etc.). Organisés en groupes de pression et dotés par les lois d'un pouvoir de blocage, les employés de l'État jouissent de facto d'une situation de monopole. Avec la conséquence que le trois quart et plus des dépenses de certaines administrations sont des « incompressibles » qui croissent à un rythme supérieur à l'inflation, même si cette dernière est en partie importée de l'extérieur.

D'autre part, le ralentissement marqué et même le déclin, dans la croissance de la productivité depuis quelques années signifie que le drainage accru de ressources vers l'État ne se réalise plus à même une croissance du revenu par habitant dans l'ensemble de l'économie, mais plutôt par une redistribution forcée de revenus existants. Au Canada, la productivité a chuté de 1,6 pour cent au cours de la période 1978-80, alors qu'elle s'était accrue au rythme annuel de 3.6 pour cent de 1964 à 1978. ²²¹

Il est trop tôt pour identifier avec certitude la contribution de chacune des causes de ce déclin généralisé de la productivité. Ce déclin coïncide, en effet, avec la fin du phénomène de remplacement des emplois agricoles peu productifs par des emplois industriels, avec la hausse rapide depuis 1973 des prix de l'énergie qui décourage le progrès technologique et la substitution du travail au capital, et avec la croissance exponentielle des coûts des programmes de sécurité sociale et des coûts de fonctionnement des gouvernements en général.

La conséquence est néanmoins claire : si l'économie privée, surchargée de taxes et de réglementations de tout ordre, ne peut générer une croissance rapide de la productivité comme dans le passé, les gouvernements qui se sont éparpillés dans mille et une directions vont nécessairement devoir accroître leur propre productivité dans la production des services qu'ils se sont engagés à dispenser à la population.

Le grand défi des années '80 pour les gouvernements consistera donc à tenter de sauvegarder les objectifs du progrès social et de la sécurité sociale généralisée tout en trouvant les moyens de redistribuer les revenus et de produire les services

²²¹ Sources : Le Budget, Ministère des Finances, Ottawa, 28 octobre 1980.

Voir *Perspectives économiques de l'OCDE*, 27 juillet 1980, p. 53. - *Revue économique*, Ministère des Finances, avril 1979, p. 7 et 51.

sociaux d'une façon plus efficace et de manière à ne pas pénaliser le progrès économique. À l'avenir, il faut prévoir que les gouvernements reconnaîtront qu'ils sont de mauvais Producteurs de services publics, étant continuellement en conflits d'intérêts, et concentreront davantage leur attention à consolider le système de sécurité des revenus des citoyens, et laisseront les marchés fournir les services dont les gens ont besoin.

L'avenir du progrès social en sera donc un de consolidation et se situera davantage au niveau de la perfection des moyens de contrôler les coûts que dans l'élaboration de nouveaux programmes sociaux, moins essentiels au bien-être que ceux déjà implantés.

C'est là une nécessité qui ne découle pas de l'idéologie mais de la réalité économique elle-même.

* * *

Dire que les gouvernements encourent des déficits parce qu'ils dépensent trop équivaut à dire qu'une personne souffre d'embonpoint parce qu'elle mange trop ou que quelqu'un est alcoolique parce qu'il consomme trop d'alcool. Mais quelles sont les causes de l'excès ?

Outre les pressions électorales continues qui poussent les formations politiques à élargir l'interventionnisme des gouvernements pour se gagner des appuis, et les tensions sociales qui surgissent du processus même de la croissance économique et que les gouvernements doivent atténuer, c'est peut-être l'évolution de certaines idées qui expliquent le mieux la propension des politiciens à camoufler leur incurie administrative sous les déficits budgétaires. La déformation de certaines théories économiques a certes, par exemple, rendu plus respectables et plus tolérables des déficits chroniques et répétitifs, qui sont en réalité le résultat de carences administratives, de dépenses extravagantes et frivoles et de gaspillage.

Aucune théorie n'a été tant dénaturée par les politiciens que celle de John Maynard Keynes en faveur des budgets contracycliques. Selon Keynes, le gouvernement devait compenser les excédents d'épargne dans l'économie, en période de ralentissement économique, par des investissements publics financés à même un déficit contracyclique et l'emprunt. En période de boom des investissements, le gouvernement se devait d'empêcher la surchauffe en accroissant ses épargnes et en générant un excédent budgétaire. Au début du cycle économique, le budget de l'État serait équilibré, les excédents d'une période compensant les déficits de l'autre.

- L'idée était séduisante.

Les politiciens y virent là cependant une justification de faire sauter la contrainte pesante de la discipline budgétaire. Dorénavant, les politiciens ne penseront pas seulement l'argent des autres, ce qui n'encourage déjà pas la retenue, mais pourront en plus dépenser sans compter en hypothéquant l'avenir sous le prétexte avenant « qu'il faut soutenir l'économie ! »

Le « Laissez-Faire » donnera naissance au « Faire-Aller »,... dans toutes les directions !

En déformant donc la théorie des budgets contracycliques, les politiciens se sont libérés de l'obligation de taxer ouvertement pour pouvoir dépenser. L'équation est ainsi rompue : la popularité qui découle de la dépense n'est plus compensée par l'impopularité de la taxe. Le déficit soustrait temporairement les politiciens des lois de l'économie.

Tôt ou tard, bien sûr, le service de la dette déplace par sa lourdeur des dépenses essentielles dans le budget, et l'inflation taxe sournoisement tout le monde quand les déficits sont financés à même la planche à billets. Ce n'est donc que de façon temporaire que la morale du déficit et de l'endettement rend le politicien omnipuissant. La solution des problèmes n'est que reportée à plus tard, c'est-à-dire, parfois,... après les élections.

Comme une drogue, cependant, le déficit appelle le déficit et pour produire le même effet, des doses de plus en plus fortes sont souvent nécessaires. Il n'est pas certain, par conséquent, ayant goûté à la potion magique qui permet d'acheter des votes ou la paix sociale sans avoir besoin de taxer ouvertement, que les politiciens aient le courage ou même le loisir de rebrousser chemin. Quoiqu'il en soit, à supposer qu'une volonté politique existe vraiment en vue de redresser la situation budgétaire, un tel redressement doit s'étendre sur une période suffisamment longue pour éviter de déstabiliser l'économie. Dans le cas contraire, la succession de déficits toujours plus gros générera une inflation toujours de plus en plus rapide, avec son cortège d'injustices sociales et son danger ultime d'effondrement économique.

* * *

- « Pour un VRAI progrès au Québec » voilà le slogan qu'affiche le Parti libéral du Québec.

- « Faut rester *FORTS* au Québec » proclament les annonces du Parti québécois, accompagnées la plupart du temps de la plus grande photo possible du chef du parti. Le thème choisi par l'Union nationale est plus sobre et plus populiste, et se résume au choix de « La voie du bon sens ».

Les Québécois étant les citoyens canadiens à la fois les plus taxés et les plus endettés, il va de soi qu'un progrès économique et social véritable s'impose. Le thème du PLQ est donc avant tout économique et social et sous-tend qu'il faut élire un gouvernement qui soit au diapason du reste de l'Amérique du Nord, qui fasse la promotion de la prospérité et qui protège les individus sans les écraser sous une machine bureaucratique.

En reprenant le slogan du Parti libéral du Canada lors des élections de février 1980 : « Parle FORT Québec », le PQ pour sa part, met de l'avant un thème nettement plus politique et constitutionnel. Il s'agit d'un appel à la solidarité nationale afin d'élire un gouvernement dévoué avant tout aux intérêts du Québec, face à un gouvernement fédéral libéral qui vise à consolider le pouvoir central.

Dans ce jeu électoral, la victoire va au parti qui sait le mieux imposer ses thèmes électoraux et qui dispose, pour le faire, de la meilleure organisation et des personnalités les plus attrayantes et les plus crédibles.

* * *

Dans ce débat continuuel entre la tendance démocratique et la tendance collectiviste dans les sociétés occidentales, des signes avant-coureurs apparaissent au Québec qui annoncent une plus grande préoccupation en faveur des droits des individus et des familles, face aux appareils bureaucratiques et étatiques.

En effet, alors que les législatures de politiciens privilégient les forts (les forces syndicales), les tribunaux commencent à se faire le protecteur des faibles (malades, écoliers... etc.) et à accorder des redressements de torts, en cas de grève illégale. Seules vraies victimes des conflits entre les bureaucraties syndicales et étatiques, les malades et les étudiants en sont réduits dans notre société à défendre eux-mêmes leurs intérêts quand un État impuissant et de connivence ne peut les protéger efficacement.

À tel hôpital, un handicapé physique chronique, président du Comité provincial des malades, Claude Brunet, a le courage d'intenter une poursuite en justice pour \$11.6 millions contre les responsables d'un débrayage illégal dont le principal coût est fait de souffrances, d'angoisses et d'humiliations pour les malades. ²²²

Le même recours à la justice lui serait nié cependant si la grève était « légale ». C'est ainsi que les privilèges législatifs ont préséance sur les droits humains fondamentaux.

²²² *La Presse*, 25 mars 1981, - Michel Brunet, « La grève dans les hôpitaux, exploitation de la souffrance humaine ».

À telle école, des étudiants intentent des actions en dommages et intérêts pour « perte de connaissance » contre un syndicat de professeurs qui a paralysé illégalement leur institution pendant cinq semaines. Un juge de la Cour provinciale des petites créances leur donne raison. ²²³

Le vrai rempart des individus contre l'injustice, en dernière analyse, ce sont les tribunaux et non pas les parlements.

* * *

D'autres droits, tout aussi fondamentaux, sont aussi peu à peu érodés par les parlements, dont peut-être le plus fondamental dans une société libre, le droit à la liberté d'expression.

Après la campagne référendaire qui avait défranchisé plus d'un citoyen en l'empêchant de s'exprimer publiquement sur le sujet, la campagne électorale de 1981 permit de faire ressortir un autre travers retors de la loi électorale du Québec. Dans l'esprit des bureaucrates chargés d'appliquer la dite loi, en effet, les citoyens doivent cesser de critiquer le gouvernement en campagne électorale, à moins d'être politiciens accrédités.

Deux jours avant le déclenchement des élections, le 10 mars, le Gouvernement du Québec avait déposé son budget pour l'année 1981-82, budget dans lequel le secteur de l'éducation se voyait infligé de sérieuses coupures budgétaires.

Les dirigeants d'une association de professeurs, l'Alliance des professeurs de Montréal, voulurent protester publiquement contre des coupures budgétaires qui les concernaient directement en s'attaquant, non pas au Parti québécois, mais au gouvernement. Mal leur en pris car on leur reprocha de vouloir contester un parti au pouvoir en pleine campagne électorale !

Le directeur du financement des partis politiques, Pierre-Olivier Boucher y vit tout de suite là en effet, « un acte propre à favoriser ou à défavoriser un parti en campagne électorale », et se hâta de réclamer une injonction contre ces citoyens téméraires qui, en s'attaquant au budget pré-électoral du Gouvernement, ne manquaient pas en passant d'effleurer, par ricochet, le parti au pouvoir déjà lancé en campagne électorale. ²²⁴

Les annonces du Gouvernement dans les journaux pour mousser la télédiffusion du Discours du budget, les caméras de l'Assemblée nationale, et tous les au-

²²³ Journal de Montréal, 19 mars 1981, Pierre Leroux, « Cinq étudiants reçoivent \$300 chacun pour « perte de connaissances ».

²²⁴ La Presse, 24 mars, « Demande d'injonction contre l'Alliance ».

tres frais encourus pour publiciser un budget pré-électoral n'étaient pas, cependant, considérés des dépenses électorales

Deux poids, deux mesures.

Un parti au pouvoir peut se servir de tous les moyens de l'appareil de l'État pour préparer sa campagne préélectorale. C'est le « gouvernement » qui agit.

Mais qu'un groupe de citoyens veuille recourir à ses propres moyens pour exprimer des griefs à l'encontre d'une mesure prise par ce gouvernement en exercice, alors que celui-ci est déjà en pleine campagne pré-électorale,... cela ne lui est pas permis !

La loi en matière de contrôle des dépenses électorales, de nature essentiellement administrative, avait ainsi préséance sur le droit d'expression des individus et sur leur droit d'émettre des doléances contre une mesure gouvernementale. Et on prétendra encore au Québec que les droits humains fondamentaux n'ont pas besoin d'être inscrits dans une constitution !

La vieille tradition cléricale et monolithique du Québec a longtemps brimé la liberté d'expression de ceux qui émettaient des opinions ou affichaient des préférences qui dérogeaient de celles des autorités au pouvoir ou qui n'étaient pas socialement populaires. Dans les petites sociétés fermées et éthnocentriques, l'ostracisme social est en effet souvent la conséquence de l'exercice du droit à la liberté d'expression.²²⁵ Mais quand une loi passée par un parti populairement minoritaire et temporairement majoritaire dans un parlement, enlève aux individus (ou aux associations d'individus) la liberté d'employer ses propres moyens ou ses propres ressources pour propager ses opinions, à moins d'être obligatoirement enrégimentés dans les mécanismes politiques officiels, la liberté d'expression s'en trouve fortement érodée.²²⁶

La « charte québécoise des droits et libertés de la personne », ainsi que le projet de charte fédérale incluse dans la Résolution, en vue du rapatriement de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, n'offrent aucune garantie réelle contre l'érosion de la liberté d'expression.

Tel n'est pas le cas aux États-Unis où *Les Pères de la République* ont eu la sagesse de protéger les générations futures contre la tyrannie du passé en inscrivant à l'article premier de la Déclaration des droits de 1791 : « Le Congrès ne pourra faire aucune loi restreignant la liberté de parole ou de presse... ». - Une loi électo-

²²⁵ Pour une analyse lucide et serrée du nouveau conformisme intellectuel au Québec, voir - « Les Classes Sociales et le Projet Souverainiste », de Maurice Pinard et Richard Hamilton, *Le Devoir*, 12 et 13 mars 1981.

²²⁶ Pierre Lemieux, « Alors, soit belle, tais-toi et vote », *La Presse*, 25 mars 1981.

rale, comme celle du Québec, qui réduit le droit à la liberté d'expression aux seuls politiciens patentés, y serait jugée anticonstitutionnelle.

Mais le Québec n'est pas tout à fait en Amérique du Nord !

* * *

- « L'Hydro-Québec en tutelle ».
- « La Caisse de Dépôt et Placement en tutelle ».
- « Radio-Québec en tutelle ».

Les indices se multiplient que l'offensive sans précédent de centralisation étatique qui est en marche au Québec est sur le point d'atteindre un niveau où tout ce qui est important sera finalement décidé par quelques personnes au Conseil des ministres. Rien ne semble échapper à une décision politique, du zonage agricole au contrôle de l'accès aux professions et aux occupations. - 1984 n'est décidément pas éloigné...

La campagne électorale de 1981, laquelle peut à juste titre se qualifier comme la « campagne des promesses à crédit » tellement les partis politiques se livrent de façon irresponsable à la surenchère des largesses de toutes sortes pour chaque catégorie d'électeurs, semble devoir empirer le phénomène plutôt que de le renverser. Alors qu'en 1976, les engagements électoraux des partis étaient surtout, soit de nature générale (« amélioration de la situation économique »), ou de type réglementaire (« création d'un nouveau régime d'assurance-automobile »), on assiste en 1981 à une tentative généralisée d'acheter des blocs de votes à même le Trésor public, déjà déficitaire à plus de trois milliards de dollars.

Les caricaturistes s'en donnent à cœur joie, tellement la valse des promesses semble tourner en véritable farce et en une insulte à l'intelligence des contribuables. Un parti n'annonce-t-il pas qu'il subventionnera la fécondité, que l'autre se hâte d'annoncer qu'il subventionnera la grossesse... L'un ne promet-il pas une nouvelle allocation de garde d'enfants à toutes les femmes au foyer, que l'autre se fait fort de renchérir en subventionnant les femmes seules âgées de 60 à 64 ans et celles qui retourneraient aux études... etc. - C'est une élection-encan ! - C'est vraiment la surenchère électorale sur le dos et le ventre des femmes !

Les sondages ont en effet identifié la clientèle féminine comme pivot principal de l'élection. Il faut donc courtiser !

De l'économie qui fonctionne au ralenti, de l'inflation qui taxe tout le monde, des déficits qui amenuisent par la charge des intérêts le budget public, du boursofflement de l'état bureaucratique qui dirige tout,... point n'est question.

Décidément, les politiciens prennent les Québécois pour un peuple d'enfants !

Le tout, par contre, peut s'expliquer.

* * *

En effet, la stratégie électorale du Parti québécois en avril 1981, relève d'un grand professionnalisme et d'une grande astuce.

Tout ce qui est de nature à rebuter l'électeur : la proposition de sécession du Canada, les bouleversements sociaux de la social-démocratie, la grève dans les services publics,... etc. est mis « en veilleuse », selon l'expression consacrée, même s'il s'agit d'options fondamentales du parti. Ces thèmes trop « chauds » sont plutôt remplacés par un appel au vieux fond de nationalisme conservateur québécois et par une tentative fructueuse de transformer l'élection en un concours de popularité entre René Lévesque et Claude Ryan.

C'est que l'austère leader libéral est beaucoup moins populaire que le leader populiste du PQ.

Déjà, à l'automne 1980, quand tous les sondages donnaient le Parti libéral vainqueur en cas d'élection, les analystes n'en concluaient pas moins que « les libéraux vont gagner, malgré monsieur Ryan, et le PQ va perdre malgré monsieur Lévesque ». ²²⁷

C'est le premier élément d'une stratégie pour retourner la situation.

Les sondages ne démontrent-ils pas que la population est préoccupée par la situation économique, et que les femmes au foyer sont les plus réfractaires au PQ ! Il suffira de « parler » d'économie et d'ensevelir les femmes au foyer sous un amoncellement de promesses pécuniaires.

Ce sont les autres éléments de la stratégie.

La toile de fond est gracieusement fournie par la promesse référendaire non remplie, aux yeux de plusieurs, du Premier ministre du Canada, à l'effet de procéder à des changements constitutionnels majeurs dans le sens des revendications historiques du Québec.

La stratégie du Parti libéral du Québec est plutôt celle d'un parti qui a la conviction de partir gagnant : c'est une stratégie de parti au pouvoir, laquelle vise

²²⁷ Citation de Maurice Pinard, à la lumière d'un sondage indiquant qu'une élection tenue à la fin d'août 1980 au Québec aurait résulté en une répartition de 75 sièges pour les libéraux et 45 sièges pour le PQ. - La popularité de René Lévesque l'emporte amplement sur celle de Claude Ryan dans un rapport de 43% à 25%. - The Gazette, « Taking the pulse of Quebec », 6 septembre, 1980.

naturellement à consolider un acquis en réagissant aux attaques de l'adversaire et en improvisant les meilleures contre-attaques possibles.

Sous Claude Ryan, le PLQ professe ne pas accorder foi au caractère scientifique des sondages d'opinions, pour mesurer l'efficacité de son action politique auprès de l'électorat. Il leur préfère une action directe de sollicitation et de promotion au raz-le-sol, de manière à dégager un « pointage » sur les appuis relatifs de chaque formation politique.

À l'opposé, le Parti québécois ne néglige nullement le « pointage » porte-à-porte et la sollicitation active des électeurs. Pour préciser les messages à communiquer et pour décupler leur effet, il recourt aux sondages et aux techniques modernes de communication.

Ce parti est ainsi beaucoup mieux placé que ses adversaires pour adapter son discours politique aux exigences du marketing électoral du moment, quitte à recourir à toutes les « ambiguïtés » et à toutes les restrictions mentales imaginables.

L'organisation politique « sur le terrain » et les contacts personnels entre les électeurs et l'homme politique sont certes essentiels. Cependant, nul communicateur-politicien ne peut négliger la puissance extraordinaire des media électroniques dans la lutte d'influence sur les esprits et sur les cœurs de millions d'individus.

Vouloir « convertir » à la pièce chaque électeur par la seule présence physique, en négligeant les moyens modernes de communication, relève du syndrome de « My Fair Lady ».

Comme on le sait, cette pièce musicale fort populaire fut celle qui demeura le plus longtemps à l'affiche au cours de toute l'histoire de Broadway, à New York, et un grand total de 900,000 personnes assistèrent physiquement à sa présentation étalée sur neuf ans. - Un soir, cependant, la pièce fut projetée sur les écrans de télévision, et en une seule soirée, ce furent 90 millions de personnes qui purent jouir du spectacle !

Les techniques modernes de communication exercent une influence déterminante en politique, et nul, par conséquent, ne peut les ignorer sous peine de ne point compétitionner sur un pied d'égalité avec ses concurrents.

La campagne électorale de 1981 au Québec passera à l'histoire comme la démonstration la plus éloquente de cette vérité.

* * *

De 1945 à 1976, le Québec a vécu 43 élections partielles provinciales et à trois occasions seulement, le parti d'opposition est parvenu à remporter la victoire. De 1976 à 1980, cependant, le courant principal de l'histoire se renverse et le parti d'opposition remporte les onze élections partielles consécutives, en plus de participer à la défaite du parti gouvernemental lors d'un plébiscite portant sur le programme constitutionnel du gouvernement.

Depuis l'élection de 1976, donc, c'était véritablement lambeau par lambeau que le parti gouvernemental s'était fait arracher la légitimité du pouvoir.

Jusqu'à quel point, cependant, ces élections partielles étaient autant de mini-référendums ? - Le référendum du 20 mai 1980, en exorcisant en apparence le Parti québécois de l'hypothèque de l'indépendance, n'allait-il pas rétablir une situation politique plus normale, où c'est la popularité respective de chaque leader et de chaque formation politique qui compte le plus ?

Au début de la campagne électorale de 1981, le Parti libéral de Claude Ryan était présumé partir gagnant. S'il perdait les élections, certains diront que le chef de l'Opposition se sera, en quelque sorte, battu lui-même.

En 1966, Jean Lesage s'était lancé en élection en sollicitant un mandat précis pour négocier avec Ottawa un nouveau partage des impôts.

En 1976, Robert Bourassa avait déclenché des élections prématurées afin d'obtenir un mandat neuf dans le but de bloquer un rapatriement anticipé de la Constitution canadienne, l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord.

En 1981, René Lévesque s'était lui-aussi lancé dans des élections générales en proclamant être le seul à pouvoir défendre les intérêts du Québec contre la volonté d'Ottawa de rapatrier et d'amender unilatéralement la Constitution canadienne de Londres, mais il avait pris bien soin de ne point en faire un thème principal de sa campagne, de peur de raviver la polarisation référendaire. Dans son cas, la menace était réelle et crédible, et ce sera une campagne de sensibilisation directement financée par les fonds publics qui mobilisera la population contre ce « coup de force » constitutionnel.... avant les élections !

Dans les deux premiers cas, la population, sceptique, n'avait point répondu à l'appel, préférant porter jugement sur les faits et gestes du gouvernement sortant.

Ce sera différent en 1981.

La campagne électorale ne porte nullement sur le bilan et la performance du gouvernement sortant. C'est plutôt une campagne au cours de laquelle le Parti québécois impose habilement sa stratégie, laquelle consiste à poser en gouvernement « bon père de famille » et à discréditer féroce-ment l'adversaire, tandis que le

Parti libéral adopte une attitude attentiste et défensive. Le Premier ministre a d'ailleurs donné le ton dès le début de la campagne en traitant son adversaire de « bonhomme sept-heures », de « croque-mitaine » et de « Salomé qui s'apprête à aller porter la tête de Jean-Baptiste à son boss à Ottawa » !

La campagne électorale '81, donc, se situe dans la plus pure tradition de l'époque - Duplessis : elle est faite de promesses électorales et d'attaques personnelles. Les observateurs, à l'unisson, la trouvent « terne », « plate » et « bizarre » !

En effet, les analystes s'interrogent :

- « Le plus étonnant est que cette campagne politique déclenchée au lendemain de la présentation d'un budget largement déficitaire de l'aveu tant du ministre des Finances que du chef de l'Opposition, a été marquée non pas par des engagements de redressement de la situation, mais par la surenchère des promesses dans une étonnante ronde des millions ». ²²⁸

Pourtant, les sondages indiquent que les électeurs sont avant tout préoccupés de questions d'ordre économique. ²²⁹ – L'inflation, la situation économique et le chômage sont, en effet, les principaux sujets d'inquiétude. Mais, paradoxalement, et à la surprise générale, c'est le Parti québécois de René Lévesque qui traite d'économie, tandis que le Parti libéral de Claude Ryan semble faire du thème abstrait de la liberté individuelle son principal cheval de bataille.

Mais, il y a plus.

²²⁸ Claude Lavergne, « Réflexions sur une campagne terne », *Dimanche-Matin*, 5 avril, 1981.

²²⁹ *La Presse*, 28 mars 1981, - « Les questions économiques préoccupent le plus ». Un sondage de la maison CROP donne les résultats suivants à la question : Parmi les sujets que je viens de mentionner, lequel vous préoccupe le plus ?

- l'inflation	38%
- la situation économique	21%
- le chômage	11%
- la question linguistique	8%
- le rapatriement de la Constitution	7%
- la situation énergétique	7%
- le droit de grève	5%
- ne sait pas	4%
<i>Le Soleil - The Gazette</i> , 28 mars 1981, - Sondage SORECOM	
Importance accordée aux différents thèmes de la campagne :	
- l'économie	64%
- la question constitutionnelle	17%
- la performance du gouvernement péquiste	7%
- ne sait pas	6%

Alors que René Lévesque, enfourche le cheval duplessiste de l'autonomie face à Ottawa, promet qu'il n'y aura pas d'autre référendum constitutionnel au cours d'un deuxième mandat et mise sur le patriotisme et la fierté des Québécois, Claude Ryan est quelque peu piégé car il lui est difficile de poser en défenseur des droits et des revendications du Québec, quand il doit porter au pied le boulet de son principal allié référendaire, Pierre Trudeau, lequel invoque des raisons d'état pour dénaturer le verdict du 20 mai 1980.

Coincé qu'il est entre deux premiers ministres francophones à Québec et à Ottawa, le chef libéral provincial est dans une situation similaire à celle de Georges-Émile Lapalme dans les années '50, quand Maurice Duplessis régnait à Québec et que Louis Saint-Laurent était premier ministre à Ottawa.²³⁰

C'est un premier désavantage important pour le leader du PLQ.

Alors que tous les sondages confirment que le leader péquiste est deux fois plus populaire auprès de l'électorat que l'austère chef libéral, les stratèges libéraux n'en font pas moins porter la totalité de la campagne électorale sur les épaules de leur chef.²³¹ - C'est lui qui traite de tout ce qui concerne Ottawa, de tout ce qui concerne les finances publiques, de tout ce qui concerne la question linguistique, de tout, de tout...

C'est un deuxième désavantage.

La polarisation politique qui s'est créée au Québec à l'occasion du référendum de 1980 tend à s'estomper avec le temps, mais elle ne s'estompe que d'un côté. En effet, alors que le comité du OUI s'appuyait ouvertement sur un seul parti politique, le Parti québécois, le comité du NON tirait sa force d'une puissante coalition de divers intervenants politiques. Le temps joue toujours contre les coalitions.

Dans cette optique, le report des élections de l'automne '80 au printemps '81, s'il désavantageait le Québec au plan constitutionnel et faisait violence à la tradition politique, n'en n'était pas moins à l'avantage du parti au pouvoir. En effet, alors que la clientèle péquiste est stable, le chef libéral fait face de son côté au défi de convertir une coalition référendaire en une loyauté électorale. Ce n'est pas une mince tâche puisque d'autres partis politiques se disputent le vote fédéraliste, dont entre autres l'Union nationale.

²³⁰ Georges-Émile Lapalme fut chef du Parti libéral du Québec de 1950 à 1958, alors que Maurice Duplessis et Louis S. Saint-Laurent étaient premiers ministres à Québec et à Ottawa.

²³¹ *La Presse*, 28 mars 1981, « Lévesque deux fois plus populaire que Ryan et Lasalle réunis ». - 45 pour cent pense que René Lévesque est l'homme politique le plus apte à diriger le Québec. Claude Ryan n'obtient que 23 pour cent des suffrages et Rock Lasalle un maigre 3 pour cent. - *Le Soleil - The Gazette*, 28 mars 1981, « 29% des personnes interrogées ont déclaré qu'elles seraient tentées de voter libéral si ce parti avait un autre chef ».

Claude Ryan n'est d'ailleurs pas homme à partager le pouvoir, même un pouvoir hypothétique et à conquérir, et il fait connaître à plus d'un allié du 20 mai 1980 qu'il ne compte pas sur leur support pour gagner les élections du 13 avril 1981.²³²

Cette attitude assez discutable est un troisième handicap de taille à surmonter. - Elle ajoute à l'image de faiblesse, de mesquinerie et d'homme d'un autre âge que le PQ, avec l'aide des journalistes et des caricaturistes, veut à tort ou à raison lui accoler.

Les tiraillements du Parti libéral du Québec en 1981, au sujet de la question linguistique, ne sont pas sans rappeler les tergiversations du gouvernement Bourassa sur la même question en 1976

La publication de livres beiges ou rouges précisent les orientations et alimentent les débats politiques, mais peut aussi devenir embêtante pour un parti politique, comme le Parti québécois l'apprit à ses dépens en 1973 avec la publication du Budget de l'An I à l'aube d'une campagne électorale.

En ouvrant le dossier linguistique à quelques semaines des élections, c'est-à-dire en promettant dans un premier temps l'addition d'une clause universelle à la Loi 101, selon laquelle tous les enfants dont les parents sont de langue maternelle anglaise pourraient fréquenter l'école anglaise, et en se révisant, dans un deuxième temps, en favorisant une clause Canada limitant un tel accès aux seuls enfants dont les parents ont été éduqués en anglais au Canada, le principal parti d'opposition commettait une erreur politique grave. D'autant plus que les comtés anglophones du Québec sont déjà acquis au PLQ.

Affaiblis face au Canada anglais par le coup de poker manqué de René Lévesque qui a brûlé le principal outil de négociation dont les Lesage, Johnson, Bertrand et Bourassa s'étaient servi pour faire avancer la cause du Québec, c'est-à-dire l'ambiguïté de l'allégeance du Québec à la Confédération canadienne, les Québécois francophones pouvaient néanmoins compter sur la Loi 101 pour leur garantir un rempart et un espace vital linguistique à l'intérieur même du Québec.

Une révision de la Loi 101, toute acceptable qu'elle fut à d'autres égards, ne pouvait cependant qu'aviver l'insécurité culturelle des Québécois francophones et devenir une provocation électorale.

Quatrième impair qui porte le débat sur le terrain politique privilégié de l'adversaire du chef libéral.

²³² *Le Devoir*, 18 septembre 1980, « Le chef du PLQ a déclaré que l'insistance de M. Robert Bourassa (à se présenter aux élections) lui faisait penser à l'entêtement d'une belle-mère qui s'obstinerait à vouloir partager l'appartement de jeunes mariés ».

Dans ce « no-man's land » électoral de 1981, le vent tourne : la population fait davantage confiance aux péquistes de René Lévesque qu'aux libéraux de Claude Ryan.²³³

Le 13 avril 1981, le Parti québécois est reporté au pouvoir avec 80 sièges contre 42 sièges pour le PLQ, en obtenant 49.2% des suffrages exprimés contre 46.0% pour le Parti libéral du Québec. - L'Union nationale doit se contenter de 4% des voix.

C'est un renversement de tendance politique sans précédent dans l'Histoire politique du Québec.

* * *

La défaite du Parti libéral du Québec, le 13 avril 1981, doit être considérée comme découlant d'une grave erreur intellectuelle :

1. Il semble qu'on ait oublié que les élections partielles des mois précédents s'étaient tenues dans un contexte référendaire, et avaient été de ce fait autant de mini-référendums qui avaient peu à voir avec la popularité, ou l'absence de popularité personnelle, des personnalités politiques en présence ;

2. Les changements constitutionnels que la population du Québec souhaitait voir appliquer après le référendum, étaient considérablement plus substantiels que ceux que les hommes politiques fédéraux et le Canada anglais en général étaient disposés à consentir.

²³³ *La Presse*, 28 mars 1981 - Selon CROP, si des élections s'étaient tenues au Québec entre le 13 et le 20 mars, les votes se seraient répartis comme suit :

Le Parti québécois	41%
Le Parti libéral :	32%
L'Union nationale	3%
Indécis :	12%
Annulation :	3%
Refus de répondre	9%

Le Soleil - The Gazette - 28 mars 1981. Selon un sondage SORECOM, si des élections s'étaient tenues au Québec entre le 18 et le 22 mars, les votes se seraient répartis comme suit :

Le Parti québécois	44%
Le Parti libéral	38%
L'Union nationale	5%
Indécis :	12%
Annulation	1%

Jusqu'à quel point, donc, Claude Ryan ne fut-il pas, en 1981, le bouc-émissaire d'un premier ministre francophone à Ottawa ?

En effet, en fournissant à René Lévesque un prétexte commode pour retarder les élections à l'automne 1980, Pierre Trudeau lui rendait ainsi un fier service, et empêchait de ce fait l'élection presque assurée de Claude Ryan.

Certes, la ruse démagogique, qui consiste à tout promettre à tout le monde, sert habituellement bien un parti au pouvoir parce que ses promesses et ses engagements ont l'apparence d'être plus tangibles et plus crédibles.

Il est incontestable, cependant, que l'abus de pouvoir fédéral en matière constitutionnelle a suscité la réprobation de plus d'un citoyen et ravivé chez le peuple québécois ce vieux réflexe normand qui le porte à « ne pas mettre tous ses oeufs dans le même panier ».

Rouge à Ottawa et bleu à Québec ; - rouge à Québec et bleu à Ottawa ; - mais pas rouge à Québec et rouge à Ottawa !

La faute intellectuelle était donc double : présomption de croire que la population n'a guère d'autre choix, dans un contexte constitutionnel polarisé, que d'appuyer majoritairement le principal parti fédéraliste ; méconnaissance de la volonté nationaliste des Québécois de ne point se fondre culturellement et politiquement dans un melting-pot pan-canadien.

Sous ce rapport, les Québécois sont les plus européens des nord-américains : ils tiennent à leur identité.

Coincée donc entre Trudeau à Ottawa et Lévesque à Québec, il ne sera pas facile à l'Opposition officielle de s'imposer comme instrument de solution à la crise politique québécoise.

De plus, alors qu'en 1976, le Parti québécois avait réussi à faire le procès de Robert Bourassa et de son administration, le Parti libéral du Québec oublia en 1981 d'orienter la campagne électorale vers une critique positive de René Lévesque et de son gouvernement.

L'initiative était ailleurs.

La solution à la crise politique du Québec devra donc attendre : celle-ci est loin d'être terminée...

* * *

Quatrième partie : le monde électoral

Chapitre 26

Conclusion : la voie de l'avenir

« Si cher qu'on le paie parfois, le nationalisme n'en demeure pas moins le *thème le plus facile et le plus fructueux de toute démagogie*. »

Jean-François Revel

[Retour à la table des matières](#)

En juin '79, 200 millions d'Européens, appartenant à 10 pays différents, électionnaient au suffrage universel un Parlement de 410 membres. Le fédéralisme européen était en marche finalement pour fournir à l'Europe un poids politique quelque peu comparable à sa puissance économique, face à l'Union soviétique et aux États-Unis.

L'idée d'un grand État européen supranational faisait concrètement son chemin. Ce n'était pas encore les « États-Unis d'Europe », mais la légitimité d'un Parlement commun répondant directement aux peuples plutôt qu'aux gouvernements venait institutionnaliser, en quelque sorte, la solidarité politique et économique des populations européennes.

C'est qu'en pratique, « la plupart des nations ont été formées non par des gens qui désiraient intensément vivre ensemble, mais plutôt par des gens qui ne pouvaient vivre séparément », observera un politologue lucide, Jean-Charles Bonenfant.

Qu'on le veuille ou non, en cette fin du XXe siècle, les seuls pays qui comptent sont des fédérations et des États-continentaux (les États-Unis, l'URSS, l'Inde, la Chine, le Brésil,... etc.). Ceux-ci ont peine néanmoins à résister, par leur force et leur cohésion intérieure, aux grands problèmes économiques et politiques qui secouent l'humanité.

La solidarité des peuples est, aujourd'hui, continentale, sinon planétaire. Et les petits États-nations fondés jadis sur la race et l'ethnocentrisme sont aux prises avec des problèmes qui les dépassent.

L'historien Arnold Toynbee dira :

- « La souveraineté nationale est un concept impraticable, car il limite notre capacité de protéger, et nous-mêmes et notre environnement. »

Le grand défi pour les sociétés consiste à se doter d'institutions qui soient des mécanismes stables et permanents d'entraide et de solidarité économiques, dans la plus grande décentralisation politique possible. Dans cette perspective, la poursuite de la souveraineté politique absolue sur des bases ethniques est un leurre et une illusion qui distrait des vrais problèmes.

L'État moderne ne peut reposer avant tout sur une notion raciale et ethnocentrique mais doit être avant tout au service de tous les individus. Ceci devrait être doublement évident dans des territoires d'immigration comme le Québec et le Canada. L'autonomie des gouvernements dans une confédération garantit la préservation des particularismes culturels et linguistiques, mais la plénitude de l'État n'appartient pas à une race ou à un groupe ethnique mais à l'ensemble des divers groupes culturels qui ont un vouloir-vivre commun. C'est pourquoi, bien vécu, le fédéralisme décentralisé est un système politique beaucoup plus civilisé que l'État-nation. Il établit fondamentalement la prééminence du principe supérieur de la démocratie sur celui des nationalités ; celle de la liberté humaine sur celle de l'État.

* * *

Un nationalisme négatif et stérilisant recherche des boucs émissaires et reporte tous les problèmes sur « les autres » et sur « l'affreux étranger » plutôt que de mettre toute la réalité en perspective et de s'attaquer à ses propres défaillances. On ne peut surmonter la réalité qu'en la regardant bien en face. À vouloir à tout prix assigner toutes les difficultés du Québec et des franco-Québécois aux structures politiques fédérales canadiennes, le risque est grand de passer à côté des vrais problèmes et de se complaire avec les politiciens dans les mythes et les contradictions.

Mais, pour l'ensemble de la population québécoise, la question économique est de beaucoup plus importante que la seule question culturelle. Pour elle, il ne s'agit pas d'orienter les efforts de manière à rageusement racheter le passé et à refaire l'Histoire pour les rendre conformes à certains schèmes théoriques trop rigides et trop abstraits.

Le vrai défi se situera dans l'avenir au plan économique.

Un défi dans les mentalités d'abord.

L'émergence d'une classe bureaucratique au Québec et l'ascendance du nationalisme négatif contribuent à perpétuer une vieille mentalité québécoise défavorable à l'économie. Les règles selon lesquelles il faut épargner pour investir et il faut être productifs et compétitifs pour prospérer sont poussées de côté au profit de la magie de l'État pour créer une richesse instantanée et artificielle.

Un défi dans les politiques par après.

Depuis quelques années, en effet, au Québec on a fait du gouvernement un instrument captif pour « manger le capital collectif » et taxer les générations futures pour satisfaire l'avidité des groupes-monopoles d'intérêts. L'accumulation accélérée des déficits publics n'est, à ce titre, que la manifestation d'une poussée plus profonde en faveur d'une consommation présente au détriment de celle de l'avenir.

La surenchère électorale et les lois qui en découlent en faveur du renforcement du pouvoir de monopole des regroupements d'intérêts particuliers transforment rapidement le Québec en une société bloquée et sclérosée qui neutralise ses éléments les plus dynamiques et qui perd graduellement sa population. On prévoit en effet, pour les quinze prochaines années, un exode migratoire négatif de 6000 personnes par année.

Un défi face aux réalités économiques objectives ensuite.

Le déplacement de l'activité et du dynamisme économiques vers l'Ouest est un phénomène continental. Dans ce contexte, les régions qui réussiront à garder leurs populations seront celles qui renforceront leurs avantages comparatifs et qui, chose encore plus importante, en développeront de nouveaux. Les gouvernements imprévoyants et démagogiques qui ne travailleront que pour le présent, ou même qui sont résolument tournés vers le passé, et qui gaspilleront les ressources, accentueront les problèmes économiques de leurs régions.

Le déplacement de l'activité économique vers l'Ouest n'est pas dû à l'action d'un gouvernement fédéral à Ottawa, mais découle plutôt de la concentration géographique à l'Ouest de ressources naturelles supérieures. En réalité un gouverne-

ment central conscient du besoin d'amenuiser les disparités régionales peut être un rempart puissant contre le sous-développement des régions.

Au Canada dans le passé, la solidarité interrégionale s'est manifestée avant tout par la redistribution des revenus par la péréquation et un certain partage de la rente du pétrole.

Pendant longtemps, le surplus dégagé par l'industrialisation forçait la région la plus industrialisée, l'Ontario, à partager sa bonne fortune. Depuis l'explosion des prix du pétrole, en 1973, c'est l'Alberta et à un moindre titre, la Saskatchewan, qui sont appelés à contribuer à une redistribution de la richesse qui empêche les régions de se vider trop rapidement de leurs populations.

Le maintien du revenu régional directement par des paiements de transfert de la part d'un gouvernement central ne peut avoir que des effets temporaires et très limités, cependant, si l'infrastructure économique d'une région n'est pas renforcée de manière à créer ses propres emplois et ses propres revenus. Une population comme celle du Québec, par exemple, ne peut prospérer et s'épanouir que si des emplois sont créés sur place. Et pour ce faire, des actions qui modifient directement l'avantage relatif et la structure industrielle des régions sont alors requises, à la fois par le gouvernement de la région et, avec encore plus d'efficacité, parfois par le gouvernement central.

C'est la péréquation du développement économique dans une confédération qui ultimement est la plus profitable et qui doit, en conséquence, dépasser la simple péréquation financière des transferts de pouvoir d'achat.

Dans cette optique, le gouvernement fédéral a un rôle positif à jouer dans le développement économique du Québec devant la poussée des forces économiques vers l'Ouest du continent, mais pour cela, il faut un moratoire dans les conflits systématiques continuels entre les gouvernements, lesquels ne sont pas seulement improductifs et inefficaces mais ajoute au fardeau fiscal déjà trop lourd des citoyens.

* * *

La crise politique du Québec tient finalement aux difficultés de maintenir l'équilibre social, politique et économique.

L'équilibre social exige pour se réaliser que les revendications des divers groupes dans la société et les capacités de les satisfaire ne soient pas trop éloignées les unes des autres.

Or, la situation sociale au Québec est caractérisée par une forte poussée revendicatrice.

Une première constatation majeure : les organisations syndicales sont pour la plupart québécoises et francophones, tandis que plusieurs entreprises sont anglophones, et souvent étrangères.

De là à se comporter comme si la revendication soit francophone, et la responsabilité anglophone, il n'y a qu'un pas.

Et là où l'irresponsabilité règne, l'illusion de l'idéologie s'installe.

Le militantisme syndical est plus idéologique au Québec que partout ailleurs en Amérique du Nord. Et il s'exerce maintenant avec autant, sinon plus de virulence contre les organisations publiques qu'à l'endroit des entreprises privées.

Il en résulte un équilibre social particulièrement vulnérable.

Le militantisme revendicateur québécois perce clairement dans les organisations syndicales pan-canadiennes. Très souvent, la majorité des travailleurs canadiens ratifient une entente négociée.... mais les syndiqués du Québec rejettent l'entente et revendiquent davantage !

En octobre '80, à titre d'exemple, les commis du gouvernement fédéral, après une grève de quelques semaines, ratifiaient à raison de 71.2 pour cent une nouvelle convention collective, comportant une augmentation salariale de 24.7 pour cent sur deux ans.... mais les employés du Québec rejetaient l'entente à plus de 80 pour cent !

Cette poussée revendicatrice se déverse naturellement dans le domaine politique. Certains politiciens -démagogues l'attisent et s'en font naturellement les porte-étendards. Pour plaire, ils font alors porter l'essentiel de leurs politiques sur la redistribution des revenus, et non sur leur création. Ils « mangent le capital » !

Loin de résister, par conséquent, les gouvernements se laissent facilement emporter par la vague, multiplient les dépenses publiques non rentables et accumulent les déficits qu'ils financent par l'emprunt, quand ce n'est pas par la « planche à billet ». Il en résulte des taux d'imposition toujours plus élevés, que ces taux soient directs ou qu'ils découlent de l'inflation.

Forte taxation, gros déficits, forte inflation, hauts taux d'intérêts.... tout est alors en place pour que la situation économique elle-même se détériore.

Le retard du Québec au chapitre des investissements productifs deviendra une hypothèque de plus en plus lourde à supporter dans les années à venir. Les extravagances et les imprévoyances du présent devront se payer. Un pays ne peut en

effet, vivre continuellement des rentes et des richesses du passé : il lui faut construire l'avenir.

La vraie crise de l'avenir au Québec sera une crise économique, si le défi de l'économie n'est pas relevé.

* * *

La tension politique qui a envahi au Québec à la fois le social et l'économique depuis quelques années, est une tension provoquée et artificiellement entretenue. Elle a engouffrée des quantités énormes d'énergies et de ressources pour aboutir finalement dans un cul-de-sac.

Au lieu de fuir l'Amérique du Nord et le défi de la prospérité économique dans une course vers la folie des grandeurs politiques, nos politiciens feraient mieux de délaisser le dogmatisme politique doctrinaire pour un pragmatisme réaliste en faveur du progrès social par le progrès économique et par l'assurance sociale.

En effet, la première protection des familles et des individus contre l'insécurité économique dans une société industrialisée et urbanisée comme la nôtre est de pouvoir compter sur des emplois stables et bien rémunérés.

Le droit au travail et à la stabilité du revenu devrait être un droit inscrit dans notre constitution tout autant que les autres droits civils, car c'est un droit tout aussi fondamental que les autres.

Il faut en effet remplacer le vieux discours politique fondé sur un désir d'isolation par le patriotisme et la solidarité économiques. Mais pour ce faire, il faut se donner, en tant que société, des objectifs économiques et sociaux précis par une participation active de tous à tous les niveaux de décision.

Comment accroître la sécurité économique des Québécois ? Quels gestes poser maintenant pour faire face à l'aggravation prévisible de la crise de l'énergie à partir de 1985 ? Comment maintenir l'équilibre entre le progrès économique et le progrès social quand la croissance se ralentit ? Comment réduire le chômage chronique d'une partie importante de la population, surtout chez les jeunes ? Comment accroître la propriété et le contrôle des Québécois sur les moyens de production et les institutions économiques qui influencent tant leur vie et leur avenir ? Comment générer suffisamment d'investissements productifs pour être compétitif ? Comment investir les épargnes des fonds de retraite pour élever la productivité de l'économie et soutenir le niveau de vie d'une population vieillissante ? Comment réduire les coûts économiques et sociaux de ces guerres civiles économiques que sont devenus les conflits de travail ? Comment contrôler les

divers paliers gouvernementaux pour qu'ils soient moins lourds au plan fiscal et au plan bureaucratique ?

Ce sont là des défis de l'avenir.

La vieille approche politique n'a pas de réponse à ces questions.

Son discours repose sur une idéologie négative et désuète de retranchement qui ne cadre plus aux réalités et aux aspirations contemporaines. C'est un discours qui divise et affaiblit parce qu'il se nourrit d'affrontements et de provocations.

C'est en définitive une diversion des vrais problèmes des gens en faveur des préoccupations de pouvoir des politiciens et des bureaucrates.

Le vrai idéal et le vrai défi consistent à renforcer le vrai pouvoir, c'est-à-dire celui des individus et des familles. Celui-ci est synonyme de liberté, de prospérité et de sécurité.

C'est un pouvoir qui ne s'acquiert et qui ne se maintient cependant qu'en colant les préoccupations et les énergies à la réalité concrète. C'est le pouvoir de l'indépendance économique, des individus et des familles d'abord, et de la société ensuite. Un tel pouvoir passe par l'économie, la concurrence et les affaires.

À l'opposé, le pouvoir du gouvernement et de la bureaucratie est un pouvoir qui s'érige au dépens du vrai pouvoir. Il gaspille, il monopolise et il démobilise. Il assujettit plutôt qu'il ne libère. Il consomme plutôt qu'il n'investit. Il est tourné vers le passé et le présent plutôt que vers l'avenir. C'est toujours le pouvoir du petit nombre contre celui du plus grand nombre. C'est, en somme, le contraire de la vraie démocratie et de la vraie prospérité.

La voie de l'avenir débouche donc sur une plus grande cohésion sociale et sur une plus grande solidarité économique de tous, dans la poursuite du bonheur de chacun.

Et il y a tellement à faire...

* * *

Annexes

Tantum aude, quantum potes, (Oses, autant que tu peux),

Devise

[Retour à la table des matières](#)

Annexe I

Lettre de démission, le 21 septembre 1979

[Retour à la table des matières](#)

Monsieur René Lévesque
Premier ministre
Assemblée nationale
Hôtel du Gouvernement
QUÉBEC

Monsieur le Premier ministre,

J'ai l'honneur, par la présente, de vous remettre ma démission, a la fois comme membre du Conseil des ministres et comme membre du parti dont vous êtes président.

Selon un arrangement que vous avez vous-même vécu en 1967, dorénavant je siégerai temporairement à l'Assemblée nationale à titre de député indépendant. La discussion que nous avons eue ce matin m'a en effet confirmé dans ce que plusieurs, au Québec, commencent à percevoir, à savoir que les intrigues de coulisse de certaines cliques dans votre entourage influencent davantage vos décisions qu'une perception élevée de l'intérêt général du Québec et que la notion d'un leadership ferme et éclairé en faveur de l'avenir économique et politique de nos concitoyens et de nos concitoyennes.

Tout au long de ma carrière d'économiste, j'ai toujours abhorré les opportunistes électoraux à court terme qui se font au dépens de notre progrès économique, de même que les échafaudages politiques qui ne tiennent pas compte de la réalité nord-américaine dans laquelle nous vivons et qui pourraient facilement faire reculer notre peuple d'un siècle si nous n'y prenons garde.

Au cours de la campagne électorale de 1976 et après l'élection de 1976, j'avais publiquement fait des mises en garde contre la tentation d'alourdir l'appareil gouvernemental par toutes sortes de dépenses qui pouvaient nous plonger encore plus profondément dans les dettes, avant même que notre base économique ne se soit élargie par une industrialisation plus poussée.

Comme le cabinet des ministres ne comportait aucun homme d'affaires et, en fait, très peu de personnes reliées aux milieux économiques de la production, il ne devrait être surprenant pour personne qu'à titre d'économiste et de ministre de l'Industrie et du Commerce, j'aie tenté d'introduire au Conseil des ministres, en toute sincérité et en toute solidarité, un peu d'équilibre dans une foule de mesures que le gouvernement a mises de l'avant depuis trois ans. En réalité, on peut dire en rétrospect que j'ai avec loyauté joué un rôle de quasi opposition, pas toujours avec succès, lorsque vous regardez la loi 45, entre autres, au sein du Conseil des ministres depuis trois ans. Certains aspects abracadabrants de plusieurs projets ont pu ainsi être corrigés avant d'être proposés et rendus publics.

Je me rends compte aujourd'hui que ce rôle de chien de garde en quelque sorte au sein du Conseil des ministres semble avoir déplu à vous et à certains collègues idéologues pour qui un gouvernement n'est point là pour servir la population, mais pour la manipuler et la violenter dans le sens de leurs idées préconçues.

Lorsque j'avais accepté, à votre demande, de quitter temporairement ma carrière d'économiste universitaire et de me joindre à vous le 22 octobre 1976, j'avais alors dénoncé le déficit annuel de \$1 milliard que le ministre des Finances du temps léguait à nos enfants pour financer des dépenses courantes. Force nous est de reconnaître que la situation n'a fait qu'empirer avec l'actuel ministre des Finances qui a accentué le mal, en plus de se promener de Tokyo à Zurich pour emprunter à des taux réels d'intérêt qui dépassent les 20%, lorsqu'on tient compte de la dépréciation du dollar canadien, eu égard au yen et au franc suisse. Ce n'est pas là, à mon avis, la façon de bâtir un pays stable et prospère.

Au cours des trois dernières années, malgré le fait que vous ayez nommé en charge de tout le secteur du développement économique une de vos « personnes de confiance » sans égard à la compétence en matière économique, et malgré votre propre indifférence à peine dissimulée à l'endroit du développement économique, j'ai la ferme conviction d'avoir, honnêtement et concrètement oeuvré au développement industriel et commercial du Québec. Que ce soit par l'encouragement à la modernisation des petites et moyennes entreprises, avec la loi 48, la consolidation des petits épiciers indépendants avec l'élargissement du vin aux épiceries, avec la loi 21, la régionalisation des services de la Société de développement industriel et des pêches maritimes, le renouvellement et la réorientation des principales sociétés d'État avec la Société générale de financement, SIDBEC, SIDBEC-DOSCO et la Société des Alcools, le premier plan quinquennal de déve-

loppement des pêches maritimes de notre histoire, le lancement des banques régionales de développement que sont les SODEQ et la mise sur pied de l'Institut national de la productivité, sans compter ma très forte implication dans l'abolition sélective de la taxe de vente pour quatre secteurs industriels, etc.

Toutes ces mesures ont sans contredit contribué à contrebalancer certaines exagérations dans quelques domaines et à créer cette image de bon gouvernement qui nous a été accolée.

De plus, vous avez accepté d'introduire dans votre discours inaugural du 6 mars dernier, à ma suggestion, quatre mesures économiques d'importance qui devaient cette année servir de fer de lance à l'année de l'économie.

Il s'agissait de la mise sur pied d'une banque d'affaires ou d'une société nationale d'investissement dont la création est en marche en collaboration avec la nouvelle Banque nationale du Canada, le mouvement Desjardins et les Caisses d'entraide économique, d'une société nationale d'exportation pour les petites et les moyennes entreprises, d'une mesure inédite de protection des petits entrepreneurs détenant des franchises et d'une relance et d'une réorientation fondamentale dans notre sidérurgie d'État, SIDBEC.

Un document explicatif de ces mesures, dont le journal *Le Devoir* fit état le 9 janvier 1979, devait accompagner la présentation de ces mesures jusqu'à ce que le ministre d'État au développement économique, après avoir véritablement, à toutes fins pratiques, tenté de saboter pendant une année entière les deux premières politiques, décida à la dernière minute de les inclure dans son « énoncé de politique économique. »

Ce dernier texte, d'ailleurs, vague et dépourvu d'objectifs et d'orientations économiques précises et fondamentalement inadaptées aux défis économiques qui confrontent le Québec, ce avec quoi je crois que vous êtes d'accord, s'en trouva du coup quelque peu revalorisé avec cette opération assez inélégante de récupération.

Tout ceci pour dire que mon passage de moins de trois ans au gouvernement n'aura pas desservi le Québec car Il crève les yeux que plusieurs des mesures innovatrices qui ont été et qui sont sur le point d'être réalisées dans le domaine industriel et commercial auront une influence marquante sur notre développement économique.

Finalement, au plan de l'avenir politique et constitutionnel du Québec, qui est évidemment de toute première importance pour la stabilité économique et sociale de notre collectivité et pour la survivance culturelle et politique de notre peuple, je crois pouvoir affirmer que j'ai, avec cohérence et consistance, défendu que l'engagement du gouvernement devrait être clair et crédible, non seulement au chapitre du rapatriement des pouvoirs d'Ottawa, mais aussi au chapitre de la nécessaire

intégration économique avec nos partenaires canadiens dans une perspective nord-américaine.

Un flottement dommageable existe encore jusqu'à ce jour, sur l'égale solidité de ces deux engagements. Je partage bien sûr, encore aujourd'hui, les grandes lignes de la position que j'ai défendue à la réunion spéciale de Montebello des 24, 25 et 26 août 1979 sur cette position.

En reprenant aujourd'hui ma liberté de parole, c'est avec soulagement et espoir que j'envisage l'opportunité que j'aurai d'énoncer publiquement mes idées sur l'avenir économique, politique et constitutionnel du Québec. Vous pouvez être assuré que je m'appliquerai à cette tâche avec la même diligence et le même enthousiasme qui ont caractérisé mon passage au gouvernement, mais cette fois en étant loin des intrigues de votre chef de cabinet et des cliques qui gravitent autour de vous.

En vous souhaitant de raffermir votre leadership moral et, pour le bien du Québec, de ne pas vous contenter des seuls avis flatteurs des « yes-men » qui vous courtisent et en vous remerciant de m'avoir procuré l'opportunité de vous écrire cette lettre et de vous rappeler les mots de Cyrano de Bergerac : « Ramper pour être ministre, jamais. », veuillez recevoir, monsieur le Premier ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Annexe II

Adoption de la question référendaire ²³⁴

[Retour à la table des matières](#)

Il convient d'établir, dès maintenant, que personne ne défend, dans cette Assemblée, le statu quo constitutionnel. Tous, nous voulons améliorer nos institutions politiques, et nous souhaitons tous davantage de démocratie, de justice, d'égalité et de décentralisation politique. Et il faut le rappeler, personne n'a le monopole de la vertu, sous ce rapport.

La vraie question dans le fond consistera donc à choisir, en autant qu'on nous le permette, entre une amélioration de nos institutions politiques dans le cadre d'une nouvelle constitution canadienne, ou, plutôt, dans le cadre d'un pays souverain limité aux frontières du Québec avec un seul Gouvernement, celui du Québec.

C'est justement parce que je souhaitais que l'on évite de diviser le Québec en 2 camps retranchés, comme si nous nous apprêtions à nous livrer une sorte de guerre civile politique que j'ai demandé au Premier ministre, le 7 novembre dernier et ensuite le 5 décembre, de laisser la population, elle même, choisir la direction constitutionnelle et politique qu'elle souhaitait voir le Québec adopter - en lui permettant de choisir parmi les principales options constitutionnelles, celle qui rencontrait le mieux ses intérêts et ses préférences, plutôt que de ne lui offrir qu'une seule option, à prendre ou à laisser ! Cela aurait été conforme aux principes démocratiques et aurait cadré avec l'esprit, sinon la lettre, de la loi sur la consultation populaire.

²³⁴ Discours prononcé à l'Assemblée nationale dans le cadre du débat sur l'adoption du libellé de la question référendaire, le 6 mars 1980.

Le Premier ministre, on le sait, a donné sa réponse, le 20 décembre dernier, en annonçant que fort de sa majorité en Chambre, il ferait en sorte qu'il n'y ait qu'une seule option sur le bulletin de vote, la sienne. Monsieur le Président, le Parti gouvernemental a cette prétention agaçante que seul, lui, dans son paternalisme bienveillant, sait ce qui est bon pour les Québécois et que seule « son » option, est la bonne et a droit de cité. Il n'hésite pas d'ailleurs à se servir de sa majorité pour repousser du revers de la main, les autres options des autres parlementaires et des autres partis.

C'est cette intransigeance difficile à qualifier qui rend bien du monde mal à l'aise : en vertu de quel principe, en effet, un parti au pouvoir a-t-il tous les droits d'abuser d'un processus référendaire et de se l'approprier pour évincer les idées et les options concurrentes ? Et pourquoi ne le ferait-il pas pour des élections s'il le fait à l'occasion d'un référendum ? Pourquoi ne changerait-il pas le système électoral, par exemple, à son avantage en se servant de sa majorité parlementaire ? Ce coup de force d'une option unique sur le bulletin de vote, on peut nous l'imposer, monsieur le Président, mais nous ne l'acceptons pas.

Mais il y a plus !

Non content d'évincer les autres options constitutionnelles et de les placer hors d'atteinte du choix des électeurs, le Parti gouvernemental s'est inspiré des vieux manuels de stratégie et de propagande en limitant encore davantage le choix des électeurs, en les forçant à voter non pas sur le fond de son option, mais sur un astucieux mandat de négociateur ! Personne, encore, du côté gouvernemental, n'a défendu cette stratégie ! Tout le monde sait, par contre, à quoi cette « stratégie du petit doigt » conduit habituellement : l'adhésion arrachée sur un mandat dilué, c'est-à-dire le petit doigt, permet ensuite de mettre le dynamisme en marche et de faire passer, et le bras, et ensuite, tout le corps dans le tordeur. La population est ainsi amenée, petit à petit, par ce conditionnement stratégique, à finalement accepter ce qu'elle n'aurait pas accepté, si on lui avait demandé ouvertement et directement. Monsieur le Président, le parti gouvernemental avait la responsabilité de rechercher plutôt un consensus de cette Assemblée sur le libellé de la question et sur la signification. Il ne l'a pas fait. Il a décidé de bull-dozier le Parlement. Il n'a alors qu'à s'en prendre à lui-même si le référendum est contesté dans sa légitimité et si personne ne se sent lié d'avance par ses résultats.

Et c'est justement à cause de cette stratégie qui se veut trop astucieuse, monsieur le Président, que tout le monde va de plus en plus se rendre compte que la question référendaire est essentiellement un « trompe-l'œil », car, toute personne qui voterait « OUI » à la question, sans être au préalable d'accord avec l'idée d'ériger des frontières légales autour du Québec, et sans souhaiter la sécession du Québec, s'en trouverait par le fait même, leurrée. On aurait alors obtenu en quelque sorte son vote sous de fausses représentations !

Et ceci est sérieux, car, en démocratie, s'il y a un droit fondamental que possèdent les citoyens, c'est bien de pouvoir compter ne pas être trompés ou leurrés par un gouvernement. Et c'est peut-être ce qu'il y a de plus grave dans ce plébiscite, perdu dans la confusion des mots, que l'on s'apprête à vivre.

En effet, si la question peut s'interpréter de deux ou de trois façons, ou même de cinq façons comme l'a dit le chef de l'Opposition, il va de soi que les adhésions et les résultats pourront aussi s'interpréter de 2 ou de 3 ou de 5 façons. On conçoit facilement alors que la légitimité même de l'exercice soit contestable, doit être contestée et, je suis certain, sera contestée. Il ne peut pas en être autrement :

- considérez que TANTÔT, l'adhésion à la question est présentée comme une façon de « faire débloquer » la réforme constitutionnelle !
- c'est le vague « mandat de négociier » prétendument réversible, ou le « chèque en blanc » inoffensif sur lequel portera, semble-t-il, le gros de la stratégie gouvernementale. *Première INTERPRÉTATION.*
- TANTÔT, l'adhésion à la question est présentée, comme un appui au principe même de l'indépendance politique et de la sécession du Québec du reste du Canada tel que défini partiellement et de façon sélective dans le préambule de la question, et de façon plus élaborée dans le livre blanc du Gouvernement. *Deuxième INTERPRÉTATION.*
- TANTÔT, l'adhésion à la question est plutôt présentée comme une acceptation de l'engagement ou du simple souhait de maintenir le dollar canadien et l'espace économique canadien, et de ne pas « briser le Canada ». *Troisième INTERPRÉTATION.*

C'est comme l'auberge espagnole, on y trouve ce qu'on a bien voulu y apporter ! Il y a à boire et à manger pour tous ! Mais si on y regarde bien de près, monsieur le Président, on demande de négociier QUOI au juste ?

La souveraineté politique du Québec ?

Ceci n'a pas tellement de sens, on en conviendra, à moins que la population ait déjà décidé explicitement en faveur de l'indépendance politique, ce qui est loin d'être le cas.

Ceci n'a pas tellement de sens non plus pour une autre raison dans le contexte actuel, car il est absurde de demander de négociier la souveraineté politique, c'est-à-dire entre autres choses, la disparition des députés québécois au Parlement d'Ottawa, quand le Premier ministre du Canada est lui-même député du Québec et vient tout récemment de recueillir 68% des suffrages au Québec !

Demande-t-on plutôt de négocier l'Association Économique ?

Ceci n'a pas tellement de sens non plus, car le Québec est déjà associé économiquement et le dollar canadien est déjà notre monnaie : cette question ne se poserait évidemment que si le Québec était déjà indépendant ! Mais l'autorisation de faire l'indépendance, le Parti gouvernemental ne le demande pas explicitement, par peur de perdre « son » référendum.

La conclusion devrait donc être claire pour tous : le fameux « mandat de négocier » ne conduit nulle part : ce ne peut être qu'un truc de marketing politique, et on doit le traiter comme tel.

Monsieur le Président, si on avait laissé, démocratiquement, choisir la population entre, d'une part, l'accession du Québec à une indépendance politique, assortie si possible de liens économiques et monétaires privilégiés avec le Canada, et d'autre part, un renouveau de la Confédération canadienne selon des principes et des objectifs bien délimités, ce qui est bien différent du statu quo, alors, la population aurait eu un vrai choix, et le référendum aurait été autre chose qu'un dangereux exercice théorique. On aurait su le soir du référendum, ce que la population souveraine du Québec voulait. On aurait pu enfin, répondre précisément à la question classique du « What does Quebec want ? ».

Que faire alors, se demandent à juste titre plusieurs citoyens, et comment s'y retrouver dans tout cela ?

Se résigner, à subir la stratégie cousue de fil blanc du Parti gouvernemental ou bien, protester en votant « NON » ?

À mon avis, nous n'avons pas d'autre choix que de défaire ce référendum que l'on doit qualifier de faux référendum, qui n'est en fait qu'un plébiscite tronqué et qui n'a qu'un but soit de permettre au gouvernement du jour de gagner du temps et de continuer à faire avancer le Québec dans une direction, que la très grande majorité de la population rejette.

Ou bien, on consulte directement et explicitement la population et on respecte ses préférences et ses volontés, ou bien on déclenche des élections générales et on sollicite carrément un nouveau mandat de confiance pour gouverner et pour négocier ce que l'on veut !

On ne peut pas, ou plutôt on ne devrait pas, mêler les deux modes de consultation comme on est en train de le faire présentement, car en fait, parce que ce référendum pose la question de confiance dans le Gouvernement, il s'agit bien plus d'une élection déguisée que d'un véritable référendum ! Une élection sur le thème constitutionnel aurait donné les mêmes résultats et on aurait épargné ainsi de 25 à 30 millions de dollars ! C'est pourquoi, monsieur le Président, il faut conclure à

un gaspillage. Mais il y a plus. C'est aussi et surtout une occasion ratée pour le Québec de jouer un rôle positif de leadership dans l'élaboration d'une nouvelle constitution canadienne, à partir d'un consensus québécois sur ce que nous voulons comme institutions politiques. À mon avis, le Gouvernement actuel est le seul responsable de ce gaspillage, et il sera sévèrement blâmé pour cela, dans les mois et dans les années à venir.

J'ai entendu le Premier ministre dire, en jouant habilement sur les mots, qu'il ne veut pas « abolir le Canada ». Monsieur le Président, c'est drôle comme la langue française, la langue des diplomates, est si peu claire quand c'est le Parti gouvernemental qui l'utilise !

Cette balkanisation politique du Canada, parce que c'est de cela dont nous parlons, soulève quelques questions de fond qui devraient amener tout citoyen éclairé à faire certaines réflexions.

Demandons-nous donc lucidement s'il est vraiment dans notre intérêt, à nous du Québec, de provoquer la balkanisation et l'émiettement prévisible de la Confédération canadienne ?

Je suis persuadé, par exemple, que les États-Unis accepteraient à bras ouverts l'Ouest canadien avec son pétrole et son gaz naturel, et sa jonction géographique avec l'Alaska.

Est-ce que cette éventualité est à notre avantage, oui ou non ? Et alors, cet espace économique que l'on veut préserver, qu'est-ce qu'il lui arriverait ?

Autre question, monsieur le Président,

Quelles seraient les conséquences de la balkanisation du Canada sur la monnaie ?

Parmi les autres monnaies, le dollar canadien est stable et fort, en grande partie à cause des compensations entre les richesses et les productions d'une région à l'autre, que ce soit la production manufacturière ou agricole ou les richesses comme les mines, le pétrole, le gaz... etc.

Tout le monde sait, par exemple, que le Québec ne produit pas une goutte de pétrole et que nous devrions déboursier au delà de \$5 milliards de dollars par année au prix international pour nos importations de pétrole et de gaz. Avec une note à payer de cette importance, et qui grandit d'année en année, il n'est pas nécessaire d'être économiste pour comprendre que de telles charges pèsent lourd sur une monnaie ! Et les dangers d'inflation sont bien sûr à la mesure de la faiblesse de la monnaie.

On peut, en contrepartie, se demander si une monnaie commune, sans un Parlement commun, serait acceptable au reste du Canada, une fois que le Québec aurait quitté politiquement la Confédération ?

Monsieur le Président, vous me permettrez d'en douter fortement, pour la même raison qu'il est difficile de garder le même compte en banque après un divorce ! La générosité habituellement, ça ne se fait qu'en famille. Et dans ce domaine, il est difficile « d'avoir son gâteau et de le manger en même temps » ! On ne peut pas gagner sur tous les fronts ! La logique veut, plutôt, que la balkanisation politique se transforme rapidement en balkanisation économique. C'est le gros bon sens et c'est ce que l'Histoire nous apprend partout où la balkanisation politique s'est produite.

La vérité, c'est qu'il ne peut y avoir de monnaie commune sans un Parlement commun, c'est-à-dire sans une solidarité et une communauté politiques. Et la monnaie, monsieur le Président, c'est la clé de voute de la stabilité d'une société et d'une économie.

Que cela plaise ou non à certains collègues du Parti gouvernemental, pour qui la nécessité d'une monnaie canadienne stable et forte est une concession tactique, car on n'y croit pas vraiment à la monnaie commune sans quoi on proposerait un Parlement commun ! La population du Québec, elle, à juste titre, y tient à la stabilité économique, elle y tient à l'association économique ; elle y tient à la stabilité monétaire ! Et, il n'y a rien de déshonorant ou de faible dans cela. C'est plutôt un grand signe de l'intelligence de la majorité de notre population.

Mais tout cela, monnaie stable et disponibilité de ressources énergétiques, nous l'avons déjà et on serait mai avisé de les abandonner au profit de quelques symboles politiques de plus et d'une casquette de douanier !

La majorité au Québec se rend bien compte, monsieur le Président, qu'en cette fin de 20ème siècle, une population qui se couperait politiquement de cette stabilité, de ces richesses et d'une telle source diversifiée et assurée en pétrole et en gaz, à moins d'être opprimée de façon intolérable, serait la risée du reste du monde ! La vérité, c'est que le reste du monde nous envie notre sort. Et la preuve, c'est qu'il faut ralentir le flot d'immigration !

Monsieur le Président, le Québec n'est pas une colonie, et même si nous avons besoin de droits mieux garantis par une nouvelle constitution, en tant que francophones, et si nous avons besoin de décentraliser nos institutions politiques, on ne peut se définir comme un peuple opprimé.

Monsieur le Président, le seul fait que nous contrôlions ce Parlement, de qui relève un budget de \$15 milliards de dollars, en est la preuve vivante et éloquente. Et avec un Québécois Premier ministre du Gouvernement canadien, à l'étranger,

on ne comprend pas ce qui se passe au Québec, à commencer d'ailleurs par les ministres français qui nous ont visités l'an dernier !

On serait, par conséquent, malvenu au Québec de sombrer trop profondément dans la psychose sécessionniste et de croire que notre avenir ne peut être assuré sur ce continent qu'en jetant la Confédération canadienne par terre

Gardons plutôt le sens des proportions.

Ce n'est pas parce que le toit coule, et a besoin de réparations qu'il faut tout jeter par terre ! Posons-nous donc la vraie question :

Est-ce que la hantise, d'ériger une frontière et de créer une bureaucratie encore plus grosse et encore plus monopolisée en un seul endroit vaut vraiment la peine de détruire la Confédération canadienne ?

Ma réponse et celle de plusieurs, c'est NON

Et si le Gouvernement actuel, doute de ce que je dis, et s'il croit plutôt que la sécession politique est la meilleure et la seule solution pour les Québécois, je le mets alors au défi d'amender sa motion et sa question, et d'y placer côte-à-côte l'option de la sécession et l'option du renouveau constitutionnel, et on verra bien alors, dans quelle direction la population du Québec veut fondamentalement aller !

Que l'on tienne une vraie consultation populaire et on sera sur un terrain solide, non seulement face aux autres Canadiens, mais aussi face à nous-mêmes. Monsieur le Président, la population du Québec a assez de maturité politique pour choisir, et c'est lui faire injure, que de ne pas lui offrir de choix véritable, sur les grandes orientations constitutionnelles et politiques !

Évidemment, il est plus intéressant d'être tout seul sur le bulletin de vote : on part ainsi avec une longueur d'avance puisque la population ne peut pas appuyer les autres options constitutionnelles, pour la bonne raison qu'elles ne sont pas sur le bulletin de vote !

Monsieur le Président, avec la question telle que présentée, il est clair que tous les citoyens et les citoyennes qui désirent appuyer l'option du renouveau constitutionnel, c'est-à-dire cette 39 Option que tous recherchent entre les deux pôles de la sécession politique et du statu quo, ne pourront pas le faire, sinon en votant NON.

C'est pourquoi,

- afin d'éviter un gaspillage complet de ce référendum ;
- afin d'offrir un véritable choix à la population ;

- afin d'aider le Parti gouvernemental à souscrire au principe de la clarté, même « brutale » et ;
- finalement, afin que tous les membres de cette assemblée puissent se sentir liés par la décision de l'électorat ;

je désire, monsieur le Président, proposer une motion de sous-amendement, dont je vous ai remis copie, à la motion d'amendement du chef de l'Opposition officielle :

Cette motion de sous-amendement se lit comme suit :

MOTION DE SOUS-AMENDEMENT

à la motion d'amendement du chef de l'Opposition officielle

Que la motion d'amendement du chef de l'Opposition officielle soit amendée en ajoutant ce qui suit :

3. dans la négative, pensez-vous que le Gouvernement du Québec devrait prendre l'initiative de proposer au Gouvernement fédéral et aux gouvernements des autres provinces, un projet cohérent de réforme en profondeur du fédéralisme canadien, afin de doter le Canada d'une nouvelle constitution, selon le principe de l'égalité des deux communautés linguistiques et selon le principe d'une répartition claire et fonctionnelle des compétences entre les deux ordres souverains de gouvernement ?

OUI

NON

MOTION D'AMENDEMENT

Que la motion soit amendée en remplaçant les quatre derniers alinéas par ce qui suit :

Le gouvernement du Québec a fait connaître dans son Livre blanc son projet d'un nouveau régime politique pour le Québec. En conséquence,

1. Pensez-vous que le Québec devrait devenir un État souverain ?

OUI

NON

2. Dans l'affirmative, pensez-vous qu'un Québec souverain devrait rechercher par voie de négociation une association économique avec le reste du Canada ?

OUI
NON

3. Dans la négative, pensez-vous que le Gouvernement du Québec devrait prendre l'initiative de proposer au Gouvernement fédéral et aux gouvernements des autres provinces, un projet cohérent de réforme en profondeur du fédéralisme canadien, afin de doter le Canada d'une nouvelle constitution, selon le principe de l'égalité des deux communautés linguistiques et selon le principe d'une répartition claire et fonctionnelle des compétences entre les deux ordres souverains de gouvernement ?

OUI
NON

Annexe III

Après le gâchis référendaire ²³⁵

[Retour à la table des matières](#)

Maintenant que les esprits se sont quelque peu refroidis et que le référendum du 20 mai appartient à l'Histoire, il est utile voire nécessaire de bien saisir les conséquences de cette consultation populaire.

En ce faisant, il est possible d'isoler les causes de ce gâchis politique et d'en attribuer justement la responsabilité. Car, ces conséquences du référendum n'étaient pas pour la plupart inéluctables mais au contraire, facilement prévisibles et auraient pu être évitées si on avait fait un peu plus confiance à la population en lui permettant de se prononcer majoritairement en faveur de l'option constitutionnelle de son choix et non pas sur une option unique.

Des conséquences du référendum, nous pouvons en isoler quatre à cause de l'impact profond qu'elles auront sur l'avenir politique présent et futur du Québec. La première tient à la perte par le Québec de l'initiative des changements constitutionnels : la deuxième conséquence du référendum est la démonstration du caractère anti-géopolitique et impraticable du concept de souveraineté-association : la troisième tient à l'impossibilité d'une nouvelle répartition des pouvoirs entre les ordres de gouvernement par les politiciens eux-mêmes sans une direction clairement exprimée par la population : et la quatrième tient au renforcement du clivage et de la polarisation politiques au Québec entre les citoyens qui oeuvrent dans les secteurs protégés de l'économie et ceux qui oeuvrent dans les secteurs concurrentiels.

²³⁵ Publié dans le Devoir le 18 juillet 1980.

1. Échec de la stratégie du « après-moi, le déluge »

L'idée de référer à la population la décision de trancher des choix politiques importants, même si elle est à peine tolérée dans le système britannique de monarchie parlementaire qui est le nôtre, n'en relève pas moins de l'essence même de la démocratie. Lorsqu'il s'agit de trancher entre les prérogatives de deux ordres légitimes de gouvernement c'est même le seul mécanisme efficace. Faut-il alors que la population puisse vraiment trancher, et qu'elle soit pour ce faire confrontée à des choix clairs et exclusifs parmi lesquels elle peut démocratiquement exercer ses préférences. Tenu dans ces conditions, un référendum devient l'expression ultime et la plus légitime de la volonté démocratique d'une population. Aucun gouvernement ni aucun politicien n'a le droit d'y faire obstacle. Si les autorités gouvernementales du jour avaient permis à la population d'exprimer ses préférences constitutionnelles parmi les principales options en présence, le Québec aurait eu la légitimité démocratique de son côté et aurait conservé de ce fait l'initiative et la direction des changements constitutionnels. Le vote du 20 mai n'aurait pas été avant tout négatif, il aurait été positif et clair.

Telle ne fut pas la démarche retenue, au contraire. Parce que les autorités du gouvernement présentement en place n'ont jamais accepté ce que les sondages ont documenté à satiété depuis plus de quinze ans, à savoir qu'il y a moins de 20 pour cent des Québécois qui favorisent un statut intégral d'indépendance politique pour le Québec, le référendum du 20 mai prit davantage la forme d'un coup de force constitutionnel manqué que d'une véritable consultation populaire. En effet, en réduisant les choix politiques à une seule option (celle du parti au pouvoir) et en formulant la question la plus ambiguë possible, on crut qu'il serait possible de faire accepter indirectement à la population ce que tous savaient qu'elle refuserait si on lui demandait directement. Conformément à cette stratégie douteuse, le parti majoritaire à l'Assemblée nationale ne fit, par conséquent, aucun effort pour associer l'opposition parlementaire (mais majoritaire en termes de suffrages électoraux) afin d'établir un consensus sur au moins les termes de la référence au peuple. C'est ainsi que les amendements qui auraient directement confronté l'option du parti gouvernemental à une autre option, et qui auraient nécessairement de ce fait garanti un résultat positif et concret du référendum, furent rejetés. L'objectif était, de toute évidence, de jouer le tout pour le tout, à la manière d'un joueur de poker, au mépris de la souveraineté de la population en lui disant en réalité : « vous acceptez ce qu'on vous offre, ou vous n'aurez rien ! ». La population a répondu dignement à ce type de violence politique et tous les démocrates s'en réjouiront.

Le parti gouvernemental, par contre, feint d'ignorer la conséquence logique de la défaite de son plébiscite, à savoir qu'il a reçu de façon non-équivoque un vote de non-confiance de la population et qu'en matières constitutionnelles au moins, il

a perdu sa légitimité. Dans la ronde de négociations constitutionnelles ayant cours cet été le Québec est représenté par un gouvernement en sursis.

2. Le caractère impraticable de la souveraineté-association

Les débats référendaires ont fait, de plus, ressortir plus clairement une vérité que plusieurs ne percevaient que confusément, c'est-à-dire que la souveraineté-association est davantage un slogan politique qu'une option constitutionnelle crédible. C'est d'abord une option que la majorité de la population rejette mais il y a plus.

C'est en outre, une démarche constitutionnelle qui est inapplicable et irréalisable comme telle pour un territoire qui a le statut de province à l'intérieur d'une entité politique fédérale. Ce pourrait au mieux être un objectif pour un état indépendant conscient de son interdépendance économique avec les pays voisins, quoiqu'alors il faudrait parler d'un Marché commun nord-américain et non pas seulement d'une association dualiste Québec-Canada.

En réalité, cependant dans le cas du Québec, la souveraineté-association ne peut servir de démarche pour enlever au gouvernement fédéral son autorité légale et légitime sur l'ensemble du territoire canadien. En effet, le droit à l'autodétermination, lequel rappelons-le ne s'applique pas aux états fédéraux selon les résolutions sur l'anti-colonialisme des Nations-Unies, exige pour conduire à la souveraineté territoriale qu'une majorité claire et non équivoque de la population de ce territoire ait opté pour un changement de statut politique. Aucun pays à supposer qu'il accepte le droit à l'autodétermination de ses composantes, n'acceptera que de voir son intégrité territoriale modifiée sans une consultation populaire dont les termes sont acceptés de tous et dont les résultats sont d'une clarté tels qu'ils ne peuvent porter à confusion ou se prêter à des interprétations divergentes et contradictoires. Le concept de souveraineté-association ne répond pas à ces critères de clarté et d'absence d'équivoque. En d'autres termes, la souveraineté-association n'est pas un concept géopolitique.

Aucun changement légal et constitutionnel de statut politique ne pourrait survenir, par conséquent, même en supposant qu'un tel concept à double sens soit jamais appuyé majoritairement par la population. L'autorité fédérale légitime aurait tôt fait de contester cet appui et de procéder à sa propre consultation directe sur l'objet même du changement de statut politique et de clarifier l'ambiguïté. En termes politiques, la souveraineté-association est au mieux un slogan, mais un slogan impraticable et irréalisable en tant que tel lorsque transposé au plan constitutionnel.

Ou bien, c'est l'indépendance, ou bien c'est l'association : c'est l'un ou l'autre et non pas l'un et l'autre. On ne peut constitutionnellement demander à une population d'approuver les deux en même temps dans le cadre d'une même option et dégager un choix clair concernant le statut politique, ce qui est vraiment l'enjeu de la consultation.

Si la souveraineté -association constitue une démarche impraticable et irréalizable, on peut dire que les débats référendaires ont fait ressortir quelque chose de plus grave. En effet, parce que les exigences de l'association économique entrent en contradiction flagrante avec l'esprit et la lettre du programme politique du parti politique que propose la souveraineté-association notamment en ce qui concerne les questions-clé de la mobilité des capitaux et de la liberté d'établissement, l'objectif même de la souveraineté-association est lui-même suspect. Les déclarations non-démenties de certaines autorités à l'effet que l'association économique était accolée à la souveraineté pour des raisons tactiques rendent le concept de souveraineté-association, non seulement irréalisable en tant que tel, mais en plus déshonorant.

3. L'impossible réforme constitutionnelle de septembre

La population s'étant vue refuser le droit de choisir clairement l'orientation constitutionnelle qu'elle souhaitait majoritairement et le Québec étant représenté par un gouvernement qui n'a pas de mandat ni la légitimité politique en matières constitutionnelles, quels peuvent être les résultats concrets des négociations constitutionnelles de cet été et du début de septembre ? En plus de ces deux handicaps de taille dans le cas du Québec, la province la plus directement touchée par la réforme constitutionnelle, le format même de la conférence constitutionnelle pour doter un pays d'une nouvelle constitution est pour le moins inadéquat. Rappelons que le parti du Premier ministre du Canada n'a recueilli que 43.996 des suffrages lors d'un scrutin tenu il y a moins de six mois et que seulement trois provinces ont des gouvernements élus avec une majorité des suffrages exprimés.

Une assemblée constituante, reflétant la composition démocratique des divers parlements aurait procuré la légitimité nécessaire pour parvenir à un véritable compromis constitutionnel. De plus, en reprenant les thèmes de la conférence constitutionnelle de février '79 plutôt que les recommandations de la Commission Pepin-Robarts et en forçant un échéancier d'été de trois mois, il va de soi que l'on court tout droit à un échec et à une impasse.

Les décisions politiques ne sont pas fortuites, cependant, et cette impasse est sans doute anticipée par les principaux participants. Le gouvernement sortant à Québec n'a en effet, rien à gagner d'un progrès réel au niveau de la réforme constitutionnelle, tandis que le gouvernement fédéral croit pouvoir « nationaliser »

unilatéralement et une fois pour toute le problème constitutionnel canadien en rapatriant la vieille constitution du Parlement de Londres. Tel n'est pas, bien sur, le fond du problème. Le rapatriement de la vieille constitution serait au mieux une opération de maquillage et au pire une usurpation de la part du Gouvernement fédéral. Le fond du problème tient aux principes et aux termes d'une nouvelle constitution.

Jamais le Québec ne s'est, par conséquent, retrouvé dans une situation politique aussi vulnérable. Tout est en effet, en place pour que le Québec soit confronté à une action unilatérale et que les concessions involontairement consenties ne s'accompagnent alors d'aucun réaménagement concret des institutions et des prérogatives des deux paliers de gouvernement et sans avoir fait reconnaître dans des principes et dans des institutions la dualité des communautés linguistiques au Canada.

Le déséquilibre est trop grand entre un gouvernement québécois qui a perdu complètement l'initiative des choses constitutionnelles et un gouvernement fédéral nouvellement élu qui interprète sans vergogne les résultats du référendum à sa façon. Le seul moyen de freiner cette démarche infernale consiste à redonner au plutôt au Québec un gouvernement qui soit légitime au plan constitutionnel en déclenchant des élections générales dans les meilleurs délais. Sous ce rapport, l'intérêt supérieur du Québec devrait primer celui d'un parti politique en particulier.

4. Les clivages politiques au Québec

On a beaucoup parlé depuis le référendum du besoin d'un consensus politique au Québec. Il faut rappeler qu'un consensus politique dans une société doit émaner de la population, et non pas résulter du paternalisme d'élites dont les intérêts légitimes sont parfois loin de coïncider avec ceux de l'ensemble de la population. Or, au Québec, certaines élites sont dramatiquement coupées des préoccupations de l'ensemble de la population. D'ailleurs, les sondages n'indiquaient-ils pas récemment que la question constitutionnelle ne venait qu'au quatrième rang dans les préoccupations des Québécois, derrière l'inflation, le chômage et l'énergie ? La raison est assez simple. Plusieurs de nos élites au Québec oeuvrent dans les secteurs protégés de l'économie et leur préjugé favorable en faveur de l'interventionnisme étatique découle de cette réalité économique objective. Les nombreux privilèges de monopoles légaux que l'État a accordés à certains groupes depuis quelques années sont devenus d'ailleurs une charge croissante pour le reste de la société. C'est pourquoi ces élites protégées ont tendance à favoriser un Québec fermé et étatisé tandis que la vaste majorité des citoyens souhaitent plutôt un Québec ouvert et libre pour les individus. La concentration du pouvoir étatique dans un seul gouvernement n'apparaît pas fournir aux yeux de la majorité les meilleures garanties de liberté. Dans cette perspective, il est illusoire et naïf de croire que les for-

mations politiques au Québec vont s'entendre ou même devraient s'entendre avant septembre, sur un modèle de système politique pour le Québec à l'intérieur du Canada. Un tel consensus si jamais il se dégageait, ne serait de toute façon que camouflage et tactique.

Le vrai consensus doit nécessairement venir de la population elle-même. Le référendum (et non le plébiscite) demeure le meilleur instrument d'expression de la volonté populaire sur une question précise. Mais parce qu'on a choisi de gaspiller celui du 20 mai dernier, des élections générales demeurent à brève échéance, le seul, quoiqu'imparfait, forum pour se reprendre et dégager une volonté majoritaire en matières constitutionnelles. Un accord artificiel et circonstanciel des formations politiques sur des bribes de réforme alors que les programmes officiels sont diamétralement opposés sur l'essentiel ne ferait qu'entretenir la confusion.

Le seul vrai consensus politique doit venir de la population québécoise et non des seuls politiciens. Sondage après sondage nous indiquent qu'en excluant le 15 pour cent de citoyens qui favorisent l'indépendance politique intégrale et le même pourcentage qui favorise le statut quo constitutionnel, la vaste majorité de la population québécoise favorise un fédéralisme décentralisé et un statut d'autonomie plus accentué pour le Québec à l'intérieur de la Confédération canadienne. Ce consensus réel ne s'est pas officiellement dégagé lors du faux référendum du 20 mai 1980, parce que ceux qui contrôlaient la mécanique ont tout fait pour l'éviter, mais il n'en existe pas moins. C'est en fonction de ce consensus réel et présent que la population a repoussé la tentative de coup de force constitutionnel du 20 mai. Nul doute qu'elle repoussera aussi une tentative semblable mais venant cette fois-ci des autorités fédérales si ces dernières s'avisent de profiter du désarroi politique dans lequel se trouve temporairement le Québec pour lui imposer leur version d'un fédéralisme centralisé !

1. Pourcentage de vote reçu par chacun des partis au pouvoir dans chaque province ainsi qu'à Ottawa lors des dernières élections

Saskatchewan

Nouveau Parti Démocrate	18 octobre 1978	47,596
-------------------------	-----------------	--------

Nouvelle-Écosse

Conservateur	19 septembre 1978	46%
--------------	-------------------	-----

Ontario

Conservateur	9 juin 1977	40%
--------------	-------------	-----

Île Du Prince Édouard

Libéraux	23 août 1978	52%
----------	--------------	-----

Manitoba

Conservateur	11 octobre 1977	49%
--------------	-----------------	-----

Nouveau Brunswick

Conservateur	23 octobre 1978	44,5%
--------------	-----------------	-------

Terre Neuve

Conservateur	18 juin 1979	50%
--------------	--------------	-----

Colombie Britannique

Créditiste	10 mai 1979	48,3%
------------	-------------	-------

Alberta

Conservateur	14 mars 1979	59%
--------------	--------------	-----

Québec

Parti Québécois	15 novembre 1976	41,4%
-----------------	------------------	-------

Ottawa

Libéraux	18 février 1980	43,9%
----------	-----------------	-------

Bibliographie

[Retour à la table des matières](#)

- Alain, *Le Citoyen contre les pouvoirs*. Paris, 1926. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]
- Alsop, Stewart, *The Center*. Popular Library, New-York, 1968.
- Arès, Richard. *Notre question nationale*, Vol. 4, *Nos grandes options politiques et constitutionnelles*. Montréal, Bellarmin, 1972, 243 p., 1972.
- Aubin, F., *René Lévesque tel quel*. Éditions du Boréal Express, Montréal, 1973.
- Baran, Paul et Paul Sweezy, *Le Capitalisme monopoliste*. Maspero, Paris, 1970.
- Barbe, J.-M., *Les Chômeurs du Québec*. Éditions Parti Pris, Montréal, 1977.
- Beaudoin, Gérald A., *Essais sur la Constitution*. Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1979, 421 p., 1979.

- Bergeron, Gérard, *L'Indépendance : oui, mais....*. Éditions Quinze, Montréal, 1977. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]
- Bergeron, Gérard, *Ce jour-là... le référendum*. Quinze, Montréal, 1978. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]
- Berle, A. et G. Means, *Modern Corporation and Private Property*. Harcourt, Brace and World, New-York, 1968.
- Bernard, André, *Québec : Élection 1976*. Cahiers du Québec, Montréal 1976.
- Black, Conrad, *Duplessis, L'Ascension ; Duplessis, Le Pouvoir*. Éditions de l'Homme, 1977.
- Bouchette, Errol, *L'Indépendance économique du Canada français*, nouvelle édition précédée d'une étude de Rodrigue Tremblay. Éditions La Presse, Montréal, 1977. [Texte disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]
- Brown, Brian A., *The new Confederation ; five sovereign provinces*. Saanichton, B.C., Hancok House, 1977, 158 p
- Brossard, Jacques, *L'Association à la souveraineté et le cas du Québec*. Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1976.
- Bruce-Briggs B., Drouin, M. J, *Le Canada a-t-il un avenir*. Éditions Alain Stanké, Montréal, 1978.
- Brunet, Michel, *Notre Passé, le présent et nous*. Fides, Montréal, 1976.
- Burdeau, Georges, *Le libéralisme*. Éditions du Seuil, Paris, 1979.
- Byers, R.B. et Reford R.W., *Le Défi Canadien : la viabilité de la Confédération*. Institut Canadien des Affaires Internationales, Toronto, 1979, 381 p.

- Camp, Dalton, *Points of Departure*. Deneau & Greenberg, 1979.
- Carson, Clarence B., *The World in the Grip of an Idea*. Arlington House, Westport Conn., 1980.
- Chaloult, René, *Mémoires politiques*. Éditions du jour, Ottawa, 1969.
- Charbonneau, J.-P. et Paquette, G., *L'Option*. Éditions de l'Homme, Montréal, 1978.
- Clément, Wallace, *The Canadian Corporate Elite*. Mc Milland and Stewart, Toronto, 1975.
- Comité Canada, *Option Canada : Les Conséquences économiques du séparatisme pour la province de Québec*. Montréal, 1968.
- Commission de l'unité canadienne, *Définir pour choisir vocabulaire du débat*, Jean-Luc Pépin et John Robarts, Présidents, Ottawa : Ministre des Approvisionnement et services Canada, 1979, 125 p.
- Commission de l'unité canadienne, *Se retrouver : observations et recommandations*, Jean-Luc Pépin et John P. Robarts, Présidents, Ottawa : Ministre des Approvisionnement et services Canada, 1979, 160 p.
- Commission de l'unité canadienne, *Un temps pour parler : les commentaires du public*, Jean-Luc Pépin et John P. Robarts, Présidents, Ottawa : Ministre des Approvisionnement et services Canada, 1979, 343 p.
- Commission royale d'enquête sur les relations entre le Dominion et les provinces, *Rapport de la Commission royale des relations entre le Dominion et les provinces*, Joseph Sirois et Newton Wesley Rowell, Présidents, Ottawa, 1940, 3 vol. (775 p.).

- Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels, *Rapport de la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels*, Thomas Tremblay, président. Québec : Imprimeur de la Reine, 1956, 4 t. en 5.
- Conseil Économique du Canada, *Au-delà des frontières*. Imprimeur de la Reine, Ottawa, 1975.
- Courchene, Thomas J., *Refinancing the Canadian federation : a survey of the 1977 fiscal arrangements act*. Montréal, C.D. Howe research institute, 1979, 48 p., 1979.
- Crozier, Michel, *Le mal américain*. Éditions Sélect, 1980.
- Desrosiers, Y. et L-N. Tellier, *Qui Décide au Québec ?*, Textes du Congrès de l'Association des économistes québécois, avril 1978. Éditions Quinze, 1978.
- Dehem, Roger, *La notion d'association économique*. Institut de recherche C.D. Howe, Montréal, 1979.
- Dion, Léon, *Le Québec et le Canada : les voies de l'avenir*. Montréal, Éditions Québécor, 1980, 236 p., 1980. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]
- Domenach, J.-M., *La propagande politique*. Presses Universitaires de France, Paris, 1950.
- Dreyfus, Pierre, *La Liberté de Choisir*. Éditions Jean-Claude Simoën, Paris, 1977.
- Easterbrook, W.T., Aitkin, H.G., *Canadian Economic History*. Mac Millan Company of Canada, Toronto, 1965.
- Eisenstadt, S.N., *The Protestant Ethic and modernisation*. NewYork, London, 1968.

- États généraux du Canada français. Assises préliminaires. Assises nationales. Exposés de base et documents de travail. Montréal, 1966-1969.
- Evans, Christopher, *Les géants Miniscules*. Inter Éditions 1980.
- Faribault, Michel, *Dix pour un, ou le pari confédératif*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1965, 163 p., 1965.
- Faribault, Marcel, *La révision constitutionnelle ; premiers fondements*. Montréal, Fidès, 1970, 223 p., 1970.
- Faribault, Marcel, *Vers une nouvelle constitution*. Montréal, Fidès, 1967, 249 p., 1967.
- Fournier, Pierre, *The Quebec Establishment*. Black Rose Books, Montréal, 1976.
- French, Richard D., *How Ottawa decides*. Institut Canadien de politique économique, 1980.
- Friedman, Milton et Rose, *Free to Choose : A personal statement*. Harcourt Brace Javanovich, Inc. New-York, 1979.
- Galbraith, John Kenneth, *La Crise Économique de 1929*. Payot, Paris 1961.
- Galbraith, John Kenneth, *Le Nouvel État Industriel*. Gallimard, Paris, 1971.
- Gallais-Hamonno, Georges, *Les Nationalisations... À quel prix ? Pour quoi faire ?* Presses Universitaires de France, 1977.
- Gaulle (Charles de), *Mémoires de guerre*, 3 vol., 1954-1959 ; Discours et messages, 5 vol., 1970 ; Mémoires d'espoir, 1970.
- Gérin-Lajoie, Paul, *Constitutional amendment in Canada*. Toronto, University of Toronto Press, 340 p.

- Giroux, Françoise, *La Comédie du Pouvoir*. Fayard, Paris, 1977.
- Green, Mark J., *Who Runs Congress*. Bantam Books, New-York, 1975.
- Groulx, Lionel, *Mes Mémoires*, 4 vol., Fides, 1972.
- Hamilton Alexander, Madison James, and Jay John, *The Federalist*. Henry Holtand Company, New-York, 1898.
- Hardy, Alfred, *Patronage et patroneux*. Les Éditions de l'Homme, Montréal, 1979.
- Johnson, Daniel, *Égalité ou indépendance*. Montréal, Éditions de l'Homme, 1965, 125 p., 1965.
- Joron, Guy, *Salaire minimum annuel \$1 million*. Éditions Quinze, Montréal, 1976.
- Kahn, H. et Wiener, A., *L'an 2000*. Robert Laffont, 1968.
- Kierans, Éric W. *Le Canada vu par Kierans*. Montréal, Éditions du Jour, 1967, 158 p., 1967.
- Lamontagne, Maurice, *Le fédéralisme canadien : évolution et problèmes*. Québec, Presse universitaires Laval, 1954, 298 p., 1954.
- Lapalme, Georges-Émile, *Mémoires*, 3 vol., Montréal, Lemeac, 1969-70.
- Laporte, Pierre, *Le Vrai Visage de Duplessis*. Éditions de l'Homme, Montréal, 1960.
- Lecaillon, Jacques, *La Société de Conflits*. Éditions du Centurion, 1979.
- Lévesque, René, *La Passion du Québec*. Éditions Québec-Amérique, Montréal, 1978.

- Lévesque, René, *Option Québec*. Éditions de l'Homme, Montréal, 1968.
- Machiavelli, Niccolo, *The Prince*. Mentor Books, New-York, 1952.
- Mallen, P.-L., *Êtes-vous Dépendantiste ?* Éditions La Presse, 1979.
- Mantoux, P., *La Révolution Industrielle au XVIIIe siècle*, 1959.
- Matheson, W. A., *The Prime Minister and the Cabinet*. Methuen, Toronto 1976.
- Mc Crone, Gavin, *Regional Policy in Britain*. Unwin University Books, London, 1969.
- McWhinney, Edward, *Quebec and the Constitution 1969-1978*. Toronto, U.T.P., 1979, XVI, 170 p., 1979.
- Memmi, A., *Portrait du Colonisé*. L'Étincelle, Montréal, 1972.
- Migué, Jean-Luc, *L'Économiste et la Chose Publique*. Les Presse de l'Université du Québec, 1979.
- Monnet, F.-M., *Le Défi Québécois*. Éditions Quinze, Montréal, 1977.
- Morris, Desmond, *Le Zoo Humain*. Éditions Bernard Grasset, Paris, 1969.
- Murray, Vera, *Le parti Québécois : de la fondation à la prise de pouvoir*. Cahiers du Québec, Montréal, 1976.
- Napolitan, Joseph, *The Election Game, and how to win it*. Double day, New-York, 1972.

- Nappi, C., *La structure des exportations du Québec*. Institut de recherche C.D. Howe, Montréal, 1978.
- Newman, Peter C., *The Canadian Establishment*, Vol. 1. McClelland and Stewart-Bantam Limited, Toronto, 1977.
- Niosi, Jorge, *La Bourgeoisie Canadienne*. Montréal, Éditions du Boréal Express, 1980, 241 p.
- Niosi, Jorge, *Le contrôle financier du capitalisme canadien*. Presses de l'Université du Québec, Montréal, 1978.
- O'Neil, Pierre et Benjamin, J., *Les Mandarins du pouvoir*. Éditions Québec-Amérique, Montréal, 1978.
- Orban, Edmond, *Un modèle de Souveraineté-association*. Éditions Hurtubise HMH, Montréal, 1978.
- Perroux, François, *Pouvoir et Économie*. Bordas, 1973.
- Queen's University, Kingston, Ontario, Institute of intergovernmental relations, *Federalism and intergovernmental relations in Canada, Australia, the United States and other countries : a supplementary bibliography*. Kingston, Ont., The Institute, 1976, 346 p.
- Raynauld, André, *La Propriété des entreprises au Québec*. Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1974.
- Raynauld, A., *The Canadian Economic System*. MacMilland Company of Canada, Toronto, 1967.
- Revel, Jean-François, *La Tentation totalitaire*. Robert Laffont, Paris, 1976.
- Revel, Jean-François, *Ni Marx, ni Jésus*. Robert Laffont, Paris 1970.
- Rioux, Marcel, *La Question du Québec*. Seghers, Paris, 1969.

- Robert, J.-C., *Du Canada français au Québec libre*. Flammarion, Paris, 1975.
- Robinson, E.A.G., *Location Theory, Regional Economics and Backward Areas*, dans E.A.G. Robinson (ed.), *Backward Areas in Advanced Countries*. St. Martin's Press, New-York, 1969.
- Roy, Jean-Louis, *Le choix d'un pays, Le débat constitutionnel Québec-Canada 1960-1976*. Montréal, Leméac, 1978, 366 p., 1978.
- Roy, Jean-Louis, *Les programmes électoraux du Québec, tome II (1931-1966)*. Montréal, Leméac, 1971, 458 p.
- Rumilly, Robert, *Histoire de la Province de Québec*. Éditions Fides, Montréal, 1959-1970, vol. 26 à 41.
- Rumilly, Robert, *L'autonomie provinciale*. Éditions de l'Arbre, Montréal, 1948, 302 p.
- Rumilly, Robert, Maurice *Duplessis et son temps*. Éditions Fides, Montréal, 1973, 2 vol.
- Rumilly, Robert, *Quinze Années de Réalisations*. Éditions Fides, Montréal, 1956.
- Ryan, Claude, *Éditoriaux*, 5 juin 1962 - 11 janvier 1978. Montréal, *Le Devoir*, 1962-1978, 13 vol. 1962-78.
- Ryan, Claude, *Le Québec qui se fait*. Éditions Hurtubise HMH, Montréal, 1971.
- Ryan, Claude, *Une société stable*. Éditions Héritage, Montréal, 1978.
- Sales, Arnaud, *La Bourgeoisie Industrielle au Québec*. Les Presses de l'Université de Montréal, 1979.

- Schumacher, E.F., *Small is Beautiful*. Blond and Briggs. London, 1973.
- Schumpeter, J., *Capitalism, Socialism and Democracy*, Trad. fr., Payot, Paris, 1969. [Texte disponible, en version française, dans [*Les Classiques des sciences sociales*](#). JMT.]
- Séguin, Maurice, *L'idée d'indépendance au Québec*. Éditions du Boréal Express, Montréal, 1977.
- Servan-Schreiber, Jean-Jacques, *Le défi mondial*. Éditions Sélect, 1980.
- Soldatos, P., *Souveraineté-Association, l'urgence de réfléchir*. les Éditions France-Amérique, 1979.
- Tchakhotine, Serge, *Le Viol des foules par la propagande politique*. Nouvelle éd., Paris, 1957.
- Tocqueville (de), Alexis, *De la Démocratie en Amérique*. Larousse, Paris, 1975. [Texte disponible, en version intégrale, dans [*Les Classiques des sciences sociales*](#). JMT.]
- Toffler, Alvin, *The Third Wave*. New-York, 1980, 544 pp.
- Tremblay, Rodrigue, *Indépendance et marché commun*. [Texte disponible dans *Les Classiques des sciences sociales*. JMT.]
Québec /États-Unis. Éditions du Jour, Montréal, 1970. [Texte disponible dans *Les Classiques des sciences sociales*. JMT.]
- Tremblay, Rodrigue, éd., *L'Économie Québécoise*. les Presses de l'Université du Québec, Montréal, 1976.
- Tremblay, Rodrigue, *La 3e OPTION*. Éditions France/Amérique, Montréal, 1979. [Texte disponible dans *Les Classiques des sciences sociales*. JMT.]

- Valaskakis, Kimon, *Le Québec et son destin international, les enjeux géopolitiques*. Éditions Quinze, 1980.
- Valaskakis, Kimon et al., *La Société de conservation*. Éditions Quinze, Montréal, 1978.
- Vermon, Raymond, *Les Entreprises multinationales*. Calmann-Levy, Paris, 1971.
- Weber, Max, [*L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*](#). Plan, Paris, 1964. [Texte disponible, en version intégrale, dans *Les Classiques des sciences sociales*. JMT.]
- Whyte Jr, W.H., *The Organization Man*. New-York, 1956.